

• CRISES DANS LA FRANCE D'OUTRE-MER

LEMONDE

Afghanistan: compromis ou guerre civile?

(Pages 16 et 17.)

32 pages = 15 F

Gr.-Bret.: 1,10 f
Irisade: 1,70 f
Italie: 3,500 lires
Marce: 14,50 dir.
Pr-Ban: 5,00 F1.
Sonig: 900 FCFA
Sulne: 3,80 FS
Taulule: 1 700 m

Publication mensuelle – 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

MÉCANISMES D'EXCLUSION ET EXTRÉMISME

Quand le chômage sape la République

« Des sociétés qui nourrissent en leur sein des millions et des millions de chômeurs risquent de s'effondrer. La violence menace, la capacité indus-trielle est durablement atteinte, le tissu social se déchire. A terme, la démocra-

Michel Albert (1).

AIS enfin, dans quel type de société voulez-vous donc nous condamner à vivre? Une société où, satisfaits de leur sort, des professionnels de haut niveau cohabiteraient sans heurts avec de modestes salariés, souvent à statut précaire, mais sagement soumis par crainte d'aller grossir le flot des chô-meurs? Une société où serait institu-tionnalisé l'inacceptable divorce entre les nantis de la culture et les victimes de l'échec scolaire, vouées dès leur plus jeune âge à subir le double choc des mutations technologiques et de l'imprévoyance des gouvernements?

le oblige à s'interroger sur le type à

he pas les seuls Etats-Unis, Cette fait

an Greider s'interroge, dans su te

rise le mythe de la société sans che

in capitalisme de la fin du vingième à

die . le mythe, aussi, de prétent

Marie, sur le sees de ce qui den le

and catre les personnes dans le socie

inn. l'écrit : « Si les secrets du tent dévoulés, le mystère de l'argen n'à [...]. Les subous une fois décodispe

de leur societé, les accords pands

it tour pouveir de persuesion. Les his

Matternaens avec précision ce qui les m

sen, les rigoureux rituels obserés

deprendraient enfin ce en qual ils ode. Milant, le mystère était nécessain pr

time la foi manule. Savoir était par

er des secrets réconfortail. Si les And

at a exprendre la vérité à leur suje.

ul-êsre escus-ce parce qu'ils mè

manant peur de regarder à l'intélect

in message va loia, très loin, bien 25-12

tion Brem-Unn. Il appelle, au terme duem tione attentifique, au renversement de lup-

all a la prise du pouvoir par la mess

Federal Reserve Plans the County, Sons of Schools, Name Vork, 1958, 799 pages, 1895 this

Line in brochure du Monde diplomant.

🙀 🛳 Spôjmaï Zariáb : LES 20178

militaire conventionnel : LURS

poisse occidentale de l'Europe F

de le modernité en Tunisie of

Property MOIS: - Liberté la part

thique du mois d'avril 1988

Present et le principe de la princip

a de sol à 156 000 assemble

THE CHIEF CATON CITS.

28 et 27 :

A 35 :

dens leque, nous vivons, car le line a

Vous savez pourtant qu'une société ainsi déchirée fait fleurir les pires extrémismes (2), qui la menacent jusque dans ses structures démocratiques. Vous savez aussi qu'une scolarisation ratée produit en masse de jeunes chomeurs, tenus à l'écart des prouesses du monde moderne, per avance exclus de toute vie professionnelle et familiale, irrésistiblement entraînés dans des voies dangereuses.

Si vous ne le savez pas, allez donc voir ce qui se passe à Los Angeles, où les gangs d'adolescents comptent quelque 70 000 « durs » qui, l'an dernier, ont commis 387 homicides. « Il y a ici un million de jeunes qui ne possèdent aucune autre spécialisation que leur aptitude à se battre dans la rue », dit un officier de police (3).

Il est vrai qu'en Amérique, qui pèche toujours par excès, « 30 % des adolescents abandonnent l'école secondaire avant d'avoir terminé : leurs quatre ans d'études (4). Mais croyezvous que la situation soit meilleure de ce côté-ci de l'Atlantique ? En France, 200 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans aucune qualiPar CLAUDE JULIEN

fication -, écrivait Bertrand Schwartz voilà déjà sept ans (5).

Et, si vous voulez voir comment ces chiffres se traduisent concrètement dans la vie de ces garçons et filles jetés. sans préparation aucune, dans une société si sière de son Minitel, de ses Airbus et de la susée Ariane, alors précipitez-vous sur la France illettrée. Vous comprendrez mieux comment, à l'heure de la crise économique, leur échec scolaire d'hier se trans-forme en échec social et professionnel; un faux pas, et les voici sans emploi, sans famille, à la rue, fortement destinés, si rien ne vient les arrêter, à aller gonster le nombre des nouveaux pauvres » (6).

Bien sûr, vous ne voulez pas d'une société qui tolérerait que grandisse le contingent d'exclus. Doublement exclus : culturellement et économiquement. Vous refusez une évolution, pourtant déjà bien engagée, qui multi-plie les marginaux, les inadaptés, les chômeurs, sans cesse distancés par les avancées de la science et par de fascinantes technologies. Pourtant, par votre impuissance, ce scénario catastrophe, vous le rendez possible.

ACE au chômage, nous avons tous échoué, a dit le président de la République. Cet humble aveu ne satisfait personne. Car il soulève mille questions : pourquoi cet échec persistant ? Quelle logique, quelles conceptions ont été prises en défaut? Et surtout, quelles leçons en tirez-vous, que comptez-vous faire ?

« Vous » : ce pronom ne désigne pas seulement les politiques, les gestionnaires, les syndicats si visiblement désemparés, toute la gamme des « décideurs ». Il englobe l'ensemble des citoyens, du haut en bas de l'échelle : devant un mal aussi dévastateur, nul ne peut se replier dans sa coquille.

Voilà trop longtemps que la machine à fabriquer des inadaptés tourne à plein régime. La crise scolaire ne date pas d'hier, la dérive d'une culture a bien d'autres causes que les insuffisances de l'éducation nationale (?). Elle atteint les plus éminents responsables, d'abord soucieux de rajeunir leur look » et nou de rénover leur pensée, mais tellement heureux de se trouver aux leviers de commande, alors que, depuis trois lustres, les rebonds de la « crise » continuent de les prendre au dépourvu.

En période d'expansion, la prospérité générale absorbait tant bien que mal les inadaptés, leur faisait un sort plus ou moins acceptable. Dès que la machine s'essouffle, sans hésiter elle les rejette. Alors les monstres commen-cent à s'agiter. Se calmeront-ils si revient la prospérité? Peut-être. Mais viendra-t-elle? « A mon avis, le monde a mis le cap sur une récession pour 1988 (...). Une [véritable] dépression n'est pas probable. Mais je ne l'exclus pas, car la stupidité des gouvernements ne devrait jamais être sousestimée. - Ainsi s'exprime l'exchancelier allemand Helmut Schmidt (8). Il devrait savoir...

'IMPUISSANCE des gouvernants, des grands argentiers, des chefs d'entreprise et des « experts » met en accusation leur culture : c'est avec des idées d'hier qu'ils affrontent les problèmes de

(Lire la suite page 4.)

Ancien commissaire au Plan, PDG des AGF, dans le Pari français, nouvelle édition, Scail, Paris, 1985, pages 11-12.

(2) Voir, dans le Monde diplomatique, mai 1988, le dossier « Société écartelée, pla-nète disloquée » et l'article de Christian de Brio : « Le terresu de l'extrême droite ». (3) Cf. Time, 18 avril et 9 mai 1988; News and World Report, 25 avril 1988.

(4) Cf. Newsweek, 2 mai 1988, et Time, (5) Bertrand Schwartz, l'Insertion professionnelle et sociale des jeunes, La Doctation française, Paris, 1981.

(6) Jean-Pierre Vélis, la France illettrée, l'Epreuve des faits, Le Souil, Paris, 1988,

(7) « Des sociétés malades de leur culture », Manière de voir, nº 1, décembre

(8) Entretien accordé à US News and World Report, 11 janvier 1988.

AMBITION ET LIMITES

Les socialistes français et la contrainte européenne

Le pouvoir ne se refuse pas, dit-on. En France, après les élections législatives et dans le sillage de la victoire de M. François Mitterrand, le Parti socialiste s'appréte à l'exercer, fût-ce de façon partagée, avec des personnalités, voire des formations, dont certaines avaient jusque-là soutenu le gouvernement de M. Jacques Chirac. Ce recentrage volontaire compensera-t-il les handicaps structurels d'un parti qui ne dispose pas d'un ancrage social à la mesure de son poids électoral et qui risque de voir ses ambitions de réforme se heurter aux mécanismes néolibéraux de l'Europe de 1992, dont il a pourtant fait un de ses chevaux de bataille ?

Par BERNARD CASSEN

OUR la première fois depuis sa naissance en 1905, ou sa < renaissance = au congrès d'Epiney, en 1971, le Parti socialiste français occupe désormais l'espace électoral des grandes socialdémocraties européennes (scandinaves, allemande, britannique) ou des partis socialistes du Sud (Grèce, Espagne, Portugal), qui gouvernent ou ont gouverné leurs pays seuls ou au sein de coalitions dont ils constituaient la force

La première élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République, en mai 1981, avait déjà entraîné dans son sillage, aux élections législatives de juin, l'arrivée à l'Assemblée nationale d'une « vague rose » de parlementaires, mais la majorité abso-lue de slèges ainsi obtenue, grâce aux vertus du scrutin majoritaire, était apparue à la droite comme un accident de l'histoire. En mars 1986, le PS perdait les élections et le pouvoir, mais ses 31,6 % de voix traduisaient sa montée en puissance vers la barre des 40 % qui, quel que soit le mode de scrutin (proportionnel ou majoritaire), lui garantit de frôler ou de dépasser la majorité parlementaire, et donc de constituer l'ossature du gouvernement.

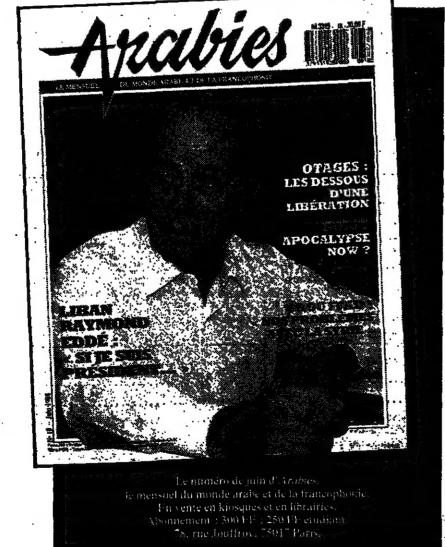
Peu de dirigeants socialistes s'illusionnent cependant sur la véritabl nature de cette ascension, qui procède moins d'un mouvement populaire conquérant que des divisions profondes de la droite, attisées par la montée du Front national, de l'acharnement suicidaire d'un Parti communiste en voie de groupusculisation et de l'habileté de M. Mitterrand, triomphalement réélu le 8 mai dernier par 54 % de l'électorat. Désormais, le PS a acquis le statut de parti « naturel » de gouvernement, dont l'arrivée au pouvoir fait partie des mouvements de pendule de l'alter-

nance, éprouvés dans le reste de l'Europe de l'Ouest ou aux Etats-Unis. Mais cette consécration intervient dans, une conjoncture radicalement différente de celle de la période 1981-1986 et surtout des autres situations-types de domination de la social-démocratie dans ce qui est aujourd'hui l'Europe des Douze : soit la transition entre la fin des « trente glorieuses » et l'hégé-monie du néolibéralisme (cas du travaillisme britannique de 1964 à 1970 et de 1974 à 1979, et du SPD allemand de 1966 à 1982), soit la gestion du retour à la démocratie après des années, voire des décennies, de dictature dans les pays de l'Europe du Sud (cas du PS portugais, du PSOE espa-gnol et du PS grec) (1).

Cette conjoncture soulève, pour le PS, deux questions principales : d'abord celle de l'état de ses forces pour briser l'engrenage de la société duale qui s'installe sous nos yeux, véri-table fabrique des exclus et terreau de l'extrême droite (2) ? Ensuite, la difficulté de préserver une marge de manœuvre face à la mise en place de l'Europe hyperlibérale du marché unique de 1992, qui ne connaît structurellement d'autre impératif que celui de la rentabilité. Deux questions apparemment distinctes mais qui appellent une che de remèdes nationaux à la dislocation de nos sociétés s'apparenterait au si les mécanismes libre-échangistes prévus par l'Acte unique continuaient, sans contrepoids, à tirer en sens

(Lire la suite page 3.)

 Voir André Kédros, les Socialistes au posvoir, Pion, Paris, 1986. (2) Voir le Monde diplomatique, mai 1988.



DANS CE NUMERO:

L'heure des solidarités

Deux objectifs inséparables devraient s'imposer à une société en crise : relancer l'économie, revitaliser la démocratie. En fait, constate Claude Julien, lorsque la raison politique ne sait plus comment affronter les difficultés, elle laisse s'emballer les mécanismes d'exclusion et les extrémismes ; c'est ainsi que « le chômage sape la République » (pages 1 et 4).

LES RACINES DU MAL

De nouveaux dispositifs d'aide, comme le « minimum social d'insertion », visent certes à « limiter l'extension de la grande pauvreté » (page 5) mais ne peuvent extirper les racines du mal. Certains estiment, pourtant, que le remède est simple : expulser les immigrés. Cette même thèse donna lieu, dans les années 30, à un grave débat où l'on vit des hommes politiques passer « de la compréhension des « valeurs » fascistes à la trahison des démocraties > (pages 6 et 7). L'exclusion fut aussi, pendant longtemps - « quand les catholiques inquiétaient l'Amérique », - le souhait des protestants majoritaires aux Etats-Unis (page 32).

Combattre les idées de l'extrémisme de droite devrait être l'un des objectifs du nouveau pouvoir en France; mais cette ambition sera limitée par la faiblesse de l'ancrage social des socialistes français et par la « contrainte européenne » (pages 1 et 3). A l'égard de la Nouvelle-Calédonie. Paris devra faire preuve de beaucoup d'imagination politique alors qu'il paraît également urgent de se pencher sur les autilité accises dans la France d'autre mos d'acces d'autre par l'acces d'acces d'acces de la company de la co que paraît également urgant de se transcrises dans la France d'outre-mer » (pages 8

DE L'AUDACE POLITIQUE

imagination aussi et audace politique paraissent indispensables pour résoudre, au Proche-Orient, le conflit israélo-arabe et parvenir « à le paix per l'internationalisation » (pages 18 et 19). En Aigha-

nistan, alors que commence le retrait soviétique, c'est de sens de la négociation que les parties en présence devront faire preuve, car le dilemme reste : « compromis ou guerre civile ? » (pages 16 et 17). En Iran, « l'iman Khomeiny se retourne contre les conservateurs » pour mettre fin au blocage des réformes sociales et tenter de sculager une population qui ploje sous le fardeau de la guerre (pages 14 et 15).

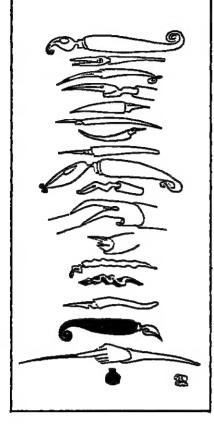
LA VOIX DES VICTIMES

C'est le fardeau de la crise qui, le plus souvent, accable les citoyens. Par exemple, dans une ville comme « Grand-Bassam, quelque part en Côte-d'Ivoire », la crise fait reculer l'avenir et retarde la venue de jours meilleurs (pages 20 et 21). En revanche, aux Etats-Unis, des millions d'individus participent dans la joie à « la foire aux miracles des télévangélistes » qui, moyennant quelques deniers, leur promettent pour bientôt le paradis. Et c'est que, dans les villes modernes, de très nombreux citoyens agressés par la petite délinquance se sentent abandonnés par l'Etat et estiment celui-ci insensible à la « voix et aux droits des victimes » (pages 26 et 27). Qui évoquera le sort de tant de laissés-pour-compte ? Les médias ? Alors au'on s'achemine « vers un marché mondial de l'information télévisée » (page 11),

il est à craindre que les médias audiovisuels ne se soucient fort peu de réclamer que sonne enfin l'heure des solidantés.



COURRIER DES **LECTEURS**



Précision

Un lecteur marocain nous signale la publication dans un quotidien de Casablanca, le Matin du Sahara du 21 février 1988, d'un «message» adressé au roi par les membres du jury du . Prix Hassan II des quatre jurys . et par des membres de la presse internationale réunis à Laâyoune (Sahara occidental). Au bas de ce texte, qui exprime une «admiration sans réserve pour les réalisations prodigieuses qui ont vu le jour au Sahara », sigure notamment la mention - Eric de Kerret (le Monde diplomatique) ».

M. Hugues de Kerret, qui est effectivement un collaborateur de notre journal, nous prie de préciser qu'il n'a iamais signé un tel document et que, de surcroît, il participait à ce jury exclusivement en sa qualité de directeur de la Maison des écrivains de Paris.

A la suite de l'article « Les ratés de la démocratie au Sénégal », publié dans le Monde diplomatique d'avril 1988, les précisions suivantes nous sont adressées par M. Jacques Mariel Nzouankeu, maître de conférences à la faculté des sciences juridiques et économiques de Dakar, directeur de la Revue des institutions politiques et administratives du Sénégal, et président du Centre d'études et de recherches sur la démocratie pluraliste dans le tiers-monde (CERDET):

Parlant des élections générales de 1983, l'auteur écrit : « La surprise fut générale lorsque, à la veille du scrutin, la Cour suprème, en principe chargée de veiller à la régularité des opérations électorales, rendit un arrêt supprimant l'obligation pour chaque élec-teur de présenter une pièce d'identité au moment du vote. C'était la porte ouverte à toutes les fraudes... le plus légalement du monde. »

Contrairement à ce qu'affirme l'auteur, ce n'est pas un arrêt de la Cour suprême qui avait supprimé l'obligation pour les électeurs de présenter la carte nationale d'identité au moment du vote ; c'est la loi électorale elle-même qui le prescrit. En effet, selon le code électoral sénégalais, tout concitoyen doit présenter une pièce d'identité, ou l'une des pièces en tenant lieu, limitativement énumérées par le code, au moment de son inscription sur les listes électorales ; il doit présenter les mêmes pièces au moment du retrait de sa carte d'électeur. En revanche, au moment du vote la carte d'électeur suffit. La circulaire (et non pas l'arrêt) du premier président de la Cour suprême qui précède toujours les opérations électorales, adressée aux membres des bureaux de vote, n'avait fait que rappeler ces dispositions légales (...).

L'auteur écrit plus loin : « L'ouverture démocratique se réduit à une simple législation des partis, toujours privés, en dehors des périodes électorales (vingt et un jours tous les cinq ans, à raison de trois à cina minutes par jour), de toute possibilité d'accès aux medias audiovisuels, qui restent

un monopole d'Etat. 🕶 Ces propos sont également inexacts. En effet, au Sénégal, en dehors des périodes électorales, l'opposition n'est pas privée de toute possibilité d'accès aux médias audiovisuels : les comptes rendus des activités des partis sont frésion: les manifestations nationales et régionales des partis (congrès, assises, etc.) sont couvertes par la radio et la télévision : les membres de l'opposition participent à de nombreux débats publics contradictoires (séminaires, journées d'études, diners-débats, etc.) retransmis par la radio et la télévision.

On peut estimer, et c'est mon sentiment personnel, que les médias d'Etat

a Fondation pour les Etudes de Défense

Nationale publie des études de référence

en matière de stratégie, de polémologie

et de relations internationales.

• Lesfemmes, la violence et l'armée.

Réfugiés indices de conflictualité.

PARAÎTRE.

LE CATALOGUE 1988 DE

LA FEDN VIENT DE

DEMANDEZ-LE.

Parmi les dernières parutions:

• Les espaces d'Israël.

DEUX COLLECTIONS D'OUVRAGES :

«FONDATIONS» ET «LES 7 ÉPÉES»

DEUX PÉRIODIQUES : «STRATÉGIQUE»

ET «ETUDES POLÉMOLOGIQUES»

TALOGUE

JE SOUHAITERECEVOIR LECATALOGUE 1798 OF LA REDIC

ADRESS

LA DOCUMENTATION FRANCAISE

1/4 me tem forms. Salvators/Life.

La démocratie au Sénégal

peuvent et doivent faire plus pour permettre à l'opposition de s'exprimer, dès lors qu'elle le fait non pas pour lancer des appels à la violence ou proférer des injures, mais pour critiquer objectivement le gouvernement et surtout exposer des solutions concrètes aux difficultés du Sénégal (...).

Nulle part, dans son article, l'auteur ne relève la moindre responsabilité de certains membres de l'opposition dans les événements que le Sénégal traverse.

Un chef de l'opposition a lancé un « appel » avant le scrutin, adressé, entre autres, aux autorités militaires et aux forces de sécurité, dans lequel il préjugeait déjà de l'issue du scrutin, annonçant qu'il formerait son gouvernement même s'il n'était pas élu (car, dans cette dernière hypothèse, il y aurait eu fraude) et qu'il devait alors être obéi en tant que chef des armées.

(...) Que des cas de fraude soient signalés ici ou là ne me surprend pas personnellement dans la mesure où la démocratie est un long apprentissage et que, même dans les vieilles démocraties, on continue toujours de signaler des cas de fraude à la suite des élections. Ce qui est important, c'est de sanctionner les auteurs de ces fraudes lorsqu'ils sont identifiés, d'améliorer la réglementation des élections de manière à rendre les fraudes très difficiles à pratiquer (...).

De son côté, M. Ibrahima Signate, directeur du bureau d'information et de presse de l'ambassade du Sénégal à Paris, nous adresse une longue lettre dont voici des extraits :

Fraudes: C'est l'argument passe partout de l'opposition par lequel elle essaye de masquer la faiblesse notoire de son implantation. En vérité, les résultats officiels des élections, de l'avis des observateurs, traduisent le rapport réel actuel des forces dans le

Quand il y a eu des « bavures » en nombre limité, la Cour suprême a pure-

ment et simplement annulé les procèsverbaux litigieux.

Le Parti socialiste au pouvoir a fait

les frais de ces annulations, contrairement à ce qu'affirme votre correspon-

Au total, le problème pour l'opposi-tion, c'est d'apprendre à perdre dans la dignité sans invoquer, à tout bout de champ, des frandes imaginaires. Ce qui constitue une solution de facilité. L'opposition doit, également, se faire à l'idée que l'alternance ne se décrète pas. Elle doit sortir des urnes (...).

Etat d'urgence et arrestations d'opposants : Comment en est-on arrivé à l'état d'urgence, dont il faut préciser qu'il ne s'applique qu'à la seule région de Dakar (la capitale). Dès le 29 avril (lendemain du scrutin), à partir du moment où il était apparu à l'opposition que le verdict des urnes lui était défavorable, elle a brutalement abattu ses cartes en tentant de créer une situation insurrectionnelle qui aurait remis en cause la volonté librement exprimée du peuple sénégalais. C'était l'aboutissement d'une campagne de démagogie, et d'incitation à la violence menée, notamment, par le Parti démocratique sénégalais de Me Abdoulage Wade.

En effet, bien avant l'ouverture de la campagne électorale, le responsable du PDS s'était répandu en déclarations incendiaires où il récusait, par avance, les résultats du scrutin (au cas où ils ne lui seraient pas favorables), menaçait d'ériger son parti en mouvement de libération nationale, de constituer un gouvernement parallèle, brandissait le spectre d'un scénario « à la Philip-

A l'occasion du Congrès extraordinaire de son parti les 2 et 3 janvier 1988 dans la perspective des élections présidentielles et législatives, Me Wade recommandait à ses militants présents dans les bureaux de vote le jour du scrutin, en cas de fraude (entendez, au cas où le PDS n'aurait pas la majorité), d'empêcher la poursuite des opérations de vote en s'y opposant physiquement. Mieux: en riposte aux éventuelles « violations de la volonté populaire », il intimait à ses troupes l'ordre d'occuper les préfec-tures et les sous-préfectures pour « empêcher la faisification des procès verbaux ». L'occupation du ministère de l'intérieur, le rassemblement popu-laire devant la Maison de la radio figuraient aussi dans ce singulier programme. On ne pouvait annoncer plus clairement l'épreuve de force envisa-

Shirt at in our mater property

aminute and andres pe

Employed a decision de mi

g windware in getit beite det

coctate.

mer de men derreet)

were tur en commatisme.

Te de douil out on & l'épusé de

porte de la quer de la fille 🚾 🎒

pric aus e cul che su perfe

rende an und in frahemen !

the are set in the stranger

print succession and alternal

XB a Though Extragal 🛍

| La Salfa in Fantantum 🏕 🎁

Totale of it. No co Ma management of the translate of the

in the property of the factor

of Line of the Selection of the

Find a Physical proper description

Perill on transmission

Sammer endagen de de

one de SOS Flucisme en de la companya de la company

menure fut terr la ca calle

ine es acrestions, sent

ante des est es de cadres.

arte Grenent (et quels en en terre mer tes) celles qui ente plus pres la réalité social

L'effordrement du Parti

areculture qu'il avait se été les ans encadrement, activité de les austres de le control de le contr

arreu se posent précisément à Unite committee, les problès

Table and the first of the the

The second section in

Service at Man

Replacées dans ce consexte, les violences qui ont éclaté à Dakar et dans sa banlieue, le 29 février, prennent toute leur signification. Il s'agissait ni plus ni moins de la mise en œuvre d'un plan soigneusement muri (...). D'où l'instauration de la loi d'urgence et du couvre-feu qui, en limitant previsoirement la circulation des personnes, a permis d'éviter des exactions encore plus graves et des affrontements mettant en danger la vie de Dakarois (__).

C'est dans ces conditions ou'est intervenue l'arrestation de Me Wade et de quelques-uns de ses lieutenants (2). Ils tombent en effet sous le coup des articles 80 et 98 du code pénal qui répriment « les actes et manauvres de nature à compromettre la sécurité publique ou à occasionner des troubles politiques graves, à jeter le discrédit sur les institutions publiques ou leur fonctionnement, à enfreindre les lois

Un dernier point : votre correspondant fait état d'un taux d'abstention de l'ordre de 42 % comme si ce phênemène était nouveau.

Il n'en est rien. C'est le pourcentage moyen des abstentions lors des scrutins au Sénégal. Il est tout à fait înexact d'attribuer les abstentions à l'action de partis politiques « influents » comme le Rassemblement national démocratique (RND). Au Sénégal, tous les observateurs sérieux savent que le RND, depuis la mort de son fondateur, le professeur Cheikh Anta Diop, est nettement marginalisé...

« Sociétés écartelées, planète disloquée »

Dans l'esprit des articles publiés dans notre numéro, de mai sous le titre « Sociétés écartelées, planète disloquée », M. Thierry Curren, irnaliste à la Martinique... no fait part de ses réflexions sur le « phénomène Le Pen » :

Un homme s'apprête à faire un bon repas et, un pauvre passant par là, il refuse de partager avec lui cette nourriture. C'est l'attitude du lepéniste face à l'immigré, de la France face à ses anciens colonisés, du monde industrialisé par rapport au tiers-monde. Cela ressemble à une parabole chrétienne! Un système discursif dont se réclame d'ailleurs M. Le Pen. Ne sont-ce pas justement, encore le paradoxe, les autorités épiscopales qui, en Amérique du Sud, aux Etats-Unis où la misère gagne aussi, sont les seules à manifester leur révolte contre l'égoïsme outrancier des possédants, de par le monde «civilisé » ? Ce ne devrait pas être un sentiment religieux, mais un élémentaire sentiment humain qui révèle à tous les inégalités criantes au mépris desquelles notre monde évolue. Et, au-delà de toutes ces religions simplistes et hystériques, bien imagées par les « preachers - capitalistes américains qui font de la religion un marché, n'est-ce pas justement un appauvrissement spirituel généralisé de l'Occident, laissant la place à un appétit matériel insatiable mais dérisoire sur le plan philosophique, qui laisse la porte ouverte à des hérauts tels que M. Le Pen, dans la personne duquel viennent se cristalliser des haines, des espoirs, des incompréhensions, toute l'errance d'une partie du corps social qui ne pense pas que les idées lepénistes soient pires que les autres... N'est-ce pas le renouveau d'esprits intégrant enfin, par le savoir et la réflexion, la modernité de ce monde, qui, un jour peut-être, donnera au « tiers-monde », aux pauvres, leur

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur : Claude JULIEN Rédaction en chef : Micheline PAUNET Ignacio RAMONET Rédaction: Christian DE BRIE, ard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH Secrétaire de rédaction : Solange BRAND REDACTION

Publicité: le Monde Publicité S.A. Responsable: Antoine Ganvin 5, rue de Montressuy, 75007 Paris. TEL: 45-55-91-82 on 45-55-91-71

véritable émancipation? André Malraux, un de nos « grands cerveaux », a dit : « Le siècle prochain sera religieux ou ne sera pas ». Il comprenait déjà la ze des esprits étroits. Il nous do nait déjà une leçon contre l'égoïsme.

De son côté, Mm Valérie Bertrand, de Montrouge, qui travaille dans un organisme de formation des jeunes de dix-huit à vingtcinq ans, apporte son témoignage sur les difficultés à trouver un emploi à l'issue des stages de for-

Ce sont ces jeunes-là qui pâtissent des effets du néo-libéralisme. Comment peuvent-ils espérer devenir sinon les « battants » qu'on leur demande d'être, au moins, capables de s'adapter (maître mot de l'idéologie actuelle) ou, tout au plus, de réussir à s'insérer professionnellement, quand ils n'ont ni qualification ni expérience et si peu de cette « culture générale » nécessaire à l'adaptation des hommes aux sociétés qui évoluent si vite ?

Pour eux, les seules solutions, certes désormais nécessaires mais combien insuffisantes, consistent à passer par les SIV. TUC, SPA, PIL, PLIF ... et autres mesures de traitement social du chômage. Il est vrai que certains parmi eux ne peuvent pas accéder directe-ment à l'emploi ; mais, vu l'évolution

« LECTEURS SOLIDAIRES »

daires » asin de constituer un sonds permettant d'abonner au Monde diplomatique

des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sor-

somme de 42 393 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M= Claire Bris-

set, M. Jacques Chonchol, M. Pierre de Charentenay et M. Edmond Jouve, a établi

une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts.

groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous avons

envoyé gratuitement notre journal. Ont déjà été établis : 38 abonnements en Afri-

à..... Code postal.....

on de 🗆 50 F 🗆 100 F 🗆 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS

SOLIDAIRES» pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique. «Lecteurs Solidaires», 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

lecteur du « Monde diplomatique » depuis sus, verse par

□ 250 F pour un abomnement en Afrique ou au Proche-Orient.

313 F pour en abonnement en Amérique latine.

343 F pour un abounement eu Asie.

□ chèque postal

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulle-

ties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

que, 27 en Amérique, 3 en Asie et 1 en Europe de l'Est.

tin ci-dessous.

□ chèque bancaire

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs soli-

En réponse à cet appel nous avions reçu, à la fin du mois de mai 1988, la

de ces mesures depuis trois ans, ont-ils la garantie, à l'issue de ces stages, de s'insérer dans la société ? Pour un certain nombre, je n'en suis pas persuadée. Certes, ils penvent acquérir une courte expérience, une formation sur le tas, mais tout dépend désormais du-bon vouloir des employeurs chez qui ils sont < tombés ».

En quoi un jeune peut-il se former lorsqu'il fait un SIVP nettoyage, qu'il balaie et lave à longueur de journée pour 2 960 francs par mois ?

Fabriquer des boutons peut-il apporter à un jeune désirant se former au métier de vendeur? Et lorsqu'un autre trouve enfin chaussure à son pied et qu'on le confirme à une tâche subalterne parce qu'il est noir, que pense-

Pour ma part, lorsque je retrouve ces jeunes une fois par semaine et que je leur parle des lois qui régissent le monde du travail, je suis contrainte de leur dire : - Ceci est la loi, c'est garanti, écrit dans le code du travail, mais c'est la théorie. A côté, il y a la réalité... - Et eux se mettent à raconter leur réalité : celle de la précarité, du

court terme, des dépenses... (...) Je crois qu'il faut renforcer le discours sur les droits de l'homme, sur le droit à l'existence. Existence économique et existence politique vont de pair et sont le garant d'une démocratie

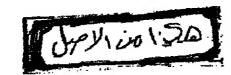
la marge re

FRAGILITÉ mibrente. manifesant dans la société Been ables on autocomis to par tappert à l'exécutif, telle les les handicaps que le PS pour prendre à bres à de a son compenser la faible la compense la fameuse la compense la compense la fameuse la compense la fameuse la compense la fameuse la compense la co ien la fameuse - carre Ber aucune autre démocra ente un puris détenant par ben as songerait de historieni de continue at centrales, qui s'ouvai Ges elections legislations le tenir lieu de projet de contenu ? L'échor orce . cette alliane Finde de la SFIO et de Sanitaleur commun te laire barrage an PC et et et de Gaulle. Un frem oire des républica des de M. Le Pes, su Frituck du MRP Secure Sociates (CE) de faiure à suscitor l'and Alegaie Pour l'emploi. Cica

lateur : Hubert BEUVE-MÉRY

7, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 Télex : MONDPAR 650572 F TEL: 42-47-97-27

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.



opposant physiquement Met riposte aux éventueiles « Met la volonté populaire » « Met troupes l'ordre d'occuper la faisification de le verbaux » L'occupation de » » de l'intérieur, le rassemblement de l'intérieur de l'assemblement la Manson de la rassemblement de la rass gramme. On he pouvait almost clairement l'epreuve de forc e

Replacées dans ce content lences qui ont éclaté à Dakarde leur signification | 11 premet moins de la mise en curre du tauration de la loi d'urgeac couvre-feu qui, en limitat por couvre-feu qui, en imitan por ment la circulation des pense permis dévinter des enseine plus graves et des affrontents Lant en danger la vie de Dakana.

C'est dans ces condition et intervenue l'arrestation de Me We de queique-uns de ses lieutenui lis tombent en effet sous le contract et 98 du code par répriment et 98 du code par répriment et les actes et manure à compromettre la the publique ou à occasionner de pur publique ou à occasionner de les politiques graves à jeter le la sur les institutions publique at fonctionnement, à enfrendre le

Un dernier point : voire condant fait état d'un taux d'absteur l'ordre de 42 % comme a c mène était nouveau.

If n'en est rien C'est le porce, moyen des abstentions lors des re-au Sénégal. Il est tout à fait le d'attribuer ice abstentione i ficus partes pointiques - influents and Rassemblument national dimen (RND). Au Senegal, tous in the teurs serieus savent que k Ny depuis in men de son fondates be fesseur Cheskh Anu Diopere ment marginable...

disloquée »

de ces matures depuis trois and la gerentie i l'mue de ces que Signagrer dun la société ? Pour ma Bart nott bre. en en suis pes perse Certes, ils reusent acquerir men experience une formation ser k mais tout depend désormais à woulder des amployeurs chez quille.

Es que, un joune peutil etc. Kornage 1 feet on SIVP nettoyages battate et line à lengueur de ger pour 2 Pour l'annes par mois *

Fabr gaer des boutons pendig ter a um jeune destrant se fare. andther de vendeur "Et lorsqu'au trouve enfin chaussure à son per terme parce do la estinoir, que pe

Pour nu gurt, langue je retrati seunes une tors par semant der ieur parie des lois qui rigare. enconde du travail result compet leur dire . Cyr: est la la. C garante contrata a todo femmais quest la théorie A coll. Etc. Pen. Le. - Et out se mettent inst leur reacció de la préamicourt terme, des depends (1)

Je erais qu'il faut renforer bi COURS SUE les deutes de l'homme. down I for dence Existent and dies es existence bolitique fou et et somt le garant d'une desse

SOLIDAIRES »

des lected de mattage d'obonne de Monde diplome dans des pays qui lemitent strictened at Mint in pour de change est très défororable regu, à la fin de mois de ma les on de en fonds, constitue par Ma Clark Charestenay et M. Edmond Jone is ne entres de recherche, unversità un amanicires, es suquels must de de est étables : 38 abunament as

And mountainent de soudante, remplisse les an Europe de l'Est

AMBITION ET LIMITES

Les socialistes français et la contrainte européenne

(Suite de la première page.)

Avec des variations et des hauts et des bas tenant à la couleur politique de gouvernements aiguillonnés par les syndicats, on a vu, au cours des années 50 et 60, se créer ce que Gilles Martinet appelle - un mode de vie, un type de société, une sorme de civilisation. européens (3), fondés sur une augmentation rapide du niveau de vie, l'extension de la protection sociale, l'allongement de la durée des congés, les esquisses d'introduction de la démocratie dans le monde clos de l'entreprise. Toutes avancées qui n'ont pas eu leur pendant aux Etats-Unis et au Japon. Cet édifice de l'Etat-providence constitue le legs historique de la social-démocratie, même s'il n'a pas été uniquement mis en place par les partis se réclamant d'elle.

En réponse à la crise du milieu des années 70, c'est à cet édifice que s'est attaqué le procès de « modernisation » mis en œuvre avec une particulière «pureté» dans l'Amérique de M. Reagan et la Grande-Bretagne de M. Thatcher, mais qui n'a laissé de côté aucun pays d'Europe où il a eu pour résultats la désagrégation du tissu social et la marginalisation de couches, voire de régions entières, et pour corol-laire la recherche de boucs émissaires. Le vote Le Pen en France, la montée des mouvements d'extrême droite que sont le Parti du progrès au Danemark (9% des suffrages aux élections législatives du 10 mai dernier) ou son homonyme en Norvège (10% des voix aux élections municipales de 1987) et, en RFA, les 5,1 % obtenus le 20 mars dernier par les formations d'extrême droite aux élections au parlement de Bade-Wurtenberg sont autant de symptômes de désaffection à l'égard des formations politiques se situant à l'inté-rieur de ce que les Italiens appellent l'« arc constitutionnel».

Le PS français est-il équipé pour relever ces défis? Contrairement aux grandes social-démocraties d'Europe du nord - RFA, Royaume-Uni, Suède, - il ne dispose pas des relais syndicaux que sont respectivement la DGB, le TUC et LO, qui garantissent une écoute minimale du monde du travail. Seule la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et sa mouvance mutualiste sont réellement proches de lui, mais avec ce revers de la médaille que les enseignants sont surreprésentés parmi ses adbérents. Cette faible insertion dans les conches salariées les plus basses et dans le tissu associatif a conduit le PS à coopter directement à des postes de responsabilité, sans autre rite de passage, des dirigeants de l'UNEF-ID, qui avaient canalisé le mouvement étudiant de décembre 1986, de SOS-Racisme ou de Méded'ouverture, il faut voir là un clin d'œil médiatique et donc un signe de faiblesse, ces associations, ainsi traitées comme des écoles de cadres, n'étant pas nécessairement (et quels que soient leurs autres mérites) celles qui affrontent de plus près la réalité sociale.

L'effondrement du Parti commu niste et donc le démantèlement de la contre-culture qu'il avait su créer laissent sans encadrement, animation ou perspective les quartiers défavorisés, ceux où se posent précisément, et de manière cumulative, les problèmes les

plus dramatiques : chômage, nonformation, coexistence de communautés ethniques, environnement urbain sinistré, etc. Qui prendra la relève des vendeurs de l'Humanité-Dimanche sur les marchés, de la chaleur des réunions de cellule dans les HLM et des multiples relais associatifs du PC? On connaît déjà la réponse à Marseille, où le Front national suscite désormais sa propre « culture » de substitution. Face à ce début de quadrillage du terrain, les troupes du PS, essentiellement issues des couches moyennes, semblent bien désarmées.

M. Laurent Fabius posait assez lucidement le problème de l'identité du PS quand il lui assignait le rôle d'un parti démocrate à l'américaine, c'est-à-dire d'une simple machine électorale. On touche là à un problème spécifiquement français, qui accentue encore l'écart avec les autres partis socialdémocrates européens : la personnalisation engendrée par le système présiden-tiel. L'acte décisif de la vie politique française étant l'élection du président de la République au suffrage universel, le PS se trouve devant l'alternative suivante : ou bien l'un des siens est déjà à l'Elysée, et alors le parti, auquel on pardonnera quelques frondes, est, pour l'essentiel, piloté à distance ; ou bien la présidence est à conquérir, et la vie des organes directeurs se réduit à l'affrontement entre présidentiables. Au moment on M. Mitterrand n'avait pas encore annoncé sa décision de briguer un second mandat, et donc où M. Michel Rocard était encore sur les rangs. Thierry Pfister pouvait écrire : Les deux principaux présidentiables du PS donnent souvent l'impression d'être davantage embarrassés par leur formation qu'autre chose. Ni l'un ni l'autre n'attend d'elle un projet politique ou la définition d'une stratégie. Leurs démarches sont d'abord personnelles, le parti n'étant perçu que comme une machine électorale qu'il convient de contrôler, ne serait-ce qu'en raison de son éventuelle capacité de nuire... La stratégie et donc le contenu du projet politique sont l'apa-nage des seuls présidentiables (4). »

Dans tous les autres pays d'Europe, l'existence d'un système parlementaire à l'état pur limite, s'il ne les supprime pas - que l'on pense à l'ascendant de M. Felipe Gonzalez sur le PSOE ou de M. Bettino Craxi sur le PS italien, - les tendances à la domination absolue d'un dirigeant sur son parti, puisqu'il est élu, comme ses collègues, sur une liste ou dans une circonscription donnée, sans pouvoir se prévaloir de l'onction du suffrage universel national. Tout congrès de « recomposition »

du PS aura à se pencher sur ce problème qui ressemble fort à la quadrae du cercle : en Grande-Bret Italie, en Suède, etc., le parti - au gouvernement ou dans l'opposition - n'a qu'un seul « patron ». En France, en cas de victoire électorale complète, il en a trois : le président de la République, le premier ministre et le premier secrétaire. Mais la maîtrise du jeu reste entre les mains du président, qui, par l'exercice des droits de dissolution et de désignation du premier ministre, ainsi que par la composition du gouvernement ou par sa propre démission, maintient sa tutelle sur le PS et lui fixe les limites à ne pas dépasser.

La marge réduite des politiques nationales

FRAGILITÉ militante, ancrage insuffisant dans la société civile. écartèlement entre les ambitions des présidentiables ou autonomie très relative par rapport à l'exécutif, tels sont donc les handicaps que le PS doit surmonter pour prendre à bras le corps les problèmes de la société française. Estce pour compenser la faible épaisseur de cette assiette sociale que M. Mitterrand souhaite en élargir le périmètre à travers la fameuse « ouverture » ? Dans aucune autre démocratie occidentale, un parti détenant une majorité parlementaire (même si elle n'est pas l'expression d'une majorité de suffrages) ne songerait de lui-même à un gouvernement de coalition. La chasse aux centristes, qui s'ouvrira avec une vigueur accrue au lendemain du second tour des élections législatives, ne va-telle pas tenir lien de projet politique, le contenant dispensant de s'interroger sur le contenu ? L'échec de la « troisième force », cette alliance sans programme de la SFIO et du MRP entre 1947 et 1951, tint au fait que son seul teur commun était la volonté de faire barrage au PC et au RPF du général de Ganile. Un front des démocrates, voire des républicains, contre les idées de M. Le Pen, avec les béritiers spirituels du MRP - le Centre des démocrates sociaux (CDS) - n'est pas de nature à susciter l'enthousiasme dans les files d'attente de l'Agence nationale pour l'emploi... Or, comme le

remarque Edgard Pisani, « ne voit-on pas pourtant que des générations entières se débattent en quête du sens? » (5), et que, à « pensée sans objet et société sans projet (6) », on risque d'aboutir à la dislocation accrue d'un corps social laissé à la merci du < mieux-disant > démagogique.

Mais peut-on aujourd'hui formuler un projet strictement français alors même que les mécanismes de l'Acte unique européen, signé le 17 février 1986, conduisent à une dépossession des prérogatives de chaque État national? Le candidat Mitterrand a pris de gros risques, dans lesquels il a entraîné le PS, en faisant figurer en première place de ses options la préparation de l'Europe de 1992. Car c'est bien là un domaine où les cartes sont loin d'être dans ses seules mains et où tous ceux qui croient à la nécessité, pour l'instance politique, d'intervenir sur l'économique - les socialistes étant par définition de ceux-là - ont de bonnes raisons de manifester leur appréhension. Le marché unique européen, c'est, en effet, la liberté totale de circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux au sein de la

L'économique, sous sa forme la plus classique de libéralisme sans frontières, prend sinsi plusieurs longueurs d'avance sur le politique, encore enfermé dans le cadre national. Certains prévoient déjà de sérieuses difficultés pour le recouvrement de l'impôt sur les grandes fortunes, prévu par M. Mitterrand pour financer partielle ment le revenu minimum d'insertion annoncé, les capitaux français risquant d'aller s'installer dans un autre pays curopéen au régime fiscal plus favorable. Dans d'autres domaines, comme les aides à l'industrie ou l'autorisation des investissements étrangers, la marge de manœuvre nationale est désormais pratiquement nulle. D'autres aligne-

ments « par le bas » sont à prévoir, notamment en matière sociale. Ce qu'aucun néolibéral n'aurait osé imaginer dans son propre pays, il est en passe de l'obtenir dans l'ensemble de l'Europe des Douze, et ce, jusqu'ici, sans la moindre résistance, ne serait-ce que terminologique, chacun semblant s'accommoder de la réduction de la construction européenne à un « mar-

Combattre le marché unique?

A VEC des mandats s'achevant respectivement en 1995 et en 1993, le président de la République et l'Assemblée nationale élue en juin seront donc comptables des effets de l'entrée en vigueur du marché unique. Pour le PS, l'enjeu est majeur, et il se résume à trois options. La première est de contribuer, avec ses partenaires européens (parmi lesquels il faut compter le Parti communiste italien), à l'élaboration d'une vision et de stratégies communes dans les principaux domaines industriels, économiques es sociaux, afin de retrouver une prise sur de grands pans de la politique. On peut imaginer l'immensité de la tâche à accomplir pour des partis et mouvements que l'histoire, la langue, la culture, la pratique séparent, qui ne se retrouvent qu'épisodiquement au sein de l'Union des partis socialistes européens et qui, au Parlement européen. votent souvent de manière différente, tout en appartenant au même groupe.

L'adoption de telles positions collectives ne serait, bien entendu, pas suffisante. Il faudrait également qu'elles soient relayées par les représentants de quelques États au niveau des conseils des ministres bruxellois ou du Conseil européen, et défendues avec la dernière énergie. Car elles trouveront en face d'elles non seulement les représentants des gouvernements néolibéraux mais l'ensemble des forces économiques et financières européennes, sans distinction de nationalité!

La seconde option, beaucoup plus vraisemblable, compte tenu de la lenteur prévisible des contacts entre partis européens et du caractère implacable du compte à rebours engagé à la CEE. est la défense pied à pied, au sein de ses instances, de la nécessité de politiques européennes communes (notamment celle d'un espace social de progrès), même si elle ne résultent pas d'une concertation rassemblant les divers partis socialistes et social-démocrates. Avec donc des risques de décalage avec les positions de certains d'entre eux.

Dans les deux cas de figure évoqués plus haut, il faut se souvenir que l'Acte unique, en autorisant la majorité qualifiée pour un grand nombre de décisions (notamment celles concernant l'établissement du grand marché) pour lesquelles l'unanimité était auparavant requise, permettra la mise en minorité de positions non conformes à l'orthodoxie libérale dominante. Dans un article consacré à l'Acte unique, la Lettre de la République moderne, organe du club que préside M. Jean-Pierre Chevènement, remet en mémoire le fameux compromis de Luxembourg du 28 janvier 1966 (permettant à un Etat de réclamer l'unanimité là où seule la majorité qualifiée serait requise, en cas de mise en cause d'un « intérêt vital -), et affirme : « Il est donc essentiel de rappeler que le compromis de Luxembourg reste en vigueur malgré les nouveaux textes. » Le gouvernement de M. Michel Rocard ira-t-il jusque-là et donnera-t-il éventuellement un jour le statut d'a intérêt vital - par exemple, an maintien et à la généralisation de tel on tel acquis social français on à la création d'une véritable politique commerciale com-mune de l'Europe ?

Reste enfin la dernière option, qu'un Européen aussi convaincu qu'Edgard Pisani n'hésite pas à envisager : « Si, en termes de forces et non d'institutions, l'Europe culturelle, sociale et politique ne se construit pas à temps pour donner un sens au marché unique, alors il nous faudra le combattre. Car le marché unique n'est pas notre objectif, s'il est l'un des moyens dont nous disposons pour construire l'Europe (8).» A supposer qu'elle intervienne avec l'ampleur souhaitée, l'« ouverture » vers les centristes dont l'européisme est l'un des credo majeurs - survivrait-elle à de pareils affrontements?

Les « petites phrases » politiciennes ont, à l'occasion, des résonances dépas-sant leur cible avouée. Avec un peu de recul, et compte tenu de la lourdeur des dossiers qui attendent le gouvernement issu de l'élection du 8 mai, des forces dont il dispose et des contraintes qui pèsent sur lui, on peut se demander si M. Valéry Giscard d'Estaing était uniquement respectueux du verdict du suffrage universel quand, au soir du 8 mai, il souhaitait : « Bonne chance, monsieur le Président. »

BERNARD CASSEN.

(3) Gilles Martinet, « Social-démocratic et idemité européenne », Revue politique et par-lementaire, n° 926, novembre-décembre 1986. (4) Thierry Pfister, introduction as débat

La gauche veut-elle encore changer la
société? », Revue politique et parlementaire,
nº 927, janvier-février 1987. Voir également Jacques Kergoat, « Quel avenir pour le Parti accialiste ? », Politis, 12 mai 1988.

(5) Edgard Pisani, « Socialisme et iété», l'Evénement européen, nº 1, Paris,

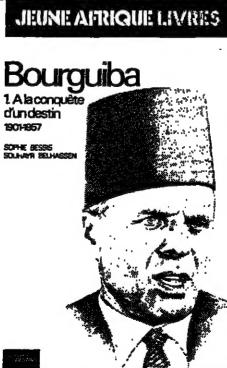
(6) Voir « Des sociétés melades de lour culture », Manière de voir I, le Monde diplo-matique, décembre 1987.

(8) Edgard Pisani, op. cit.

BOURGUIBA FORMAT 16 X 23.5 CM

"À la conquête d'un destin" 1901-1957

Six mois après sa subite destitution, enfin une biographie de Habib Bourguiba qui sort de l'hagiographie ou de la Bourguiba simple compilation, fondée sur des informations de première main, et tout à fait dundestin inédites, qui se veut aussi une histoire non officielle de la Tunisie depuis le début de soffhe bessis Souhayr belhasse ce siècle jusqu'à l'orée de 1988. Le premier tome décrit les jeunes années de Bourguiba, retraçant notamment les étapes d'une lutte de trente ans pour la libération de son pays et pour s'imposer comme le chef incontestable du mouvement nationaliste. il permettra au lecteur de



suivre l'itinéraire surprenant de cet homme au destin exceptionnel et de comprendre l'origine de ses relations avec un pouvoir qu'il ne sut jamais partager ni céder. Un ouvrage de Sophie Bessis et Souhayr Belhassen, toutes deux Tunisiennes et journalistes.

Déjà parus : Mandela l'indomptable par F. Soudan. Sankara le rebelle (épuisé) par S. Andriamirado. Sékou Touré, le héros et le tyran par I. Baba Kaké. Kaddafi, la CIA et les marchands de mort par F. Soudan et J. Goulden. À paraître : Tome 2. Un si long règne.

BON DE COMMANDE

A RETOURNER ACCOMPAGNE DE VOTRE RÉGLEMENT À DIFPRESS.

MÉCANISMES D'EXCLUSION ET EXTRÉMISME

Quand le chômage sape la République

(Suite de la première page.) Devant un échec aussi patent, ils seraient disqualifiés et chassés du système s'ils ne le tenaient entre leurs propres mains. Plus normale leur paraît donc l'exclusion des autres, à qui des voix non dépourvnes de talent, exploitant leur désarroi, s'efforcent d'offrir un sentiment d'apartenance.

Les unes accablent le bouc émissaire, nécessairement « différent » : anjourd'hui le musulman, comme pendant plus d'un siècle, aux Etats-Unis, les catholiques, corps étranger dans lequel la société protestante percevait une menace (voir, page 32, l'article de Philippe Videlier). Après le passage de John Kennedy à la Maison Blanche, cette démonisation paraît odieuse et ridicule. Ainsi en ira-t-il demain pour ceux que M. Le Pen vilipende

D'autres voix exaltent une illusoire communion des esprits qui, si hypocrite soit-elle, répond à un besoin éternel de l'homme. Tant et si bien que, en dépit de leurs frasques et de scandales à fort relent d'argent, les télévangélistes américains n'ont pas perdu un seul de leurs quelque quarante millions de fidèles (voir, pages 12 et 13, l'article d'Ingrid Carlander). Un peu partout en Occident, lorsque la raison ne sait plus comment affronter les monstres, elle se tourne vers les magiciens (9).

Que le miracle ainsi recherché soit politique ou religieux, voilà autant de citoyens qui renoncent à toute rigueur de la pensée, abdiquent toute volonté constructive, s'écartent des deux objectifs inséparables qui devraient s'imposer à la société en crise : relancer l'économie, revitaliser la démocratie. Certains voudraient sacrifier le second au premier? Voilà déjà un bon demisiècle que se présenta le même choix. Pourtant, rien de plus actuel que les grands débats qui firent rage tout au long des années 30 (voir pages 6 et 7). Face à la vague de démagogie, bien ternes paraissent aujourd'hui les accents républicains.

Pour colmater des brèches qui s'élargissent trop vite, il est grand temps de proposer aux plus démunis les moyens qui peuvent leur donner une chance de se réinsérer dans un système détraqué (voir, page 5, l'article de Denis Clerc). Mais ce « minimum social » porte bien son nom : apaisant la douleur, il ne guérira pas le mal.

OMMENT aller plus loin? Pour être efficace, toute action devra porter sur trois terrains : l'Europe, la France, le tiersmonde

Michel Albert a calculé que, pour augmenter de 1 % pendant trois ans le taux annuel de croissance de la Communauté européenne, il suffirait d'investir chaque année 0,6 % de sa production intérieure brute (10). Il propose de prélever sur les produits pétroliers une modeste taxe que la baisse des cours rendrait aisément supportable.

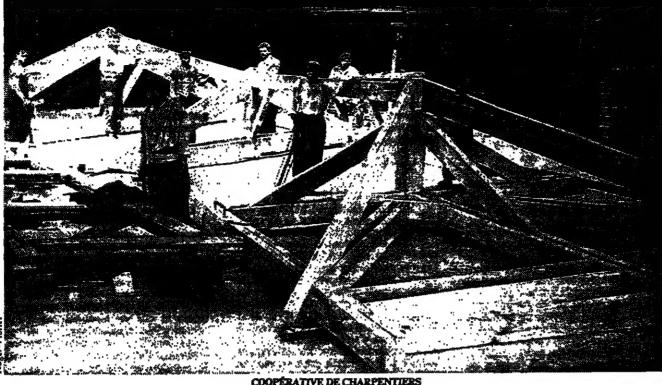
Le choix est clair : « Consomme immédiatement la baisse du pétrole : ou bien - l'investir pour assurer l'avenir ». Rappelant en outre que les pays de la Communauté détiennent « un tiers des réserves en devises du monde et près de la moitié des réserves d'or », il plaide en faveur d'un renforcement du système monétaire européen (SME) pour en faire « un deuxième pôle monétaire d'importance mondiale ». Un pôle qui ne devrait pas être, comme c'est actuellement le cas, une simple zone monétaire au service du mark (11). L'actuelle « non-Europe » gaspille ses ressources en éparpillant ses efforts dans quantité de domaines :

huit Mastères spécialisés en :

Les "Mastères" spécialisés (M.S.)
- une formation d'excellence de 3° cycle.

diplôme équivalent d'université étrangère.

ment médical - Management de la trésorerie.



COOPÉRATIVE DE CHARPENTIERS

électronique, recherche fondamentale, télécommunications, nouveaux moyens de transport, biotechnologies, etc. Dans la scule informatique, « quatre millions d'emplois sont en jeu d'ici à 1990 -, note Michel Albert.

Une autre étude montre que le prolongement des tendances actuelles conduirait dans douze ans la CEE à un intolérable taux de chômage de 16 %, alors que l'achèvement du marché intérieur européen procurerait des bénéfices d'environ 200 milliards d'ECU et entraînerait la création de cinq millions d'emplois (12). L'urgence est grande. Peut-on s'offrir le luxe d'attendre l'échéance de 1992 ? Les Douze sontils disposés à accélérer le mouvement en n'acceptant pas la seule logique néolibérale de circulation des capitaux et des marchandises et en privilégiant les impératifs de la cohésion sociale? (voir, pages I et 3, l'article de Bernard

I prometteuses soient-elles, les perspectives européennes ne sauraient invalider tout effort national. Alors pourquoi cette étonnante discrétion sur le rôle du Plan? L'expérience suggère qu'il convient d'en repenser la mission, de resserrer ses objectifs en lui assignant un petit nombre de priorités, d'intensifier ses pouvoirs d'intervention en mettant à son service une véritable banque d'investissement.

Son action doit s'inscrire dans trois directions : en s'appuyant sur Eurêka, intensifier l'effort de développement des technologies de pointe, qui, si elles suppriment des emplois, n'en commandent pas moins l'avenir de toute société; aider les petites et moyennes entreprises, importantes pourvoyeuses d'emplois, à améliorer leurs capacités d'exportation (13); favoriser les actil'argent des mécènes. vités de services, non pas dans le style des « petits boulots » chers à M. Séguin, mais pour satisfaire des demandes solvables qui restent sans

réponse ou ne sont pas même formulées (14) » : crèches, équipements de sports et de loisirs, formation et culture, aides à domicile, transports locaux, sauvegarde du patrimoine historique et touristique, mouvements associatifs, notamment pour les adolescents, etc. La richesse ne repose pas uniquement sur la production de biens matériels (agriculture et industrie). Elle est conditionnée par tout ce qui contribue à l'épanouissement humain. Deux secteurs s'imposent à l'attention. D'une

sans rivale; comme le dit M. Jean-

Louis Rollot, secrétaire général de la

Ligue de l'enseignement et de la forma-

part. l'enseignement : recruter des maîtres et professeurs de plus haut niveau et, pour attirer les meilleurs éléments, revaloriser leur statut social. D'autre part, la vie associative : son dépérissement laisse le champ libre aux extrémismes, alors que son efficacité reste

tion permanente, « grace à notre bénévolat, avec 5 F de subvention nous sommes capables de créer 20 F (15) ». De 1986 à 1988, la droite a malmené des associations qu'elle ne contrôlait pas (16). Sans grand succès, elle prônait le mécénat. Humainement et économiquement, le temps des bénévoles donne de meilleurs résultats que

Une société soumise aux bouleverse ments de la modernisation technologique et à l'épreuve du chômage voit s'ouvrir devant elle un immense chantier : la restructuration progressive du territoire national. Gonflés par la spéculation immobilière, les coûts du logement et des services communs sont devenus prohibitifs dans les grands centres urbains. Depuis 1975, on enregistre une baisse de population dans l'ensemble des villes de plus de cent mille habitants, tandis qu'un exploitant au cours des prochaines années. Décongestionner les villes, reconstituer le tissu rural, répondre au puissant désir d'améliorer l'habitat : une législation adaptée à cette triple demande donnerait un élan à tous les métiers du bâtiment et du génie civil. Un secrétariat d'Etat exclusivement chargé de l'artisanat (et non de l'artisanat et du commerce, comme le veut une tradition obsolète) préciserait les moyens d'alléger les contraintes fiscales et bureaucratiques, qui, à l'heure actuelle,

découragent les 904 000 artisans d'embaucher des compagnous.

RESSER le cours de l'unifica-Plan : ces deux politiques prennent tout leur sens si l'on suage de surcroît aux immenses besoins qui doivent être satisfaits dans le tiersmonde. Casser les spéculations qui jouent à la buisse sur les cours des produits tropicaux accroîtrait les capacités d'importation de nos partenaires africains (17).

Les citoyens se déchargeraient-ils sur une majorité parlementaire, quelle qu'elle soit, du soin de mettre en œuvre une stratégie pour une nouvelle croissance et contre le chômage ? Les partis tiennent « un discours politique inadapté (18) ». Le langage des technocrates de l'économie ne passe pas mieux que celui des idéologues du néolibéralisme. La population tend à s'en désintéresser, bien que nombre d'initiatives s'offrent à elle dans les communes, les départements, les régions. C'est d'abord localement qu'il faut donner un sens nouveau an maître mot de ce temps : solidarité. Si celle-ci se traduit uniquement par les prestations sociales octroyées aux plus démunis, elle finira par être perçue comme une aumône, alors que la nécessaire redistribution des ressources financières respecte la dignité de chacun lorsqu'elle s'accompagne d'une action de tous les citoyens pour renforcer la République en engageant le combat collectif contre le chômage.

CLAUDE JULIEN.

(9) Voir l'article d'Ignacio Ramont, le londe diplomatique, décembre 1988. (10) Michel Albert, op. cit., pages 296 et

(II) Voir l'article de Jean-Paul Planchou. (12) Futuribles, avril 1988.

(13) Voir Alain Bucaille et Bérold Costa de Bezuregard, PMI, enjeux régionaux et internationaux, préface de Georges Chavanes, Economica, Paris, 1987. En France, 31 300 PMI représentaient en 1985, avec 1 750 000 salariés, 25,7 % des effectifs industriels, 40 % de la valeur ajoutée industrielle et environ 10 % de la population salariée. Aux Etats-Unis, entre 1976 et 1982, le taux de crossance de l'emploi a été de 1 % dans les 43 % dens celles de moins de 20 salariés.

(14) Michel Gaspard, les Services contre le chômage, préface de Jean Fourastié, Alternatives économiques », Syros, Paris,

(15) Ché par la Croix, 8-9 mai 1988,

(16) Voir l'article de Bernard Cassen, « Vitalité et innovations des réseaux associa-tifs », le Monde diplomatique, février 1988.

(17) Ce thème a été trop souvent abordé dans les colonnes du *Monde diplomatique* pour qu'il soit utile de le reprendre lei. (18) Grand Orient de France, «Texte d'orientation générale», 19 décembre 1987.

le déclin du Congrès, de rendre plus effi-

cace le fonctionnement de l'administra-

tion. Appelant de ses vœux l'avenement

de cette « troisième République », il

conclut par une constatation désabusée :

« En attendant, le passif de la deuxième

République s'alourdit. Le spectre d'une

deucième République indéracinable, sans

être celui du totalitatisme ou du chaos,

n'en constitue pas moins une sérieuse

offense au rêve américain : un cauchemar

EACE a cotto i tantace 🖦 Life on a mention de philosophia

RESENTE OR O

n) f par enfanti sous

pi enfin en place un

Torre declar these Tombre de la michanes cett desertion de la Company the man tive de Besangen est is personner directs, pain, b The ending termes well. emei de completer les de Financia de monage des ma de cher attenpent ma de cher attenpent ma de cher attenpent ma de cher au de cher attenpent ma de cher attenpent ma cher per attenpent de cher atten de mines conjuntament per les ATD-Guart mende. martement et la Caisse d'affect milities 26 familles définité de de la completa del completa del completa de la completa del completa del completa de la completa del completa del completa de la completa del com Parent familie

Si (ami ice (5) a permis de te la régularité des renem The Service Cas lent whoster Pri seuspiement y nut mit e Componement : les bostes are (pour les trafestes de pour ant (pour les enfants), pro-le frient, ça a parent l' faller en siage ») du famille mideances, rembourser les dus Ces differentes experience

Cast Colsonice and Cast de Colsonice and Cast de Colsonices ». de comenton passée de départements (80 à ou los alla constant de la constant de l

temples mentionnés plus 100 par mois est versée de aux personnes on famille demunies de resemble aniches de l'estate de l'estat rencement de ces allocados

le département pour de se And the complement for kr.). Oueiques départaments les (Dordegnes Some Marie des persons) à des persons

d'ennui administratif. » SCHOFIELD CORYELL

AUX ÉTATS-UNIS

Quand le pouvoir fédéral conforte le « libéralisme des groupes d'intérêts »

A campagne des élections primaires, aux Etats-Unis, bat actuellement son plein, et les sondages considèrent le probable candidat du Parti démocrate, M. Michael Dukakis, comme le favori dans la course à la Maison Blanche. Cette période, où les débats sont pourtant fort nombreux, n'a pas été mise à profit jusqu'à présent pour faire le bilan, en particulier social, de la politique économique néolibérale de M. Reagan, et de poser certains graves problèmes de fond. Comme ceux, fondamentaux, que sou-

A la rentrée universitaire 1988-1989, l'E.S.C.P. vous propose, pour la deuxième année,

Audit international - Management des projets internationaux - Manageme

bureautique - Management de la qualité en collaboration avec l'ECP et l'ESTP -

Management de l'information et des médias - Management social - Manage-

Renseignements et inscriptions : Pierre COLLOMBERT, Responsable des programmes 3° Cycle. Ecole Supérieure de Commerce de Paris, 79, Avenue de la République,

75543 PARIS Cedex 11 - Tél. (1) 43.55.39.08, Poste 1157

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

- un label qui fait la différence accrédité par la Conférence des Grandes Ecoles.

- être titulaire d'un diplôme de Grande Ecole, de 3° cycle, DEA, DESS.

lève Theodore J. Lowi dans un manuel de science politique récemment paru en

Dans cet ouvrage au titre révélateur :

la Deuxième République des Etats-Unis (1), Theodore J. Lowi affirme que l'Etat libéral contemporain - l'incarna-tion de ce qu'il appelle le « libéralisme des groupes d'intérêt » - a pris définitivement forme aux Etats-Unis voilà exactement trente ans, avec pour principale caractéristique l'extension des pouvoirs du gouvernement fédéral aux domaines sociaux et économiques - conflits ethniques, vie de l'entreprise, pollution, éducation - qui traditionnellement lui échappaient. Cette évolution, entamée par la révolution rooseveltienne - l'ensemble des réformes du New Deal instituées pour faire face aux conséquences sociales de la crise économique, - a abouti à la naissance d'une république radicalement dif-férente de celle, décentralisée et peu interventionniste, instaurée par la Constitution de 1787, cependant toujours en vigueur.

Par suite du transfert à Washington des pouvoirs de décision et d'initiative qui appartenaient autrefois aux Etats, « les Etats-Unis sont devenus un Etat uni ». Or, selon l'auteur, c'est justement le sys-tème fédéral décentralisé établi par la Constitution qui expliquait en grande partie l'absence d'un clivage droite-gauche dans ce pays. A défaut de pouvoir central, les forces potentielles de contesta-tion étaient privées d'une cible sur laquelle aurait pu se cristalliser (comme en Europe) une mobilisation nationale.

Mais, précise-t-il dans son avantpropos pour l'édition française, « les Etats-Unis attendent encore cette « européanisation » de la vie politique américaine, même si elle est peut-être pour

Theodore J. Lowi donne un aperçu de

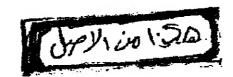
les grandes lignes d'un mouvement d'opposition de gauche « à l'américaine », tout en dressant un réquisitoire impitoyable contre le « nouveau libéralisme » de cette « deuxième République » oui s'est instaurée à travers une multiplicité d'organismes administratifs, dépendant d'un exécutif omniprésent, tiraillé par des lobbies grands et petits. Le règne de la « deuxième République » s'est traduit ces dernières années, dit-il, par la corruption de le justice, l'éclipse de la démocratie parlementaire, l'affaiblisse-ment de l'Etat de droit. La « révolution reaganienne » n'a fait qu'accélérer et

Refusant toute forme de « néo-laisse faire », l'auteur préconise alors une autre « solution pratique » : la « démocratie juridique », seule capable, selon lui, de rétablir le règne de la justice, de stopper

accentuer la détérioration.

(1) Theodore J. Lowi, La Deuxième République des Etats-Unis : la fin du libéralisme, traduit de l'américain par Pierre-Olivier Monteil, PUF, Paris, 1987, 444 pages, 198 F.





découragent les 904 000 d'embaucher des compagnes in.

de surcroît aux immenses bande doivent être satisfait dans les propients à la baisse sur les control duits tropicaux accroîtrait les cains (17).

Les citovens se cours de l'acceptant les cains (17).

Les citoyens se déchargaise sur une majorité parlementant le qu'elle soit, du soin de mette de arraiente pour une nome.

ane strategie pour une forme sance et contre le chômege ? Les tisennent « un discours polities .

dapté (18) » Le langue de les crates de l'économie ne les

mieux que celui des idéologies de

libéralisme. La population leuis désintéresser, bien que combrés tives s'offrent à elle dans la les dénartements La p

munes, les departements le le

C'est d'abord localement est

donner un sens nouveau au min: de ce temps : solidarité. Si che

de ce temp. traduit uniquement par les prese

sociales octrovees aux plus de

elle finira par être perçue come;

aumone, siors que la nécessir e tribution des ressources financies

pecte la dignité de chacm les

s accombague q'une acnor de par

caroyens pour renforcer la Réplé en engageunt le combat collectie

(9) Vous l'article d'Ignacia line. Monde diplomatique, décaube 198

(10) Michel Albert, op at, page

(11) Vert l'article de Jean-Pail les

(13: Voir Alain Buceille et Binit

de Bentregard. PMI enjeux ripan, amagement de profess de George Commente preface de George Commente de Paris, 1987 for free 11 500 PMI representant en Maria.

1750 300 Salarion, 25,7% des dioxie

Breit. 4) 7 to in taleur ajoutée manie.

Etato-Leut. entre 1976 et 1982, br

Cristanac de l'empia a me de 18m.

entreprises de plus de 500 percent. 4) Williams de la de mouss de 20 subit.

de rélimençe, profess de Jem Fon «Automatives monomiques», Spali

#14: Mudal Gaspard, les Series:

1551 Cité par la Cout. 89 mg

(16) Vair l'article de Bourd (e.

(17" Ce unerra a éta trop some se

Militaria et l'espoyations des recesses

laka a ji ka Marana dapan mulapa, limpi ji

dens les anarres de Monde Aples.

poser qu'il son utile de le represin a

(18. Grand Orient de Fra

d'armen 111 na grinerale «. 19 décembre €

in Marile 2.7. mattigue, parent 1982

(12) Fatarities aveil 1988.

CLAUDE JUS

le chômage.

SEIVABLES

RESSER le cours de les

UN NOUVEAU DISPOSITIF D'AIDE SOCIALE

Limiter l'extension de la grande pauvreté

RÉSENTÉ en conseil des ministres du 18 mai dernier, le projet de « revenu minimum d'insertion » du gouvernement de M. Michel Rocard (2 000 F par mois, 3 000 F pour un couple, plus 600 F par enfant) touchera cinq cent mille personnes totalement démunies. Longtemps après les autres pays européens, la France met enfin en place un dispositif qui, s'il ne résoudra pas l'ensemble des problèmes posés, devrait endiguer la menace d'exclusion sociale qui pèse sur les plus pauvres.

- Par DENIS CLERC *

Le revenu minimun garanti sait recette : MM. François Mitterrand, Jacques Chirac et Raymond Barre l'avaient inscrit - avec des modalités différentes cependant - dans leurs catalogues respectifs de mesures postélectorales. La France va ainsi rejoindre les nombreux pays européens dans lesquels un dispositif analogue existe : Allemagne fédérale, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Danemark, Irlande.

Il est vrai qu'il y avait urgence. Le dispositif français de protection sociale présente en effet la caractéristique de reposer essentiellement sur des cotisations prélevées sur les revenus d'activité : salaires on revenus du travail indépendant. De ce fait, ceux qui cotisent accumulent des droits à prestations, dont sont privés ceux qui n'ont pas cotisé ou qui n'ont pas cotisé assez longtemps. Certes, au fil des temps, des aménagements ont été apportés à ce principe général : ainsi, un minimum inillument de la companya (en 1956) ricillesse a été instauré (en 1956), indépendant des cotisations antérieures. De même, les prestations fami-liales sont désormais versées à tous coux qui ont des enfants à charge, même si, faute d'occuper un emploi, ils n'ont pas contribué au financement. Enfin, la généralisation de la Sécurité sociale (en 1978) s'est accompagnée de dispositifs d'aide sociale destinés à alléger le coût de la contribution des assurés volontaires (ceux qui ne peuvent être affiliés automatiquement faute d'emploi ou d'inscription régulière comme demandeur d'emploi), voire à accorder la gratuité des soins (aide médicale gratuite). Pourtant, ces aménagements n'ont

pas suffi. La montée du chômage a fait

éclater le système, multipliant le nombre des sans-droits ou des personnes vulnérables, c'est-à-dire celles dont la situation personnelle les rend incapables de remédier à une détérioration brutale éventuelle de leur situation économique. Selon le rapport Wre-sinski (1), 400 000 personnes seraient sans converture sociale et 200 000 à 400 000 personnes seraient privées de logement (donc de prestations familiales). Une enquête plus ancienne du CREDOC (2), menée en 1978 pour le compte de la Caisse nationale d'allocations familiales auprès des ménages non agricoles, révélait que 2 100 000 familles – regroupant 6,3 millions de personnes - devaient se contenter, pour vivre, de revenus inférieurs à 60 % du SMIC de l'époque (qui était de 1 840 F par mois, équivalent à 3 900 F actuels) par unité de consommation (3). Cela représentait, à l'époque, 13,5 % des personnes enquêtées. Parmi ces pauvres, 1 100 000 personnes devaient survivre avec moins de 40 % du SMIC de l'époque per unité de consommation : 1 520 F d'aujourd'hui, l'équivalent moyen d'un TUC actuel!

Le « minimum local garanti »

FACE à cette situation - qui s'est sans doute détériorée depuis 1978, du fait de la montée du chômage et de la limitation, en 1979 puis en 1982, de l'indemnisation du chômage, — il fal-lait faire quelque chose. Un certain nombre de communes ont donc créé un « minimum local garanti » à l'exemple d'une initiative de Besançon en 1968 (au bénéfice, à ce moment-là, des scules personnes âgées, puis, à partir de 1974 et 1975, des femmes seules et des familles en difficulté). Une allocation permet de compléter les ressources éventuelles du ménage demandeur, de façon qu'elles atteignent un certain montant (à Besançon 70 % du SMIC pour une personne seule, et 5 % de plus par personne à charge), et cela durant une période limitée (4). A Rennes, en 1985-1986, une expérience originale a été menée conjointement par le mouvement ATD-Quart monde, la ville, le département et la Caisse d'allocations familiales : 126 familles défavorisées ont bénéficié durant quatorze mois d'un « revenu familial minimum garanti ». Il s'agissait d'assurer à ces familles qu'en aucun cas elles perce-vraient moins de 93 % du SMIC net (pour un ménage avec un enfant à charge), le « revenu familial minimum garanti » venant compléter les éventuelles autres ressources. L'enquête approfondie qui a été menée sur 33 de ces familles (5) a permis de montrer que la régularité des ressources, au moins autant que leur montant, contribuait sensiblement à une modification de comportement : les bénéficiaires redevenaient capables de projet scolaire (pour les enfants), professionnel (« le revenu, ça a permis à Gérard d'aller en stage ») ou familial (partir en vacances, rembourser les dettes...).

Ces différentes expériences ont donné naissance aux « compléments locaux de ressources », institués par une convention passée entre l'Etat et les départements (80 à ce jour) : une allocation mensuelle forfaitaire (et non plus différentielle, comme dans les exemples mentionnés plus haut) de 2 000 F par mois est versée pendant six mois aux personnes ou familles totalement démunies de ressources, sous condition qu'elles effectuent un travail d'utilité sociale à mi-temps, ou qu'elles participent à un stage de formation organisé par une collectivité locale. Le ent de ces allocations repose sur le département pour 60 %, l'Etat fournissant le complément (« plan Zeller »). Quelques départements complè-tent (Dordogne, Seine-Maritime...) lorsqu'il y a des personnes à

* Directeur de la revue Alternatives écono-miques (12, rue du Chaignot, 21000 Dijon).

charge (6). Le territoire de Belfort va plus loin, en proposant un « contrat-ressources personnalisées d'autono-mie » : il s'agit d'un revenu minimum mensuel différentiel (2 600 F pour deux personnes, 3 300 F pour trois personnes + 400 F par personne à charge) pour une période de six mois, reconductible quatre fois, en échange d'un engagement précis du bénéficiaire : suivre une formation, payer des arriérés de lover, chercher un travail

.Toutefois, pour intéressantes qu'elles soient, ces ébauches de revenu minimum sont loin d'être à la hauteur du problème posé : moins de dix mille per-sonnes bénéficient des « conventions Zeller » (7) et les dépenses sont de l'ordre de 40 F à 50 F par an et par

habitant dans les communes où existe un revenu minimal.

Dans la plupart des autres pays, les programmes existants sont beaucoup plus importants. Ainsi, au Royaume-Uni, il existe depuis 1966 un système de - prestations complémentaires > (supplementary benefits) versées à tous ceux dont les revenus sont infé-rieurs à un certain seuil. Ce dernier joue donc le rôle d'un minimum garanti. Il s'élevait, en 1983, à 280 F par semaine réduit depuis à 200 F (357 F pour les chômeurs de plus de soixante ans et les bénéficiaires percevant l'allocation depuis plus d'un an, sauf s'ils sont chômeurs). A cette somme s'ajoutent, le cas échéant, des compléments pour le chauffage et les charges de logement. On compte sept millions de bénéficiaires, et le coût du système s'élève à 60 milliards de francs (8). Toutefois, depuis avril dernier, une profonde réforme du système - jugé trop coûteux et, surtout, désincitatif à l'égard du travail - est en cours : les prestations complémentaires sont supprimées pour toutes les per-

sonnes disposant d'économies personnelles supérieures à 60 000 F, et elles sont réduites sensiblement pour tous ceux qui sont en situation de travailler. Enfin, les compléments de chaussage et de logement sont supprimés et remplacés par des prêts. En Allemagne fédérale, un million

de ménages environ perçoivent « l'aide courante pour les besoins vitaux », variable seion les Länder, qui complètent l'aide accordée par l'Etat central. Le niveau moyen est assez élevé: 2 600 F pour un couple, avec des compléments possibles pour le loyer et le chauffage. Le coût annuel est de l'ordre de 20 milliards de francs. En Belgique, le « minimum de moyens d'existence » (minimex) existe depuis 1974. Il s'agit d'une prestation locale, sinancée par l'Etat pour moitié, réservée aux demandeurs d'emploi, et d'un montant peu élevé (environ 500 FF). impact (39 000 bénéficiaires). En Irlande, une « allocation complémentaire d'aide sociale » est versée à 20 000 ménages environ. Aux Etats-Unis, sans que l'on puisse parler de revenu minimum au sens strict du terme, une série de programmes d'assistance ont été créés depuis 1964 : · bons de nourriture » (food stamps). side aux familles avec enfants à charge (AFDC), Medicaid (sécurité sociale). Supplementary Security Income (supplément de revenus pour les personnes agées ou handicapées), autant d'aides attribuées avec plus ou moins de facilité aux familles dont le revenu est inférieur au « seuil de pauvreté » (environ 5 500 F par mois pour une famille de population américaine. Toutefois, la « reaganomie » a sévèrement amputé la plupart de ces programmes sociaux, accusés d'encourager l'oisiveté. Du welfare (Etat-providence), on a glissé peu à peu dans le workfare (travailler pour mériter le welfare (9).



RESTAURANT DU CŒUR, PARIS-18º

Ces réticences libérales - pour ne pas dire plus - ne datent pas d'aujourd'hui. Déjà, en 1835, Tocqueville écrivait que - tout système régu-lier, permanent, administratif, dont le but sera de pourvoir aux besoins du pauvre, fera naître plus de misères qu'il n'en peut guérir, dépravera la population qu'il yeut secourir et consoler, réduira avec le temps les riches à n'être que les fermiers des pauvres, tarira les sources de l'épargne, arrêtera l'accumulation des capitaux, comprimera l'essor du commerce [...] (10) » : si les pauvres s'arrêtaient de travailler, les riches verraient fondre leur richesse

Pourtant, la plupart des expériences - celle de Rennes, notamment - montrent qu'il s'agit là d'un fantasme totalement dénué de fondement : dans notre société, l'exclusion sociale est rarement réversible (11). En limitant cette exclusion, le revenu minimum contribue à maintenir la cohérence sociale, donc les possibilités de réinsertion des victimes de la crise. Surtout si le droit au revenu s'accompagne d'une action volontaire dans ce

Le risque n'est donc pas un illusoire encouragement à la paresse. L'existence de cette « voiture-balai » peut, en

(1) « Grande pauvreié et précarité écono-mique et sociale », rapport du Conseil écono-mique et social du 28 lévrier 1987. (2) Consommation, nº 4 (1985-1986), éd. Dunod, « Caractéristiques des ménages à bas revenus », par G. Hatchuel.

(3) L'unité de consommation consiste à mesurer le surplus effectif de dépenses entraîné par une personne supplémentaire dans un ménage. Si l'on compte pour 1 la pre-(plus de quatorze ans) seront comptés pour 0,7 et les enfants (quatorze ans et moins) pour

(4) Une brochure éditée par le Centre communal d'action sociale de la ville de Besançon (9, rec Picasso, BP 2039, 25050 Besançon Cedex) retrace l'historique de l'expérience et fournit un bilan détaillé.

effet, inciter les entreprises et l'Etat à remettre en cause un certain nombre de règles sociales : salaire minimum, droit de licenciement... C'est une des thèses favorites des libéraux : l'entreprise n'a pas à avoir de responsabilité sociale. Dès lors que la collectivité assure chacun d'un minimum, les entreprises vont pouvoir s'exempter de règles qui handicapent leur compétitivité dans l'arène internationale. Déjà, en Grande-Bretagne, le salaire minimum a été supprimé pour les moins de vingt-cinq ans. Ainsi, à l'usage, le revenu minimum peut devenir une arme redoutable pour banaliser le marché du travail, en faire un marché comme les autres, avec ses variations erratiques de prix (salaires) ou de quantités (chômage).

Certes, un tel constat ne condamne pas, en soi, le revenu minimum. L'urgence est telle que tout ce qui peut atténuer ou limiter l'extension de la grande pauvreté, tout ce qui peut concrétiser la solidarité entre membres d'une même société, est bon à prendre. Mais les mesures d'accompagnement sont au moins aussi importantes que le revenu lui-même, si l'on veut éviter que ce dernier ne se transforme en un cheval de Troie au profit du libéralisme économique le plus débridé. L'enfer est pavé de bonnes intentions...

(5) Voir Un an sans retourner chiner, par J.-P. Finet et J. Jahoureck, Institut de recher-che et de formation, mouvement ATD-Quart monde (107, av. dn Général-Leckere, 95480) Pierreleye), 1987.

(6) Pour les expériences locales, voir le rapport de Ch. Proust, président du conseil général du territoire de Beifort, à l'essemblée situations de précarité et de passveté - (bôtel du département, place de la Révolution-Française, 90020 Belfort Cedex), décembre 1987. Un récent numéro des Documents du CERC (nº 88 : «Protection sociale et pau-vreté », l« trimestre 1988) analyse 24 expériences locales et fournit les barèmes prati-qués, le nombre de personnes touchées, etc.

(7) Dans le territoire de Belfort, la popula roevant un revenu minimum est ment plus importante en proportion 640 familles, soit 1 600 personnes, pour les neuf premiers mois de l'année 1987, ca qui représenterait, à l'échelle française, l'équivalent de 250 000 familles, - en raison des conditions d'attribution plus souples.

(8) Ces renseignements, ainsi que ceux relatifs à l'Irlande, la Belgique et l'Allemagne relatifs à l'Iriande, la Belgique et l'Allemagne fédérale, sont tirés d'un rapport du CREDOC réalisé pour le commissariat du Plan par E. Marc et B. Simonin : « Pauvreté, précarité : tentative de mesure », octobre 1986. Dans un article de la Revue Internationale du travail (mai-juin 1987) sur le « Revenu minimal tentation de la respectation de la commissa de la respectation de la contra del la contra de la contra de la contra del la contra de la contra de la contra del la contra de la contra del la contra de la contra de la contra de la contra del la contra del la contra del la c garanti : expériences et propositions ». Chan-tal Enzéby décrit également les expériences existantes (y compris Israel) et propose une

(9) On trouvera une passionnante analyse de « la politique sociale américaine » dans un livre de Frédéric Lesemann qui porte ce titre, aux éditions Syros, collection « Alternatives sociales ». Voir aussi le nº 16/56 de la Revue internationale d'action communautaire, sacrée à « La pauvreté : raison d'Etat,

(10) - Mémoire sur le paupérisme », seproduit dans le numéro cité de la Revue internationale d'action communautaire (édition Saint-Martin, 4073, rue Saint-Hubert, Montréal H2L 4A7).

(11) Voir le terrible témoignage de Jean-Luc Porquet, la Débine, édition Flammarion, Paris, 1987.

Vient de paraître Le DICTIONNAIRE des DÉCIDEURS

de l'Économie Française 1988 Des milliers d'informations

sur les hommes et leurs entreprises (C.A. > 50 millions de francs) 296 pages, relié, 1.200 F TTC franco SEPP: 10, rue Chauchat - 75009 PARIS Tel: (1) 45.23.30.00

groupes d'intérêts

la décian du Congrès, de rends per Carca le franchionnement de l'atmotion. Appelant de ses you l'aire catto e tro-sierna Republicati conduit par une constaution teste # En attercurt le passit de la Est Republique à alouidit. Le spent l. фильта Вит в две иделять Atte genur du totalitatisme ou à S m'en constille pas mons un se offense au rive amencan in des d'ernu administratif. >

SCHOFFELD COME

traduct de l'american par Personnelle.

P. F. Paris, 1987, 444 page, 1881.

iongue française State on Instituting neral de constallation Calibre de 264 pages

Commandes et ca Commandes and 2 21/15 Normal - 75015 Paris (18) 1-45-965

ÉCONOMIE MONDIALE - TIERS MONDE - DÉVELOPPEMENT DEA ET DESS D'UNIVERSITÉS DE LA RÉGION PARISIENNE **ANNÉE 1988-1989**

Paris I or Pons VI Tél. Pans I : 42-71-06-69 Tè. Paris VII : 43-36-25-26 p. 57 34 Option Développement des pays du Tiera Mande du DEA Economie

Reso, Ch. Morrisson al.: 46-34-97-00

S DESS Diplos Resp. : E. Joure Tél. : 40-46-28-01

avec les pays à commerce d'Exe

Resp. : M. Lavigne T&L : 40-77-18-00 DEA Sociologia du Tiers Mon Paris HEDES Resp. : Y. Goussanit Tál. : 43-38-23-55

Paris I-EDES Resp. : G. Benned Tel. : 43-36-23-65

 DESS Déval Pans HEDES TEL: 43-36-23-55

 DESS Dávaloppein (Sciences économiq Parts HEDES Resp. : M. Mazora TEL: 43-36-23-55 DEA Étudos des sos

(Options : Historia, sociolo;

Resp. : C. Collin Delevano DEA Droit de dév

lesp. : G. Feuer Tel.: 46-66-81-88 p. 305 pu 417

Resp. : H. Cassan

Paris V

des Tiers Mondes Otemire, péographie Paris VII at Paris VIII Resp. : C. Coquery TB. PaisVI : 43-36-25-25 p. 57 34

Tél. Paris VM : 48-21-63-64 p. 1293

 DESS Ethnom Paris VII Reen. : Y. Lecert Te.: 42-74-27-54 p. 205

> DEA Structures prod Paris VIII et Pans VII Resp. : M. Benud

ML Paris VII : 48-21-63-84 p. 16 50 Tél. Pans VII : 43-36-25-25 p. 52 85 Optios Développement du DEA Urbenisme et pratiques de l'espace

Para VIII-ENPC Resp. : M. Coquer TAL: 48-21-63-64 p. 1398

DEA Anthrope Paris VIII Resp. : P. Ph. Res Tel.: 49-21-63-64 p. 1275 DESS Fincalità de l'empleurie Resp. : B.Castagnicia Tél. : 45-05-14-10

 DEA Dynamique des syntémes productits et sconomies aux (Sciences économiques) Resp. : J. De Bandt Till. : 47-25-92-34 p. 814

 DESS Développement : mits d'investigation et de décision Resp. : Ph. Hugor Tel.: 47-25-92-34 p. 814

 Secreur Tiers Monde du DÉA Urbanisme et aminagement Paris XII Resp. ; H. Lacricq . 161. : 48-98-91-44

 DEA Géographie et pratique du développement dans le Tiers Monde (Géographie) EHESS, Parts I at Paris X Resp. ; J.-F. Reison Tel. EHESS : 45-44-39-79 p. 449 Tél. Paris 1: 43-29-01-47 p. 11 et 12 Tél. Paris X: 47-25-92-34 p. 554

DEA Socia-sconom. du développement: (Soences économiques, PIESS Rese Resp.: L Sachs Tel.: 45-44-38-49 p. 225

 DEA Études africaines Tel.: 42-60-34-58 ou 42-81-47-56

T&L: 46-56-81-88 p. 417 ou 305 Cette information est diffusée par le GEMDEV GIS-Groupement d'Intérêt Scientifique Économie Mondiale-Tiers Monde-Développement - 9, rue Mahler - 75004 Paris

A MÉDITER **AUJOURD'HUI**

De la «compréhension» des «valeurs»

Avril 1933. Un poète, Pierre Jean Jouve, annonce, surgi des « iniquités pourrissantes des nations » de l'Europe, le déferlement de « la catastrophe la pire de la civilisation » :

« Nous sentons bien que ce n'est pas tant de révolution qu'il s'agit que de destruction pure, de recherche d'un coupable objet de haine, et de régression » (1).

Mai 1988. L'appel aux forces obscures, dans une société où l'exclusion et le mépris de l'autre tiennent trop uvent lieu de culture, est entendu par près de 15 % de l'électorat français. Phénomène qui touche d'autres pays européens : la Norvège - lors de la consultation de septembre 1987, - et, le 10 mai dernier, le Danemark.

Les deux « temps » sont incomparables, est-il dit à l'envi. Le premier, de surcroît, a pris fin. Il faut pourtant, encore et toujours, rappeler le prix de cette funeste histoire



Parts, MAI 1968. LE FRONT NATIONAL HONORE JEANNE D'ARC Des attitudes qui ex rappelleux d'autres...

et de son coup d'arrêt ; les dizaines de millions de vies massacrées, les camps, les assassinats, les famines, la première guerre véritablement mondiale. Les rares bommes lucides qui avaient décrit la trahison des idéaux fondateurs de la démocratie – et d'abord la trahison intérieure – n'avaient pas fait le poids face aux partisans du compromis, dont la veulerie ne le cédait en rien à la résolution des acteurs de la

Ce coût des dictatures qui se réclamaient de la défense de l'Occident et les responsabilités de ceux qui ne surent ou ne voulurent abattre la Bête encore embryonnaire, il faut les avoir à l'esprit avant de se réjouir des journées de la Libéraion. Des journées qui, d'ailleurs, out parfois tardé à venir : le franquisme a mis longtemps à disparaître, le salazarisme aussi, et la Grèce fit une « rechute » sanglante. C'était hier...

1933-1988 - oni, les deux « temps » sont incomparables. Leni Riefenstahl ne pourrait plus filmer que de pacifiques rencontres de football à Nuremberg ; la bourgeoisie française n'a plus besoin de garder en réserve un maréchalsauveur pour se venger d'un hypothétique Front populaire, et le forum romain n'inspire plus de belliqueux départs vers Barcelone ou Addis-Abeba.

Les deux « temps » sont incomparables, mais les démocraties sont-elles à ce point invulnérables de l'intérieur, le respect et le renforcement de leurs valeurs sont-ils à ce point nourris par la participation des citoyens, les solidarités avec le reste du monde en misère sont-elles à ce point jugées primordiales que l'époque serait venue où la Bête se verrait reléguée au rang de sujet de thèse ?

Car en ce temps de crise, qui n'est pas seulement et d'abord celle de l'économie, quand l'irraison suscite ces appels aux forces vitales annonçant des cris de haine, quand la protection d'intérêts incite au compromis puis à la compromission (leurs valeurs sont nos valeurs, comme le dit début mai 1988 un ministre de l'intérieur gaulliste que ne désavous pas le fils du chef de la Résistance), la Bête s'apprête à reprendre du service et le temps risque de redevenir, comme disait Malraux, celui du mépris.

Paraît alors utile la relecture (ou la lecture) de quelques extraits de textes publiés hier alors que la croyance en un monde nouveau, bâti sur la paix de 1918 et l'expansion à base de fordisme, fit oublier aux démocraties leur fragilité essentielle. Cette fragilité qui rend, par-delà les décennies, et en ce sens, les deux temps comparables. A cette différence près toutefois : où sont ceux qui opposeraient aux faussaires du jour les exigences de l'éthique et de la raison, où sont les Bernanos, les Mounier, les Carlo Levi, les Julien Benda de motre époque?

JACQUES DECORNOY.

(1) Pierre Jean Jouve dans sa préface à Sueur de sang. Editions des Cahiers Libres, Paris, 1933.

LE DÉLIRE DE MUSSOLINI

« Que l'esprit fasse chanter les mitrailleuses... »

Mussolini qui fascina (et finança) tant de bonnes âmes « libérales », bâtit dans le délire une doctrine dont le nom a fini. dans l'usage courant, par s'appliquer, très approximativement d'ailleurs, aux autres idéologies d'extrême droite. L'Etat devait, selon lui, « abdiquer la maîtrise de la matière », mais « garder la maîtrise des esprits ». On maintiendrait pour la forme « les sophismes électoraux » tout en méprisant « l'État libéral » assez « stupide » pour donner la liberté « même à ceux-là qui s'en servent pour l'abattre ».

La nation attend, espère en nous. La nation se sent représentée par nous. Nous ne pouvons certainement pas promettre de planter l'arbre de la Liberté sur les places publiques; nous ne pouvons donner la liberté à ceux qui en profiteraient pour nous assassiner. Là est la stupidité de l'Etat libéral, de cet Etat qui donne la liberté à tous, même à ceux-là qui s'en servent pour l'abattre. Nous ne donnerons pas, nous, cette liberté, même si la demande de cette liberté est enveloppée dans un vieux papier teinté aux couleurs des immortels principes.

Enfin, ce ne sont pas les sophismes électoraux qui nous séparent de la démocratie. La race veut voter? Qu'elle vote! Votons tous jusqu'à l'embêtement, jusqu'à l'imbécillité! Personne ne veut supprimer le suffrage universel. [...]

La chose étant considérée d'un point de vue historique, peut-être y a-t-il lutte entre l'Orient et l'Occident; entre le vieil Orient cahotique, résigné (voyez la Russie) et nous, peuple occidental, réfractaire aux excès de la métaphysique, et qui demeurons attachés à la dure et concrète réalité.

Les Italiens ne peuvent se laisser longtemps mystifier par des doctrines asiatiques, absurdes et criminelles dans leurs applications pratiques. Tel est le sens du fascisme italien ; il représente une réaction contre la manie démocratique qui voudrait rendre tout gris, médiocre, uniforme, nivelé ; qui, depuis le chef de l'Etat jusqu'au dernier des huissiers de la justice de paix, fait tout pour atténuer, dissimuler, rendre fugace et inconsistante l'autorité de l'Etat. [...] Le démocratie a cru se rendre chère aux masses populaires, et elle n'a pas compris que les masses populaires méprisent ceux qui n'ont pas le courage d'être ce qu'ils doivent être. Tout ceci la démocratie ne l'a pas compris. La démocratie a ôté « le style » à la vie du peuple. Le fascisme redonne « le style » à la vie du peuple. J'entends par là une ligne de conduite, la couleur, la force, le pittoresque, l'inattendu, la mystique, en somme tout ce qui compte dans l'âme des foules. Nous jouons sur toutes les cordes de la lyre, depuis celle de la violence jusqu'à celle de la religion, depuis celle de l'art jusqu'à celle de la politique. [...]

Nous aurons un Etat qui tiendra ce simple discours : « L'Etat ne représente pas un parti ; l'Etat représente la collectivité nationale; il comprend tout, il est au-dessus de tout ; protège tout et se dresse contre quiconque porte atteinte à son imprescriptible souveraineté. »

ne donne pas raison au plus fort, un Etat ne ressemblant en rien à l'Etat libéral, incapable de la moindre organisation, de la moindre réalisation, un Etat qui ne soit pas à la merci de ce qui fut l'omnipotence socialiste, un Etat qui ne croit pas les problèmes réalisables au seul point de vue politique. Les mitrail-leuses ne suffisent pas quand l'esprit ne les fait pas chanter. Toute l'armature de l'Etat s'écroule comme un vieux scénario d'opérette quand l'ultime conscience d'accomplir un devoir et même une mission n'existe plus. Voilà pourquoi nous voulons déponiller l'Erat de tous ses attributs économiques. Nous en avons assez de l'Etat cheminot, de l'Etat postier, de l'Etat assureur. Nous en avons assez d'un Etat qui, exerçant ses fonctions au détriment des contribuables italiens, aggrave ainsi l'épuisement des finances. Il reste à l'Etat la police qui protège les honnêtes ens contre les attentats des voleurs et des criminels ; il lui reste l'éducation des jeunes générations; il lui reste l'armée qui doit garantir l'inviolabilité de la patrie et la politique extérieure.

Tel est l'Etat qui convient à l'Italie victorieuse. Un Etat qui

Que l'on ne dise pas qu'ainsi dépouillé l'Etat devient petit. Non I Il conserve une grande chose. Il abdique la maîtrise de la

matière, mais il garde la maîtrise des esprits. (Discours du 20 septembre 1922, extrait de Mussolini parle,

LE CYNISME DE GOEBBELS

« Nous venons en ennemis! »

Le 30 avril 1928, le dirigeant nazi et futur maréchal Goebbels décrivait, non dans un document confidentiel mais dans un journal, l'usage cynique que le mouvement hitlérien comptait faire des precédures démocratiques :

Nous entrons au Reichstag afin de nous pourvoir en armes prises dans l'arsenal même de la démocratie. Nous nous ferons députés du Reichstag afin que l'idéologie de Weimar contribue elle-même à sa propre destruction. Si la démocratie est assez stupide pour nous récompenser de ce mauvais coup par la gratuité des transports et un salaire parlementaire, cela la regarde. Nous sommes prêts à utiliser tous les moyens légaux pour renverser l'actuel état de choses. Mussolini entra lui aussi au Parlement. Que l'on ne s'imagine pas que le parlementarisme sera notre chemin de Damas! Nous venons en ennemis! Comme le loup s'attaque à un troupeau de moutons, voilà comme nous venons i

(Cité par J.-P. Stern, Hitler, le Führer et le peuple, Flammarion, Paris, 1985, page 142.)

MOUNIER ET LA MYSTIQUE DU CHEF

« Une violente escroquerie spirituelle »

Né au début des années 30, le mouvement Esprit, dirigé par Emmanuel Mounier, a amplement souligné les faiblesses des démocraties libérales. Mais il a opté pour une authentique société personnaliste — que ne peut bâtir un système fondé sur l'argent — et dénoncé l'imposture des « mystiques » d'extrême droite qui sécrètent dans les classes moyennes « spiritualité d'adjudant » et cuite du chef.

Il faudrait que nos optimistes libéraux se le tiennent une fois pour dit : on ne combat pas une mystique avec une mystique de rang inférieur [...]. Il y a une tentation fasciste aujourd'hui, sur le monde entier. Tentation de facilité : quand on n'y voit plus clair du tout, quand on n'en peut plus, quand le monde devient si obscur et si lourd, ah ! qu'il est commode de mettre tout le paquet dans les mains d'un homme, d'attendre les mots d'ordre et d'y obéir aveuglément sous l'alcool de discours héroïques ! Mais tentation de grandeur aussi : le désordre en tout, le dégoût partout, - vivement de la propreté, de l'énergie, quelque hauteur, de

Notre rôle n'est pas seulement de détourner de la facilité, mais de satisfaire cet âpre désir de grandeur qui va s'engouffrant dans des chemins mortels. Aussi dirons-nous :

Réveil national, oui. Nous sommes des hommes incarnés, nous tenons à une patrie, nous savons son visage, son expérience, ses dons, et par conséquent sa mission propre. Mais nous refusons de la reconnaître dans cette nation abstraite qui se fortifie de sa souveraineté comme un bourgeois de sa vie privée, et ne sait pas comprendre que le plus beau visage est le plus ouvert. [...]

La mystique du chef, qui tend à supplanter universellement la mystique démocratique, prenons-en conscience, elle est faite de la démission volontaire, par chaque homme, de sa qualité d'homme : initiative, responsabilité, personne, non pas au service de valeurs universelles qui l'agrandissent, mais entre les mains impures d'un homme particulier, qui reçoit blanc-seing pardessus les institutions aussi bien pour son tempérament, ses faiblesses et ses ambitions que pour son génie supposé.

Dira-t-on que cet homme est plébiscité et du fascisme qu'il n'est que la forme ardente de la démocratie ? Oui, mais ce plébis-

cite est le plébiscite de la misère, utilisant la misère pour duper la misère. La plus violente escroquerie spirituelle des temps modernes est certes cette entreprise des agents provocateurs de la révolution spirituelle pour se déguiser en gestionnaires du bien

> (Emmanuel Mounier, « Prise de position », article faisant partie d'un ensemble consacré aux « pseudo-valeurs spirituelles fascistes », Esprit, nº 16, 1« janvier 1934.)

BENDA ET L'IMPÉRIALISME

Les peuples sont égaux

M. Jean-Marie Le Pen déclarait en mai 1988, lors de sa campagne électorale, qu'il ne voulait pas de « l'Europe de Julien Benda et de Simone Veil ». Est-ce à dire, par exemple, que ce texte de Benda, qui souligne l'égalité des hommes et des peuples, et s'en prend violemment au fascisme italien, heurterait le Front national de 1988 ? Il fut écrit à l'occasion du débat de la Société des Nations, à Genève, où l'Italie fut mise en accusation pour son agression contre l'Ethiopie.

Dans une récente séance de Genève, le délégué du gouvernement italien, le baron Aloisi, s'est exprimé ainsi : « Toute discussion sera vaine aussi longtemps qu'on voudra la fonder sur le principe abstrait qui place l'Ethiopie sur le même plan que les nations civilisées faisant partie de la Société des Nations. Nul Etat membre de cette Société n'acceptera d'être mis sur le même plan qu'un Etat esclavagiste. • Cette déclaration permet de saisir le point exact où réside le malentendu entre ceux qui approuvent la présente attitude de l'Institut de Genève et ceux qui la condam-

Ces derniers semblent croire que nous plaçons l'Italie et l'Ethiopie sur un même plan d'une manière globale, de tous les points de vue. Ils nous jettent à la face que, « par un grossier universalisme », nous confondons « le supérieur à l'inférieur, le civilisé et le barbare ». Ils ne veulent pas voir que nous ne placons les nations sur un même plan que d'un point de vue unique et très étroit : du point de vue qu'a chacune d'elle de n'être point violentée par un plus fort. De ce point de vue, en effet, nous croyons à l'égalité des peuples, nous pensons qu'il n'y a pas de supérieurs et d'inférieurs, et ne nous sentons nullement blessés qu'une nation arriérée soit mise au même rang que nous, pas plus que je ne me sens blessé parce qu'un pauvre homme inculte a tout autant de droits que moi à n'être point violenté par une autorité arbitraire.

Mais surtout ce qu'il faut répondre à ces docteurs, c'est que. même s'il était vrai que la civilisation conférât le droit à la violence, la thèse ne vaudrait pas pour leur client, parce que l'Italie mussolinienne n'est pas la civilisation. La civilisation, c'est l'Italie d'autrefois, l'Italie des petites Républiques de la Renaissance. L'Italie d'aujourd'hui est un immense établissement militaire, exclusivement et totalement militaire, fermé à toute finesse et à toute liberté, ne sachant que le poing tendu et la religion du chef, et que j'assimilerais, si je cherchais un point de comparaison dans l'histoire, à l'ancien empire des Mongols. Elle est le contraire de la civilisation et c'est par la plus incroyable des impudences qu'elle ose se réclamer de l'Italie de Pétrarque et de Vinci, qui la vomirait

(Julien Benda, « Le clerc et la guerre d'Ethiopie », revue Com-mune, n° 28, décembre 1935.)

- Van Hatier And i

ascistes

ES SOLVENIRS

is grow croque l'és

Post il poortest :

Lexique com

Miller Pen a dethude, land et que ques pages un condesi leastford droite.

Le mot « décin » 🙉 Tenacot a u sept . Defus d'al er monde asserge per frien Gert Diou cette litaria, and maçina 'e de patotille usania ment de la communicació militaria Gence : CITVESION SERVICE Sen a compabilitation to the consider a compact assurer is a survey a de la compact a compact assurer is a survey a de la compact assurer is a survey a survey a de la compact assurer is a survey a surv

Une mission: combette

Peuple qui a résulte de la finance germanaue et cative

per liregu : parian de « escrit. Ce l'a chimme a te i ethique a et non sur de

Yves Coppens Corgine de l'Hommes : La decoverie, la conscience, les Alain Bosquet Ge la création es p lean-Claude Pecker Contraintes et libertés serbitations. Caristian Schmidt 5 John Cestion, Course was Conside.

Par abonnement CUR Centrale des revuels

JEAN CASSOU CONTRE LA RÉGRESSION

Les refus d'un « négroïde »

L'écrivain Jean Cassou, dont l'antifascisme ne se démentira jamais, vitupère, en 1935, l'idéologie d'extrême droite castratrice de la culture. Il se proclame « négrolide » contre une certaine conception de l'Occident « blanc » et salue le foisonnement métisseur opposé à la « pureté » qui exclut.

Il est évident que le fascisme n'a pas besoin de culture, n'a pas besoin de cet effort continu, incessant, que constitue la civili-sation. Celle-ci, il peut la réduire à sa signification la plus élémentaire. L'histoire de France ? Ce sera Louis XIV. La littérature française ? Quelques noms suffisent : Bossuet, Joseph de Maistre, qui encore ? Au besoin Henry Bordeaux, trois écrivains, c'est bien assez. Et la France ? Deux cents familles.

Nous ne voulons pas d'un régime qui réduit l'expression humaine à une telle sordidité. Nous nous élevons contre cette politique qui, dans le domaine intellectuel, pratique la même avarice, les mêmes réductions, les mêmes misérables régressions que dans le domaine économique. Nous prétendons assumer toute la richesse de l'héritage culturel avec sa diversité, ses contradic-

tions, son opulence perpétuellement dépassée. Et la France, cette France qu'on nous refuse, cette France qu'on émonde et qu'on châtre, ch bien i c'est nous qui la prenons à notre charge. Rien en elle ne nous fait peur, pas même Bossuet dont nous admettons qu'il ait pu être l'expression d'un moment, d'un milieu et d'une condition et que, en lui, ne serait-ce que dans sa forme, il reste quelque chose de permanent, capable de satisfaire cet avide, cet énorme appétit d'humanité oui me la satisfaire cet avide, cet orme appétit d'humanité qui est en nous.

Nous aimons le nombre et la variété, ce qui bouge et ce qui change, ce qui s'efforce et se manifeste. Nous aimons la vie. Nous aimons aimer. Nous assumons la suite de l'histoire du peuple français et ce long acharnement à la recherche de plus de lumière, de plus de raison et de plus de liberté, cet extraordinaire enchaînement d'inventions, de créations, de luttes et d'expériences qu'est l'histoire des hommes de chez nous, de nos penseurs, de nos artistes, de nos artisans, de notre peuple.

(Jean Cassou, « Nous autres négroïdes », revue Commune, n° 27, novembre 1935.)

L'APOCALYPSE SELON SPENGLER

La France deviendra noire...

L'écrivain allemand Oswald Spengler est surtout connu pour son Déclin de l'Occident, qui fait de lui un penseur fort

célèbre et « respectable ». Or, Spengler, dans un autre ouvrage

écrit en 1933 et publié en français en 1934, présente de la situation mondiale un tableau apocalyptique qui frise l'hystérie. Cer-

tains passages consacrés à la France montrent que les démago-

En France, certains départements ont perdu depuis cin-

quante ans plus d'un tiers de leur population. Dans quelques-uns,

le nombre des naissances est moins de la moitié du nombre des décès. Quelques petites villes et plusieurs villages sont presque vides. Du sud viennent les paysans catalans et italiens, les Polo-

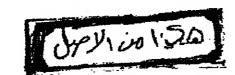
nais et les Nègres sont partout, et ils pénètrent même dans la

classe moyenne. Il y a des prêtres, des officiers et des juges noirs.

Ces émigrés, qui constituent bien plus d'un dixième de la popula-

tion, parviennent seuls, avec leur fécondité, à maintenir le nombre de « Français » à un niveau à peu près égal. Mais le vrai

gues de notre époque n'ont guère innové :



« Valeur,

itrailleuses...»

au plus fort, un Etat ne resembla. ments des volcurs et des criminels; il lui reste l'armé per la politique extensus. pas qu'ainsi dépouillé l'Etat devieus grande chose. Il abdique la maitrise des exprits. de 20 septembre 1922, extrait de Mettolia A.

SME DE GOEBBELS

s venons en ennemis

2778, le dirigeant pazi et futur marichila des en document confidentel mis la service de mouvement hitérie en

Beichstag afin de nous pourson me mental même de la democratie. Nou sou le la democratie de Weinar me la démocratie de Weinar me la démocratie de la democratie democratie es malaire parlementaire, cela la regale le malaire parlementaire, cela la regale le malaire parlementaire, cela la regale le malaire parlementaire les movens lessaux pour reseaux pour reseaux pour reseaux pour reseaux pour reseaux pour reseaux en entre le la comme le longie remants en entre mis "Comme le longie remants entre la comme nous venous "Comme le longie Sourn. Hitler, ie Führer et le peuple le

Colorate escripturate spirituelle de si ter entreger e des agents provocateure. pour se dequiser en cestionnaire de

Monteer, - Prise de parimon - accurs sem marie cocalerte dux - pseudo-valeus sem 1934 ;

CAP L'IMPERIALISME

peuples sont égaux

La Pen dectarait en mai 1988, in it Marie Vell -, Est-ce a dire, par exemple, #1 tent soulient l'égalité des hommes n'és p 1988 ? If fur écrit à l'occasion du téta hi Centre, où l'Italie fut mise es messi des contre l'Ethiopie.

Comme mancre de Geneve, le delégué du port March Alous, s'est experme ains a Toute Bearing Co or sours la fonder place l'Ethnore sur le même plange!

faignant partie de la Societé des Nation l'

commission de la Societé des Nation le maisse des Nations le maisse de la Societé des Nations le maisse de la Societé de Nations le maisse de la Societé des Nations le maisse de la Societé de la Societé des Nations le maisse de la Societé de la Societ is melecurente. a Corre declaration perme de de l'institut de Genere et ceux qui h me

plan d'une maniere gobale de se The man petrent à la face que, « par un promes sentundons o le superseur à l'inferenand makes plan que d'un point de sur soit de seu qu'a chacune d'elle de l'interprete de l'entre qu'a chacune d'elle de l'interprete de le comme de le comme de l'entre fact. De ce point de vue, en cle principal de l'entre fact.

The la civilisation conférât le droit he the peties République de la Remain des peties Républiques de la Remain des peties de la Remain tralement militaire, ferme à toute fines charte que le pring tendu et la religion de compare des Mongols. Els la partie des Mongols Els la partie de l'Italie de Perrapet a La charc et la guerre d'Ethiopie, result

fascistes à la trahison des démocraties

LES « SOUVENIRS » DE STEFAN ZWEIG

Qui prenait Hitler au sérieux?

Qui « y » croit? N'est-ce pas un feu de paille? Et puis, remettre un peu d'« ordre » n'est pas inutile. Or, quand s'ouvrent les yeux, les camps de concentration sont déjà pleins.

Stefan Zweig rappelle ces vérités dans ses Souvenirs. Après avoir évoqué l'échec initial du mouvement bitlérien en 1923, il poursuit :

Ce n'est que quelques années plus tard qu'il reparut à la sur-face, et alors le flot grandissant du mécontentement le porta d'emblée très haut. L'inflation, le chômage, les crises politiques et, pour une bonne part, la folie des gouvernements étrangers avaient soulevé le peuple allemand ; un incoercible désir d'ordre se manifesta dans toutes les classes de ce peuple, pour qui l'ordre a toujours eu plus de prix que la liberté et le droit. [...]

Mais nous n'étions toujours pas conscients du danger. Le petit nombre des écrivains qui s'étaient vraiment donné la peine de lire le livre d'Hitler [Mein Kampf], au lieu de s'occuper sérieusement de son programme, raillaient l'enflure de sa méchante prose. Les grands journaux démocratiques, au lieu de lancer des avertissements, rassuraient quotidiennement leurs lecteurs : ce mouvement, qui ne finançait qu'à grand-peine son énorme agitation avec les fonds de l'industrie lourde et en s'enfonçant jusqu'au cou dans les dettes, devait inévitablement s'effondrer de lui-même le lendemain ou le surlendemain. Mais peut-être à l'étranger n'a-t-on jamais bien compris la raison pour laquelle l'Allemagne a à tel point sous-estimé durant ces années et traité de bagatelle la personne et la puissance croissante d'Hitler : l'Allemagne n'a pas seulement été toujours un Etat formé de classes séparées, mais, de plus, avec cet idéal de classes, ce qui a pesé sur elle, c'a été une inébranlable surestime et une déification de la « culture ». [...] Rien autant que l'orgueil de leur culture n'a aveuglé les intellectuels allemands en les engageant à ne voir en Hitler que l'agitateur des brasseries qui ne pouvait jamais devenir sérieusement dangereux, alors que, depuis longtemps, grâce à ses invisibles tireurs de ficelles, il s'était déjà fait des complices puissants dans les cercles les plus divers. [...]

Il savait si bien abuser par des promesses faites à tout le monde, que le jour où il conquit le pouvoir, la jubilation régna dans les camps les plus opposés. Les monarchistes de Doorn (1) se flattaient que, en serviteur fidèle, il préparait les voies à l'empereur, mais les monarchistes bavarois, les partisans des Wittelsbach (2) à Munich ne manifestaient pas moins d'allégresse; eux aussi le tenaient pour « leur » homme. Les nationaux allemands croyaient qu'il allait fendre le bois qui servirait à chauffer leurs poêles ; leur chef Hugenberg s'était assuré par convention la place la plus importante dans le cabinet d'Hitler et se flattait ainsi d'avoir le pied dans l'étrier ; naturellement, malgré l'accord juré, on le mit à la porte après les premières semaines. L'industrie lourde se sentait par Hitler délivrée de la crainte des bolchévistes, elle voyait au pouvoir l'homme qu'elle avait secrètement financé depuis des années; et en même temps la petite bourgeoisie, à laquelle il avait promis dans cent assemblées de « briser la chaîne du cens » qui l'asservissait, respirait pleine d'enthousiasme. [...] Mais Hitler était surtout bien vu des militaires, parce qu'il pensait en militaire et insultait les pacifistes. Mêmes les social-démocrates ne voyaient pas son ascension d'un si mauvais œil, car ils espéraient qu'il les débarrasserait de leurs ennemis jurés, les communistes. [...]

Lexique contemporain

M. Le Pen a diffusé, le 4 mai 1988, un bref document intitulé Nos valeurs. L'analyse de ce taxte permet de retrouver en quelques pages un condensé du vocabulaire traditionnel de l'extrême droite

Le mot « déclin » revient à huit reprises, celui de « menaces » à sept ; celui d'« identité » apparaît six fois. C'est un monde assiégé par l'étranger, miné de l'intérieur qui est décrit. D'où cette litanie, anthologie des fantasmes hantant un imaginaire de pacotille usagée : « agent dissolvant ». « éclatement de la communauté nationale », « disperition », « décadence », « invasion étrangère », « renoncaments », « trahison », « culpabilisation », « essimilation », « islamisation », « heine sociale », « laxisme », « SIDA ». Il faut « se protéger » pour assurer la « survie » de la nation.

Une mission : combattre pour le peuple de France, ce peuple qui « résulte de la fusion unique en soi des vertus romaines, germaniques et celtes ». Racisme implicite ? Spengler, torsou'il parlait de « race », affirmait se placer sur le plan de l'« éthique » et non sur celui de la « zoologie »... Précieuse

Puis vint l'incendie du Reichstag, le Parlement disparut, Coering lacha ses bandes déchaînées, d'un seul coup tout droit était supprimé en Allemagne. On apprenait en frissonnant qu'il y avait en pleine paix des camps de concentration et que dans les casernes on avait aménagé des chambres secrètes où des innocents étaient exécutés sans jugement et sans formalités. Tout cela ne pouvait être que l'explosion d'une rage insensée, se disait-on. Cela ne peut pas durer dans le vingtième siècle. Mais cela n'était

(Stefan Zweig, le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen. Albin Michel, Paris, 1948, pages 419 à 422.)

(1) Doors, résidence hollandaise de l'ancien empereur Guillaume II de 1920 à 1941.

(2) Familie royale de Bavière.



un cas pareil, la France noire n'hésitera pas non plus à surpasser les scènes de Paris de 1792 et de 1871. Et les chefs blanes de la lutte des classes seraient-ils jamais embarrassés si les émeutes des peuples de couleur leur ouvraient la voie ? (Oswald Spengler, Années décisives. L'Allemagne et le déve-loppement historique du monde. Mercure de France, Paris, 1934. Les citations sont extraites des pages 299, 306 et 307.)

> Dans les années 30, les Jeunesses patriotes du Front national défilent à Paris en direction de la statue de Jeanne d'Arc. Au nom d'un Ordre qui était celui de Mussolini et de Hitler.

UN PAMPHLET DE BERNANOS

« L'abjecte conspiration des élites »

Bien avant la défaite de 1940, Bernanos avait dénoncé l'usage sangiant fait, en Espagne notamment, des notions d'ordre et de chrétienté par les forces totalitaires. Exilé au Brésil, il burle, dans sa Lettre aux Augiais, contre l'attitude d'élites françaises trahissant leur peuple pour préserver à n'importe quel prix leurs intérêts.

L'abjecte conspiration contre l'âme de mon pays, contre sa foi, son espérance - on voudrait dire son innocence et sa pureté - vient de se marquer d'une façon saisissante par la substitution solennelle de la nouvelle formule « Travail, Famille, Patrie » à l'ancienne devise « Liberté, Egalité, Fraternité », comme si elles se contredisaient l'une l'autre. [...]

l'ai dénoncé voilà dix ans déjà cette démission des élites françaises. Je l'appelle trahison parce que, jusqu'au dernier jour, jusqu'au jour où tout fut livré, elles ont continué à parler le langage de l'honneur, et maintenant elles donnent à la lacheté celui de la modération, de la sagesse, de la prudence, comme si la lâcheté n'était pas le risque suprême, la seule imprudence irréparable. Ils se disaient conservateurs, et ils le sont en effet ; ils le sont plus qu'ils ne le furent jamais, ils « conservent » aujourd'hui pour l'ennemi, ils lui conservent un empire, pour qu'il puisse le manger plus tard, à l'aise, en paix. Et pourtant, de toutes leurs trahisons, celle-là n'est pas la pire. Je les accuse encore de mettre au service de l'ennemi jusqu'aux principes d'une restauration spirituelle qu'ils ont été trop maladroits ou trop laches pour entreprendre réellement, au temps où elle était

Des années avant Vichy, l'esprit de Vichy, l'esprit d'accepta-tion, de résignation, d'expiation de Vichy se répandait ainsi dans le monde, y créait un climat favorable à notre prochaine démis-sion. [...] Oh I sans doute, vous me direz que la masse de leur docile public restait plus ou moins ignorante de tels desseins. La honte de ce public est de n'avoir jamais voulu sérieusement voir clair, son crime est dans cet aveuglement à demi volontaire. Il se loutait bien que sa pi se était vendue à l'ennemi, mais il sou haitait de n'en jamais recevoir la preuve. « Peut-être sont-ils vendus, mais quoi! ils nous défendent contre les gauches... »; voilà ce que répondaient alors d'honnêtes gens, des magistrats, des prêtres. Anglais i lecteurs anglais i supposez qu'aux environs de 1930 vous ayez tenu à quelqu'un des gens dont je parle le propos suivant : « Vos ouvriers sont vraiment insupportables. Après tout qu'auriez-vous à craindre maintenant d'une victoire de l'Italie ? L'armée, la marine, l'aviation du Duce sont irrésistibles, votre sort serait réglé en quinze jours, sans grandes pertes... Amour-propre à part, une défaite vous servirait d'ailleurs plus qu'une victoire, elle vous coûterait peut-être la Tunisie, mais M. Mussolini surait vite fait de mettre vos braillards à la raison. Finies, les revendications sociales ! » Votre interlocuteur eût sans doute montré un peu d'embarras ; il aurait cependant fini per vous répondre, en haussant les épaules : « Ces sacrés ouvriers ne l'auraient certainement pas volé ! » Mais trois ou quatre ans plus tard, il ne s'agissait même plus de M. Mussolini ; le cri unanime des milieux de droite, civils, militaires ou cléricaux, était : « Plutôt Hitler que Blum ! »

(Georges Beruanos, Lettre aux Anglais, Atlantica Editora, Rio-de-Janeiro, 1942. Pages 46-48, 162-163.)

REVUE SCIENCES MORALES & POLITIQUES

Jacques Faizant

Sommaire du nº 4 - 1987

Yves Coppens L'origine de l'Homme : Le milieu, la découverte, la conscience, la création.

Alain Bosquet Processus de la création en poésie. Jean-Claude Pecker Contraintes et libertés des modèles astrophysiques.

Christian Schmidt La "re-création" comme modèle d'accès à la

De la création dans le dessin humoristique. Jean Lacouture Le portraitiste amoureux : souffrances et bonheur du biographe llya Prigogine. Un itinéraire dans un siècle turbulent Jean d'Ormesson La création littéraire. Jean Bernard

Création scientifique et création artistique.

Vente au numéro: 100 F (France) - 125 F (Export) Par abonnement (1987): 4 nºs 360 F (France) - 485 F (Export) tarifs valables jusqu'au 31 décembre 1967 CDR Centrale des revues - 11, rue Gossin - 92543 Montrouge Cedex - France

aaulhiervillars

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE FACULTÉ DE DROIT

DEA Histoire, Droit, Droits de l'homme

Seul troisième cycle français dans le domaine des droits de l'homme, ce diplôme pluridisciplinaire valorise des acquis tant universitaires que professionnels.

Il comprend un tronc commun et deux mentions : **Dominante historique**

₹ Formation à la recherche en science sociale débouchant

sur les carrières de l'enseignement supérieur. Préparation complémentaire aux concours de la fonc-

Dominante juridique (droits de l'homme)

• Formation à l'enseignement des droits de l'homme et de l'éducation civique.

• Spécialisation dans les procédures de protection des droits de l'homme.

Le tronc commun

présente les principes juridiques, politiques et économiques fondamentaux.

Durée des études : un an, avec sessions groupées pour les professionnels. Conditions d'accès : maîtrise en droit ou titre et travaux

Début des enseignements : octobre 1988.

Renseignements : 47 X 38040 Grenoble ced	
47 X 38040 Grenoble cede	ex - Tél. 76.82.55.05
Nom:	Prénom :
Adresse :	

INGT et un morts entre les deux tours d'une élection présidentielle... Un bilan effrayant et malheureusement « classique » dans nombre de régions du tiers-monde. Mais, en mai dernier et en Nouvelle-Calédonie, il s'agissait de ce tiers-monde « de type colonial » qui fait partie de la République française et dont une partie de la population autochtone mélanésienne lutte pour l'indépendance.

Le gouvernement de M. Chirac a laissé en héritage au président réélu un gâchis calédonien qu'il faudra réparer au plus vite. Il lui faudra aussi, dans l'ensemble de l'outre-mer français, poursuivre, sur les plans économique et social, la tâche amorcée entre 1981 et 1986 dans les domaines politique et administratif alors que les populations locales, pluri-ethniques, restent tiraillées entre le désir du maintien du statu-quo et la crainte d'une trop grande dépendance à l'égard de la métropole. (Lire page 10 l'article de Jean-Luc Mathieu.)

Par JEAN-MARIE KOHLER •

Septembre 1984 n'était plus qu'un mauvais souvenir pour les Calédoniens. Ils étalent persuadés que plus jamais une minorité indigène ne tenterait de reprendre par la force, au nom de l'ethnie autochtone. le contrôle de ce territoire que la France possède depuis plus de cent trente ans. Les Blancs s'étaient armés et organisés pour ne pas se laisser surprendre une nouvelle fois. Le gouvernement avait entrepris une consolidation « irréversible » de la présence française. Les mises en garde des indépendantistes ne donnaient plus guère d'inquiétudes aux Européens : les Mélanésiens devaient redevenir cette population marginale et dominée qui n'inspire que condescendance ou mépris à la plupart des Calédoniens Mais tout a basculé en avril 1988 à l'occasion des élections faites pour consacrer le nouvel ordre des choses. Oue s'est-il produit ?

Si l'on écoute le seul discours officiel, l'explosion d'avril 1988 est incompréhensible. L'imputer à des interventions extérieures (de la Libye, par exemple) ne permet nullement d'expliquer sa force et ses modalités. Mais les derniers développements de la dynamique indépendantiste dévoilent leur logique dès lors que l'on identifie les mécanismes qui les ont suscités.

Les partis conservateurs présentent la société calédonienne comme une communauté pluri-ethnique réalisée. dotée d'une identité propre et d'un projet social résultant d'un large consensus. Il n'y aurait plus que des Calédoniens, pareillement attachés à leur « Caillou », résolus à rester français « dans leur immense majorité ». D'ailleurs, tout le monde (ou presque) serait métis; se réclamer d'une ethnic serait anachronique et incongru. Les inégalités et les ségrégations coloniales auraient disparu avec la suppression du « régime de l'indigénat » en 1946. Et, pour assurer la paix, l'application du principe démocratique « un homme, une voix » représenterait, conjuguée avec la fermeté de l'Etat, une voie parfaitement appropriée. Dans cette Calé-donie moderne et libérale, le statu quo est proclamé profitable à toutes les composantes de la population et aux intérêts nationaux. Tout retour sur l'histoire coloniale est proscrit, car inutile et susceptible de réveiller de vieux

* Sociologue, spécialiste du Pacifique and, anteur, notamment, de Colonie en démocrate, EDIPOP, Nouméa, 1987.

France.

Dans cette optique, l'indépendance est non seulement injustifiée mais néfaste. Ne serait-elle pas anachronique dans un monde qui s'organise en ensembles de plus en plus larges, et suicidaire pour l'économie de cet archipel qui, grâce aux transferts de la métropole, est le plus riche de la région? Mais cette approche manipulée du problème cherche à détourner l'attention de l'opinion du fait majeur que constitue la légitimité de la revendication

La première justice à rendre à la population mélanésienne est de reconnaître que le peuple canaque existe et qu'il est par excellence le peuple de la Nouvelle-Calédonie. Les Mélanésiens sont restés majoritaires dans leur pays jusqu'aux années 60, malgré l'effondrement démographique qui avait fait croire à leur disparition imminente pendant les premières décennies de la colonisation. Les populations immigrées ne l'emportèrent qu'à la faveur d'une relance de la colonisation de pen-

nationaliste.

années, le solde migratoire du territoire est stationnaire, voire négatif, et les Mélanésiens ont le taux de fécondité le plus élevé de tous les groupes ethniques. Ils sont près d'atteindre la moitié de la population et formeront, selon toute vraisemblance, la majorité du corps électoral dans quelque temps. Ce dynamisme démographique est une donnée essentielle de la situation, car il ne semble guère possible d'en compenser les effets par de nouvelles immigrations. Penser que le métissage entre Blancs et Noirs dissout l'appartenance ethnique n'est qu'une illusion dans l'état actuel des rapports entre les populations. Les clivages sont en effet tels qu'il n'existe pas de métis simplement « calédoniens » ; on n'y trouve que des « métis blancs » et des « métis noirs », selon l'insertion sociale des intéressés - quelle que soit la couleur de leur peau. L'identification de l'ethnie mélanésienne ne pose par ailleurs guère de problèmes : l'e état civil de droit particulier - (antérieurement « état civil indigène ») en fixe usuez bien les contours pour une première

plement, destinée à assurer la suprématie blanche. Mais, depuis quelques

Certes, les Mélanésiens parlent une trentaine de langues, leurs systèmes sociaux varient d'une région à l'autre, de multiples antagonismes anciens et nouveaux les opposent. La scolarisation, la salarisation et l'urbanisation déterminent chez eux, comme dans les autres communautés, des stratifications et des stratégies sociales divergentes. Rien, cependant, ne permet de mettre en cause leur identité, leur unité culturelle et sociale face aux populations allochtones. Au demeurant, cette unité se trouve puissamment renforcée par la lutte nationaliste, lutte considérée comme l'accomplissement des insurrections d'autrefois (en particulier de celle conduite par le grand chef Atal en 1878). C'est ce peuple mélanésien qui, avec une remarquable constance, malgré les pressions subies, exprime massivement (à plus de 80 % de son électorat) sa volonté de récupérer la souveraineté sur son pays.

Revendication indépendantiste et droits acquis

FACE aux Mélanésiens, peuple de la Nouvelle-Calédonie, il n'y a - au sens strict du terme - que des immigrés. Une minorité d'entre eux appartiennent à des familles installées de longue date et considèrent ce pays comme leur unique patrie. Certains descendent des bagnards; d'autres, de ces migrants de travail asiatiques que l'on importa comme main-d'œuvre bon marché; d'autres encore, de coloniaux venus librement. Mais la majeure partie de la population immigrée n'a pas les mêmes attaches avec ce pays. Certes, beaucoup d'Européens y possèdent des biens et tiennent à rester pour les faire fructifier. La plupart d'entre eux, cependant, subordonnent leur maintien dans l'archipel à la reproduction des avantages liés à la suprématie blanche qui, issue de la colonisation, reste entretenue jusqu'à présent par l'Etat. Importés comme travailleurs après les années 50 et constituant un ni-prolétariat entièrement dépendant du capitalisme européen, les Wallisiens et Futuniens se sentent, en grand nombre, condamnés à rester en Nouvelle-Calédonie par l'exiguité de leurs îles d'origine. Pour incontestables qu'ils puissent être, les droits acquis

LA CHAMBRE DE COMMERCE

ET D'INDUSTRIE DE PARIS

propose aux universitaires, aux professeurs, aux cadres d'entreprises et

d'organisations, aux étudiants tant français qu'étrangers de niveau supérieur, des séminaires afin de leur permettre de :

O Comprendre les réalités de l'entreprise dans le contexte socio-

Du 30 juin au 22 juillet 1988

2 Faire le point sur l'actualité politique, économique et sociale en

Du 22 au 28 juin 1988

De Evaluer le potentiel économique de la francophonie dans le monde

Du 18 au 22 juillet 1988

Chambre de commerce et d'industrie de Paris

Direction de l'enseignement - Relations internationales 42, rue du Louvre, 75001 PARIS Tél. (1) 45-08-37-34 - Telex 213509 DECCIPF

en entreprise et une semaine d'étude en province.

et de le développer dans l'avenir.

Renseignements, inscriptions:

économique français. Trois semaines dont un stage d'une semaine

par les membres de cet ensemble hétérogène – droits qui devront être définis à titre individuel – ne sauraient abolir ceux, antérieurs, des Mélanésiens.

Le mouvement indépendantiste ne cherche pas à imposer ses options par la force. Il préconise au contraire l'organisation d'une consultation démocratique dans le respect du droit fonda-mental des peuples à disposer d'euxmêmes - en l'occurrence, des droits du peuple mélanésien. Non seulement ce peuple a, lui seul, vocation à l'autodétermination en raison de ses droits premiers et prééminents; mais le rapport colonial ayant jusqu'à présent bloqué l'émergence d'une entité sociale et culturelle calédonienne, il forme le seul peuple de la Nouvelle-Calédonie historiquement constitué. De plus, lui seul ayant été colonisé, il se trouve seul en situation de demander que lui soit restituée la souveraineté dont il a été dépossédé. Cette conception de l'autodétermination correspond à celle qui inspire la resolution nº 1514 (XV) de l'ONU,

SCIENCES PO.

- STAGE INTENSIF D'ÉTÉ
- STAGE ANNUEL
 STAGE SEMESTRIEL

DROIT/SCIENCES ECO.

- STAGE 2**** SESSION
 STAGE DE PRÉ-RENTRÉE
- STAGE DE SOUTIEN
- documentation sur demande

Intitut Privé d'Esseignement Supérieur 46, bd Saint-Michel, 75006 Paris Tél. 46.33.81.23 / 43.29.03.71

Gervice lecteur n° 6 Le Monde diplomatique 5, rue de Monttessuy, 75007 Pari



FÊTE DE LA LIBERTÉ » DU RPCR, NOUMÉA, SEPTEMBRE 1987 Une communité crispie autour de privilèges devenus cadres

dans laquelle il est spécifié : « L'arrivée et l'Installation de nouveaux habitants qui auraient changé dans un pays colonial la composition numérique de l'ensemble de la population ne peuvent modifier en rien les droits du peuple colonial concerné. » Par souci d'ouverture, le mouvement indépendantiste a cependant admis que les colons les plus anciennement installés en Nouvelleédonie, voire tous ceux ayant un parent né dans le territoire, soient associés à la consultation (en tant que - victimes de l'histoire -). Et il a fait solennellement savoir qu'en cas d'indépendance la souveraineté récupérée permettrait au peuple autochtone d'exercer sa faculté d'accueil au bénéfice de tous ceux qui souhaiteraient participer à l'édification d'une communauté nationale à la fois canaque et pluri-ethnique (« Projet de Constitu-tion de la République kanak », 19 janvier 1987). On est loin de l'image antidémocratique et raciste que la droite s'efforce de donner des exigences indé-

Au lieu d'une autodétermination du peuple autochtone colonisé, le gouvernement de M. Chirac a organisé un scrutin ne prenant en compte que des droits individuels, avec la participation indistincte de tous les électeurs présents sur le territoire depuis trois ans et plus (y compris, entre autres, les fonctionnaires en affectation temporaire). Le référendum de 1987 ne fut qu'un simulacre d'autodétermination. La majorité que forment les Blancs (et leurs alliés) était simplement invitée à plébisciter sa suprématie - ce qu'elle fit. L'opération visait à légitimer le maintien d'une situation coloniale contre la volonté de la population colonisée. Celle-ci devait assister, impuissante, à une liquidation de ses droits fondamentaux. Le suffrage universel, règle d'or des démocraties, était perverti. Ce coup de force, qui s'identifiait à une imposture, a suscité une profonde amertume et beaucoup de ressentiment chez les Mélanésiens. Ils refusèrent de participer à l'opération, en rejetèrent le résultat et continuent à réclamer un référendum d'autodétermination respectant leur dignité et leurs droits.

Les Mélanésiens veulent l'indépendance pour use raison simple : la population colonisée ne supporte plus la situation qui lui est imposée. Les opérations de recolonisation mises en œuvre au cours des deux dernières années ont fini par acculer les Mélanésiens aux solutions de désespoir.

D'autant que le référendum consacrait la vocation de colonie de peuplement du territoire. D'importantes incitations financières et fiscales furent programmées pour renforcer les forces conservatrices. L'hégémonie blanche a enregistré de nouveaux et sensibles progrès à la faveur de réformes institutionnelles et du détournement des transferts financiers de l'Etat. Diverses formes d'« apartheid » se développèrent. La réforme foncière engagée en faveur des Mélanésiens sous l'égide de l'Office foncier sut réorientée au bénéfice des colons blancs et de leurs dépendants, sous l'autorité d'un organisme spécialement créé à cet effet (l'ADRAF). Les recherches pédagogiques entreprises pour diminuer l'échec scolaire des Mélanésiens (enseignement des langues vernaculaires et prise en compte de certaines spécificités culturelles) furent arrêtées. L'Office culturel, scientifique et technique canaque, chargé d'étudier et de faire connaître la culture mélanésienne, se vit transformer en un office voué à

FRANCE I

en Not

According to the province of the province beautiful to the province of the pro

Properties in Justice H. Annea, in the Indian and Constitution of the Indian and Indian

Prise d'assau

Part of Tall pake Part of the Salar of the S

26 for a sum university with a common parties on registrations.

Authorities of empores.

Colors of the 25 Govern Atlantation of the colors of

des adments to accurate month des adments.

Anno cusquilla la fin de de l'accurate de l'accurate l'

See 12 M. Bernard Post & M.

Course of the section of the section

DES RELATE

Erablisanii 12, run dan

Force en 1948, l'Institute epignatique, économique aux journel

CARRIÈRE

le dellement est sur fonctionnaires et Les étads:
Les é

LE MAGISTÈRE D'ÉCONOMIE ET DE FINANCE INTERNATIONALES DE BORDEAUX I

Spécificité: une équipe confirmée plus dix conventions d'association (stages, séminaires spécialisés, etc.)

LA FINANCE INTERNATIONALE

avec la BANQUE DE FRANCE, la BANQUE INDOSUEZ et...
les professaurs BOURGUINAT, Mc MAHON (Birmingham)
URRUTIA (Bilbao)

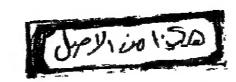
L'EXPORTATION ET L'INVESTISSEMENT A L'ÉTRANGER avec SAINT-GOBAIN, LECTRA-SYSTÈME et... le professeur DENIS, MM. Sardin et Colombel

LA GESTION DE TRÉSORERIE ET L'INGENIERIE FINANCIÈRE avec RÉMY-MARTIN, la BORDELAISE DE CRÉDIT, le CRÉDIT DU NORD et.... les professeurs BERTONECHE et HIRIGOYEN LES NOUVEAUX INSTRUMENTS FINANCIERS

avec la CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS, le CRÉDIT AGRICOLE et... les professeurs LACOUE-LABARTHE et MARQUET, M. Simonet

Reneeignements: FAC. SC. ÉCONOMIQUES, avenue Léon-Duguit, 33604 PESSAC - Tél. 56-80-78-41

Jelio JA



fondamentous. Le suffinge en regle d'at des democraties in verse. Ce coup de force, qui s'il à une imposture, a suscité une priameriume et beaucoup de reseauchez les Mélanésiens. Ils refutes participer à l'opération, en regère restation er gemtimuent à riche. referendum d'autodéterminates mertant jeur dignité et leurs dran

A SEPTEMBRE IN

de privilèges detents cadas

Les Melanésiens veulent l'air dance pour une raison simple; he lation continued he supporte h Ballandinen du. Le est imposés, Las telle de recolucisation miss es ME JULIS CO. dout dernières amé; fini mar upquier les Mélanèses solutions de desespoir.

D'autant que le référendun & grant in a southern de colonie de per ment du territure D'important tataents financieres et fische in pragetumittee, meur renforceriet. garmerications. L'hegemonie best enregistre de nouveaux et senden grès à la laveur de réformes inses melles et du détournement de v Testa financiare de l'Elat Das formes d'appartheids se désign rent La reforma foncière capat: Taves: des Meiacolens son fet: Coffice tenater fut remente ut fice des comes blanes et de lemb danta, wous l'autonté d'un mus specialement créé à en de (I'ADRAF Les recherches plas ques entremses pour diminur le secolation des Mélanésiens (mas ment des langues vernacularest. En comple de ceraine por Culture := : furent smites !Or Culturel. secontifique et total CRARQUE, charge d'ender e is connaitte la cuiture mélaniste til transformer en un offic se

WERE D'ÉCONOMIE THE INTERNATIONALIS E ECOLAUX I

twine squipe confirmee Envirtions d'Association de incipat epécialises, etc.)

MANCE, & BANQUE NOOSLEZ BL. COMMUNICATION OF THE PARTY OF T

MENT A L'ÉTRANGER LECTRA-SYSTEME Mark Sardin et Colombe TI MODNEAU FRANCIERE AME DE CRÉDIT LE CRÉDIT DU NORDIE

TENTONECHE AT HURIGOYEN

COMPANY TIONS. IN CREDIT AGRICULE

PAC DC ECONOMIQUES. 100 PESSAC - Tel. 56-80-78-41

FRANCE D'OUTRE-MER

Prise d'assaut et information-otage

Par JEAN CROZIER

PRÉCIPITÉ pour raisons électorales ou imposé pour sauver des gendannes, le règlement de la prise d'otages d'Ouvéa pose, entre autres graves pro-

blèmes politiques, la question de la liberté de la presse sur un tarritoire français. Pour « le sécurité des journalistes » (1), sinon pour le droit à la recharche

de l'information, les zones militaires sensibles (ZMS) n'ont en effet pes cessé de s'étendre en Nouvelle-Calédonie à partir du 22 avril 1988 (2).

photographier est la loi première d'une ZMS. Justifiable en temps de guerre, mais

en principe limitée en temps de paix au périmètre des installations militaires, cette mesure, quand elle est étendue à l'ensemble d'une île française où se

déroulent des opérations de maintien de l'ordre, ne peut qu'inquiéter le citoyen.

imaginerait-on que, à l'occasion d'une prise d'otages à la mairie de Paris, la moi-sé de la capitale soit interdite à la presse durant deux semaines ? Qu'Ouvés soit

de télévision dépêchées sur place ont été enfermées dans un hanger de l'aéro-

drome par les militaires avant de devoir regagner Nouméa sans plus d'informa-

l'accès à l'île d'Ouvéa n's pes coîncidé avec la date de la libération des otages

(5 mai), mais est intervenue le lendemain du second tour de l'élection présiden-

tielle (9 mai). Certes, dans l'après-midi du 5 mai, au terme de l'opération « Vic-

tor », le commandant Vidal et M. Bernard Pons accordaient un entretien sur l'aéroport d'Ouloup, à Ouvéa... Mais c'était à la seule équipe d'Antenne 2, dispo-

sant d'une accélération du Service information des armées (SIRPA). Pendant ce

temps, cinq autres équipes de chaînes françaises (3) et trois australiennes atten-

daient à Nouméa. Certes, le lendemain 6 mai, le commandent des forces armées

en Nouvelle-Calédonie organisait, pour tous les journalistes, une visite guidée de

la « grotte aux otages », mais, le 7 mai, Ouvéa et ses deux mille huit cents habi-

tants étaient toujours sous le contrôle des fusils d'assaut mais hors d'atteinte

Ouvéa a dépendu de l'autorité militaire et du ministre des POM-TOM. Seules, le

8 mai, l'équipe d'Antenne 2 socréditée par l'armée et celle de la « 5 » ont pu

filmer, à Ouvéa, les obsèques des dix-neuf membres du FLNKS, une équipe de

RFO étant autorisée à filmer le déroulement du scrutin. Mais aucune de ces trois

équipes n'a pu se rendre aux environs de Gousana, au nord de l'île, ni recueillir,

sur le déroulement des opérations de maintien de l'ordre et sur les conditions de

l'assaut final, l'opinion des tribus directement concernées. Or, en reison du déca-lage horaire (GMT + 11), les journaux télévisés de 13 heures auraient pu diffu-

ser, le dimanche 8 mai, un reportage sur ces témoignages tourné dans l'après-

Craignait-on que ces éventuels témoignages canaques fussent aux anti-podes des versions officielles ? Ou qu'ils « tombent », en métropole, en plein

scrutin ? Depuis, des enquêtes ont été ouvertes, mais, pendant les « événe-

(2) Outre Ouvéa, sur les deux autres îles Loyauté (Maré et Lifou), plusieurs lieux, dont les aérodromes, ont été déclarés ZMS. Sur la Grande-Terre, ont également été déclarés « zones sensibles » l'aéroport de Tontouta et tous les postes militaires des principaux axes routiers (Canala-Thio-Hienghène).
 (3) TF 1, la « 5 », M 6. RFO et l'équipe d'Antenne 2 non accréditée.

(1) M. Bernard Pons à Nouméa, conférences de presse des 25 avril, 28 avril et 5 mai

midi de ce même dimanche.

ments », la presse n'avait pu travailler librement.

Ainsi, jusqu'à la fin du second tour de l'élection présidentielle, l'accès à

A Ouvéa, précisément, le premier jour de la prise d'otages, les deux équipes

Autre fait d'impatience : le « relâchement » du contrôle, par l'armée, de

situés à 19 000 kilomètres de Paris ne change rien au problème.

tion. L'île est restée interdite à la presse durant quatorze jours.

L'interdiction faite aux journalistes de pénétrer, d'interroger, de filmer ou de

en Nouvelle-Calédonie

l'exaltation d'une société pluriethnique imaginaire. Le « Plan de relance économique » accrut les inégalités dans des proportions inconnues jusque-là, l'aide de l'Etat profitant surtout à la bourgeoisie blanche de Nouméa et à sa clientèle (une part non négligeable des 3 milliards de francs payés annuellement par les contribua-bles métropolitains pour la Calédonie est transformée en capitaux privés placés à l'étranger). Les médias furent plus que jamais mis au service des inté-rêts de la minorité dominante. Et, pour couronner cette politique, le « statut Pons » a privé les Mélanésiens de la plupart des possibilités consenties dans le cadre des régions créées par le « sta-

La justice est devenue la justice des Blancs pour les Blancs, contre les Noirs. La moindre infraction commise par les indépendantistes contre l'ordre onblic donne lieu à des poursuites, tandis que les nombreux et graves attentats commis par des « loyalistes » restent impunis. Dans un cas, il s'agit de menées subversives et terroristes; dans l'autre, d'actes patriotiques. Pour être dissuasives, les peines infligées aux Mélanésiens doivent toujours être « exemplaires ». La prison du Camp-

Est. à Norméa contient des dizaines de détenus noirs qui sont en fait des prisonniers politiques. Le comble de la partialité fut atteint avec l'acquittement des sept auteurs du massacre de Hienghène par la cour d'assises de Nouméa, en octobre 1987. Ce verdict, qui innocentait des assassins ayant reconnu dix meurtres commis dans des conditions atroces, a persuadé les Mélanésiens que leurs vies n'ont pas de valeur devant la justice telle qu'elle s'exerce à Nouméa.

Les forces armées comptent de 7000 à 8 000 hommes, pour à peine 70 000 Mélanésiens - femmes, enfants et vicillards compris. Cette présence militaire massive, que le pouvoir a justifiée par des missions humanitaires et d'appui à la démocratie, révèle ses véritables fonctions. Sa mission effective est de protéger par la force l'ordre colonial. Les activités de sport et de loisir organisées dans les tribus par les militaires, leur collaboration à des travaux agricoles, le zèle qui les anime pour tout ce qui touche à la religion (restauration des lieux de culte aux frais de l'administration, participation aux cérémonies et festivités), les constructions de pistes, etc., ne constituent en



RASSEMBLEMENT DE MILITANTS DU FLNES A CANALA, AOUT 1987 L'émergence du peuple canaque contre au système dénassi

fait que des opérations de séduction et de renseignement. La « nomadisation » permet d'assurer la surveillance des villages. L'omniprésence de l'armée n'a pour but que d'intimider les indépendantistes. En cas d'incidents, les forces de répression interviennent avec une violence croissante contre la population. Elles se comportent volontiers comme en pays conquis, violant les domiciles et les lieux sacrés, et pratiquant le chantage aux représailles. Dans la région de Koné, la population mélanésienne a été quasiment prise en otage, après que deux gendarmes curent été tués. Les villages furent soumis à des « opérations coup de poing - répétées, fort traumatisantes, puis « occupés » pendant des semaines. Plus les affrontements s'aggravent (prenant parfois une allure de guérilla), plus la répression se veut exemplaire. On peut trouver ridicule que, à l'instar des bâtiments de la Royale au dix-neuvième siècle, un navire de guerre français fasse aujourd'hui donner ses pièces pour effrayer des indigènes à Pouébo en vue d'appuyer le débarquement de quelques gendarmes; mais le carnage perpétré le 5 mai 1988 à Ouvéa par des unités d'élite de l'armée renvoit aux représailles coloniales les plus brutales et contraint à juger l'évolution de la situa-

Le mouvement indépendantiste estime avoir essayé, avec une grande patience, les voies de la concertation evant de se résoudre aux actions violentes. Ses chefs l'ont fait jusqu'à risquer de se discréditer auprès d'une partie de leurs militants; les plus jeunes de cenx-ci en sont venus à leur reprocher de faire le jeu des forces conservatrices. Lorsqu'il leur avait été proposé de participer à la gestion du territoire dans les régions établies par le « statut Pisani », ils avaient saisi cette occasion de rencontre et de travail en commun avec les autres composantes de la population. Les nationalistes s'occupaient alors plus de programmes de développement que de politique, et bien des colons européens purent se féliciter des interventions réalisées à leur profit. Mais le redécoupage des régions opéré par le « statut Pons » et la redéfinition de leurs compétences ont chassé les indépendantistes des responsabilités administratives et techniques qu'ils occupaient, au profit des forces conser-

tion d'un point de vue éthique.

C'était le retour à l'exclusion, ou tout au moins une nouvelle marginalisation jugée humiliante et non accepta-

Les actions non violentes organisées pour protester contre le référendum de 1987 furent une autre tentative du mouvement indépendantiste pour se faire entendre. Elles ne rencontrèrent qu'incrédulité ou mépris de la part de la droite et de la population européenne, quand elles ne furent pas réprimées (matraquage à la place des Coco-

Précédents articles

• « Présence de la France dans le Pacifique sud : les enjeux stratégiques de la crise calédonienne », par Philippe Leyma-rie (MARS 1985).

● « Un autre destin pour les « demières colonies françaises ». Objectifs communs et grande diversité des mouvements indépendantistes », par Michel Camon et Jean Cheeneaux (AOUT 1985).

● « Dossier « Nouvelle-Calédonie » : terdive et difficile transition. Comment desserrer le carcan de la dépendance économique ? > par François Dupon. « Nouméa, une place-forte et son désert », per Loic Wacquant. « Les Mélanésiens : des origines controversées », par José Garanger. « Imuptions canaqu Jean-Pierre Alaux (OCTOBRE 1985). Les contradictions coloniales de la

démocratie néo-calédonienne », par Jean-Marie Kohler (JUILLET 1987).

tiers, 22 août 1987). Les marches, les sit in et les jeunes eurent pour résultat le plus tangible de démobiliser une partie des militants, ce qui provoqua - par contrecoup - un regain de faveur pour

les stratégies violentes. Si les chefs indépendantistes se sont à leur tour radicalisés, ce n'est sans doute pas tant sous l'effet de la pression exercée par la base qu'au vu de l'inanité de leurs efforts pour obtenir par d'autres voies le respect des droits du peuple canaque. Ils ont observé que l'influence de la droite activiste, la pression qu'eile exerce sur l'Etat, dépend pour une part notable de la menace d'un recours aux armes. Cette stratégie de lutte pourra de nouveau changer, mais les graves séquelles des événements survenus à cette occasion

marqueront l'avenir. La jeunesse canaque, qui a payé un lourd tribut (dixneul morts à Ouvéa), est plus que jamais déterminée à mener le combat à

Pour sortir de ce cycle infernal, le dialogue est indispensable. Mais les Mélanésiens sont très avertis des ambiguïtés des propositions venant de la droite coloniale et des instances de l'Etat, et ils n'ont plus confiance en la parole de la France. Quand le pouvoir dominant invite au dialogue ceux qu'il domine, c'est habituellement pour faire entériner les conditions de la perpétuation de sa domination. Le rapport entre « partenaires » est d'emblée piégé, car, si les dominés ne consentent pas à entrer dans le jeu qu'on veut leur imposer, ils sont accusés de refuser le dialogue et on leur impute la responsabilité

Le dialogue ne supprimera pas les antagonismes entre les Mélanésiens et les Européens en Nouvelle-Calédonie. Ces antagonismes sont déterminés par les structures coloniales héritées du passé, reproduites et sans cesse actualisées. Les inégalités, les discriminations et les exclusions sont constitutives du système. Les intérêts contradictoires et l'état des rapports de forces expliquent les incompréhensions entre Blancs et Noirs, et non l'inverse. D'où les limites du dialogue. Une négociation ne peut être féconde que si elle porte sur les conditions d'une transformation radicale de cet ordre social qui, fondamentalement, rend tout dialogue impossible ou vain. Les Mélanésiens ne pourront, en toute logique, être intéressés que par un seul type de dialogue : celui qui formulera les modalités de la décolonisa-

JEAN-MARIE KOHLER.

Deux dossiers

Les Antillais en Europe

La Revue européanne des migrations internationales (1) a consacré un important dossier aux Antillais installés en Europe. Sont notamment analysées la politique française de l'immigration de 1946 à 1987 et « la gestion sociopolitique de l'identité culturelle » des Antillais en France. Trois études font d'autre part le point de la situation aux Pays-Bas des personnes originaires de Suriname, Cura-çao et d'autres territoires caraïbes. Une étude comparative du sort réservé aux Antillais en Grande-Bretagne et au Canada apporte enfin d'utiles informations sur ces communautés noires qui, ici et là, se heurtent à de graves difficultés, dans le domaine de l'emploi notamment.

Les auteurs rappellent avec raison que les migrants antillais constituent une catégorie à pert, en raison des liens privillégiés avec la « métropole », qu'il s'agisse de l'ancienne puissance coloniale ou de la même nation (cas français).

L'avenir de l'outre-mer français

La commission Justice et Paix de l'Eglise catholique de France publie de son côté un très intéressant dossier sur «L'avenir de l'outre-mer français» (2). Appuyés sur une documentation solide, voici quelques jugements de la commission : « Les économies des DOM-TOM n'existent pas » ; le niveau de vie y est artificiellement assuré per des transferts de fonds publics (25 milliards par an soit autant que toute l'aide au tiers-monde) ; l'avenir ne peut être bâti que « sur un développement local reposant sur une base populaire». A propos de la Nouvelle-Calédonie, les auteurs écrivent : « Pour que l'accord se fasse (« avec les Canaques, à propos des nouveaux rapports entre communautés »), il faudra l'inscrire dans une optique d'indépendance, négociée, préparée et précédée d'une période transitoire ; indépendance proposée, assumée par le gouvernement et ratifiée par un référendum. » Justice et Paix n'exclut pas non plus l'indépendance

(1) Revue européanne des migrations internationales, vol. 3, nº 3, 4 trimestre 1987, 90 F. 95, avenne du Rocteur-Pineau, 86022 Poitiers, France. D'autre part, la revue Mawon, cahiers de l'immigration guadeloupéanne, gayanaise, martiniquaise et réunionnaise a consacré son premier numéro (1987) à l'insertion sociale en France des Français d'outre-mer (6, rue de l'Eure, 75014 Paris.) (2) Commission française Justice et Paix. 71, rue Notre-Dame-des-Champs 75006 Paris.

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE UFR DEVELOPPEMENT

Vous voulez :

Une formation niveau Bac + 2 ou Bac Une formation de troisième cycle assu-+ 4, en prise sur la réalité économique et rée dans le cadre de laboratoires internasociale, animée par des enseignants tionalement reconnus. soucieux de vos débouchés.

Vous recherchez:

I DEA Economie du développement.

E DESS Gestion des ressources hu-

DEA Espaces, pouvoirs et aména-

R DEA Economie du travail.

Nous proposons:

Une formation de base pour la poursuite d'études en économie et en gestion (DEUG).

Une formation de technicien de la fonction personnel (DEUST). Tél. 76.82.54.88.

appliquée à la gestion du développement et de l'emploi. Tél. 76.82.54.90.

Un second cycle d'économie

gement (en commun avec le Ceps). DESS Urbanisme et aménagement. Tél. 76.87.24.28

D Tél. 76.82.54.28.

P maines.

Ufr Développement - 47 X 38040 Grenoble cedex

Établissement d'enseignement supérieur libre 12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS

Tél. 42-96-51-48

INSTITUT D'ÉTUDE

DES RELATIONS INTERNATIONALES

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, diplomatique, économique, commercial et linguistique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les études se répartissent sur quatre années.

Le diplôme permet l'accès aux études de 3º cycle (DEA et DESS) ainsi qu'aux diplômes des Universités étrangères (MBA, MIA, MIR, etc.). Baccalauréat exigé - Recrutement sur dossier après entretien. Statut étudiant.

Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

CRISES DANS LA FRANCE D'OUTRE-MER

L'extrême urgence des réformes économiques

JEAN-LUC **MATHIEU** • François Mitterrand été plébiscité, le 8 mai 1988, dans les départements d'outre-mer (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Rêunion) et dans la collectivité territoriale de Mayotte. Ses scores ont été très supérieurs à ceux de 1981. Pourtant le gouvernement de M. Chirac avait fait de gros efforts financiers en faveur de l'outre-mer, avec pour but premier de « séduire » le maximum de gens, non de s'attaquer aux problèmes de fond. L'offensive a échoué. Sans doute a-t-on estimé dans les DOM, mais aussi en Polynésie française – politiquement rénovée par le jeune président Alexandre Léontieff - que « trop c'est trop », et que la communauté des « valeurs » avec le Front national invoquée par M. Pasqua et certains membres du RPR avait de quoi inquiéter notamment qui n'est pas parsaitement blanc. A joué aussi le sentiment que la période 1981-1986 avait été celle de réformes politico-administratives essentielles et que, mieux que M. Chirac, M. Mitterrand serait à même de poursuivre ce travail, dans le domaine économique cette fois.

Un million six cent cinquante mille Français sculement vivent outre-mer, soit moins de 3 % de la population totale, mais les problèmes qui s'y posent sont sans commune mesure avec leur poids démographique. Partout, sauf à Saint-Pierre-et-Miquelon, des sociétés pluriethniques vivent, à des degrés divers, des situations névrotiques, tiraillées qu'elles sont entre leur désir et leur crainte d'une profonde dépendance à l'égard de la métropole.

Témoignent de cette dépendance le profond déséquilibre des échanges extérieurs des DOM-TOM et sa couverture par les ressources en devises de l'ensemble français, ainsi que les flux qui injectent, via le Trésor public, des revenus outre-mer en partie grâce auxquels on < y > consomme. Que devenir sans ce goutte-à-goutte, cette tente à oxygène? Les structures économiques et sociales en sont si dépendantes que toute brusque rupture avec ce schéma prendrait l'allure d'un séisme.

Nécessité d'investissements colossaux

M AIS ce lien avec la métropole est aussi ressenti comme dépersonnalisant, aliénant. Les séquelles de l'histoire coloniale, le racisme quotidien que vivent nos compatriotes d'outre-mer installés en métropole, et le ressentiment de tout un chacun à l'égard de la métropole qui tient son sort entre ses mains font que, malgré l'extraordinaire regain d'autonomie culturalle et politique vécu depuis qualques années, plus spécialement depuis 1981, les rapports avec Paris ne sont pas sentis comme totalement bien-

L'ambivalence de ces rapports, qui n'a pas partout la même intensité, explique des phénomènes troublants :

- Par exemple, le faible résultat électoral des indépendantistes de Guadeloupe et, néanmoins, le fort impact de certains de leurs thèmes. Les militants de l'Union populaire pour la libé ration de la Guadeloupe (UPLG) évoquent des problèmes ressentis par la population, mais celle-ci redonte aussi bien les méthodes terroristes, qu'ils emploient parfois, que les conséquences auxquelles conduisent logiquement les perspectives indépendantistes:

- Par exemple encore, les variations du Parti socialiste guyanais (qui n'est pas une fédération du PS francais) entre autonomie et indépendance, entre le soutien électoral à M. Mitterrand et la critique faite à certains aspects de la politique d'outre-mer des gouvernements socialistes.

 Haut fonctionnaire, auteur de les DOM-TOM. PUF, Paris, col. < Politiques aujourd'huis, 1988, 269 pages, 149 F.

84177

15%

Taux de chômage . .

Converture importa-tions/expertations . 12% (1986)

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

328 000

(estimat

1985)

225

25% (1986)

385 000

(estimat. 1986)

26%

568 888

(estimate 1986)

32 % (1986)

Quai de la Citadelle - 59140 DUNKERQUE.

Tél.: 28.68.29.37.

L'outre-mer est malade du chômage, du déphasage des coûts de production et de distribution avec les possibilités de vente sur place et à l'exportation, de l'inadaptation de l'appareil de formation et de production aux possibilités locales et aux besoins. Depuis des décennies, la crise s'y approfondit, malgré la baisse du taux de croissance démographique et la forte émigration

La gauche a apporté une partie seulement des solutions nécessaires, grâce à la politique de décentralisation. Remettre en cause des structures qui empêchent le développement mais apportent le relatif confort d'un revenu moyen qui tranche avec celui des pays voisins est une tâche difficile, surtout quand les couches dirigeantes qui bénéficient de cette situation et façonnent l'opinion souhaitent le statu quo et en profitent à des degrés divers. Nombreux sont ceux qui craignent de perdre la proie pour l'ombre (un emploi public ou privé, bien mieux rémunéré qu'en métropole, et une situation fiscale meilleure que dans l'Hexagone).

A vrai dire, les problèmes économiques de l'outre-mer et leurs conséquences sociales sont, poussés au paroxysme, ceux dont souffre la métropole depuis les années 70 : chômage, mais aussi sureffectifs, trop faible compétitivité, offre inadaptée à la demande, insuffisante formation, fiscalité à réformer, absence de minimum social à garantir en échange d'une plus grande fluidité sociale.

La solidarité qu'il est indispensable d'accroître en métropole s'impose

DES STATISTIQUES D'EMPLOI ET D'ÉCHANGES COMMERCIAUX QUI REFLÈTENT UN PROFOND MALAISE

Polynésie française

166753 (1982)

11,2% (1983)

5,5% (1986)

Polynésiens 68,5 % Européens 11,6 %

encore plus outre-mer, où les inégalités sont plus fortes et où certains avantages fiscaux, notamment en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques, constituent des cadeaux indus de la collectivité nationale.

Outre-mer, l'administration, avec ses surrémunérations, coûte très cher. Et dans les autres secteurs - l'hôtellerie ou la banque, par exemple – les rému-nérations, « happées » vers le haut par le niveau des salaires des fonctionnaires, sont excessives. Ceci constitue une des causes majeures de l'impossibilité qu'il y a dans les DOM et les TOM, à équilibrer des comptes d'exploitation d'entreprises à un niveau compétitif (1).

Il va donc falloir faire face à ces dures réalités et être conscient que :

- le développement de l'emploi n'est possible que si les entreprises ont des comptes de résultats prévisionnels équilibrés, dans la situation concurrentielle que l'on connaît. Toute l'aide devra être apportée à la constitution d'un tel appareil de production sur la base de comptes d'exploitation cohé-

 le financement du colossal effort d'investissement humain et matériel outre-mer ne pourra pas - car le pays ne le peut pas - s'opérer sans qu'y soient affectés, selon des modalités à négocier, selon un rythme à définir, selon un plan à trouver avec les intéressés, des milliards qui constituent actuellement la surrémunération du secteur public et d'une partie du secteur privé.

On perçoit l'ampleur de la tâche, mais chacun pressent bien, outre-mer, que l'on ne peut éviter des révisions

La loi du 31 décembre 1982 donne compétence aux conseils régionaux d'outre-mer pour promouvoir le développement. Ils peuvent faire à ce sujet au premier ministre des propositions comprenant même des modifications législatives et réglementaires. Il faut inviter les conseils régionaux à utiliser cette compétence essentielle qui doit faire d'eux les moteurs de la vie publique dans les DOM.

La rénovation du concept de contrat de plan doit permettre de conduire les conseils régionanx à proposer des mutations économiques et sociales importantes combinant :

- l'accroissement de la solidarité nationale:

 la réduction des surrémunérations des fonctionnaires (cette idée a déjà cheminé dans les DOM) et de certains avantages fiscaux sans utilité pour le développement de la production; de telles économies doivent financer des surcrofts de charges dans d'autres domaines ;

- l'augmentation importante des investissements intellectuels (enseignement et formations professionnelles). en logements et en infrastructures de

- la définition - après concertation avec le patronat local mais aussi avec

Nouvelle-Calédonie

144 386 (1983) dont : Mélanésiens 43 %

Européens 37 % Wallisiens 8 %

13,2% (1983)

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Wallis et Future

14160



MANIFESTATION INDÉPENDANTISTE EN GUADELOUPE EN FÉVRIER 1987

le CNPF - d'axes de développement fondés sur la prise en compte des conditions de la compétitivité.

Des efforts pourront de la sorte être

accomplis pour : - moderniser l'agriculture et l'orienter vers des productions ayant, par leurs qualités et leurs prix, des débouchés intérieurs et extérieurs (fleurs et plantes d'ornement, fruits, tabac blond...) ; créer une classe d'agriculteurs formés et dynamiques serait une véritable révolution;

développer le tourisme en amélio-rant les conditions d'accueil;

créer les éléments de base capables d'attirer des industries de transformation parce que les perspectives de leurs comptes d'exploitation seront

 développer des services capables, avec des coûts modérés, d'intervenir dans les pays voisins des DOM (conseil agricole, travaux ruraux, comptabi-

Les Territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales (C.T.) souffrent de difficultés économiques de même nature, doublées de problèmes politiques spécifiques.

Le chômage et la faiblesse de la converture des échanges extérieurs sont. là encore, des phénomènes sérieux, qui relèvent pour partie des mêmes types de solution :

- constitution d'entreprises sur la base de comptes d'exploitation réalistes eu égard aux conditions de la concur-

- efforts intensifs de formation et d'investissement, ce qui passe en partie par la réduction des avantages dont bénéficient les couches dirigeantes.

Mais les politiques économiques et sociales sont de la compétence des gouvernements locaux en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. Une mutation profonde des contrats de plan s'impose, les deux parties devant s'entendre sur la réalisation d'objectifs

La Constitution fige les situations

 $E^{\rm N}$ fait, les TOM et les CT relèvent de politiques toutes différentes les unes des autres, dont notre cadre constitutionnel ne facilite pas l'émergence (ceci est même vrai pour les

A Mayotte et à Wallis-et-Futuna,

Mais il semble difficile d'envisager un développement si Wallis-et-Futuna ne devient pas un véritable territoire responsable et n'accepte pas la solidarité interne d'un impôt (adapté) sur le revenu et si Mayotte continue d'espérer devenir un DOM. Son nonrattachement aux Comores n'implique absolument pas sa départementalisa-

En Polynésie française, une transformation profonde des conditions de l'aide métropolitaine est nécessaire au développement, à l'instauration d'une plus grande justice (instauration d'un impôt sur le revenu, politique urgente en faveur de la jeunesse...) et du plura-

lisme de l'information. Les choix faits quant au rôle du centre d'essais du Pacifique conditionnent dans une large mesure les possibilités de redéploiement de l'aide métropolitaine. Il y a là un préalable politique. Le territoire financerait lui-même les charges correspondant aux compétences qu'il assume. La métropole apporterait une side à la poursuite d'un certain nombre d'objectifs définis en

En Nouvelle-Calédonie, la situation économique demeurera catastrophique tant qu'une solution politique ne se dégagera pas. Faute de quoi la Nouvelle-Calédonie continuera à coûter horriblement cher à la France. Les investissements matériels et humains ne se conçoivent que si l'avenir est à la fois clair et pacifique. Après le gâchis des deux dernières années, le nouveau gouvernement doit sortir le territoire et la République de l'ornière.

Métropole, DOM, TOM, collecti-vités territoriales font partie de la République. A ce titre, un certain nombre d'éléments communs doivent être uniformément garantis : nationalité, sécurité, défense, justice, information pluraliste, ce qui implique la mise en place de médias diversifiés, notamment par une restructuration de RFO, partout où domine la presse Hersant, aux Antilles potamment

Enfin, il faudra bien un jour prendre conscience que la Constitution ne permet pas l'organisation optimale de l'outre-mer. En figeant les situations entre DOM et TOM, elle ignore les collectivités territoriales, qui existent pourtant. Il est difficile de faire une place à un territoire qui voudrait être indépendant tout en restant associé à la France puisque les passages de la Constitution relatifs à la Communauté sont à la fois inadaptés et désuets. La Constitution devrait rendre possible, au-delà d'une base intangible, marquant l'appartenance à la République (ou l'association, en dehors de la République), une très grande variété de situations statutaires afin que les règles économiques et sociales soient, partout, les plus aptes à mener chaque collectivité sur le chemin de la croissance et de

D'autres effets de structure (potites séries, éloignement des marchés) s'y sont ajoutés, rendant la production quasiment

tout doit être fait pour développer une formation multitechnique de base permettant au plus grand nombre possible de Mahorais, de Wallisiens et de Futuniens de vivre sur leur territoire en satisfaisant au mieux une part importante de leurs besoins élémentaires (alimentation, habitat). Tel n'est pas le cas : le niveau de vie y est entretenu par des mécanismes qui aliènent ces sociétés puisqu'elles n'ont cessé de voir se réduire leur taux d'autonomie économique. Le cadre « départemental », à Mayotte, est totalement inadapté. Comme à Wallis-et-Futuna, l'encadrement du développement économique reste à imaginer.

Source: Etude publiée par la Commission française Justice et Paix, mai 1988. LE COMMERCE INTERNATIONAL Le commerce international a besoin d'hommes et de femmes aux compétences nouvelles. L'institut Supérieur de Commerce International de DUNKERQUE dispense une formation de haut niveau Accès sur concours après une préparation HEC ou certains diplômes Diplôme d'université (niveau BAC + 4).

République Française MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE CENTRE INTERNATIONAL DE VALBONNE Au cœur de la technopole de Sophia-Antipolis, sur un site de 10 ha à 15 mn de l'aéroport international de Nice-Côte d'Azur le C.I.V. propose: · Un lycée d'état, de la 6° à la Terminale, sections A, B, C, D, G. Section Internationale Franco-Américaine Section sport études judo et tennis . Public concerné: français expatriés, élèves étrangers aptes à recevoir un enseignement français ou international Un internat pédagogique ouvert toute l'année; en chambres individuelles ou duplex · Un centre d'hébergements, stages, colloques (600 Ets) Informations: Lycée - Internat: poste 405 centre d'hébergements: poste 468 ou sur demande écrite: C.I.V. - 06565 VALBONNE CEDEX FRANCE tél: 93 65 33 34

Vers u

min pour le plus grand Recommunication angle ph the has des journe stateoute bresday bes Stiche belitiques et o

Affair and many and lack come le riene in elemen. timeret ein met ter ein rifes gift. Mienere in mittelet fine, dies Prouttout operates on the De de la companya de la constitución de la constitu The arter with the phase de 🐗 San et de rent manere des Ministration of Contract de l'enfant Form of the fast A

Tal in coloic en fait & m Allertrat of at a Temespance of To proper up present of great Bereite + daniques + Tages, chainer, par satelling an er outer productouts, 🚭

CEST vir ces bases que m Sept : experiation vers (18) Strengte marché à la fois de Allige et dote d'un potte factores standingant.

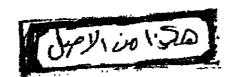
des et la fréquence des manuels en et offent des rebrieves de la constitute de marché europées de marché europées de la constitute de la con de des celévasions de de la company de la co tand the En outre, elles per charten en plus de reportement de communication montés et communication de la the state of the s

troducts - Semi-finis . lest ajoutes et à content joir D'alire part, les expériences de la contract de la des telle entrepris the telle entres

dies ci les chaînes diffusent par multiplier (1) territoric leurs propres and des quelques me des quelques no

Processe des attentes et ses du Public, loules les des rabile, tontes in the same of the same days lear grille, the same days lear grille, the same distinct distinct distinct days for the same distinct distinct days for the same days for

est à l'extérieur.



ASTE EN GUADELOUPE EN FÉVRIER BY

Les Territoires d'ouvreus au collectivités territoriales (CT.) a frent de difficultés économique à même nature, doublées de profes politiques spécifiques.

Le chomage et la faiblesse de la verture des échanges extérious su encore, des phénomènes séreus pelèvent pour partie des mêms le de solution

- consultation d'entreprise a: base de comptes d'exploitation en égard 1111 conditions de la cas

- efferts intensifs de formante d'investitiement, ce qui passeme per la résultion des avantage à beneficient is couches dingene

Mais les pointiques économies sociale, sont de la compétence de p WEIRE MERLE MURLE en Polynese la cause et en Vouvelle-Caledone le mutation profonde des contratiée s'ampret, ice deux parties 600 Sentradre ser la réalisation d'ober

ks situations

En Philynesie française, une mit 勝名なので できぶんせき des conditions TARSO matromataine est nécessar. 🏘 voluti poment, la l'instaurable le giva grunde pastice (instauratori. mach bur eine enu, politique tie: ga favgur de "i jeunesse") eldija histore de l'infuntion :

Les cività falts quant au thems dates une large mesure les pessie de redécimement de l'aide nemi taine il. vie il. un prealable point. Le territoire timanustat medica ghaspes correspondant aux com terwer, gulf assume La nimps apportunations are also poursusti certain nemere s'objeculs dila: oomme.

En Nouvelle-Caledonie, la page Scottomique demetrem mistre fert de ese esention bolitique at deguper - -as Faute de quaf Contract discome continuer in ter hornalament cher a la Francia Investigation of the state of here the se war julies of June of Labour Bill Fors clar of partique Aprellage des deux derrieres annes, kane République de l'ornière.

Metrupule, DOM, TOM, ale with territorians fout parts at Republicana A or three un caring bre d'élements commune dans le Markement sarants Miles MCUTALS, defende, platice, mines Printed to the printed in the place de mercui du crafic. mine PAR MINE PROPERTY OF REAL PROPERTY AND PROPE tout où duraine la presse Hesse Antiles netamment. Enfin, il ideafra bien un jour pre-

conscience que la Constitute de rect pas forgatisation opinions.

Fourtement for figures to see corre DOM et TOM, elle ignor les icerrarie territarians qui entre poerrarie il est difficile de intre piece à un territorie qui vontra le piece de un territorie de la piece de un territorie qui vontra le piece de un territori de un territorie de un territorie de un territ independent trust en midli santh France pulsation result seek Constitution relatifs a la Comme sont à la fers madapits et dése Constitution deviait rende for punt l'apractenance à la Representation l'apractenance à la Representation de la Representati decomparises at sociales some new the plus spice of money challenge with sur le chemin de la crusse he prestreet.

UI D'autes cifets de strate p distriction of production of

L'INTERNATIONALISATION DES MÉDIAS AUDIOVISUELS

Vers un marché mondial de l'information télévisée

ES journaux télévisés constituent la source principale d'information pour le plus grand nombre de citoyens. Leur production coûte fort cher et les nouvelles chaînes privées, qui se multiplient en Europe, n'ont pas les moyens d'en réaliser. Aussi, de grands groupes de communication anglo-américains commencent à proposer, à des prix très bas, des journaux télévisés « clé en main ». Cette offensive ne rencontre presque pas d'obstacle. Et pourtant nul ne peut ignorer les risques politiques et culturels que cela suppose.

-Par YVES EUDES

Les télévisions européennes, qui s'approvisionnent largement auprès des producteurs anglo-saxons ont fait jusqu'à présent une exception pour leurs journaux télévisés et magazines d'actualité, qu'elles produisent en général elles-mêmes. Les émissions d'information sont ainsi le seul type de programme restant, en partie, à l'écart des circuits commerciaux internationaux dominés par les États-Unis.

Cette situation pourrait sembler naturelle et immuable, ne scrait-ce que pour des raisons évidentes de souveraipeté nationale. Pourtant, on assiste aujourd'hui à la naissance d'un marché mondial de l'Information télévisée, qui s'organise sur le même modèle que les grands marchés « classiques », et qui est déjà en partie structuré et contrôlé par quelques grands groupes multimédias anglo-saxons.

Le commerce international de l'information télévisée n'est pas nonveau. Depuis longtemps, les agences d'images anglo-américaines Visnews et WTN (liées respectivement aux chaînes américaines NBC et ABC) fournissent chaque jour une sélection d'images d'actualité aux télévisions du monde entier, qui en usent largement pour traiter des événements qu'elles ne couvrent pas elles-mêmes. Mais aujourd'hui, les grands groupes qui contrôlent ces organisations, ainsi que divers concurrents (également anglo-sméricains) franchissent une étape décisive : au lieu de fournir simplement la matière première (les images brutes que les télévisions clientes doivent monter et commenter), elles proposent de vendre le produit fini, c'est-à-dire des journaux télévisés ou des magazines d'information prêts-à-diffuser.

Cette offensive commerciale correspond à une nouvelle phase de modernisation et de renforcement des grands groupes de communication anglosaxons dans le secteur de l'information. Au-delà des rivalités tapageuses et de rence, on assiste en fait à une forte concentration et à l'émergence de quelques grandes alliances plus on moins formalisées, entre les leaders du marché, groupes de presse et d'édition, télévisions « classiques », agences d'images, chaînes par satellite, opérateurs de câble, producteurs, distributeurs. On s'achemine vers un marché de l'information contrôlé par un petit nombre de très grands groupes mi-

Cette intégration accélérée intéresse désormais tous les pays développés de langue anglaise. Les grands groupes américains renforcent leur implantation dans les autres pays anglophones, tandis que plusieurs groupes anglais, canadiens, australiens, ont su se hisser au rang de géants de la communication et s'imposer sur tous les marchés anglophones, devenant rapidement des sociétés réellement « transnationales » au niveau de l'organisation, des dirigeants, des équipes rédactionnelles et du capital. Les activités de ces sociétés géantes tendent à créer un vaste mar-ché unique de l'information en langue anglaise. De fait, une véritable communauté mondiale anglophone de l'information est en gestation, symbolisée par le célèbre Rupert Murdoch : magnat australien de la presse et de la téléviprogrammes d'information vingt-quatre heures sur vingt-quatre vont enfin pouvoir s'implanter en Europe.

Ted Turner, numéro un aux Etats-Unis avec CNN 1 pourrait rapidement devenir le leader en Europe. CNN, qui emploie mille cinq cents personnes et possède vingt bureaux étrangers, dont un à Pékin, a réalisé en 1987 près de 60 millions de dollars de bénéfices pour un chiffre d'affaires de 205 millions.

CNN peut donc désormais se lancer sans crainte à l'assaut des réseaux câblés européens. Reçu dans près de trois cent mille foyers et plus de vingt-cinq mille chambres d'hôtel répartis tout le continent (dont Paris). CNN International » (version légèrement différente du programme américain) mise sur un million de points de réception avant la fin de 1988. Afin de renforcer sa présence en Europe, CNN cherche des alliances, notamment avec ITN et Superchannel, mais aussi avec ses concurrents américains, et envisage de laucer des services « européanisés »,

CNN ne sera pas longtemps scul. NBC s'est allié à un groupe de presse irlandais et à American Express pour lancer Anglovision, une chaîne paneuropéenne qui se présente comme un «CNN haut de gamme», mais qui rediffusera surtout les programmes de

Les Britanniques ont plusieurs proets concurrents, tous en collaboration avec les Etats-Unis. D'un côté l'IN, en association avec ABC et WTN, yout créer sa propre chaîne d'information. Il s'agit d'un projet commercial qui compte cependant sur des subventions du gouvernement pour étendre sa dif-

pan-européennes. A Bruxelles, la Com-

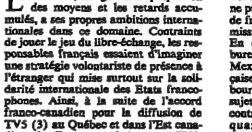
D'autre part, lors de leur dernier sommet, les chefs d'Etat des pays francophones out décidé la création d'un lités francophones (CEMAF) qui fonctionnera sur une base non lucrative. Le CEMAF pourrait être créé par les Etats francophones dit « du nord » à partir de AlTV, la modeste agence française qui diffuse 10 minutes d'actualité quotidiennes et des magazines hebdomadaires en anglais, français et espagnol vers tous les continents, mais qui est surtout présente en Afrique francophone.

entre les télévisions francophores, on passerait à la création d'une véritable agence d'images à statut commercial, disposant de réseaux mondiaux. Elle a déià un nom, l'AFIT (Agence francophone d'images d'actualité), mais elle est déjà combattue par certains responsables et professionnels français, qui estiment que le marché mondial est désormais saturé, que les investissements nécessaires seront démesurés (alors que face au dynamisme anglosaxon, la France trouve difficilement les ressources pour maintenir ses positions en Afrique), et que le marché très étroit des télévisions francophones ne suffira pas à susciter une industrie viable de l'image d'actualité, capable ensuite de partir à la conquête du

doivent compter de plus en plus sur les agences étrangères pour se procurer

mission des Communautés préconise officiellement la création d'une grande chaîne européenne d'information continue capable de rivaliser avec CNN. Mais il ne s'agit pour le moment que d'un vœn picux, déjà considéré avec suspicion par les grandes télévisions nationales. En outre, la présence dans tous les projets américains de capitaux britanniques, et l'imprécision des critères de nationalité retenus par les textes communautaires neutralisent en partie les mesures protectionnistes et les quotas de la CEE.

Les milieux professionnels européens, pour leur part, semblent hésiter entre la défensive et l'intégration au système mondial. Certaines télévisions publiques prennent déjà le problème au sérieux : ainsi, Allemands et Autrichiens veulent interdire & Superchannel l'accès à la bourse d'échange d'images d'actualité de l'Eurovision, craignant la concurrence d'un journal pan-européen diffusé à la même heure que leurs journaux nationaux. Mais dans le même temps, l'intégration des producteurs européens a discrètement commencé, notamment par le biais des chaînes de sport, secteur hybride qui servira de précédent.



Canada retransmette quotidiennement les journaux télévisés de TFI et Antenne 2 (en alternance). La rediffusion de magazines d'informations belges, suisses et français est égale-

lite de journaux télévisés, de reportages

politiques, et de programmes pour la

jeunesse sont conçus et produits par USIA, l'agence officielle d'information

du gouvernement. Décrit par la Maison

Blanche comme « un moyen sans pré-

cédent et sans limites pour toucher les

esprits et les cœurs des peuples du

monde », et les gagner « aux idéaux et aux objectifs du gouvernement [des Etats-Unis] », Worldnet dissusse quatre

heures par jour à destination de l'Europe où il est déjà diffusé par

quatre-vingt-scize réseaux câblés tou-

chant cinq millions de foyers dans onze

pays. De plus, huit chaînes de télévi-

sion utilisent certaines de ses émissions. Les ambassades démarchent active-

ment auprès des rediffuseurs poten-

Face à cette offensive de grand style,

tiels, en attendant la diffusion directe.

les Etats d'Europe continentale n'ont

en général pas de politique clairement

établie. De fait, les nouvelles directives

de la CEE visant à l'établissement d'une véritable «télévision sans fron-

tière » risquent d'accélérer l'implanta-

tion des producteurs et diffuseurs

anglo-saxons, qui ont pris une avance

décisive dans la création de chaînes

Centre d'échange multilatéral d'actua-

En attendant, les chaînes françaises

La stratégie de la France

A France, malgré la disproportion dien, la France souhaite que TV5-

Une fois établie la collaboration

des images du monde. Ainsi, Antenne 2 ne put dépenser en 1986 que 9 millions de francs pour envoyer ses reporters en mission, contre 13,5 millions en 1984. En dix ans, la chaîne a fermé ses bureaux de Los Angeles, du Caire et de Mexico. Par ailleurs, les chaînes françaises réunies ont fourni en 1986 à la bourse d'échange sept cent quarante sujets (dont 90 % sur la France), contre quatre mille deux cent cinquante pour les agences anglo-

Paralièlement, plusieurs producteurs privés spécialisés dans l'actualité semelent pencher pour l'intégration dans les rouages du nouveau marché mondial, tel Sygma, qui a cédé 25 % de son capital au groupe Maxwell, devenant du même coup actionnaire de la bran-che américaine de l'empire Maxwell. Sur sa lanose, Robert Maxwell songe & créer à Paris, à partir de l'ACP (Agance centrale de presse) dont il a pris le contrôle et qui est dirigée par son fils Ian, un centre de production de reportages pour le marché internatio-

Si cette évolution générale se confirme, les télévisions européennes serout peut-être un jour contraintes de réévaluer la fonction politique et commerciale de leurs programmes d'inforpuissants, qui se présentent d'ailleurs à la fois comme des concurrents, des fournisseurs et des partenaires. Une solution à ce problème de coexistence vient déjà à l'esprit des groupes anglosaxons : les journaux classiques des différentes télévisions européennes se consacreraient aux nouvelles « locales » c'est-à-dire nationales. tandis que l'actualité internationale et les grands événements mondiaux seraient l'affaire des magazines politiques à vocation mondiale et des grandes chaînes thématiques intercontinentales.

(1) TV 5 est in scule chaîne franco; pan-européenne. Elle propose depuis 1984 une sélection de programmes français, suisses, belges et québécois aux réseaux câblés caro-

(2) Chiffres extraits de la Politique audio-visuelle extérieure de la France. Rapport au premier ministre de M. Michel Péricard, Paris, 1988.



MUR D'IMAGES AU CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION À PARIS

sion, également à la tête du premier groupe multimédias britannique, il a récemment acquis la citoyenneté américaine pour se conformer à la législation sur la propriété des moyens d'information en vigueur aux Etats-Unis, où le groupe Murdoch réalise à présent le tiers de son chiffre

L'Europe, objectif prioritaire

C'EST sur ces bases que se déve-loppe l'exportation vers l'Europe continentale, marché à la fois ouvert, solvable et doté d'un potentiel d'audience grandissant.

Ainsi, les agences d'images font évoluer leurs services, angmentant le volume et la fréquence des transmissions et offrant des rubriques très diversifiées. Le marché européen réagit favorablement, et des services concurrents apparaissent, comme TWSI-Newsfeed (filiale de Westinghouse) qui offre aux télévisions européennes une sélection d'informations sur les Etats-Unis. En outre, elles proposent de plus en plus de reportages et de documentaires montés et commentés par leurs propres équipes, c'est-à-dire des produits « semi-finis » à forte valeur ajoutée et à contenu journalistique structuré.

D'autre part, les expériences de journaux télévisés et de magazines d'actualité vendus « clés en mains » se multiplient. Une telle entreprise est desormais possible, car une demande d'un type nouveau se développe en Europe : les nouvelles chaînes privées, les stations locales hertziennes ou câblées et les chaînes e paneuropéennes diffusant par satellite qui vont se multiplier (1), n'ont en général ni les moyens ni la volonté d'entretenir leurs propres services permanents d'information. Les déboires financiers des queiques nouvelles chaînes qui s'y sont risquées viennent renforcer la prudence des autres. Or pour répondre aux attentes et aux habitudes du public, toutes les chaînes généralistes ressentent le besoin d'inclure, dans leur grille, des programmes d'information, qu'il faut donc chainr à l'extériour.

Le mieux placé sur ce marché semble être ITN (Independent TV-News), copropriétaire de l'agence WIN avec le network américain ABC et la Bond Corp. australienne, qui sournit des journaux télévisés aux stations britanniques du réseau ITV, à Channel Four et depuis peu à Superchannel (chaîne pan-européenne en anglais). ITN, qui est désormais en mesure de produire un journal télévisé complet toutes les heures, se lance aussi sur des marchés plus lointains, et remporte déjà des succès aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, au Japon et au Proche-

Les grands networks américains commencent eux aussi à distribuer leurs journaux télévisés en Europe. Le journal du soir de CBS, déjà diffusé en France sur Canal Plus, va l'être pro-chainement sur Télé-Monte-Carlo, en Italie et en Suisse. De leur côté, ABC et le réseau public américain PBS, déjà présents sur le marché de l'information au Japon, se tournent vers l'Enrope. Tous ces journaux et magazines, déjà rentabilisés aux Etats-Unis, peuvent être cédés à des prix d'appel très bas.

La presse écrite anglo-saxonne (Wall Street Journal, International Herald Tribune, USA Today), a également décidé de se lancer dans la production de magazines télévisés pour le marché international, en misant sur son savoir-faire journalistique pour proposer des produits « haut de gamme ».

La simple vente de programmes d'information n'est qu'un des aspects de l'offensive anglo-saxonne sur le marché européen. Parallèlement, les mêmes groupes mettent au point des projets bien plus ambitieux : avec le développement de la télévision câblée, les chaînes diffusant exclusivement des

idée originale: une chaîne d'information continue diffusée simultanément en plusieurs langues. Les satellites de forte pulssance permettant la diffusion directe élargiront encore les perspectives des groupes anglo-saxons : Visuews (filiale de Reuter et des grandes télévisions du Commonwealth, dont la BBC, et associée à NBC) avait même songé à poser sa candidature pour obtenir un canal sur le satellite français TDF 1. BSB (British Satellite Broadcasting), la société

la BBC a elle aussi décidé de lancer son

«journal télévisé mondial». Pour ce

faire, elle réclamait au gouvernement

une forte subvention. Le refus des pou-

voirs publics la pousse à présent à

rechercher des partenaires privés bri-

son propre projet tandis que le groupe

Murdoch tente de faire avancer une

De son côté. Maxwell travaille sur

tanniques mais aussi américains.

opératrice du l'utur satellite britannique contrôlée par Granada (l'un des membres d'ITV, présent dans Super-channel), et par Pearson (propriétaire du Financial Times et contrôlé en partie par Murdoch), consacrera l'un de ses trois canaux à une chaîne d'information européenne baptisée Now. ITN s'est emparé de l'essentiel de ce nouveau marché en signant avec BSB un contrat pour la fourniture de huit à dix heures de programmes par jour. Ainsi les médias anglo-américains ont entrepris de pénétrer un nouveau secteur de la production télévisée européenne. Mais cette fois, les enjeux sont d'un autre ordre. Même si au plan com-

mercial les journaux et magazines télévisés se trouvent ramenés au régime général, ils ne seront jamais des programmes comme les autres. Ils sont avant tout la principale source d'information politique pour le grand public des pays développés. De ce fait, ils entent pour les pays anglo-saxons l'instrument idéal pour promouvoir directement auprès des opinions publiques européennes leurs intérêts diplomatiques et économiques, leur vision du monde et leur interprétation des

L'exemple vient de haut : depuis 1982, le gouvernement fédéral américain met en place son réseau Worldnet. service mondial de diffusion par satel-

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

SALARIÉS, ÉTUDIANTS A L'ÉTRANGER

PRÉPAREZ PAR CORRESPONDANCE **VOS DIPLÔMES NATIONAUX** DE SCIENCES ÉCONOMIQUES

(DEUG, LICENCE ET MAITRISE)

Inscriptions avant le 30 septembre 1988

Pour tous renseignements:

UFR Faculté des Sciences Economiques 47 X, 38040 GRENOBLE CEDEX

APOTHÉOSE DE LA RELIGION-SPECTACLE

La foire aux miracles des télévangélistes américains

ils remuent les foules, leur arrachent des cris d'extase et des millions de dollars, grâce à la magie de leur verbe inspiré et à des shows télévisés mettant en scène le combat de Satan et de l'Esprit. Les télévangélistes américains, dont la croisade déborde les frontières des Etats-Unis, na peuvent être ignorés : ils reflètent, en les amplifiant, les tendances profondes d'une partie de la société dont l'obscurantisme favorise les pires idées conservatrices.

Per INGRID CARLANDER

N homme mûr, grand et sveite, aux cheveux gris blonds, sort en coup de vent d'un motel miteux d'Airline Highway, à La Nouvelle-Oriéans, il passe en courant sous un panneeu d'affichage où l'on peut lite : ∢ Votre salut éter nel est menacé », à l'adresse des camionneurs qui ramassent les prostituées venues de toute l'Amérique. Sa Lincoln blanche est garés un peu plus loin. Un oneu avant est crevé.

Surgissent de l'ombre deux personnages bardés d'appareils. Leurs photos vont causer la chute du télévangéliste Jimmy Swaggart et secouer la plus uissante Eglise « électronique » des Etats-Unis. Satan vient de coincer sa victime, le télévangéliste qui vociférait devant les caméras en brandissant la Bible, promettant l'Enfer aux mécréants ; « Je vois le Mai, le vois le Péché i > L'Amérique s'amuse ou se

Comment comprendre l'importance de ce péché, bien pire que ceiui de M. Gary Hart trompant sa femme, si l'on ignore que 40 millions d'Américains sont born again, c'est-à-dire nés du Saint-Esprit. La vague évangéliste ast peut-être le phénomène le plus important survenu ces demières années outre-Atlantique. La plupart des évangélistes sont ultraconservateurs et constituent la Nouvelle Droite religieuse. Après avoir élu un démocrate, M. James Carter en 1976, — sa politique les a profondément décus, - ils ont puissamment contribué à l'élection de M. Ronald Reagan en 1980 et en 1984. Le retrait de leur candidat, M. Pet Robertson, de la course à la présidence en 1988 ne suffira pas à briser cette lame de fond susceptible d'infléchir la poli-

Un mea culpa superbement filmé

ES scandales qui ont atteint MM. Bakker et Swaggart ont obscurci le phénomène. L'expression « nés de l'Esprit » provient du chapitre 3 de l'Evangile selon saint Jean. Saint Jean dit à Nico-mède : « En vérité, en vérité, je te le dis, à moins de naître d'en haut, nul ne peut voir le Royaume de Dieu. » Pour l'évangéliste, il s'agit d'une véritable Pentecôte individuelle, et il faut accepter le Christ comme Rédempteur personnel. Dès l'instant où le Saint-Esprit vous pénètre, il faut que s'établisse une relation intime avec le Seigneur. Parfois sa voix commande de sauver une âme... ou de payer la facture du garage. Pour les pentecôtistes, le signe infaillible de la conversion est la glossolalie, le don des langues accordé aux Apôtres le jour de la Pentecôte. Selon le révérend David Farmer, pasteur de la Saint Charles Avenue Baptist Church à La Nouvelle-Orléans, « cela peut déclancher des émotions extrêmes, allant jusqu'à une sorte d'agonia ; mais, pour les baptistes comme nous, parler des langue est considéré comme une expérience rare et intime ». Pour le révérend Paul Gericke, du séminaire baptiste de La Nouvelle-Orléans, « il y a des hyperémotifs, qui planent au septième ciel le dimanche et

uvent tout déprimés le lundi ». Cent cinquante choristes, tous télégéniques en diable, achèvent les demières notes de l'hymne C'est Jésus qui réjouit mon âme au Family Worship Center, un théâtre en rond qui est l'église de M. Jimmy Swaggart à Baton-Rouge, capitale de la Louisiane. Sept mille cinq cents fidèles sont pré-sents; 30 millions de téléspectateurs regardent M. Swaggart prendre le micro : « J'ai péché ! » Sa lèvre tremble : « J'ai péché en secret [larmes bien cadrées par la caméra) et je vous demande pardon. > Les sanglots sont à peine maîtrisés - le mes cuips historique, torturé, est superbement filmé. Les fidèles sont sidérés. Leur idole s'écroule. Est-il possible qu'il ait fustigé publiquement les débordements sexuels du couple Bakker sur sa chaîne de télévision Praise the Lord, et dénoncé l'adultère du révérend Marvin Gorman, tout en fréquentant de sordides motels à putains ? Mais le show continue. Peu de temps après, M. Jimmy Swaggart remonte sur l'estrade sans prêcher. A sa place, un révérend s'adresse à la foule : « Vous connaissez des intellec-tuels ? Dites-moi, monsieur l'intellectuel, savezvous pourquoi le lait est blanc et l'herbe est verte ? » Rires sympathiques. « Moi je viens de ma campagne ; tout ce que je sais, c'est que je ne des-cends pas d'un singe ! » Exclamations. Le révérend brandit la Bible : « Tout ce que vous devez savoir est écrit dans ce livre ! J'y crois de la première à la dernière page I Si la Bible disait que l'eau courante chaude et froide était installée dans la baleine de Jonas, j'y croirais ! Et le Péché ! Il y a six mille ans, Adam et Eve ont péché. Seten ve nous attaquer tous, je vois le Mal I Mais le précieux sang de Jésus

lavera nos péchés, flot écarlate et précieux. Nous avons besoin de vos contributions ce soir. Que tous ceux qui peuvent donner 500 dollars se lèvent ! 100 [50] » Musique douce de l'orchestre. « On sent la victoire, le pouvoir de Jésus. » Il parcourt la scène, hagard. « Que Dieu soutienne Frère Swaggart et sa famille. Résistez à Satan I Quand les actions issent à Wall Street, celles de Jésus remontent : (...) < J'étais assis dans l'avion, ma voisine était une sorcière. Elle m'a dit : Moi, je prie le Diable. Je me rends à Seattle à une réunion de sorcières qui travaillent à la destruction de tous les évangélistes d'Amérique ! »

L'émotion et le compte en banque

Ly a beaucoup de jeunes, beaucoup de Noirs dans l'égilse. Or, M. Jimmy Swaggart, le plus charismatique, le plus manichéen de tous les prédicateurs, métropoles, se tait ce soir. Les fidèles sont appelés à l'autel, selon le rituel. Ils viennent en foule se prosterner aur les marches de l'estrade recouvertes d'une confortable moquette. Ils s'écroulent, pleurent, s'étreignent corps tendu, bras levés vers le Christ. Cris dans la salle : « Jésus ! Allélula ! Merci I > M. Swaggart fait les cent pas sur l'estrade. et le voici qui s'assied devant l'orchestre et se met è jouer une hymne au pieno, puis une autre. L'émotion est extrême : la foule appleudit, exterique. Une jeune femme tombe en transe, un homme hurle des mots incompréhensibles, d'autres pleurent de jois - des boîtes de Kleenex sont placées sur les marches. Un vieux révérend à bedaine se trémousse comme un rocker. Le pesteur joue comme un dieu. Il a appris avec son cousin, la superstar du rock Jerry Lee Lawie. Las caméras de télévision cadrant.

John Camp, reporter à la chaîne WBRZ, qui la suit depuis des années, à réalisé un long métrage sur le télévangéliste, un reportage qui à recu de nombreux prix. Il confie : « C'est un personnage étrange, surdoué. Il était sans doute honnête et sincère au début, mais il a été séduit par le pouvoir, la gloire, la manipulation des gens. Je l'ai vu sortir de l'église les yeux brillants, dans un état d'excitation délirante : 🕷 fallait le calmer, appeler Frances, sa femme. Tous les télévangélistes ont d'immenses problèmes émo-

John Camp a passé au crible la gestion de l'empire Swaggart, qui est aux mains de sa femme, de son fils et de sa proche famille. Les bilens résertout n'est pas clair dans la gestion. Les Swaggart Ministries rapportent 140 millions de dollars par an : studios de télévision et de radio, imprimerie, collège biblique, écoles, église de sept mille cinq cents places, dortoirs, boutiques sur un immense campus tout neuf. C'est la deuxième entreprise de Baton-Rouge après la plus grande raffinerie de pétrole du monde; 400 000 dollars afflueraient quotidienne-

ment en réponse aux appels de fonds télévisés et aux mallings qui n'arrêtent pas de sortir des ordinateurs. On reconte cette histoire drôle : M. Oral Roberts, télévangéliste fameux de l'Oklahoma, et fais-tu pour partager les contributions, celles de Dieu et les tiennes ? », interroge le second. ∢ Oh i moi, dit le premier, je prends les secs, je vais dans mon bureau, je trace par terre une grande ligne à le craie. je secoue le contenu et ce qui tombe d'un côté est pour Dieu, le reste est pour moi. » « En bien, rétorque M. Swaggert, je fais la chose suivante : le prende les secs, je vais dans mon bureau et je secoue ; tout ce qui ne tombe pas par terre, le bon Dieu n'a qu'à sortir les bras du ciel pour l'attraper au

Roy Jenkins, journaliste au Baltimore Evening Sun, commente : « Les fans de Swaggart lui seront fidèles parce qu'il incame l'expérience du Sud profond : pauvreté, isolement, catastrophes naturelles Il fait vibrer le côté spirituel des gens du Sud comme politiques. C'est un appel au complexe d'infériorité sudiste. Ils auront leur récompense au Ciel, tandis que les classes influentes, les gauchistes, les intellos, les gens des médias, les homosexuels et les drogués iront griller en Enfer. Son identification avec

M. Swaggart est né en pleine dépression dans une famille démunie de l'Etat le plus pauvre, peutêtre, des Etats-Unis, à Farriday, en Louisiane. Les seules distractions étaient le cinéma, l'église du

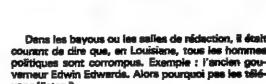
Avant la télévision, on s'amusait rarement : sermons, pique-niques et... saloon. Les prédicateurs Itinérants parcouraient les Etats-Unis; ils avaient quitté la côte Est « pour le pays de la viande d'ours », où l'on n'était pes regardant sur le plan moral. Un pasteur n'avait besoin de nul parchemin ; dès qu'il ressentait le premier tressaillement de l'appel divin, il était ordonné et il faisait secouer les paillards sans foi ni loi, prêchant au hasard. Richard Grenier, du Washington Times, citant les vieux de la campagne, reconte que, les nuits de tempête, on disait : « C'est un temps à ne mettre personne dehors, sauf les corbeaux et les prédicateurs méthodistes. » Pour Grenier, ces pasteurs ont changé l'Amérique : « Ils ont mis la crainte de Dieu au ventre des buveurs et des tueurs. Swaggart, pour les croyants, a, maigré son péché, apporté Jésus à des millions de gens. Pour les non-croyants, il fait corps avec la vie et l'histoire de l'Amérique. »

Depuis la personnage du révérend Dimmesdale, dans la Lettre écarlate de Nathaniel Hawthome jusqu'à l'Elmer Gantry de Sinclair Lewis, le drame, ou la comédie, des hommes d'Eglise piégés par la chair n'a pas fini de se jouer. Oui, Jimmy Swaggart va se repentir. Ainsi, il se rapprochera des autres pécheurs que nous sommes. Il pourra nous comprendre et son expérience du péché enrichira son message. Et son empire? Les contributions ont baissé depuis sa confession publique. Raison de plus

ies masses est authantique. » quartier et les prédicateurs itinérants.

pour lui de nous revenir comme il l'a promis.

LES QUAILLES DU RÉVÉREND SWAGGART VISITÉES PAR L'ESPRIT Main Sales attended on Seal Proposed ...



M. FALWELL, TÉLÉVANGELISTE ET PRÉSIDENT DE CHAINE ps ant deregge un excellent placement en Bourse

> M. Joe M. Rodgers, ambessedeur des Etats-Unis en France, est un évangéliste ; il termine le construchomme politique doit se réclamer de la religion s'il veut que l'on ait confiance en lui. Si on est « né de l'Esprit », on ressent plus de compassion et d'intérêt pour les gens, et on est plus concerné par les problèmes mondieux. > Dens un pays où la religion chrétienne a une formidable emprise, où le nombre d'hommes d'Eglise de toutes confessions dépasse le demi-million, 70 % des Américains exigent d'un futur président qu'il alt une foi sincère (même si 51 % d'entre eux veulent la sécaration totale entre l'Éplise et l'État, sanctionnée par le premier amendement à la Constitution). « C'est, dit M. Oswald Guinness, directeur de la Williamsburg Charter, le résulfévrier 1988, et il est extraordinairement révélateur en cette période électorale. Le mouvement évangéliste a réalisé une percée apectaculaire au détriment de toutes les autres confessions. Ce « géant endormi a a été redécouvert avec l'élection de Carter en 1976. » Les dirigeants de cette toute nouvelle fondation ont pour mission d'étudier le rôle actuel de la religion dans la vie publique et de réaffirmer

l'importance du premier amendement. L'histoire du protestantisme américain a été marquée par deux grandes « révolutions », appelée « révells ». Le « Grand Réveil », au milieu du dixhuitième siècle, a provoqué une flambée religiouse. D'innombrables sectes chrétiennes sont apparues, conjuguant leurs forces pour interdire à la Couronne britannique d'imposer l'Église anglicane comme rellgion d'Etat dans les colonies. Cette résistance religleuse out une immense influence sur la révolution américaine. Le deuxième Réveil se produisit au début du vingtième siècle. En 1906, le Los Angeles Times s'étonnait : « Une nouvelle secte religieuse s'est instaliés à Los Angeles dans une vieille baraque d'Azuza Street. Les dévots se répandant en exclamations et éructations étranges (...). Ils pratiquent les rites les plus fanatiques et se mettent dens des états de folle excitation. >

Assiste-t-on aujourd'hui au ∢ troisième Réveil > ? Le mouvement fait le chasse aux intellectuels, aux « gauchistes », aux centristes, aux homosexuels, aux féministes, aux partisans de l'avortement, aux tenants des thèses de Darwin, Place à la Bible, à la prière dans les écoles publiques I L'Apocalypse est proche. inutile, dans cette éventualité, de procéder à des réformes d'ordre social. Naturellement, les bons évangélistes seront les seuls rescapés du conflit nucléaire ! Plus raisonnable, David Aikman, journaliste, lui-même évangéliste, déclare : « Mes corelégionnaires sont contre l'avortement ; ils voient d'un très mauvais œil le mouvement en faveur des droits des gays, car l'homosexualité est condamnée par la Bible. Ils sont en faveur d'une politique étrangère très musclée ; les régimes communistes, qui sont ouvertement athées, sont des instruments de

L'Apocalypse et le bulletin de vote

OMMENT s'y retrouver dans tous cas noms? Quelles différences séparent fondamentalistes et néo-fondamentalistes, pentecôtistes, charismatiques, apostoliques, baptistes, méthodistes, brai, les « évangélistes » ? En gros, il existe deux groupes principaux : d'une part, les évangélistes charismati-ques — ou, si l'on veut, les pentecôtistes, qui croient à la glossolalie, avec de très fortes variantes dans la pratique. Cela va du plus rationnel au plus émotif. Et d'autre part, les fondamentalistes, dont le chef reconnu est M. Jerry Falwell. « Les fondamentalistes sont ultra-conservateurs, dit le révérend Far-mer, qui habite à La Nouvelle-Orléans. Ils ont mis la pagaille dans l'Eglise baptiste du Sud dès 1979 et lancé une véritable OPA sur les conseils d'adminis tretion de chaque « agence » de la Southem Baptist Convention. Principal artisan de l'affaire : le Dr. W.A. Griswell, de Dallas. La Dieu des fondamentalistes est intransigeant, terrible. C'est ainsi que les conservateurs de la Nouvelle Droite religieuse ont pu gagner dans le Sud. Ils vont avoir une influence de plus en plus grande dans le pays. >

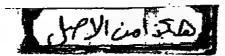
Point d'accord entre les évangélistes : la théologie de l'Apocalypse (Armageddon) : MM. Jeny Falwell, Pat Robertson, Bakker et Swaggart ont secoué

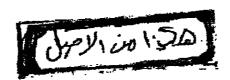
Dieu coimate l**es**

O removement in the grown to the Tession Leville in ahophical #State Comment getreum f **Eigene** Auffile Classic Company served & If the area for theme a power for the area f Die amigen in attrent tes d Paratication of the second der gematen, gemeilt die die des Bei The artists of the telephone to STATE A COURT M. Hadden. the continue of the second Sitt Dermertenen die reteller alle Bil Adres les recomts scandition. State a continue una très fatte. The same mondate. Metal Bore de Nord, e mous les role suit. im a e. e. d e ans (2). » Un p toe decision avec cymente ? to gero le cort du têve ? Notes un cargent le succès, se la su be-comple augmente. Les \$ Mineros nationada 1 a la tresse americane pois Union to have des pouvers delle de me bous, rencontrés dans la

Una torige de pens en Louise The state of the contract of t to the unit we business design Publisher Cadillac et des d The section of a ct ast parts. Elle







GION-SPECTAC



Dens les bayous ou les salles de rédenn le many de dre que, en Louisiane, lous les les AGUSE SORT COTTOTICUS. Exemple : [NOS.] CHESTON ECHANT ECHASTICS. ALOTS DOUGHE PER ME dista ?

M. Joe M. Rodgers Ambassadaur des Beek France, eur um és angeliste , il temme bone and time doctor à l'assivare, a Chez hou, de me point que co: se reclamar de la rejaque (on all comission en la Sion en la Court s, on ressent plus de compassion et le Court bes gans, et on est plus concerté print Bross mandiaux, a Done un pays of the shes d'Egirse de toutes confessions des et militar, 70 % des Amencains avger (: princient qu' ait une foi sincère inte, The state of the control of the control to the cont be set i fibret, is another new par is premerate. A la Comestination . 4 Clest, on M. Ossella **Gractour** de la Williamsburg Cherte, les echilege que fous venons de pilo 188, et a est extraoranament de friode électorais Le mouvement le Service sportagulare audit tes autres contessions. Ce re and a well and cooper avec l'élection de la 974. A Las diregeants de cette toute les ant and pious mission is etudes to file assi Algion dans la vie publique et da risio ince du premier amendement.

Talakan du protestanzone américan séle deus grandes e revolutions, più um mandem, a projectuo une nampee me Discussions sectes arrotennes son spis intermediate Marie forces pour interdre à la Curr militariousses d'impagner Egylse anglicane commit In a Esse dans les les anes. Jette reserve TO STOCK AND THE PROPERTY OF T The sales and the sales of the sales angula in emak : # Line naunalle secta faligeda (#1 ANGEL & LOS Angeles dans une vielle ME Among Street, Les directs se repandent mes the of descriptions stranges (,) is paid The store the plus Israngues of semental

Assesse tion Avenue has all closers for The amountains for 'a chasse our melecular m gamediates a But Contristes aux honom Marie Marie Suns de l'avortina Cate theses de Dates Place & le disgestion dans has econes publiques i L'Aposigni in install. Lans actives entuerte de pris A CHARLES OF STATE SALES - SALE PROMISE AND affect sectors are bears research to hard ! Plus raisannable, David Aleman of har the enanginate colore eller Book Street of Contendit is the the manufact and to mousement on minutes The good, car i normal wants est content if the good of the sound on tayout of the solutions and the solutions of the solutions in the solutions of the solutions is the solutions of the solutio etheds, sant des institutes

L'Apocalypse et le bulletin de vote

Quality S'y retrouver dans tous to de de le dementa separent les des NOR 3 7 Erz gras, if existe deals THAT : O'une part, les évangeisses des B - ON B I'M VOUL IS PRINTED ter 4 in clossociatie, avec de très formi est tente la presidue. Cesa va du plus rational Mil 61 d'autre par, les ferramentains the manners art M. Jerry Falwell, I let the THE SOUND WINE COURSE VISUAL OR IS THE The habits & La Actualia Origins is go The chara regular tractiste du sud la fight when the change of species of the latter of the change of species of the latter of the change of the latter of the Superior of Superior of the Superior of Later of the set strangency, terrible, Cost seed The section of the Market & Cross and the Manual to Sud. Ils vent svot see fact. The factory acts in 2845. Armagedion: Partie of Swap of

les téléspectateurs avec leurs fulgurantes descriptions de la fin des temps. Mais alors, s'inquiète une partie de l'opinion, ne vont-ils pas provoquer la venue de l'Antéchrist et l'Apocalypse nucléaire en déclenchant une crise au Proche-Orient ou avec la Russie ? Dans le Sud, un évangéliste s'interroge sur l'utilité des élections : « Est-ce la peina de voter ? Voter, c'est comme si on repeignait les chaises longues sur le pont du Titanic avant le naufrage. >

Et M. Swaggart écrit dans sa Bataille de l'Apocalypse : « Toutes les chaînes de télévision du mond seront sans doute lè pour filmer l'instant suprême de notre histoire. »

Cependant, les millions d'évangélistes qui occupent des postes politiques ou professionnels de tout genre n'ont pas trop l'air de se préoccuper de l'Apocatypse. M. Pat Robertson, qui envisageait naguère une retransmission de la fin du monde par sa chaîne de télévision CBN, a déclaré qu'il n'avait aucune intention de prêter main-forte à Dieu pour la provo-

L'Edise « électronique » fait feu de tout bois. « La télévision est l'outil le plus puissant que Dieu ait donné à la religion I », s'axclame un joune élève en unication des Jimmy Swaggart Ministries. Dieu 7 fl a comblé ses fidèles : on recense environ 1 200 stations de radio et plus de 200 chaînes de tálévision évangélistes; 3 500 journalistes proposent le programme de la Nouvelle Droite chrétienne. Le professeur Jeffrey Hadden note : « Leur façon de orésenter les nouvelles aura un impact maximum pour la mobilisation politique des évangé mouvement a mis au point « une formidable structure de communication ». En outre, « tant que la Federal Communications Commission, le Congrès et les cours de justice ne changeront pas les règles du ieu, les émissions religieuses auront une influence immense sur l'action politique et sociale en Amérique (1) », Le groupe le plus important serait le Christian Broadcasting Network (CBN) de M. Robertson, à Virginia Beach : 4 chaînes de télévision câblées, 30 stations de radio reçues par 20 millions de foyers. Son émission du matin, € 700 Club », est concue sur le modèle des talk shows les plus populaires, Ensuite viennent d'autres émissions, comme celles du pasteur Billy Graham, bien sûr, de MM. Falwell, Oral Roberts, et, celles, très appréciées, de M. Robert Schuller, qui harangua les fidèles dans sa fameuse cathédrale de verre de Californie. Le fisc est impuissant à contrôler l'Église « électronique ». Presque toutes ses activités sont exemptes d'impôts, y compris les récoltes de fonds.

Le révérend Oral Roberts est l'auteur de cet extravagant appel télévisé : « Si je ne reçois pes 8 millions de dollars, Dieu va me rappeler à lui, » 11 les a recus... Son fils en a redemandé... Bien plus subtil est le « 700 Club » de M. Robertson. Dans un selon, Pat ou Tom - le père et le file - font venir des correspondants qui traitent de l'Amérique centrale ou de l'Afrique, des experts en déclarations de revenus ou des conseillers conjugaux. L'atmosphère est très conviviale. On encheîne : « La Colombie a un besoin immédiat du pouvoir de Jésus-Christ. Menons la guerre spirituelle, envoyez votre argent. » Un service teléphonique style SOS-Amitié fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et reçoit environ 3 millions d'appels par an. Dans les bureaux de CBN circulent des berines remolles de chèques.

Dieu colmate les fuites d'huile

SELON le professeur Hadden, « la télévision a transformé la religion, la technique a changé le message ». Les télévangélistes vendent un produit. le Christ, avec en prime l'Evanglie de la prospérité. A la limite, dit-il, « Jésus serait le présentateur de la « Roue de la fortune », où on peut gagner tout ce qu'on désire ». En fait, à part les guérisons miracles, les églises, les collèges, les écoles chrétiennes, les parce d'attractions, attirent les contributions. « Ces infrastructures exigent des sommes fabuleuses. Plus ils en construisent, plus ils ont besoin de fonds, plus il faut prêcher à la télévision, et plus il faut construire a. Bi leur ont ouvert la voie du auccès ne sont pas ceux qui leur permettent de rester au sommet ».

Après les récents scandales, seul le pasteur Billy Graham a conservé une très forts position dans les sondages (78 %). Il s'agit il est vrai d'une sorte d'institution quasi mondiale. Mais, dit un pasteur de Caroline du Nord, « tous les rois sont tombés : maintenent, il y a devantage de place au sommet qu'il n'y en a eu en dix ans (2). » Un certain nombre de jeunes déclarent avec cynisme : « Pourquoi retirer aux gens le part du rêve ? Notre société vénère le luxe, l'argent, le succès, et le nombre des lais pour-compte augmente. Les télévengélistes sont des héros nationaux i »

La presse américaine parle très rarement des adeptes de base, des pauvres du fond des bayous, des cols bleus, rencontrés dans le Sud profond, la

Une forêt de pins en Louisiane, una humble mais confortable maison, celle de Carol. Son histoire? Elle menait une vie luxueuse avec son mari : piscines, plusieurs Cadillac et des diaments. Puis elle a « reçu le Christ » et est partie. Elle a épousé un pauvre pasteur itinérant. Criblés de dettes, ils prêchent en caravane sur les routes du Sud. Elle prie avec les gens, les quérit souvent, convertit dans les prisons des fernmes noires qui éciatent ensuite en chants merveilleux à la gloire du Seigneur. Carol est modeste : « Je ne suis que le récipient par où coule le grêce de Dieu. » Soudain, le merveilleux fait irruption dans la vie quotidienne : Dieu aide à paver les primes d'assurance, à réparer les voitures (il a colmaté une fuite d'huile pour Carol), à régler le den-

Marvin Gorman, pasteur de La Nouvelle-Orléans qui a dénoncé M. Swaggart après que calui-ci l'eut acculé à la faillite, explique : « Priez une demi-heure tous les jours, parlez les langues, jeunez une fois par semaine, et vous serez raieuni, purifié, rempli d'une énergie extraordinaire. La prière produit une force spirituelle considérable. » Que se passe-t-il ? N'assiste-t-on pas à une invasion de la religion per les recettes de la méditation transcendentale « Les clés du succès financier, confie un grand homme d'affaires évangélique de Houston, se trouvent dans le Nouveau Testament. Faire de l'argent, c'est un don que m'a donné le Christ. »

L'aura d'amour et de charité chrétienne qui bai one les visages de certains se transforme chez les autres, en particulier la génération de cadres montants born again, en appétit de puissance. Le pasteur Robertson, après avoir éloigné le cyclone Gloria des côtes de Virginie par la seule force de sa prière déclarait : « Pourquoi le gouvernement ne serait-i pas dirigé par des chrétiens inspirés par le Saint-Esprit ? Il y aurait un président inspiré par le Saint-Esprit, un Sénat et un Congrès inspirés par le Saint-

Les fondamentalistes et les pentecôtistes dénoncent les horreurs de la génétique. Ce qui remet en mémoire le « procès du singe » qui se déroula dans les années 20 au fond du Tennessee. L'accusé était un jeune instituteur nommé Scopes. A travers lui était visé le rationalisme scientifique. Ce fut une lutte à mort entre modernistes et traditionalistes, les évangélistes voulant en finir avec les théories de Darwin, L'accusateur, qui mourut d'épuisement à la demière minute du procès, était William Jennings Bryan, dirigeant démocrate, ancien secrétaire d'Etat du président Wilson, trois fois candidat à la présidence, personnage illuminé, hors du commun, folklorique. Lawrence et Lee en ont tiré en 1951 la célèbre pièce inherit the Wind (4), qui vient d'être filmée pour la télévision, avec Kirk Douglas dans le

Les ravages de la récession

N 1976, les évengélistes ont voté massivement pour M. Carter et ont été décus. En 1980, et en 1984, c'est M. Reagan qu'ils ont élu, qui les décoit lui ausai, car il n'a pas fait appliquer leur programme de réforme morale (5). Les chrétiens « nés de l'Esprit » se sentent trahis depuis la guerre du Vietnam et la catastrophe de Challenger. Pour eux, règnent le vide et la peur. L'« octobre noir » serait un algne annonciateur de l'Apocalypse. On brade la patrie : familles brisées, criminalité, drogue, féminisme, avortement, homosexualité, pornographie, abolition de la prière dans les écoles publiques. génétique, communisme en Amérique centrale, l'Amérique est en plein déclin moral, L'ennemi plus dangereux que le communisme, — c'est la philosophie humaniste (secular humanism) que dévots et prédicateurs de tout poil voudraient tuer à coups de Bible. Il faut rechristianiser la société.

Le révérend Jerry Falwell pravache les fidèles depuis des années lors de son émission télévisée 4 The Old Time Gospel Hour ». Sa Majorité Morale est à l'origine de la Nouvelle Droite chrétienne. Grand ami de M. Reagan, son influence politique sse peut-être celle de M. Robertson, à qui il a préféré publiquement le vice-président George Bush comme candidat à la Malson Blanche. Il modifie son image : son mouvement est devanu la Liberty Foundation, ce qui lui donne una apparence moins réscvaire. Pour le moment, il se recile sur son univ sité de Lynchburg, en Virginie, dont li veut faire un nouvel Harvard, il est devenu moins virulent, plus fin politique, et commencerait à comprendre la valeur d'une éducation qui sille au-delà de la Bible pour que ses futurs cadres scient efficaces et prêts à saisir des postes de responsabilité.

Les républicains traditionnels redoutent qu'un candidat comme M. Robertson ne tire leur parti vers l'extrême droite : il votent pour M. Bush. Si M. Faiwell soutient lui aussi M. Bush, c'est, semble-t-il, d'abord parce qu'il y a concurrence entre télévangé-

M. Robertson est très intelligent, instruit, diplômé de l'université Yale. La masse des évangélistes ne l'a finalement pas sulvi en raison de sa gaffe à l'encontre de M. Bush. Il a accusé le vice-président d'avoir déclanche l'affaire Swaggart pour le salir, lui, Robertson. Ses déclarations intempestives en politique extérieure l'ont aussi desservi. Car li avait en main un formidable outil : l'organisation évangéliste, dont le niveau de technicité est remarquable. Les eurs des plus petites églises évangélistes rurales n'ont que ce mot à la bouche : « organisation ». Par-

tout, dans les quartiers, les communautés, les éalises, les clubs, les dévots accomplissent un remarquable travail de quadrillage et de recrutement. Le nombre de recrues sauvées fait l'obiet d'une comptabilité rigoureuse. La presse chrétienne atteint d'énormes tirages. A la télévision se multiplient saap operas et jeux « chrétiens ». Le modèle des modèles est la CBN de M. Robertson : programmes de télévision câblée, transmission par satellites, fistes de fidèles scrupuleusement tenues à jour - millions de noms de téléspectateurs - et bombardements incessants de publi-reportages pour récolter des fonds. Le nombre des écoles chrétiennes augmente chaque jour, profitant du médiocre niveau des écoles publiques. Les collèges bibliques foisonnent, irremplaçable outil pour endoctriner la jeunesse et former les cadres de demain. M. Robertson déclarait que la campagne électorale était organisée selon des principes mathématiques, Ains peut-il « recruter, en dehors du parti républicain, des démocrates traditionnels, des cols bleus démocrates, des catholiques, des agriculteurs, des étudiants, des femmes au foyer», tous déterminés selon lui à ce que l'Amérique redevienne le premier pave du monde.

M. Robertson reviendra peut-être sur la scène politique. Et il a en tout cas ouvert la voie à d'autres.

Dans les régions traditionnellement pauvres du Sud, où la crise de la métallurgie et celle du pétrole ont fait des ravages, la peur de la récession pousse les électeurs à voter conservateur « utile », c'est-àdire pour MM. Reagan et Bush, le révérend Robertson étant très souvent considéré comme trop amateur, donc inapte à défendre les intérêts vitaux de la population. Mais si Bush n'écoute pas suffisamment bondirait au premier appel de Jéhovah sur le bouton

L'obligation morale des évangélistes est de convertir. Leur plus grande Eglise, la plus grande du monde, est située en Corée du Sud : 500 000 fidèles. Au Nigéria, les sorciers se transforment en pasteurs. En Amérique centrale, MM. Jimmy Swaggart et Pat Robertson menent la Sainte Croisade contre le communisme athée : ils y envoient des milliers de missionneires. Ile collectent des millions de dollars pour l'aide dita humanitaire, aide parallèle à celle que le gouvernement accorde aux « contras » et aux missionnaires. Le colonei North, « héros du Contragate », est born again. Il est mpossible, explique M. Bill Moyers, de comprendre les conflits, en particulier ceux d'Amérique centrale, si l'on ignore le rôle de la religion (6). Les guerres de religion embrasent la monde. Au Nicaragua et au Honduras, catholiques et protestants sont en violente opposition. Dans les rangs mêmes des protestants se livrent de farouches combats, Bible aupoing. Ecoutez M. Jimmy Swaggart : € Jésus est el Presidente, il est votre général, votre maréchal. Au nom de Jésus, j'ordonne au Diable de sortir de votre vie, de votre maison, de votre cœur, de votre ville, de votre gouvernement et de votre pays (7), » Les émissions télévisées sont retransmises dans des millions de foyers en Amérique centrale, avec traduction simultanée. M. Robertson a visité les camps des « contras » ; « Nous voulons aider les victimes du communisma. Cela fait partie des projets de Dieu (8). » Les Eglises évangélistes se propagent comme un feu de brousse, l'armée chrétienne d'extrême droite passe à l'offensive avec conversion en chaîne. Pour nombre de pauvres, l'espoir n'est



FOULE EN PRIÈRE A NEW-YORE

ces gens, un candidat issu de la Nouvelle Droite chrétienne aura toutes ses chances en 1992, pourvu qu'il respecte le principe de la séparation de l'Egli et de l'Etat, prescrite par le premier amendemes

L'évangélieme n'est pas un phénomène bizarre sorti d'un roman de Sinclair Lewis. Il est l'une des clés de la politique américaine des prochaines années. Les pitreries des « grands » de la télévision masquent la réalité : la « croisade » au plan social. Dans les églises, la voix du patronat double calle de Dieu. Tout progrès social doit être arrêté, au nom du Seigneur. Témoin ce type de sermon assez courant Nord, où l'industrie légère élimine progressivement l'agriculture :

e Respectez le patron. Honorez-le. Soyez honnête avec kil. Ne kii dissimulaz rien. Souvenez-vous ; tant qu'il est dans ses murs, c'est lui qui a raison. Travalilez pour votre patron comme ai c'était Dieu l », avec citations de la Bible à l'appul. Traduction : ni droit du travail ni syndicats. C'est la bonne vieille Amérique d'avant le New Deal, d'avant la Nouvelle Société du président Johnson, qui resurgit. Celle aussi d'avant l'intégration raciale. Il ne faut aurtout pas se laisser leurrer per l'apparente cohabitation raciale des Eglises électroniques. Chacun à sa place. Dans un comté de Caroline du Nord, voici un pasteur indien qui hurie devent un parterre d'indiens en transe. Un peu plus loin, les visages sont noirs. Lè-bas, les visages sont blancs. Les bons évangé-listes n'ont rien fait pour diminuer les tensions raciales. A chacun son église, à chacun son Dieu, à

La problème fondamental des années 80 aux Etats-Unis est le rapport entre la religion et l'Etat. Beaucoup d'Américains réfléchis, membres de l'establishment ou non, conservateurs ou libéraux, ouent leur terreur de voir un jour à la tête du pays un président fondamentaliste ou pentecôtiste qui pes dans la révolution : Jéaus les propulse directement de la boue au Paradis. « Les chrétiens sont en train de choisir leur parti. (...) Les missionnaires servent un royaume déchiré entre Dieu et la politique. »

Le mouvement évengéliste n'est pas près de disparaître, car il est endagé dens la betaille entre le Blen et la Mai — la plus vieille guerre que mênent les Américains, dont la culture est imprégnée de manichéisme. Il ne s'agit pas d'un manque d'intelligence, mais d'une forme de vie, d'un mode de pensée.

« Grâce à nous, déclare M. Guy Jerman, membre de l'Heritage Foundation et de la Christian Voice, « la peine de mort, la question des armes nucl et la guerre des étoiles vont devenir des problèmes notre puissance musciée risque d'étonner les Américains (9). >

Le message de la Nouvelle Droite chrétienne est on ne peut plus clair.

INGRID CARLANDER

(1) Professour de sociologie et d'étude des religions à l'université de Virginie, Jeffrey K. Hadden a publié, avec Charles E. Swann Prime Time Preachers, Addison-Wesley, 1980, et, avec A. Sharpf, Televangelism: Power and Polities on God's Frontier, Honry Holt, New-York,

(2) New York Times, 28 février 1988.

(3) New York Times, 27 forrior 1988. (4) Random House, New-York, 1954.

(5) Voir Ingrid Carlander, « La révolution conserva-trice contre M. Reagan », le Monde diplomatique, décom-(6) Bill Moyers, « God and Politics. The Kingdom Divided », Public Affairs Television, décembre 1987.

(7) [bid.

(9) San Francisco Chronicle, 8 janvier 1988.



ECOLE DES HAUTES **ETUDES INTERNATIONALES** Centre d'études

diplomatiques et stratégiques

CYCLE D'ENSEIGNEMENT **DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR**

Cycle de perfectionnement pour diplomates, fonctionnaires internationaux et cadres supérieurs sanctionné par un diplôme de 3º cycle spécialisé (convention avec le doctorat de sociologie politique de l'Université de Paris X).

3. CYCLE SPÉCIALISÉ D'ÉTUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE

Sous le parrainage du centre DROIT et DÉFENSE de l'Université de Paris V et avec l'appui du Secrétariat Général de la Défense Nationale.

4, place Saint-Germain-des-Prés 75006 Paris. Tel.: (1) 42-22-68-06.

Calendrier des lêtes nationales

I TUNESE 4 TOGO

26 PÉP. MALGACHE

7 TCBAD 12 PHILIPPINES 17 ISLANDE 23 LUXDAMOURG

30 ZARE

Andr. proclam, de l'ind.

Plus de l'india

AMBASSADE DES GASTRONOMES

Caialogue grátuit sur demande

Vente et expédition de tous produits hors traces Priz diplomatiques

ALCOOLS - VINS - CHAMPAGNE: etc.

15, rue Chevert - 75007 Paris Tél.: 45-55-91-22 Télex: 201079 F

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE INSTITUT D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE DE L'ÉNERGIE

DEA ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE

Ouvert aux : ingénieurs des grandes écoles (scientifiques et commerciales); diplômés de l'université (maîtrise sciences économiques, gestion...).

Thèmes abordés: modélisation énergétique, choix des investissements, planification énergétique, tarification, énergie et relations internationales, marchés et stratégies énergétiques, politiques énergétiques des principaux pays (Chine, Etats-Unis, France, Japon, Union Soviétique...).

Organisé par : l'Institut d'Economie et de Politique de l'Energie (IEPE ex-IEJE), Laboratoire du CNRS lié à l'Université des Sciences Sociales et à l'Institut National Polytechnique de Grenoble, en collaboration avec la faculté des Sciences Economiques.

> Renseignements: IEPE, 47 X, 38040 Grenoble cedex Tel. 76.42.45.84

U nom de la loi islamique, les théologiens conservateurs alliés aux bazaris bloquaient toute réforme en Iran tandis que la population ployait sous le fardeau de la guerre. L'imam Khomeiny lui-même a voulu mettre fin à cette situation intenable - sans pour autant céder devant l'ennemi irakien. Après de longs mois d'affrontement idéologique, les élections législatives d'avril mai 1988 consacrent la victoire des radicaux. Le nouveau Parlement ouvre sa session le 7 juin : composé d'une majorité de députés ouverts aux nécessités du fonctionnement de l'Etat. pourra-t-il enfin s'attaquer aux réformes sociales et économiques trop longtemps différées?

Entrée, en février 1988, dans sa dixième année, la révolution islamique tira sa force de plusieurs élans : nationalisme, identité iranienne, antidespotisme et aspiration à la justice sociale. Mais ce qui fait son originalité, son étrangeté devrait-on dire, c'est l'islam, qui lui a donné son nom historique: révolution islamique », comme on dit révolution française » ou « révolution

Cependant, cet islam iranien, même dans sa majorité chiite, n'est pas monolithique. C'est avant tout une religion populaire, qui inspire et rythme la vie quotidienne des gens. Mais c'est aussi une religion des dogmes et des écoles, une religion scolastique, organisée en universités (howzés) avec leurs élèves (talabehs), leurs enseignants (modaress) et leurs maîtres, dits « sources d'imitation » (mardjaas), qui s'attribuent les titres de hodjtaleslam, ayatoliah et grand ayatoliah, selon leur rang et leur influence. C'est la religion des mollahs. Et puis, il existe encore un islam d'inspiration gnostique et ésotérique, en lutte constante, parfois ouverte, avec la religion dogmatique.

A ces trois grandes formes traditionnelles sont venues s'en ajouter de nouvelles, nées des forces économiques et sociales en lutte. Il existe ainsi un chiisme social et contestataire, issu de la foi et de la réflexion d'intellectuels. Il propose une lecture et une pratique socialisante de l'islam, comme une clé minoritaire, ce chiisme fut, dans l'Iran des années 70, le vrai détonateur de la contestation religieuse.

Ex-député d'Ispahan, en exil à Paris.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

publie le deuxième numéro de sa collection

Par AHMAD SALAMATIAN . A l'autre bord, devant la montée des protestations politiques et sociales, des organisations confessionnelles se sont formées, qui regroupent des marchands du Bazar et, plus largement, les possé-dants de la société traditionnelle. Elles proposent une interprétation conservatrice de l'islam et un système de désense des patrimoines et des privi-En mars 1979, l'imam Khomeiny a

quitté Téhéran, la ville de la révolution, pour Qom, celle des mollahs. Le sen de ce transfert, inaperçu sur le moment, se dévoile plus tard. La révolution, imperceptiblement, a pivoté. L'ayatollah isolé, que le fragile chiisme contestataire a conduit à cette révolution dont le puissant chiisme populaire lui a fait le cadeau, en transporte avec lui le centre de gravité au sein du chiisme clérical qu'il regagne. La force des liens, notamment financiers, des mollahs avec les bazaris et les privilégiés de la société traditionnelle offre un levier aux conservateurs pour écarter leurs ennemis progressistes du pouvoir révolutionnaire. Le Parti de la République islamique (aujourd'hui dissout) est l'instrument politique de cette alliance des mollahs et des conservateurs. Il va s'emparer de ce pouvoir que l'imam Khomeiny apporte avec lui.

Cette confiscation de l'Etat par les mollahs et les nantis est le tragique secret de la violence où s'abîme si vite la révolution. L'héroisme politique du peuple, qui, en se levant, a comme soufflé la dictature, est impossible à confiner du jour au lendemain dans un civisme, si actif soit-il. Son élan, ses esnoirs, lui interdisent de se livrer sans mot dire au conservatisme. Mais sa passion devient son piège.

ADRESSE: CODE POSTAL:

Commande à faire parvenir avec votre règlement à : LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Le flamboyant défi de la prise d'otages américains, en novembre 1979, par des « étudiants de la ligne de l'imam », ranime cette passion contre le « Grand Satan », perçu comme un dictateur moderne, du monde cette fois. C'est opportun pour le pouvoir khomeiniste qui se met en place. Surtout, l'agression de l'ennemi irakien, en septembre 1980, allume le brasier d'une guerre nationaliste et révolutionnaire où consumer l'ardeur militante du peuple et son extraordinaire appétit de sacrifice. La coalition à l'œuvre tire tout le bénéfice politique de la dérivation de l'énergie nationale. Elle affermit son pouvoir et chasse de l'Etat nouvean ses ex-alliés progressistes. L'éviction, en juin 1981, de M. Bani Sadr signe l'avènement du pouvoir sans partage de cette coalition qui réprime dans le sang toute velléité d'opposition. Les mollahs et les cadres qui leur sont acquis s'attribuent les postes d'autorité. Les riches bazaris, les détenteurs de capitaux, tous les possédants, organisés en cercles et en clientèles, s'emparent des commandes du système économique et social où ils rétablissent à leur profit l'affairisme, la spéculation, le

Le désordre d'hier resurgit sous l'ordre économique et social des mollabs et des conservateurs. La révolution a sculement changé les profiteurs : aux hommes de l'étranger, aux « expa-

triés », succèdent les hommes de la tradition, les « authentiques » patriotes du nouveau régime. Leur légitimité historique et révolutionnaire donne même à ces nantis la force de perpétuer l'injustice, sinon de l'aggraver. Il lui doivent d'avoir pu pétrifier en même temps la révolution sociale et la révolution politique. Mais, aujourd'hui, les dirigeants de la République islamique s'inquiètent et ne font plus mystère des dangers qu'engendrent l'inégalité sociale, la vulnérabilité économique et l'impuissance de l'Etat.

Selon une étude officielle invoquée au cours du débat budgétaire de 1987 par l'hodjatoleslam Nadi, député de Nadiafabad, sur les 47 millions d'Iraniens recensés en 1986, 12 millions sont au-dessous du seuil de pauvreté, 22 millions survivent sans parvenir à équilibrer leurs dépenses et leurs revenus, et un peu moins de 12 millions vivent dans un équilibre précaire; cependant qu'à peine plus de 1 million d'Iraniens se réservent les gros revenus. Le chômage frappe près du tiers des 13 millions de la population active. Le 18 janvier dernier, le premier ministre lui-même reconnaît : « Entre les 10 % des familles du bas de l'échelle des revenus et les 10% des familles du haut de l'échelle, l'écart était de 1 à 32 en 1977; il est tombé de 1 à 25 en 1980, pour se creuser de nouveau d'un point par an. »

L'histoire peut-elle n'être qu'une attente ?

L devient extrême avec la baisse du A vulnérabilité de l'économie prix du pétrole, la chute du dollar et la saignée de la guerre. Les revenus pétroliers fournissent la presque totalité des ressources en devises du pays et plus de 85 % des revenus de l'Etat. Or ceux-ci, qui étaient de l'ordre de 22 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1982-1983, sont tombés à 5,6 milliards de dollars pour l'année 1986-1987, soit une division par quatre. Les dépenses incompressibles dépassent 3 milliards de dollars pour les besoins militaires de la guerre et atteignent presque 2 milliards pour les importations de pre-

L'avenir est obéré. Les investissements budgétaires dans des projets à moyen ou long terme ont cessé. Les dépenses courantes augmentent de

du tiers-monde.

BON DE COMMANDE

facon vertigineuse. La contre-valeur en dollars, au taux de change officiel, de ces dépenses représentait 32 milliards à la veille de la révolution; elle est tombée à 20 milliards en 1980-1981, pour atteindre 44 milliards en 1986-1987. Au cours des trois dernières années, le déficit budgétaire a été de l'ordre de 70 % en moyenne. La planche à billets fonctionne à plein. En neuf ans de République islamique, la masse monétaire s'est multipliée par dix. Cette multiplication et la paralysie de la production intérieure entraînent une inflation de près de 47 % pour 1986-1987.

Quant à l'impuissance de l'État, elle est liée au caractère confessionnel de la République islamique. L'exercice du pouvoir politique ne va pas de soi pour les mollahs. L'islam chiite considérant tout pouvoir comme une usurpation, rendue possible par la disparition de l'imam et qui cessera à l'instant de sa réapparition, les « sources d'imitation » à la tête du pays sont dans un grand embarras, théorique bien entendu. L'ayatoliah Djanati, président de la puissante Organisation de la propagande islamique, le dit sans ambages au cours d'un prêche à Qom, un vendredi de janvier 1988 : « La question du gouvernement islamique est une question très difficile, parce que c'est une question nouvelle dont la discus-sion a été ajournée voici treize sièclas. »

Le chiisme, ses hommes et ses institutions ont pour mission véritable de conserver les fidèles dans l'attente de la réapparition historique de l'imam, dispara avec le secret de sa perfection qui, scule, l'habilite à gouverner les

Il y eut des efforts pour assouplir la rigidité théorique de ce messianisme, et les penseurs chiites se distinguent parmi les penseurs musulmans par l'importance qu'ils attachent à la raison spéculative (Aql) comme moyen de

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

DROIT MARITIME

MARTINE REMOND-GOUILLOUD

TRANSPORTS DE MARCHANDISES

TRANSPORTS DE PASSAGERS

-TÉL: 43-54-05-97_

LES ACTEURS

Un volume de 468 pages

LA FORTUNE DE MER

LA SÉCURITÉ MARITIME

vérité. Mais les howzés chittes, gardiennes sourcilleuses des préceptes sacrés du Coran, sont dans leur ensemble hostiles à la spéculation rationnelle et à l'innovation normative. La loi recue de Dien existe. Il fant la vivre, et non la compléter. Cette butée théorique à l'avancée de l'histoire collective et à la tentative rationnelle de la maîtriser, qui est l'essence même de l'action de gouverner, vide cette action de tout contenn. On touche là au cœur du problème posé par l'aventurisme historique de l'imam Khomeiny à ses pairs quiétistes : l'histoire pent-elle n'être qu'une attente ? Le gouvernement d'une nation peut-il n'être que son gardiennage? Le fait que ces questions se posent à la tête de l'Etat issu de la plus récente des révolutions de l'histoire n'est après tout qu'une extraordinaire ironie.

Le clergé chiite, pendant l'enfance de l'imam Khomeiny, s'est trouvé confronté à ce problème. En 1907, lors de la révolution constitutionnelle dont l'Iran musulman fut déjà le protagoniste, les mollabs exigèrent et obtinrent la reconnaissance de leur droit à s'opposer aux lois contraires à la charia (loi islamique) que le Parlement à naître pourrait voter. Mais ils n'exercèrent ce droit que très peu de temps, précisément parce que les cieres des howzés se rendirent compte que ce contrôle législatif impliquait la ratification de textes qui viendraient ainsi compléter les préceptes sacrés. Pour ne pas risquer de compromettre la perfection close de la parole prophétique et de la jurisprudence sacrée, on laissa faire le législateur constitutionnel.

Soixante-dix ans plus tard, le même clergé retrouve le même problème, mais la révolution et l'imam Khomeiny rendent l'esquive impossible : le régime, cette fois, est islamique. Les mollahs tentent de définir une doctrine da pouvoir politique dans le manifeste de la « souveraineté du docte » (welayar faghi). Ils se refusent à nommer lois les règles que la société se donne. Pour sux, l'Etat - comme la nation, comme la société, comme l'humanité tout entière, - est soumis anx lois divines dont il ne peut, en quelrègne. La législation publique est conçue comme un ensemble subalterne de décrets d'application et d'arrêtés d'exécution des lois, par Dieu données à l'homme, et fixes. Le seul travail « de compréhension et d'interprétation » (idjtihad) permis sur ces lois est celui qui est nécessaire à leur mise en œuvre dans les situations concrètes de la vie. Le fondement du pouvoir de gouverner la communanté qui est consenti au faghi tient tout entier à sa maîtrise des préceptes du Prophète, et des lois intemporelles et sacrées qui en résul-

En fait, le pouvoir islamique ne se pose pas la question de sa légitimité, mais sculement celle de sa justice. Et l'action de gouverner y ressemble autant, sinon davantage, à celle d'un juge suprême de la société qu'à celle d'un véritable détenteur du pouvoir exécutif. D'où cette notion d'un «docte» (faghi), pieux, sage, juste, courageux et avisé, vicaire de l'imam caché et délégataire de la souveraineté divine, qui reçoit des croyents la charge de les mener.

La Constitution de la République islamique a été approuvée par reféren-dum en décembre 1979, soit plus d'un an avant que le parti du même nom n'installe son rude monopole politique.

240 F

for in ferein glaubengen ent

TOTAL TE CHANGE The same of the sa Cabaratina. the state of the The same of the section on THE PART OF LAND The state of the s Transition of the Parent Charles of Bonnies of THE PARTY OF ME. P. ACCOUNTS. So wat selstem dieden THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF The second of mos STATE OF THE STATE OF STATE OF THE STATE OF TO STATE OF THE PERSONNELS

Pyriamana astropost 🏟 to the forms on versel at the ger der der teleben perfett ves a root or creatable qui to ATTENDED TO THE RESIDENCE OF SOME ges un engante des legisla des e-de promise procede les ses In Come Comstitutionalis. mand of direct the manner. many and in order to part to free fantati sans annel de la m

mental control (control manufacture) ma se full our opwaler 🖦 🗷 me so and out appears on fire or position of the control of the property of the control of the property of the control of the military on to the Entry But was aran e la tripiata 🙀 🍺 parter a person tare on half-t nur ten ou to en oferte. representation of Council A Council are not only to part. 😘 🔘 i Martin Serverice Meller, 🛚 ACTIONS COLLEGE NAME AND ADDRESS. Marine State of Language 12 Exemples à cine des montes de la constitución de la Mitalian eine mit fein weit Editions of Johnson Property.

Cette Arrentiles legefden intelligen bei telle für aufre une allertigt pas Passen This as the de la hourse de Steam antenbur in Charl de San matter of procession de la se the le Parlament de peut suit du que s'exproprisante son peut Al fertra redirente penveir de an Side An court des deux personnes partires pour se mettre en Se to se dire. It out évaporé suitaines economiques si lecture les plus des deux une ins de les révolution the ma pu entreprendre mi spare, at reforme forcedre set that a pure of the commerce set h celippion des secteurs Comme mie public et coopératif, ni mating station d'un code du travail. farler que du plus importe if buriet 1849' is biemet, mit

THE AMERICA DEUXIEME C DES RELAT

"C.nquantibre #

The Dieplembre Firen des Eres M

LE CITOYEN, L'ARGENT ET LA DÉMOCRATIE La vague libérale déferle sur l'Occi-La vague nocrate deterte sur l'Occi-dent depuis plus de dix ans. A une société asservie par l'Etat succéde-société asservie par le libertés rait un monde par le profit indiran un monue ou les moertes seraient assurées par le profit indi-viduel à la portée de tous les citovens Le Monde diplomatique n'a cessé de souligner la vanité d'un cesse de sounghei la vanité d'un tel projet, qui aggrave les inéga-lités, mine la démocratie, n'annonce en rien la fin de la n annonce on then is the open of tout espoir de développement ÉDITIONS A. PEDONE Seule une autre manière de voir qui refuse l'argent-roi, permettrait de sortir de cette impasse. EN VENTE CHEZ I. - NAVIGATION MARITIME **VOTRE MARCHAND** DE JOURNAUX 96 p. - 38 F II. - LE COMMERCE MARITIME LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS Tarif France: 42 F - Tarif étranger: 45 F (frais d'expédition inclus) NOM: PRÉNOM:

LOI ISLAMIQUED

se retour

vérité. Mais les houris china le diennes sourcilleuses de principal de la sacrés du Coran, sont dans les plus des les péculations non de la l'innovation normaine les à l'innovation normaine le la l'innovation normaine le la l'innovation normaine le la la compléter. Cette baté de et à la tentative rationnelle de le et à la tentative rationnelle de le et à la tentative rationnelle de le l'action de gouverner, vide colle l'action de gouverner, vide colle du problème posé par l'arma du problème posé par l'arma pairs quiétisses: l'histoire pairs quiétisses l'histoire pairs quiétisses l'histoire pairs quiétisses l'action peut-il rémens ment d'une nation peut-il rémens gardiennage? Le fait que es posent à la tête de l'fre l'entre poius réseaux. se posent à la tête de l'Etst inte tours u ast ables tont di me cons bins récente des révolutions et l' se bosent à la cere ne l'Etat pa é

Le clergé chitte, pendant les de l'imam Khomeiny, l'est no confronté a ce problème. Es 1967 de la révolution consuminant de la revention consumment Firan musulman fut déja le pop niste, les moilahs exigèrent a don is reconnaissance de les de s'opposer sur lois contraires à de (kon islamique) que le Parlemente the pourtait voter. Mais ils a crease ce droit que très peu de teme ple ment parce que les clera de hom rendirant comple que ce comité fazif impliquent la ratification de des Aicad arest arest combine es compremettre la perfection dies pergie prophetique et de la jes dence sacrino, on lassa faire le teur constitutionnel.

Soixante-dia ans plus tard, beclergé ratrouve le même misman is to outlied of l'unam the rendent l'esquive impossible régime, cette feis, est islamine le anoliade tentent de définir use dos du pourer politique dans k mat de la . sellverainete da dos f melevat fagnit ils se refusente mer late de regies que la mon Grane Pour eux, TEux - com mation. comme la société, me Phurnanité till entiere, - es et BEER loss divines dont il ne peut an Que warte, que faciliter et prese regne. Le legislation publique Carne un ensemble sub de désact d'application et de General und des iers, par Dien der de hammie, er fines Le seul genitcompréhenses et d'interprése feet a man mormus sur ces los est the continued spire a feur mise der dans im attantan concres die Le fundament de pouvoir de para te germatenació qui est cosse. Jager tight tout entier à se milier egian du Prophète, et da? intentipore, as et sacrées qui a si

En fant, le pouvoir islamque puse Tau ... question de si less. music seu errent celle ce si jenn: L'action de gouverner y men Autami, simon davantage, i celeb guge suprême de la société milé dun ver itble Betenteur to executif. Del cette nous fi · Cocte · Jught pient, sp. f. CONTESCUE OF THE WORLD OF IN eache et desendante de la soner debine. Gu. Tegut des cropse charge or les mores.

La Constitution de la Ripie intamaque a etc approusée par me dam en decembre 1979, son put An Asam due e parti du mes M'unside sen rude monopole palle

ONS A. PEDONE Southon, 75005 PARIS

MARITIME

REMOND-GOUILLOUD

DON MARITIME

E DE MEX THE MARITIME

43-54-06-87

ERCE MARITIME

DE MARCHANDISES THE DE PASSAGERS

POUVOIR DE L'ÉTAT

contre les conservateurs

C'est un texte composite et ambigu, qui se ressent de l'effervescence révolutionnaire et de l'unanimité khomeiniste ayant entouré son élaboration. D'inspiration démocratique et théocratique à la fois, cette Constitution combine hardiment la souveraincté populaire exprimée par le suffrage universel et la souveraineté divine, déléguée du faghi, en attendant le retour de l'imam caché. Elle institue ce faghi dont elle énumère les attributions étatiques et religieuses et les pouvoirs. Elle prévoit qu'il doit être plébiscité, pour sa vertu, à la majorité des croyants et que si, d'aventure, vertu et suffrages ne trouvaient pas un homme sur lequel s'accorder, les fonctions du faghi seraient dévolues à un conseil de plusieurs mardjaas choisis par un conciave de moliahs, euxmêmes élus par les croyants.

A côté de ce guide singulier, il existe un gouvernement responsable ainsi qu'un Parlement composé de députés elus au suffrage universel et fonctionnant selon des règles parlementaires. Mais le pouvoir législatif qui lui est reconnu est soumis au respect des principes sacrés de l'islam. Et la Constitution prévoit, pour assurer ce respect. comme d'ailleurs celui de son propre texte, un organe collégial dit « conseil gardien » qui possède les attributions d'un Conseil constitutionnel. Il est composé de douze membres, dont six théologiens nommés par le faghi, qui décident sans appel de la recevabilité des textes au regard de la religion.

Comme n'importe quelle loi fondamentale, cette Constitution sophistiquée se fait aux épaules des temps et des forces politiques qu'elle habille. L'imam Khomeiny est un faghi piébiscité par l'histoire, qui répond de l'Iran en dehors de toute attribution constitutionnelle. La religion, la politique, la guerre, la gestion, rien ne lui échappe pour peu qu'il en décide. Il est une sorte de puissance patriarcale qui règne sur le pays et l'Etat, à laquelle rien ne résiste. Quant à l'Assemblée, dite nationale par la Constitution (Madjlis Shorayé Melli), sa majorité politique s'entête à l'appeler islamique (*Madjlis Shorayé Eslami*), tout en y aissant siéger, à côté des députés des circonscriptions territoriales, des députés élus par les minorités juive. chrétienne et monastrienne.

Cette Assemblée légifère sous l'œil plus que vigilant des six théologiens d'un autre âge choisis pas l'imam Kho-meiny au sein de la howzé de Qom. S'étant attribué le droit de formuler les principes et préceptes de la religion que le Parlement ne peut enfreindre sans que s'évanouisse son pouvoir, ils ont l'extraordinaire pouvoir de souffler les lois. Au cours des deux premières législatures, pour se mettre en train si l'on ose dire, ils ont évaporé toutes les réformes économiques et sociales. Aujourd'hui, plus des deux tiers des textes qui leur sont sonmis sont invalidés. L'Etat né de la révolution islamique n'a pu entreprendre ni réforme agraire, ni réforme foncière urbaine, ni nationalisation du commerce extérieur, ni définition des secteurs économiques privé, public et coopératif, ni même la rédaction d'un code du travail, pour ne parler que du plus important. Le 18 janvier 1988, le premier ministre,



LA PRIÈRE DU VENDREDI A L'UNIVERSITÉ DE YÉHÉRAN Comment briser le verrou politique des théologiess

M. Mir Hossein Moussavi, a déclaré sans rire: « En 1981, le gouvernement avait créé dix commissions pour élaborer des lois économiques et sociales d'infrastructure pour résoudre les problèmes de société. Sept ans après, seul le code des impôts préparé par ces commissions a été voté, et encore, sur l'ordre direct de l'imam. »

Bien entendu, l'absence de texte favorise le plus fort, le jeu des influences et les situations acquises. Les mésaventures du projet de code du travail, dans un domaine-clé pour un régime qui place si haut l'exigence de justice, ont porté à son point de rupture l'immobilisme qu'impose à la République islamique le verrou efficace et subtil de ses théologiens.

En 1982, après la répression et la dissolution des organisations ouvrières d'opposition, le ministre du travail met en chantier le « code islamique du travail ». Le projet auquel aboutit ce chantier représente un recul social considérable par rapport au code de l'ancien régime, influencé par les codes européens d'après-guerre et les résolutions du Bureau international du travail. Mais les six du « conseil gardien », insensibles au concret, invalident le projet auquel ils déconvrent plus de cent trente contradictions ou non-conformités avec la charia.

« La nécessité permet ce qui est interdit »

DANS la conception de ces théologions, les relations du travail relèvent du droit privé le plus pur. Elles se nouent dans un contrat de location de la force de travail conclu par deux volontés supposées libres de toute sociale, de salaire minimum, de limitation du temps de travail, de congés payés, de réglementation du travail des femmes et des enfants, de paiement obligatoire des cotisations sociales... ne sont tout simplement pas prévues par les règles strictes de la charia (Ahkam Avallych), qui même, selon sux, s'y opposent. Les experts du ministère du travail sont devant un choix : renoncer à leur code ou contourner les « gardiens des principes et préceptes de l'islam ».

Ils pensent à la solution déjà mise en œuvre par l'imam Khomeiny pour sor-

THE AMERICAN COLLEGE IN PARIS

l'université américaine à Paris

DEUXIEME COLLOQUE INTERNATIONAL

DES RELATIONS INTERNATIONALES

"Cinquantième anniversaire de l'ouverture des hostilités

de la Seconde Guerre mondiale'

Paris, les 27 - 29 septembre 1989

Le deuxuème Colloque international des Relations internationales aura lieu à Paris du 27 au 29 sectembre

1989, sous les auspices de la fondation Charles Delmar de Washington, D.C. et de la fondation Mona

"L'invasion de la Pologne et le refus des démocraties de l'Europe accidentale de lancer une

"Le Traité d'amilié germang-soviétique et l'aide à l'Allemagne du secteur privé américain'

Le temps de fecture pour chaque communication sera de 25 minutes. On publiera un compte-rendu du

Vous êtes invités à nous envoyer un abrègé correspondant à l'un des six thèmes du Colloque. Celui-ci doit

être d'une longueur de 100 mots, et inclure le titre. Toute personne désirant présider l'une ou l'autre des

Adresser toute correspondance à Professeur David Wingeste Pike Président, Coltoque de 1989

"Les répercussions du Pacte de non-agression et du Traité d'amitié sur les démocraties de

31, avenue Bosquet - 75007 Pans

Bismarck de Pans, Le trançais, l'anglais et le russe en seront les langues officielles.

La Colloque se déroulers en six séances, avec trois conférenciers par séance, comme suit :

tir de semblables impasses. Elle consiste à demander au Parlement de voter à la majorité des deux tiers des lois provisoires d'urgence et d'exception échappant à la censure religieuse. C'est possible, en application du prinhis day tout ce qui vit et, do une fois, par les howzès : « La nécessité permet ce qui est interdit, » (Addarrumat Tubihubehe el Mahsurat), principe qui fonde les règles d'exception de la charia (Akhame Sanaviyeh). Mais il se révèle pratiquement impossible de faire voter, à la majorité des deux tiers, un par un et pour un temps limité, les articles du projet, par un Parlement qui, au demeurant, n'est convaincu ni de leur nécessité, ni de leur urgence. Il

L'idée nouvelle, formulée en 1984, est une malice juridique. Elle consiste à faire de l'ensemble du code du travail une clause particulière des contrats de service public, en général, et des contrats publics d'adhésion, en particulier. Ainsi, tout usager d'un transport public comme toute personne ou entreprise abonnée au téléphone ou à l'électricité se trouveraient liés par les clauses du code islamique du travail. On va jusqu'à obtenir de l'iman Khomeiny qu'il avalise cette ingéniosité.

faut trouver autre chose

Mais les six du « conseil gardien » veillent au grain théologique dont ils sont comptables. Leur réplique est resctueuse de l'autorité de l'imam et juridiquement irréprochable : la « clause-code du travail » est inapplicable aux contrats en cours; elle doit figurer in extenso dans le texte des contrats dont on entend on'elle fasse partie : enfin, il est permis d'avoir des doutes sur sa validité chaque fois que l'Etat la propose avec le contrat d'un service ou d'une fourniture dont il a le monopole. Les experts ont perdu et se reprochent d'avoir cru triompher trop

L'absence de réformes socioéconomiques, l'appauvrissement croissant et l'aggravation des inégalités affectent de plus en plus le moral des combattants du front. En effet, les soldats du contingent et les volontaires viennent pour l'essentiel de la population la plus pauvre. Le maintien de l'esprit de sacrifice des combattants et la mobilisation de nouveaux volontaires sont de plus en plus difficiles. Cette situation est si dangereuse que l'imam Khomeiny est contraint de faire volteface. Celui qui a apporté le pouvoir au

clergé et aux conservateurs les voit en danger de le perdre. Le verrou politi-que des six théologiens doit sauter. Les ogmes ne tiennent plus devant les réalités. Les réformes indispensables et les modernisations impliquent, d'urgence, de libérer l'Etat des contraintes formelles du respect de la charia.

Le 7 décembre 1987, dans une réponse aux représentations du ministre du travail, l'imam condamne l'interprétation restrictive par le « conseil gardien » de l'approbation qu'il avait donnée en 1984 de l'idée de la clause-code du travail ».

L'ayatollah Saffi, secrétaire général du «conseil gardien» et figure de proue de la coalition des mollahs et des conservateurs, réagit aussitôt. Il écrit à l'imam Khomeiny pour exprimer son inquiétude : cette liberté de stipulation crée le risque d'« instituer n'importe quel ordre ou système social, économique, familial, commercial, agricole, urbain que l'Etat désire ». Il dénonce le danger intolérable d'« abolition des institutions juridiques reconnues par l'islam ». Il ne peut, de sa part, y avoir de plus grave mise en garde.

L'imam répond par une note manuscrite en marge de la lettre du théologien : il persiste et signe. Il ne craint pas de prendre acte du risque et réaffirme la liberté complète de l'État dans les clauses de ses contrats. Cette position de l'imam face au « conseil gardien » en déroute plus d'un. L'hodjatolesiam Ali Khamenei lui-même, président de la République, et qui se vante d'avoir été son élève dès son plus jeune âge, s'y trompe. Il croit pouvoir commenter cette correspondance : « // est évident que l'Etat n'a de pouvoir que dans les limites des préceptes acceptés et indiscutables de la charia. Seules sont acceptables les clauses et conditions admises dans le cadre et les limites des dogmes de l'islam. »

L'imam Khomeiny réplique brutalement par une lettre adressée au président de la République mais dont il lui fait donner lecture à la radio : « Prêtendre que les pouvoirs de l'Etat sont limités au cadre des préceptes divins est totalement contraire à mes dires. Si les pouvoirs de l'Etat étaient ainsi limités, la souveraineté absolue léguée par Dieu ou le Prophète serait privée de sens et d'objet... L'action du gouvernement qui est une partie de la souveraineté absolue du Prophète est un impératif premier de l'islam, qui prévaut sur tous les autres, même la prière, même le jeune, le pèlerinage à La Mecque, etc. L'Etat peut dénoncer unilatéralement toutes les conventions conclues par lui avec les gens quand leur exécution porte atteinte aux intérêts du pays et de l'islam. L'Etat peut interdire tout acte de prière ou autre quand son déroulement porte atteinte à l'intérêt de l'islam... »

Et pour être obéi, l'imam décide, le 6 février 1988, d'instituer une commission nouvelle qu'il place sous le regard de son fils et qui a l'oreille de son secrétaire personnel aux affaires religieuses (tous deux en sont membres de droit). Čette commission où sont vissés, outre les six théologiens du « conseil gardien », les présidents de la République, du Parlement, du Conseil supérieur de la justice, le premier ministre, le procureur général de la République, et chaque ministre concerné, a pour tâche unique de décider des cas où l'intérêt de l'Etat islamique commande l'inter-vention de lois échappent au cercen de

L'imam culbute la doctrine des howzés sur le pouvoir législatif de l'Etat musulman. En affirmant la prévalence de l'acte de gouverner sur les autres devoirs religieux et en reconnaissant à un État islamique la liberté pour se sauver d'aller sans la charla, il retourne pour les croyants le sablier du ciel et de la terre. Ce Mardjaa est un aventurier de l'histoire qui a volatilisé la bulle de l'isolement quiétiste de l'islam chiite, a entraîné son clergé dans la bataille politique et lui a spporté sous son manteau la victoire incute d'une révolution. L'évidence du danger politique que représente pour les molians leur schizophrénie religiouse, et le harassement de le société dont ils ont la charge, décide ce joueur à tenter d'ouvrir un jeu qui étousse. Mais qu'on ne s'y trompe pas : ce jeu terrible n'étouffe pas à cause de l'adversité économique, ni même à cause de la violence d'une guerre sans merci que les missiles irakiens portent jusqu'au cœur du pays. La violence et l'adversité lui sont, au contraire, et depuis longtemps, de monstrueux aliratiocinante, de l'inhumaine, de la folle impassibilité des mollahs et de l'inimaginable avouglement de leurs alliés

Il est douteux qu'en brisant le verrou politique des théologiens de Com, ou en chargeant son fils d'écarter les plus réactionnaires des candidats aux élections législatives d'avril-mai 1988, l'imam Khomeiny change quoi que ce soit à la passion où la nation iranienne est engagée. Mais il est certain que cette rupture dépasse la conjoncture iranienne. C'est une décision qui împlique l'ensemble des pays musulmans où, depuis plus d'un siècle, réformistes, modernistes, islamistes et intégristes se querellent sur le sens de la charia et sur son avenir. Elle touche au cœur du douloureux problème de la modernité dans le monde de l'islam.

AHMAD SALAMATIAN.

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE CENTRE DE RECHURCHE EN INFORMATIQUE 5 APPLIQUEES AUX SCIENCES SOCIALES

DEA et Doctorats d'Informatique en Sciences Sociales et d'Informatique Documentaire

Le CRISS propose deux filières doctorales pour former par la recherche des spécialistes en informatique dans le contexte des sciences sociales.

Informatique en Sciences Sociales

- Cette filière ouverte aux seuls étudiants formés en informatique, est centrée sur : Les systèmes experts et l'intelligence
- e (es interfaces homme-machine
- Les Bases de données et génie logiciel • Les Systèmes d'aide à la modélisation
- et à la décision

 L'Analyse de langues naturelles Examen des dossiers de candidature jusqu'au 30 septembre 1988

a communication.

Les thèmes principaux sont :

La Recherche d'information

L'indexation automatique

Informatique Documentaire

Cette filière est une option d'un DEA ré-

gional de Sciences de l'information et de

Renseignements: Professeur Jacques Rouault, 47 X, 38040 Grenoble cedex - 76.82.54.02

mercredi, 27 septembre

Jeudi, 28 septembre

offensive à l'Ouest"

"La Guerre (inno-soviétique"

après mudi "L'annexion des Etats baltes"

sprès-mudi. "La vie des civils pendant la Seconde Guerre mondiale"

séances peut en laire la demande par écrit au président du Collegu

L'AFGHANISTAN

Les atouts

ENDANT la très courte période (décembre 1987-mai 1988) séparant le troisième et le quatrième «sommet» entre M. Gorbatchev et M. Reagan, se sont multipliées les discussions visant à mettre fin à des conflits locaux et régionaux : aboutissement des rencontres de Genève sur l'Afghanistan, ouverture presque simultanée de pourparlers sur le Cambodge et le Nicaragua, entretiens préliminaires sur l'Angola. Conséquence directe d'une réorientation de la diplomatie soviétique, elle-même conditionnée en grande partie par des nécessités internes (1), la «décompression» générale dans les relations Est-Ouest a fait mûrir plusieurs négociations (celles sur l'Afghanistan out duré sept ans, et M. Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain, effectue depuis quatre ans des missions liées au problème angolais); et elle en a précipité d'autres. Cette évolution appelle des remarques qui

Le règlement on l'annonce de règlement de ces conflits prennent la forme d'un repli stratégique, direct ou indirect, de l'URSS, dont les alliés sont plus ou moins laissés à eux-mêmes, ou pour le moins contraints à des accommodements : le régime de Kaboul se retrouve face à des mouvements bien décidés à l'abattre; Hanoï et le gouvernement de Phnom-Penh n'ont

Du dialogue à l'inconnu

pu éviter un tête-à-tête avec une résistance sibanoukiste qui n'aurait pas survécu sans le combat des Khmers rouges aidés par les Etats-Unis, la Chine et la Thailande; Washington ne croit plus possible de renverser le régime de Managua, mais cehú-ci a dú prendre langue avec une Contra totalement dépendante des Etats-Unis et dont nombre de dirigeants sont issus de la dictature somoziste; Luanda doit négocier avec l'envahisseur sud-africain qui exige la participation aux discussions de son « client » l'UNITA.

Les négociations mettent en évidence, s'il en était besoin, l'extrême difficulté d'aboutir à des accords, c'est-à-dire à la mise en place de régimes d'union nationale, ou simplement stables - cela pour des raisons à la fois locales et régionales. Ici encore le cas afghan est le plus flagrant. L'affaire cambodgienne n'est pas plus alsée à clore : les Khmers rouges demeureront puissants et intraitables aussi longtemps qu'ils recevront un appui extérieur ; bien des divergences opposent sibanoukistes et dirigeants de Phnom-Penh; enfin, tout désireux qu'il soit d'en finir avec une expédition militaire ruineuse, le Vietnam n'entend pas voir le Cambodge sortir de sa zone d'influence. Le problème nicaraguayen, qui est aussi celul de l'Amérique centrale, ne peut de son côté trouver une solution simple : comment intégrer une Contra, d'ailleurs très divisée, au sein d'un système issu d'une victoire sur le somozisme? Plus généralement, la région est plongée dans une violence (El Salvador, Guatemaia) dont les causes profondes (structures sociales locales et oligarchies dominantes liées à Washington) demeurent en l'état (2). Rien n'indique à cet égard que la Maison Blanche - celle de M. Bush ou de M. Dukakis s'apprête à bouleverser une stratégie centenaire.

'AFFAIRE angolaise est plus complexe encore, dans la mesure où elle n'est pas seulement un point de rencontre belliqueuse entre deux Grands et leurs « petits » clients. Elle est partie intégrante d'une situation globale dominée par un autre Grand — à l'échelle du continent, — qui s'appelle l'Afrique du Sud (3). Le problème angolais ne peut être distingué – même s'il a sa spécificité locale - de l'avenir de la Namibie, et donc de la stratégle extérieure de Pretoria, qui vise avant tout à faire perdurer un système intérieur

Plus que la fin des conflits locaux et régionaux, l'actuelle « détente » est signe d'un remodelage des rapports de l'URSS avec l'extérieur, remodelage qui ne signifie pas isolationnisme, ainsi que le montrent les initiatives sur le Proche-Orient et une participation accrue au système de l'ONU (4). En revanche, et la crise aux Philippines pourrait en donner l'occasion, les Etats-Unis n'ont nulle part renoncé à une stratégie grosse d'ingérences nouvelles, voire d'interventions directes.

JACQUES DECORNOY.

 Cf. Lilly Marcou, «Le grand tournant de la diplomatie soviétique», le Monde diplome-tique, mai 1988. (2) Cf. Ignacio Ramonet, « Alertes en Amérique centrale », le Monde diplomatique, avril 1988.

(3) Cf. le dossier «Afrique australe, sphère de conflits», le Monde diplomatique, sévrier

(4) Cf. Maurice Bertrand, «Le renforcement des positions soviétiques aux Nations unles», le Monde diplomatique, ferrier 1988.

Par notre envoyé spécial

ALAIN GRESH quand, du haut de son château de Kaboul, par un matin glacial de janvier 1842, il regardait partir les seize mille hommes de l'armée anglaise qui l'avait réinstallé sur son trône? Sans doute à sa fin prochaine. En avril, il sera assassiné, n'avant survécu que trois mois au départ de ses bienfaiteurs. A quoi pensait le D Najibullah, en cette journée du 15 mai 1988, en saluant le début du retrait officiel des troupes soviétiques entrées en Afghanistan voilà plus de huit années? Peutêtre évoquait-il la citation de Karl Marx suivant laquelle l'histoire ne se répète pas? Mais, dans un pays où le passé pèse si lourdement sur l'action et s mentalités des hommes, le chef de l'Etat afghan, fin connaisseur des traditions et de la culture de son pays, avait sûrement pris la mesure des menaces qui hypothéquaient son avenir.

Pourtant, la première impression du voyageur qui débarque à Kaboul, situé à près de 1 800 mètres d'altitude, en ca début du mois de mai, n'est pas guer-rière. A Beyrouth, la guerre vous explose à la figure. Ici, il faut la chercher, la débusquer derrière la vie quotidienne, sous les apparences de la normalité, sous le masque d'une population dont la principale préoccupation semble être de gagner, et ce n'est pas une formule, son pain quotidien. « Toutes les angoisses passent, sauf celle de la faim », dit un proverbe de ce pays, l'un des plus pauvres de la planète. Le dispositif militaire est bien léger et les soldats soviétiques, pourchassés avec avidité par les journalistes étrangers, bien absents du centre-ville.

Le fameux bazar, qui s'étend sur les rives du Kaboul, reste animé malgré le ramadan. Un étranger peut s'y promener des heures durant sans soulever une quelconque curiosité, sans être en permanence sollicité par les commerçants. Des milliers de petits vendeurs étalent leurs misérables éventaires sur les trottoirs. Deux coiffeurs rasent la tête de leurs clients. Un rebouteux soigne un homme couché par terre, sur le ventre, dos dénudé. A l'entrée de la grande mosquée, un vieillard vante, devant une foule d'enfants fascinés, la bienfaisance de ses talismans. Un marchand d'oranges pèse ses fruits avec des pierres. Une foule prend d'assaut un magasin de pain subventionné: on achète la miche 5 afghanis (1) et on ira la revendre un peu plus loin 10 afghanis. Derrière les rues principales, un enchevêtrement de ruelles, de maisons en pisé, de misère.

En dix ans, la capitale a connu un afflux de réfugiés, la population passant de six cent mille habitants à plus de deux millions. Malgré des progrès dans l'électrification et l'adduction de l'eau, c'est dans des égouts à ciel ouvert que les habitants déversent leurs seaux d'immondices. Et pourtant, on trouve tout dans ces marchés que la contrebands, tolérés par les autorités, ali-

mente en matériel haute-fidélité japonais ou en produits européens.

La moitié seulement des femmes portent le chadri, ce voile qui les recouvre de la tête aux pieds, ne laissant au niveau du visage qu'une étroite meur-trière grillagée – à Maze i Charif, quatrième ville du pays, la proportion frôle les 100 %. Quelques jeunes se regrou-pent devant les affiches des rares cinémas : films indiens ou de karaté. Les soldats afghans sont nombreux parmi les acheteurs, déambulant sans armes et sans anxiété apparente.

Impression trompeuse. Même si la sécurité à Kaboul s'est améliorée depuis deux ans, la guerre est bien présente ; il est impossible de s'aventurer en dehors de la ville ; les avions qui survolent la capitale lancent des leurres pour déjouer les missiles Stinger; les soldats soviétiques sont fortement retranchés à la périphérie de la ville. Mais le conflit qui déchire l'Afghanistan depuis dix ans est avant tout présent dans la tête de chaque individu, dans le destin tragique de chaque famille.

Habillée de noir mais n'ayant pas trente ans, Anahita compte sur ses doigts. A dix, elle s'arrête, découragée ; je lui avais demandé combien de sea parents avaient péri depuis la « révolution du 27 avril 1978 », date de la prise du pouvoir par le Parti démocratique populaire afghan (PDPA). Certains ont été tués aux côtés des mondjahidins, un autre parce que membre du PDPA, la majorité sans avoir combattu. Institutrice, elle ne porte pas le régime dans son cœur - malgré ses efforts en faveur de l'éducation et pour supprimer l'analphabétisme, qui touche 90 % de la population - et dénonce les cours d'« instruction civique » ; une heure par semaine pour justifier la politique du gouvernement. On sent chez elle, comme chez la plupart de nos interlocuteurs, une immense fatigue, presque du désespoir.

« Tous les réfugiés veulent rentrer »

VISITE d'un hôpital : trois blessés graves de quinze, dix-sept et vingt-trois ans, atteints dans un attentat à la voiture piégée - une des formes favorites de l'action des moudjahidīns ces demières semaines — dans un quartier populaire. Bilan : six morts, une quarantaine de blessés. Notre guide, le docteur Shewamal, explique qu'un tiers des quatre cents lits sont occupés par des victimes civiles de la

Une chambre proprette d'un immeuble de trois étages ; quatre fois deux lits superposés. Notre intrusion surprend une femme qui prend aussitôt son voile entre ses dents pour dissimuler une partie de son visage. Elle s'appelle Amina et elle est mère de cinq enfants. Elle vient de rentrer d'Iran, via Hérat. « Nous vivions à Téhéran, dans un bidonville, avec des milliers d'autres Afghans. Quand nous avons entendu parler de la réconciliation nationale. nous avons décidé de revenir dans notre pays que nous avions quitté voilà volture jusqu'à la frontière puis nous avons utilisé les services — fort onéreux – de contrebandiers. »

« Nous avons tenté une première fois de franchir la frontière, mais nous avons été repérés par des soldats iraniens. Nous avons dû rester cachés pendant trois jours, avec les enfants. presque sans nourriture, avant d'effectuer une nouvelle tentative, réussie cette fois. » Ils ont alors été pris en charge par les autorités afghanes et transférés dans ce centre modèle de Kaboul d'où ils repartiront pour Mazei-Charif et leur province natale, où la famille retrouvera son lopin de terre. Tous les résugiés veulent rentrer » affirme Amina, conviction partagée par les autorités. Pourtant, depuis la proclamation de la politique de réconciliation nationale, au début de 1987, scale cent trente mille d'entre enx,

d'après les chiffres officiels, provenant en majorité du Pakistan, ont répondu à l'appel. Sur un total de quatre à cinq millions, le résultat reste maigre.

Mais le désir du retour qu'exprime Amina, l'aspiration à la paix, sont incontestablement très forts. Le régime du D' Najibullah l'a compris qui en fait le thème essentiel de sa propagande. Quand il rempiace, en mai 1986, M. Babrak Karmal à la tête du PDPA, au terme de houleux débats au sein du comité central, le D' Najibullah possède deux atonts. Il a compris que le « nonveau cours » à Moscou aboutira à un retrait rapide et total des troupes soviétiques. Ayant dirigé le Khad, la police secrète du régime, il connaît, bien mieux que ses pairs, l'état réel de l'opinion publique. Maigré les critiques de ses adversaires, il engage alors le PDPA dans un changement radical de politique qui seul, peut-être, lui permettra de survivre.

Sulh! La paix! Le mot est sur toutes les lèvres, sur toutes les affiches, qui, souvent très naïvement, expriment la politique du gouvernement. Un mondiahid brise son fusil et enlace un de ses compatriotes. Ou encore des fusils « ligotés » par des colombes. Depuis son inauguration, le 3 janvier 1987, la stratégie du PDPA se résume dans le mot d'ordre de réconciliation nationale. Les opposants sont passés du statut de - bandits - à ceiui d'a extrémistes ». Le D' Najibullah a accepté le principe d'un partage du pouvoir avec l'opposition – aussi bien l'ancien roi Zahir Shah que les groupes armés, tout en réservant à son parti les principaux leviers de commande. Une amnistie a été décrétée, le retour des réfugiés encouragé, la durée du service militaire obligatoire sérieusement réduite - une des mesures les plus populaires.

(1) Au change officiel, 1 dollar = 175 afghanis. Le taux du marché noir est à

Incertitudes et espoirs de la

MALEEHA LODHI et Husain Haqqani ° EPUIS la signature des accords de Genève, sous l'égide des Nations unies, en avril 1988, le prix des armes et la valeur de la monnaie afghane ont flambé dans la région fron-

talière du nord-ouest du Pakistan. L'augmentation du prix des fusils reflète la détermination des sept groupes de résistance engagés dans une guerre de guérilla contre les Soviétiques et leurs alliés à Kaboul, et unis dans une incertaine alliance, à s'équi-per eux-mêmes pour continuer le comhat. Bien que le départ de l'armée rouge ait commencé le 15 mai et que la

* Respectivement directrice du journal The Muslim (Islamabad) et correspondant de la revue The Far Eastern Economic Review an Patritan.

moitié des 115 000 soldats se seront retirés dans les trois mois, la guérilla ne déposera pas les armes avant d'avoir renversé le gouvernement communiste de Kaboul. Pour cette phase de sa lutte, elle a besoin d'un maximum de

Mais la perspective du retrait soviétique a aussi embrasé l'espoir des 2,3 millions de réfugiés installés au Pakistan de retourner dans leurs fovers et les a incités à acquérir massivement des afghanis, la monnaie nationale. Pourtant, les responsables des Nations unies ne prévoient pas de rapatriement rapide, au moins tant que la paix n'aura pas été restaurée. Or les accords de Genève n'envisagent pas de cessezle-feu, et la résistance, qui n'est pas partie prenante à la négociation, ne se sent pas tenue d'en respecter les clauses; elle espère, avec le soutien occidental, continuer la djihad, la guerre sainte. Dans ces conditions, les

perspectives d'un retour au calme sont bien faibles. Avant même le début du retrait

soviétique, les moudjahidins ont intensifié leurs attaques contre des garnisons gouvernementales et se sont emparés de certains points isolés le long de la frontière. Mais ils hésitent à harceler les troupes soviétiques en retraite de peur de retarder leur départ. L'alliance des sept partis a accepté les conseils de modération du Pakistan et de Jeurs parrains occidentaux pour les neuf mois que durera le repli soviétique. La stratégie consiste à maintenir la pression contre Kaboul tout en laissant les Soviétiques franchir la fron-

La capacité du régime de Kaboul à survivre à un assaut des moudjahidins après le départ du gros des troupes soviétiques est fortement mise en doute, mais les opinions différent sur le sursis dont il dispose. Le cours des mois à venir dépendra de la loyauté de l'armée et de la capacité de la résistance à maintenir sa cohésion.

Depuis 1979, des centaines de groupes locaux ont pris les armes, dans le plus grand désordre et souvent sans liens entre eux: les partis réfugiés à Peshawar, dont le nombre a varié au cours des années, ont expérimenté différentes formes d'alliance. Aujourd'hui, l'Unité islamique des moudjahidins afghans est considérée comme la seule structure politique et militaire de la résistance, si l'on excepte les groupes chiites qui opèrent

« Comme nation, nous sommes aujourd'hui plus unis que lorsque notre lutte a débuté , observe M. Burhanudin Rabbani, dirigeant du



its de l'intérieur se posent en concurrents de la di

parti orthodoxe, Jamiat-I-Islami. « Les partis qui dirigent le combat sont moins nombreux qu'au départ, et la résistance n'est plus aussi fragmentée que la société afghane avant la prise du pouvoir par les communistes. ajoute-t-il.

Certains experts militaires pensent que la décentralisation de la résistance a plus représenté un atout qu'un handi-cap sur le champ de bataille. La dissémination des moudjahidins les a empêchés de perdre la guerre, alors même que leurs divisions contrecarraient leur victoire.

Mais, aujourd'hui, de nouveaux défis menacent la résistance. Bien qu'ayant

tous combattu sous la bannière de l'islam et de l'indépendance afghane, les sept partis de l'alliance ne partagent pas la même idéologie politique : quatre d'entre eux peuvent être classés comme « fondamentalistes », alors que les trois autres restent fidèles aux pouvoirs tribaux traditionnels. D'accord pour en finir avec le régime communiste de Kaboul, les sept sont en désaccord sur l'avenir de l'Afghanistan. Les modérés souhaitent un retour à la situation d'avant 1978, avec une large place accordée à la décentralisation et au respect des pouvoirs traditionnels. Ils appellent de leurs vœux le retour de l'ancien roi, Zabir Shah.

CHAQUE JEUDI chez votre marchand de journaux

Directeur : Bernard Langlois

(1) 46 36 24 24

" la enceter le muleipe Constitution in tes locces de gauche a stille

AND SECTION OF LINES

suffern on a name of quicks

DDS CON IS TO THE GOVERNMENT

THE THE SECTION OF BUILDING

Extract constructor opposite

Billatter der bie lettertet.

La trusta ung until den tempete de Sinte durin un imperuntation de

stitte M. B., to: Ranhland.

Washington Strategy Strategy

den memeras du gouvern

The property of the post of the

bite er er untree, fi est et

THE COUNTY THE COU PINPA S

Wante perie formation de

Manage is no meriteures : Las

The manage of partout le

mit dam um burens de t

DESCRIPTION OF POPA AN

200 CO TAME BAR

THE SEC LEGISLES AND THE SEC

me recommen es housest a

prior tra mitge it pays.

cn : Ni et 🖦

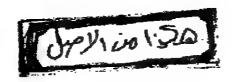
résistan les fondamentalistes républication de la partie de contendent territories de la contendent del contendent de la co the first religiouse crisic statement in a feneral religiouse crisic statement religiouse crisic statement in the statement i The reston shoure à définir. Specifier entre le dirigne Cer Bodere Saved Absend Marie des chrages. Le

tique fensemble des vacció eate, Au contraire, M. Con the occidentale, et an es: plus spirituelle de combreux con

interiour de l'A sur la distribution de la constant la distribution de la constant la distribution de la constant la co disparates.

Andre et les rivaines ombres predictions de les de la grante de la grante con Que. Laisses à and tare prevalent is failes de prog de réconciliation. Manage Ce Cocité CES PAR the un sens ? Control pèse

Ge l'unité : presqui e lette guerre, qui perdu un de an



AFGHANISTA

sent dans la tête de chaque de dans le destin tragique de d

Habilice de noir mais n'aparte ans. Anabita compte à je lui avais demandé combe à parents avaient péri depuis à l'été du pouvoir par le partide de la control de la contro tion du 27 avril 1975 : date de la pouvoir par le Paru dénora, populaire afghan (PDPA). Cas ont été tués aux côtés des notés de cont été tués aux cous des mais dires, un autre parce que mais poppa, la majorité sans aux régime dans son ce et en par le régime dans son ce en pa les cours d'a instruction civiles, le heure par semaine pour justilier le heure par semaine pour justilier le heure par semaine pour justilier le la course mement. pente hat seminar have leaning if elle, comme chez la plupar ès interlocuteurs, une immens la presque du déserpoir.

venient rentrer »

d'après les chiffres officiels pro-en majorné du Pakisian, on rèce l'appei. Sur un total de quarite multions, le résultat rene maigre

Mais le desir du retour qu'en Amina, l'aspiration à le par pincontestablement très forta le fat on D Sansulich l'a compra qual le thème essentiel de sa propose Quand : remplace, en ma le M. Babrak Aarmal à la tête de Me au terme de houleur débats an mit comité cantral, le D' Najibable sède deux 210015. Il 3 compie pi a mouveau cours » à Moscou ales Mi releas faride et total de te sovictaque. Ayant dingé le lini poirce secréte du régime, il con ben mieur que ses pain, l'étaite l'opinier publique. Malgrélace de ses advendires, il engage de PDPA data on changement name pointique qui seul, pent-tire, be sactura de survivire

Sulfe La paix! Le mot au Loutes is levers, sur toutes is the Qui, Schoon tres naivement, eine in politique du gouvernemen." moudiah d'en a son fusil et eile de ses campainutes Oc exce flatiale augusten e par des color Deputs son inauguration, le 3 gr 1987, in chratagie du PDPA wie dans le mot directe de réconde materiorale Les conesants sont ass. Statut de - handits - à celui d'es marces - Le Di Nanbullaha ame gerindige d'un partage du pouver l'ocommitter - dessi bien finas: Zahar Shah que les groupes and-**கணை** எற்ற சட்சுரும்கள் பிருக்கு நகர்கிறத gang leviers de commande l'ein-Tie à éta destatés, le rewur de réig encourage, la durée du service mit oberg stallen sähtensement reduit-e. nestrante de bine bobinene

(1) Au change official lader 194 algrand la mus de march ara polar supérious

ENTRE COMPROMIS POLITIQUE ET GUERRE CIVILE

vacillants du régime de Kaboul

Le programme du PDPA a été revu en baisse, -oubliant - même la rélérence au socialisme; le plafond de la réforme agraire a été porté de 5 à 25 hectares, les commerçants et les capitalistes privés ont été subventionnés; les livres marxistes retirés des écoles. « Nous avions oublié qu'en Afghanistan vivent des Afghans, et que c'est un pays islamique », confic. amer, un cadre du parti. Mais aussi négligé cette vérité que rappelait, en 1969, prémonitoire, un universitaire afghan dans un petit opuscule destiné à présenter son pays aux étrangers : • Une des caractéristiques les plus importantes des Afghans est leur amour indomptable pour l'indépen-dance. Les Afghans accepteront avec patience leur mauvalse fortune ou leur pauvreté, mais on ne peut les amener à se réconcilier avec un pouvoir étranger, aussi éclairé et progressiste soit-il. » Par trois fois au cours de l'histoire récente, en 1842, en 1881 et en 1919. les Britanniques en feront la désastreuse expérience, échouant dans leur ambition de dominer le pays. Un bâtiment moderne dans

l'immense parc qui abrite l'université de Kaboul II a été inauguré il y a moins d'un mois et abrite la nouvelle université des études islamiques, la promière du pays. Six cents étudiants, dont deux cents filles, se préparent à devenir juges ou enseignants dans les écoles religieuses. Cette réalisation n'est que la dernière en date dans le spectaculaire tournant pris depuis un an en matière religieuse. Certes, les campagnes anti-islamiques des années 1978-1979 avaient été abandonnées depuis longtemps. Mais aujourd'hui, comme le stipule l'article 2 de la nouvelle Constitution adoptée en décembro 1987, « la religion sacrée de l'Islam est la religion de l'Afghanistan ». Un haut comité des ulémas a été mis en place, des conscillers en matière religieuse instailés dans tous les ministères, en particulier à la défense, des lieux de prière ouverts dans toutes les administrations. Tous les soirs, avant la rupture du jefine, trois quarts d'heure de prêche et de récitation du Coran clôturent les programmes de télévision. Le D' Najibuliah lui-même se rend régulièrement à la mosquée. Même si cette conversion » suscite quelque scepticisme dans la population, elle n'en est pas moins appréciée et susceptible de désarmer cortaines oppositions, voire de susciter des ralliements.

Le crâne dégarni, les tempes grisonnantes, dans un impeccable costume sombre, M. Bashir Baghlani, nous recoit dans son bureau du troisième étape de son ministère. S'il s'occupe des dossiers de la justice, il est surtout un des membres du gouvernement n'appartenant pas su PDPA. Il milite dans une petite formation de gauche, longtemps persécutée, et qui vient de railier le pouvoir. « Aujourd'hui, les conditions sont mellieures: la politique de réconciliation nationale crée un climat nouveau, et surtout le PDPA a fini par accepter le multipartisme, confirmé par la Constitution. » Un bioc des forces de gauche a même été



CÉLÉBRATION DU DEXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ORGANISATION DE LA JEUNESSE liants so prénarent à devenir enseignants dans les écoles religionnes

constitué. La nomination, sin mai, de M. Mohamed Hasan Sharq, une per-sonnalité non membre du PDPA au poste de premier ministre confirme cette ouverture. M. Baghlani ne se berce toutefois pas d'illusions. « Nous sommes dans une période d'essai, nous jugerons à l'expérience. »

C'est que les habitudes de mainmise totale sur l'appareil d'Etat sont bien difficiles à réviser. Et quand le D' Najibullah proclame: « Nous avons

renoncé au monopole sur les moyens d'information », il ne convaine pas grand monde. La télévision - à l'exception d'une émission hebdomadaire du vendredi intitulée « Miroirs». qui dénonce aussi bien l'incurie des fonctionnaires que le trafic des commerçants - reste un mélange affligeant de propagande et d'ennui, et la seule originalité de la presse est d'être publiée dans les deux langues officielles, le dari et le pachtou (2).

La carte pachtoune

Entamé depuis le début 1987, le grand tournant politique permettra-t-il au pouvoir de survivre? Ses appels à la paix et à la réconciliation nationals, son cachet islamique, son ouverture politique et, surtout, le départ unanimement salué des Chouravis - les Soviétiques - qu'il met à son actif seront-ils suffisants? Interrogé, un important cadre du comité central du PDPA répond sans hésitation: « Nous devons nous préparer au pire. Et d'abord renforcer nos forces arméez dont le potentiel s'est considé-Nous avons près de cent trente mille hommes dans les forces armées régulières - l'armée et la Tsarandoy (gendarmerie). - at 60 % des deux cent mille adhérents du parti sont sous les drapeaux ou dans les milices. » Les salaires dans l'armée ont été augmentés de sept à vingt-cinq fois, et de nombreuses promotions visent à garantir la

loyauté des soldats et des cadres, dont des dizaines de milliers ont été formés en URSS durant ces dix années. De l'attitude de ceux-ci dépend en grande partie l'avenir : les moudjahidins n'ont ni les armes lourdes ni l'unité de commandement qui leur permettraient de s'emparer de Kaboul. Seul un bascuiement de l'armée peut leur procurer une victoire décisive. Si, au contraire, les officiers et les soldats restent fidèles, le PDPA pourra se replier sur ses bastions urbains et résister aux assauts. L'aspiration à la paix de la population impoloureux : accepter le partage du pouvoir ou apparaître comme les resonsables de la continuation des hostilités et de l'éclatement du pays en

Notre interlocuteur du PDPA ne cache pas ses doutes sur les chances d'une paix rapide, et Islamabed est accusé de « vouloir réduire les accords de Genève à zéro ». « A chaque missile venant de l'autre côté de la frontière, nous riposterons maintenant avec cinq missiles a, poursuit-il, menaçant, Pour lui, d'ailleurs, le Pakistan est une créa-tion artificielle, un Etat religieux sans avenir, et les tribus pachtounes en territoire pakistanais doivent obtenir le droit à l'autodétermination sous le contrôle des Nations unies.

En remplaçant M. Karmal, le comité central n'entérinait pas seulement la politique de réconciliation nationale, mais aussi une aide plus effective i l'irrédentisme pachtoune et, accessoire-ment, à celui des Baloutches (3), dont le sière du Front de libération côtoie les ambassades étrangères à Kaboul. Cette stratégie vise à renforcer l'influence du PDPA parmi les Pachtounes - 40 % de la population afghane dont ils représentent l'élément dominant — et à glisser un coin, à Peshawar, entre les islamistes radicaux, favorables à une alliance stratégique avec Islamabad, et les partis modérés, sensibles aux revend traditionnelles pachtounes. Elle augmente aussi la pression sur le Pakistan. menacé de désagrégation interne mais aussi d'encerclement par le front com-mun qui s'est caquissé entre New-Delhi et Kaboul à l'occasion de la visite officielle du D' Najibullah à New-Delhi, an début du mois de mai 1988.

Malgré les rameurs qui agitent cer-taines ambassades occidentales, Moscon ne se désintéresse pas de l'avenir de ses alliés. « Que les Afghans reprennent leur énur. Qu'ils retombent dans leur anarchie! Juste châtiment pour leurs crimes », proclama le gouverneur britamique des Indes, en 1842, après avoir brûlé Kaboul pour punir ses habitants, L'Afghanistan conserva ainsi son indépendance mais demeura coupée du monde jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. La décision de retrait soviétique, avant tout dictée par des

considérations internationales (4), ne relève pas de la même logique. L'ave-nir du pays, si primordial pour l'URSS, préoccupe les stratèges soviétiques.

Un ambassadeur du tiers-monde nous confiait son désarroi face à ce « lâchage » : ne présageait-il pas d'autres abandons? Un effondrement rapide du régime aurait des conséquences négatives sur le prestige de l'URSS et, peut-être, sur les rapports de forces extrêmement complexes à l'intérieur même du Parti communiste de l'Union soviétique. D'où la décision de maintenir en Afghanistan les milliers de cadres militaires et civils dont la présence remonte à plus de trente ans - et de continuer à allouer au pays une aide économique substan-tielle.

Est-ce le maintien de cette manne qui acurrit la sérénité des cadres du PDPA? Sont-ce les premiers résultats de la réconciliation nationale? Les contacts avec certains commandants de l'intérieur? Ou les premiers succès diplomatiques, avec les ouvertures de la Chine et de certains pays arabes? Est-ce de l'inconscience? Leur seul souci sans cesse reseassé concerne les risques d'implosion du PDPA. «SI nous ne nous unissons des. nous sommes perdus. Le feu ne fera pas de différence entre Khalais et Parchamis entre partisans et adversaires de Karmal », souligne un cadre. L'histoire du PDPA, depuis sa fondation en 1965, se résume souvent à celle de ses déchirements internes, des liquidations réciproques. D'abord entre le Khalq - qui dominé le pouvoir d'avril 1978 à l'intervention soviétique à la fin 1979 et le Parcham, auquel appartiennent M. Karmal et le D' Najibullah (5). Ensuite, à partir de 1986, à l'intérieur même du Parcham, entre ces deux dirigeants, mais sans que les clivages passés aient disparu.

Naquib, comme la plupart des militants du PDPA, est un homme jeune, mais son adhésion est ancienne. Avec conviction, il dénonce les divisions qui prévalent dans le parti : « On continue à répartir les postes en sonction des anciennes appartenances. M. Goulab-

zoy, un Khalqi, contrôle l'intérieur tandis que M. Yaqouby, un Parchami, a la haute main sur le Khad. Nous n'échappons pas aux solidarités natio-nales, tribales, familiales. Si nous critiquons un membre du bureau politi-que tadjik, tous les Tadjiks du parti se ntent visés... » Kaboul bruisse de rumeurs, incontrôlables, d'affrontements, parfois armés, entre le Khad, la Tsarandoy (gendarmerie) et l'armée. En ce mois de mai, pourtant, les efforts unitaires se multiplient. Le D. Najibullah souhaite aussi écarter la vieille garde du bureau politique, la plus sensible aux déchirements anciens. M. Nour Ahmed Nour, un Parchami membre du bureau politique, a été éloigné à Varsovie, et on parle d'une retraite dorée pour un autre membre de cette instance, le Khalqi Saleh Mohamed Zeary. Pas vers une unité retrouvée ou nouveaux facteurs de divi-

Sur la colline Tepe Maranjan, audessus de milliers de tombes, les dra-peaux flottent au vent. Ce lieu porte le nom d'un magicien de l'époque antéislamique qui avait accumulé d'immenses trésors; à la veille de sa mort. Il les réduisit en cendres qui formèrent cette hauteur. Ici sont enterrés les « martyrs de la révolution ». En épitaphe sur de nombreuses sépultures, la Fatiha, la première sourate du Coran. Un peu plus loin, à l'abandon, le mau-solée de Nadir Shah, qui régna à partir. do 1929 et mis un terme à la grande expérience réformatrice, celle du roi Amanoullah, qui avait osé supprimer le travail forcé, prôner l'abolition du port du chadri pour les femmes, proclamer la première Constitution. Côte à côte reposent les «révolutionnaires» et le fossoyeur de la réforme, assassiné en 1933, symboles d'une alternance tragique qui a façonné dans le sang l'Afghanistan contemporain. A la terrible famine des années 1972-1973, qui accéléra la chute de la royauté, ont succédé les excès non moins terribles de la révolution. Le flux et le reflux, aussi inéluctables que dévastateurs? Ou, contre toute attente, pent-on espérer, comme le poète Adib Pichavari :

Le temps à chaque instant com-I mence un nouveau ieu Tu ne dois pas à l'aune du passé /mesurer l'avenir, Nous n'avons pas eu à nous louer de ce que nous avons vécu Mais peut-être que nous pourrons remercier l'avenir (6). ALAIN GRESM.

(2) Le pachtou et le dari sont des langues de-européennes. Le dari est proche du farsi. (3) En Afghanistan, les Baloutches ne représentent que quelques dizaines de milliers d'individus. An Pakistan, par contre lissont d indivinis. All Palestain, par courie, its some environ quatre millions et se sont insurgés coatre le pouvoir contral entre 1973 et 1976. Le principal dirigeant pachtoun, Wali Khan, est réfugié à Kaboul depais 1982. Il vient de séjourner à plusieurs reprises en URSS.

4) Voir l'article de Selig S. Harrison,
Divisions de la résistance et conflits ethniques hypothèquent l'avenir de l'Afghanistan », le Monde diplomatique, avril 1988.

des hypothequent i avemi de l'Argimmana », le Monde diplomatique, avril 1988.

(5) Les Khalqis, iasus souvent de milieux modestes pachtounes, sont considérés comme plus « radicaux » et plus mationalistes que teurs collègues de Parcham, issus de milieux arbains et intellectuels, souvent membres d'ethnies non pachtounes. Le Parcham a entretann des rapports assez étroits avec la famille royale. La politique mende par les Khalqis et Hafizullah Amin en 1978-1979 aboutit à l'élimination de dizaines de milliers d'opposants, aussi bien dans le PDPA qu'à l'extérieur. Voir par exemple Jean-Alain Rouinsard et Claude Soulard, « Les premiers pas du socialisme en Afghanistan», le Monde diplomatique, janvier 1979. Et aussi Pierre Metge, l'URSS en Afghanistan, Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques (CIRPES), Paris, 1984.

(6) « L'avenir », poème d'Adib Pichâvari (6) «L'avenir», poème d'Adib Pichèvari (1844-1930), poète iranien qui vécut long-temps en Afghanistan. Tiré de Anthologie de la poète persane, Gallimard/UNESCO, Paris, 1987.

espoirs de la



tous combain sous la hund l'atam et de l'adépendant par les tept partis de l'alliance et partis de l'alliance et partie de l'all pas la messe décisée puinte comme a formation de particular de la formation de la formatio ninte de Kabonii loi sepi sun de l'Alchies d moderes souhatten un reminer tion d'avait 1978, avec me les partires de la décentralisation de financia de la décentralisation de financia de la décentralisation de financia de la décentralisation de la décentral pect des Duveis trabin appellent de leurs went k Peacoca ros. Zahir Shah

résistance

Les fondamentalistes répudient ce retour au passé. Ils entendent transformer la ferveur religiouse créée par huit années de guerre en un appui à un Afghanistan islamique dont ils affirment qu'il sera différent de la république islamique d'Iran, mais dont les

contours restent encore à définir. L'opposition entre le dirigeant foudamentaliste Gulbuddin Hekmaytar et. le chef modéré Saved Ahmed Gailani symbolise ces clivages. Le premier prone un radicalisme islamique, condamne les deux grandes puissances et rejette l'ensemble des valeurs occidentales. An contraire, M. Gailani se sentirait à l'aise dans n'importe quelle capitale occidentale, et sa vision de l'islam est plus spirituelle que politi-

De plus, de nombreux comm locaux à l'intérieur de l'Afghanistan penvent se poser en concurrents de la direction extérieure, à qui ils ne sont rattachés que par des liens bien lâches, fondés sur la distribution de l'aide étrangère à travers le Pakistan. La présence soviétique, qui a servi de cime à des éléments disparates, va bientôt disparaître, et les rivalités et ambitions personnelles risquent de prendre le

Ces sombres prédictions sont récusées par les dirigeants de la guérilla ; ils soutiennent que, laissés à eux-mêmes, ils saurom faire prévaloir les coutumes afghanes, faites de pragmatisme et d'esprit de réconciliation. Mais, après dix ans de guerre, ces traditions outclies encore un sens?

Un facteur crucial pèse toutefois en faveur de l'unité: presque chaque famille a perdu un de ses membres dans cette guerre, qui aurait déjà fait 1,2 million de victimes. Les Afghans aspirent à la paix et à la stabilité. Des dissensions internes et une sanglante lutte pour le pouvoir pourraient susciter une réaction de rejet contre les moudjahidins.

Ce spectre de nouveaux déchire-ments à conduit le gouvernement pakistanais à insister sur la formation l'un gouvernement de transition à Kaboul avant le setrait de l'armée rouge. Cette revendication n'a pas été incluse dans les accords de Genève. Le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, a toutefois été chargé de faciliter un dialogue interafghan. Les pourpar lers devraient commencer durant l'été. La tâche ne sera pas simple : le PDPA insiste pour garder un rôle dominant dans toute future coalition, alors que l'alliance – surtout les islamistes – rejettent toute présence, même symbo que, des communistes

Plutôt que d'attendre le début de ce dialogue national, les fondamentalistes ont fait pression sur l'alliance pour qu'elle prépare la proclamation d'un gouvernement provisoire. Celui-ci serait installé dans un territoire contrôlé par la guérilla et chercherait à obtenir une large reconnaissance diplo-matique, en premier lieu des pays isla-miques, qui ont toujours refusé de cautionner le gouvernement du D Najibuliah. Les fondamentalistes espèrent que l'obtention d'une légiti-mité internationale accentuera la pression psychologique sur le régime de Kaboul et accélérera sa chute. Avec chacun des camps armé jusqu'aux dents et prêt à une guerre d'usure, l'Afghanistan se prépare à un long bras

MALEEHA LODHI

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE FACULTE DE DROFF

DESS Développement des collectivités montagnardes et Droit de la montagne

Directeur: François Servoin

Entreprises

VOUS RECHERCHEZ de futurs collaborateurs attentifs à l'aspect montagne

de vos activités.

Etudients

VDUS SOUHAITEZ un complément spécialisé pour votre 2° cycle de Sciences Sociales

Nous vous proposons:

Une formation axée sur la montagne pluridisciplinaire, concrète active et approfondie

Candidatures jusqu'au 15 septembre 1988

Renseignements: M^{me} M. Pasquier, DESS Montagne, 47 X, 38040 Grenoble cedex - 76.82.55.05 ou 01

Du conflit à la paix

UELLE solution pour le conflit israélo-palestinien? Une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient apparaît certes comme une initiative nécessaire. Mais, pour l'instant, aussi bien les Etats impliqués dans le conflit que les grandes puissances restent figés sur des positions anciennes et maintiennent le caractère insoluble de l'équation proche-orientale.

L'auteur du texte ci-dessous estime que l'heure est venue de faire preuve d'imagination politique et de soumettre à une logique radicalement originale - inspirée par l'histoire de la région - les principaux paramètres de ce trop long conflit.

Par ALAIN CHAMBON

Dans le conflit dit israélo-arabe, les parties restent ancrées sur des positions théoriques quasi fixes depuis quarante ans. Dans les instances internationales, on compulse toujours le même dossier. Les tentatives de règlement tournent autour des mêmes présupposés: le droit à l'existence de l'Etat juif d'Israël; le refus arabe de l'accepter tant qu'il ne se sera pas retiré des territoires conquis en 1967 ; la légitimité de la revendication palestinienne d'une assise territoriale indépendante. Or. derrière l'immobilité des thèses, le temps a bien changé les choses. Les réalités régionales sont aujourd'hui si différentes de ce qu'elles étaient en 1948, en 1967, ou même en 1973, que les données du problème en ont été modifiées. Les termes et le cadre du conflit doivent être décrits sous un nouveau jour ou, peut-être, sous son vrai jour. La réflexion s'organise autour des propositions suivantes :

- il n'y a plus, s'il y a jamais eu, un conflit israélo-arabe. Le monde arabe, et même le monde musulman, sont prêts à s'accommoder de l'existence d'Israël, parce qu'il n'est plus qu'un problème régional, un élément de plus dans la mosaïque proche-orientale. Il a cessé de faire peur. On ne lui demande plus que de s'arranger avec les Palestiniens et avec ses voisins;

- la partition de la Palestine du mandat britannique entre Jourdain et Méditerranée est aujourd'hui moins réalisable que jamais. Sauf à procéder à d'inconcevables transferts de populations, il resterait d'un côté des Arabes dominés par des juifs, de l'autre des juifs dominés par des Arabes, et, autour, deux millions de Palestiniens

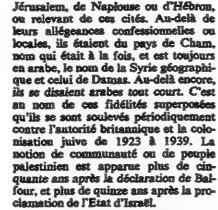
- Israël ne pourra plus concilier longtemps sa volonté de rester purement juif et son attachement à une souveraineté géographique qui le transforme en Etat binational de fait, et l'expose aux mêmes malheurs que le

- le mouvement palestinien ne pourra plus longtemps prétendre que sa revendication se borne à l'évacuation des territoires occupés en 1967, abandonnant à leur sort d'exilés ou de dominés les quatre cinquièmes du peuple palestinien;

- une résolution de ces éléments conflictuels ne peut être imaginée que dans le cadre de l'ensemble procheoriental, l'ancienne Syrie ottomane, où la Palestine serait le siège de deux foyers nationaux membres d'un système fédéral.

L'affrontement armé d'octobre 1973 a été qualifié de quatrième guerre israélo-arabe. En fait, la guerre de 1948 avait rassemblé des contingents arabes venus en désordre d'un peu partout mais leurs effectifs totaux ne dépassaient que de peu celui des forces juives, unies et mieux armées. A cette époque d'ailleurs, la plupart des Etats arabes étaient, de droit ou de fait, en situation coloniale. En 1956, le cible d'Israël était l'Egypte de Nasser seule. En 1967, c'était encore l'Égypte et secondairement les armées jordanienne et syrienne. En 1973, Israël a affronté l'Egypte et la Syrie, la participation d'autres contingents arabes avant été symbolique.

La guerre israélo-arabe, celle qui rassemblerait contre Israël toutes les armées et toutes les ressources arabes. n'a pes eu lieu, et n'aura pas lieu. C'es fort heureux pour le petit Etat juif, qui ne résisterait sûrement pas six jours à un pareil déferlement, et pour la paix mondiale. On ne voit pas aujourd'hui ce qui porterait à une véritable mobilisation le Maroc, l'Algérie, dont les intérêts nationaux sont loin du Proche-Orient. Le cas de l'Egypte est exemplaire, puisqu'eile est allée jusqu'à une reconnaissance formelle. C'est cette explicitation, et non pas la reconnais-sance en elle-même du fait israélien, qui a provoqué l'ire syrienne et une gêne arabe, qui tendent à s'effacer.



Le mouvement palestinien n'a commencé à s'organiser politiquement et militairement qu'après l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de

Pour qui connaît la pierreuse Cisjordanie et la région surpeuplée de Gaza, l'idée d'un Etat réduit à ces territoires, où viendraient s'ajouter à ses actuels habitants deux millions et demi d'exilés, est proprement absurde, Il faut rappeler que la Palestine arabe, c'était essentiellement l'étroite bande côtière qui borde la Méditerranée depuis Ashkelon jusqu'à Halfa et le pourtour du lac Tibériade. De là proviennent les trois quarts des Palestiniens réfugiés; qu'iraient-ils faire à Naplouse, à Jérusalem ou à Hébron, et comment y seraient-ils accueillis? Imaginons que la côte méditerranéenne française soit vidée de ses habitants par quelque reconquête grecque ou ita-lienne (au nom de droits historiques incontestables!) et que l'on recase la population de Marseille dans les Cévemes. Il faudrait, pour rendre à un million et demi de Palestiniens déracinés le rivage méditerranéen qui fut leur, en déraciner autant de juifs.

des huit cent mille Arabes de nationalité israélienne, mais qui se disent et sont incontestablement des Palestiniens, et à se prononcer clairement sur leur sort. Cette question centrale est, par un consensus tacite - israélien, arabe et international, - évacuée du débat depuis 1948. Elle est tabou, parce qu'essentielle.

Il est temps d'admettre que quelque chose d'irréversible s'est produit au Proche-Orient. Le drame palestinien doit être considéré au passé. Il apparaîtra, je pense, de plus en plus clairement, que l'avenir des Palestiniens se trouve là où ils sont aujourd'hui. Ce qui est actuel, c'est, d'une part, le pro blème de leur insertion sociale et politique en Jordanie, au Liban, en Syrie, et, d'autre part, la situation des deux millions d'entre eux qui sont restés chez eux en Israël-Palestine.

L'accolement de ces deux termes a été utilisé en 1977 par M. Begin qui en a proclamé la totale équivalence : toute la Palestine, entre Jourdain et Méditerranée, c'est la Terre d'Israël (Eretz Israel), le mot « Palestine » n'en étant

mation radicale recoupait presque mot pour mot l'article 2 de la charte palestinienne de 1968, que je cite dans sa version anglaise : « Palestine, with the boundaries it had during the british mandate, is an indivisible territorial unit. » Israéliens et Palestiniens étaient enfin d'accord sur quelque chose. La carte de la Palestine, que l'on voit dans toutes les brochnres de l'OLP et que les élèves des écoles palestiniennes portent en badge, coïncidait désormais exactement avec celle du Grand Israël. Deux revendications opposées se sout touchées aux extrêmes pour récuser toute solution de compromis territorial. Du coup sont tombées, d'une chute commune, au panier de l'histoire, des centaines de résolutions ouusiennes dérivées du plan de partage de 1947 et des événements de 1948 et de 1967. S'il peut être encore question de partage, c'est du partage du pouvoir politique, à l'intérieur de frontières désormais reconnues, voulues, par deux communautés attachées à la préservation de leurs identités,

que la traduction en arabe. Cette affir-



L A population juive d'Israël ne s'accroît plus, au mieux, que de l'excédent des naissances sur les décès. Depuis 1978, la balance migratoire a tendu vers le nul, et même vers le négatif si l'on tient compte des familles qui, tout en conservant un domicile, sentimental ou fiscal, en Israël, vivent en permanence à l'étranger. Il y a plus de citoyens israéliens à New-York qu'à Jérusalem. Un rapport publié par la Banque d'Israël en 1982 constatait le déséquilibre entre le nombre des immigrants (quinze mille) et celui des émigrants (vingt-six mille). Déséquilibre aggravé par l'age des immigrants, personnes agées ou jeunes gens attirés puis décus par la mystique des implantations, et celui des émigrants célibataires ou mariés, fuyant le service militaire. Le fécondité des juifs orientaux le compense dans une large mesure, mais ils sont, de tradition et de plus en plus, des citadins. Le rêve de Ben Gourion d'un peuple juif rural et terrien s'est évanoui. La population juive israélieune a été animée, depuis vingt ans, par deux mouvements migratoires internes : du nord au sud, et des campagnes et petites villes vers les grandes agglomérations. Les effets convergents de ces deux mouvements ont produit une diminution constante de la population juive du « district Nord » on Galilée; cette Galilée, pour la paix de laquelle Israël a envahi le Liban en 1982, est sans doute habitée aujourd'hui de plus d'Arabes que de juifs. Dans la Galilée centrale, la région de Nazareth, les Arabes composaient déjà en 1978 une véritable majorité régionale. Alors, 90 % de la population juive était urbaine ; 75 % vivaient au sud de la latitude de Césarée, 77 % sur une étroite bande côtière, entre Ashkelon an sud et la frontière libanaise au nord. Les agglomérations de Tel-Aviv et de Jérusalem doivent aujourd'hui rassembler au moins la moitié de la population israélienne

C'est autour d'elles que se sont développées les « implantations ». La publi-

cité considérable qui a été donnée à ce phénomène tend à le présenter comme une judaïsation des territoires conquis en 1967. Les propagandes arabe et israélienne concourent - pour des motifs évidemment contraires - à donner cette impression. En réalité, ce sont bien des intrusions juives dans un environnement arabe. Mais, puisqu'elles ne sont pas l'effet d'une forte expansion de la population juive, ai d'une rétraction de la population arabe dont tous les indices laissent à penser qu'elle est, malgré l'émigration, en constante augmentation, il faut bien conclure qu'on assiste à l'imbrication des deux communautés, assemblées dans un puzzle indécoupable géographiquement, et qui tendent à être numériquement

A l'intérieur même des frontières israéliennes d'avant 1967, les Arabes dits israéliens, dont le nombre a plus que quadruplé depuis 1948, se sont répandus comme d'insidieuses métastases. A l'étroit dans les limites restreintes de leurs villages, ils sont redescendus dans les plaines qui faisaient jadis partie du domaine communal, comme pâtures incultivées, et qui, acquises par l'Agence juive on expropriées, out été assainies, drainées, fertilisées. D'ouvriers saisonniers, employés par des kibboutzim riches en terre et de plus en plus pauvres en mains, ils en sont devenus métayers. Des gourbis. puis des maisons, puis des hameaux entourés de potagers, de jeunes vergers et de nuées d'enfants, sont apparus, par exemple au bord de la route qui conduit de Hadera à Nazareth par la riche vallée de Yisreel - naguère purement juive. Les cartes israéliennes et les publications palestiniennes ignorent ces nouvelles implantations arabes, si vivaces qu'elle ont résisté aux interdits réglementaires et aux intimidations

Plus récemment, des Arabes se sont établis, comme ouvriers, employés, artisans, dans des villes telles que Eilat et Beersheva où leur présence permaneate était il y a vingt ans inconceva-

DANS UN CAMP PALESTINIEN PRÈS DE DAMAS

tion explicite ou non par la communauté arabe de l'existence d'Israël, résulte de la constatation du caractère limité de la présence juive au Proche-

Récuser l'approche territoriale du drame palestinien

Hôtel-Résidence

Belmont

Choisissez la tranquillité suisse

Dam le billiment ; cabinett reblicant de cibrargie, avologie, shirurgie plastique A 100 m de l'hôpital de Montreux.

A. Meyer, directeur, av. de Belmont 31 - CH-1820 Montreux. Tel. 21/963-52-31

Hôtel médicalisé, confortable et accueillant. Infirmières jour et mit, médecin responsable, régimes, colifour, azim Vue imprenable sur le lac et les Alpes. Cours séjours, convalescence et résidents à demenre. Pension complète de 95 à 160 FS (env. 380 à 640 FF).

Orient. Il faut se souvenir que le projet du sionisme politique voulait accueillir en Orient tous les juifs du monde. Et, en effet, la population juive israélienne a doublé de 1948 à 1951 (de 716 000 à 1 404 000), puis doublé de nouveau de 1951 à 1972 (2 834 000). A ce rythme, les Arabes d'Orient étaient menacés de devenir, au bout de quelques années, minoritaires, non seulement en Palestine, mais dans le Levant tout entier.

T A raison essentielle de l'accepta-

Aucun Arabe ne pouvait rester indifférent à ce possible bouleversement historique. Les dirigeants de l'Agence juive annonçaient un Israël de 10 millions d'habitants juifs en un temps où le Proche-Orient ne comptait pas autant d'Arabes. En fait, après une dernière grande alya provoquée par la victoire de 1967, la décroissance de l'immigration a ruiné ces grandes espérances. Les juifs du monde, dans leur majorité, ont boudé le foyer bâti pour eux. Les juifs resteront minoritaires au Proche-Orient où leur présence constitue un problème régional et ne justifie donc

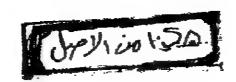
de Genève

plus un refus arabe généralisé et appliqué. Israël aura gagné la reconnais-sance arabe parce que le sionisme a perdu son pari. On ne demande plus aux juifs que de se faire accepter par leur environnement arabe immédiat palestinien, libanais, syrien et jorda-nien, – à qui a été en quelque sorte délégué le soin de « digérer » le fait israélien. Le Proche-Orient apparaît ainsi comme le véritable cadre du

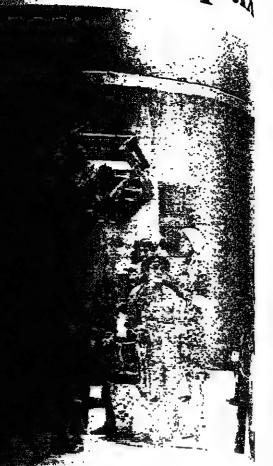
Lorsque les vainqueurs de la pre-mière guerre mondiale décidèrent la création d'un foyer national juif en Palestine, cette expression géographi-que n'était pas bien définie. Pour les fondateurs d'Israël, il évoquait la terre promise, notion elle-même imprécise. Suivant les textes ou les références choisies, elle comprenzit le nord de l'actuelle Jordanie, incluait le sud du Liban au moins jusqu'au Litani, ou même se résérait aux limites extrêmes de l'empire de Salomon, du Taurus à la mer Rouge. Pour les instances politi-ques mondiales de l'époque, c'était la partie de la Syrie ottomane, entre Jour-dain et Méditerranée, confiée au mandat anglais, et, en exécution de la promesse faite par Balfour à Rothschild, ouverte à l'immigration juive. Pour les habitants arabes de cette contrée, la Palestine n'existait pas. Ils se disaient musulmans ou chrétiens, habitants de Gaza en 1967. Depuis, la revendication pelestinienne est enfermée dans une contradiction insurmontée jusqu'à aujourd'hui : s'agit-il d'effacer 1948, c'est-à-dire de reconquérir et de reconstituer une Palestine arabe entre Jourdain et Méditerranée, où tous les exilés ou leurs descendants pourraient revenir s'ils le désiraient, on être dédommagés de leurs biens? Ou seulement d'effacer 1967, c'est-à-dire d'obliger Israël à se retirer de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et de créer sur ces territoires disjoints un État palestinien mitoyen de l'Etat inif?

A prendre le problème palestinien sous l'angle territorial, on fait fausse route. Les dirigeauts et militants palestiniens le savent sans pouvoir encore le dire. Exilés ou occupés, les Palestiniens sont trop diversifiés par des clivages sociaux et idéologiques (une bourgeoi-sie jordano-palestimenne a soutem, en 1970, le roi Hussein contre l'OLP; une bourgeoisie libano-palestinienne a fait les beaux jours de Beyrouth-Est), trop ancrés dans leurs pays d'adoption (voir l'entêtement des Palestiniens du Liban à défendre leurs prés carrés). Trop divisée sur les notions de Palestine, d'Etat palestinien, de droit au retour on au dédommagement, pour que l'attri-bution d'un petit territoire suffise à régler la question palestinienne, l'OLP ne survit que dans un non-dit pratiqué, avec éloquence, par M. Arafat. L'incohérence atructurelle de la revendica-tion politique palestinienne est surtout manifeste dans son incapacité à prendre en compte les aspirations propres

le l' privilège Vol le luve du choix Quand on recherches lige he have des Volvo Et quand on reflect John and tout poor labilité, iongévité de toitures différentes Choisissez la vôtre ou That et roulez et Wedge prisente: 740



ALLE APPROCHED



ENKING MES

que la traduction en arabe. Conf mation radicale recouper projet Pour mui l'aminie 2 de la chare pe mienne de 1968, que je ene dante MOR ARGINE . - Palestine, wie boundaries it had during the in mandate is an indivisible lane. Maul . Istations et Palestiniene enfin diederd sur quelque de carte de la Palestane, que l'on ren toutes les orpeneres de l'OLPapi elever, des escles palestimente le en buige, conciden désormine ment avec celle du Grand lent b pevendications opposées se sa: Chées dus extrêmes pour récurs scultian de compromis terrime COUR sont tembées, d'une cheemane, au ranier de l'histore, de tranes de résolutions onuseme vées du plan de partage de 194% dennement de 1945 et de 196 penti cora colore question de paie est du namage du pouvoir poite l'inter dur de frontières desc reconstant venturs, par deater mautes attachées à la présente

ention de deux rommunaus

leurs (dentités)

unte de nui denable qui a été dans pitenen ene tend i je présent & Las politicados des territoris de En 1447 Les propagands im ingatifernt concourent - part max. () condemment contrars of mer Lette ameression En reinigel gran der introvious junes france Fotone ment intoe Mais, puisquis sent gas felfet d'une fort est de la population juive, si durin Chen de la repulation ande es: ien matten anstert i penser que: The god a composition, on contract Processia Contents menales, aventies das se indescupable geographiques que lenant à être numbre

A Cintérieur même des ha Merchanico Carant 1967, is to ditte formations, dont le nombre le que qualturie depuis 1948 es repandus comme d'insidieus tanci. A l'étroit dans les lines treintes de leun villages is sus cendus dans les planes quite Mada Partie du domaine mat comme patures inculisité de prices, one ele assinies, drames lisees. D'eu-nen susament de per des kubboutzim nebs di de bins es bire bantes a ma entrares de poinsers, de publica et de nuces d'entants, suit appe exemple au bord de la conduit de Hidera i Naziri niche valler de l'isreel - appet has publications palesting ces nouvelles implantations STREETS 412 CAL MARKET réglementaires et sus l

Pina récemment des arts fiable. Comme ouries els Beersheva ou less pres

AFFRONTEMENTS ISRAÉLO-ARABES

par l'internationalisation

ble. Ainsi les Arabes israéliens, de Cisiordanie ou de Gaza, s'insèrent chaque jour un peu plus dans les interstices de l'édifice économique et social israélien

L'agglomération de Tel-Aviv étend ses quartiers résidentiels au-delà de l'ancienne « ligne verte », la frontière d'avant 1967, qui séparait l'étroite plaine côtière du Sharon des collines de Samarie, densément peuplées d'Arabes. Sous le nom d'implantations, des ensembles immobiliers attirent des juifs de la classe moyenne sur ces agrésbles hauteurs. Tout le monde, Arabes et juifs, y trouve avantage. Mais le résultat est que le Grand Tel-Aviv inclut dans sa périphérie, à l'est et an nord, des villages arabes en voie d'intégration dans le tissu urbain de la cité la plus grande - et qui fut la plus purement juive d'Israel.

La Grande Syrie, cadre d'une solution

EN 1919, le prince Fayçal, fils du chérif Hussein, gouverneur des lieux saints du Hedjaz, héraut indiscuté des aspirations des Arabes d'Asie à l'indépendance, signa avec le Dr Weizmann, leader du sionisme, un traité par lequel il reconnaissait aux juifs le droit de créer un foyer national sur la terre de leurs ancêtres. Dans une lettre adressée à l'un des dirigeants du sionisme, il écrivit : « Il y a place pour nos deux peuples en Syrie » (c'est moi

En 1973, Golda Metr, sioniste passionnée, affirmait, dans un article publié dans la revue Foreign Affairs, qu'Israël avait été fondé, non pas en Palestine, mais en Syrie (c'est encore moi qui souligne). Son propos visait, bien entendu, à nier l'existence d'un peuple arabe palestinien et à présenter la province syrienne de l'ex-empire turc comme une terre politiquement vacante dont le sionisme avait pu légitimement s'approprier une petite partie. Golda Metr faisait à la même époque observer, très logiquement, à ceux de ses concitoyens qui s'émouvaient du cas de villageois arabes chrétiens, loyaux sujets d'Israël, à qui l'on refusait de rendre leurs terres expropriées, « qu'à ce compte-là il faudrait rendre tout Israël aux Arabes ».

Un prince arabe de grande stature et de grande culture, qui fut un éphémère roi de Syrie, et un premier ministre israélien, investi alors par sos concitoyens d'une autorité morale considéra-

ble, se sont donc accordés, à plus d'un demi-siècle d'intervalle, pour désigner comme le véritable cadre du conflit dit israélo-arabe la Syrie naturelle, ou Grande Syrie. C'est dans ce territoirelà, aujourd'hui distribué en quatre Etats, et où vivent les quatre cinquièmes des Palestiniens, que pourrait être conçu un arrangement qui leur offrirait l'identité politique qu'ils récla-

ment et qui assurerait au peuple juif israélien reconnaissance et sécurité. Cette idée, ou utopie, n'est pas neuve. Elle est entièrement contenue dans ce propos de M. Jacques Berque : « Il ne peut y avoir de solution à la question palestinuenne auns le la Palestine, alors qu'il est possible de estion palestinienne dans le codre de concevoir une grande nation proche-orientale résolvant par entente mutuelle le problème des rapports entre sa majorité et ses minorités, don la juive. » Il n'y a pas, récilement, de majorité au Proche-Orient. Si l'on se réfère à la majorité musulmane, elle n'en est pas une politiquement, étant clivée, jusqu'à l'intérieur de ses composantes chilte et suanite, par des fac-teurs géographiques et sociologiques.

Si l'on admet qu'un partage territo-rial d'Israël-Palestine entre juifs et Arabes n'est plus possible, que leur emmêlement grandissant et les tendances démographiques rendent de moins en moins désendable la notion d'un Etat purement juif entre Jourdain et Méditérranée, on voit qu'Israël sera tôt on tard placé devant une alternative : ou bien se résigner à devenir un

Etat laïque binational, et perdre sinsi le caractère juif qui est sa raison d'être, ou bien accepter que ses nationaux e administrés arabes relèvent d'une autre autorité politique, tout en obtenant une participation aux institutions locales proportionnelle à leur nombre.

Cette autorité politique - palestinienne – représenterait également les Palestiniens de Jordanie, du Liban, de Syrie, et négocierait avec ces pays les conditions de leur sécurité et de leurs droits de cité. Son siège devrait logiquement être à Jérusalem, qui deviendrait ainsi la capitale de deux peuples. Elle disposerait d'un territoire indépendant, un foyer national (Cisjordanie?). Mais elle devrait, réciproquement, accepter que les résidents juifs y demeurent sous souveraineté israé-

Ce qu'Israël perdrait de souveraineté interne et de territoire serait compensé par sa participation à des institutions fédérales, comme nation juive reconnue et acceptée dans l'Orient arabe. Il pourrait en outre légitimement revendiquer pour les juifs de Syrie qui le désireraient la nationalité israélienne et réclamer pour eux le même statut qu'il aurait consenti aux Arabes sur son soi.

D'autres communautés du Proche Orient (chrétiens orthodoxes et melkites, druses, Arméniens), écartelées par le découpage politique actuel, pourraient voir leur identité reconnue et représentée au niveau fédéral. A ce niveau aussi, le désordre libanais pourrait être résolu en un nouvel équilibre communautaire, sans balkanisation. Ainsi se régénérerait le vieux tissu humain oriental que les frontières établies en 1920 n'oat pas réussi à déchirer. Ces solidarités transfrontalières, s'ajoutant à celle des Palestiniens, seraient, sans reniement des allégeances étatiques, le ciment d'une construction fédérale, et balanceraient le poids de la Syrie dans l'ensemble.

De multiples objections peavent être faites à cette esquisse d'une solution fédérale. Sur son principe, on peut penser qu'elle est irréalisable parce

qu'inacceptable pour les parties en cause : d'abord les Palestiniens qui devraient renoncer à l'espérance de recouvrer leur ancienne patrie ; puis le peuple juif d'Israël, à qui l'on demanderait de démanteler l'Etat-forteresse construit obstinément depuis vingt ans, et de revenir au statut de minorité vulnérable dans un environnement arabe. majoritaire; enfin, l'Etat syrien d'aujourd'hui, qui aurait à accepter une limitation institutionnelle de ses ambitions de primauté régionale. Mais peut-être que le choix de Damas comme sièce des institutions fédérales suffirait à satisfaire l'orgueil syrien. De même, le roi Hussein pourrait se résondre à ce que la moitié de ses sujets palestiniens cessent de l'être tout à fait en contrepartie d'une garantie de survie pour la dynastie hachémite à Amman, Enfin, l'Arabie saoudite, l'Irak et les Etats du Golfe, qui auraient beaucoup à craindre d'un Proche-Orient compact entre eux et la Méditerranée, verraient avec faveur qu'il reste pluriel tout en les libérant de

Pour ce qui concerne les Palestiniens, il n'y a, en tout état de cause, plus de chance pour eux de se retrouver ensemble sur un territoire national. En revanche, un gouvernement palestinien

l'obsession palestinienne.

participant à un pouvoir fédéral s'exerçant sur les quatre Etats de la région où sont établis les quatre cinquièmes d'entre eux leur offrirait la possibilité de préserver leur identité, leurs institutions, de circuler librement à travers les frontières, et de donner carrière à leurs talents dans une patrie nouvelle s'étendant de l'Euphrate au Sinal.

Quant à Israël, il faut préciser que les renoncements, certes douloureux, qui lui seraient demandés ne le seraient pas sous la contrainte ou la menace d'une défaite, mais dans la situation d'aujourd'hui où il est encore militairement supérieur à ses possibles adversaires et toujours assuré d'un puissant soutien extérieur. La communauté juive israélienne resterait protégée par ses moyens propres, par la garantie américaine et la sollicitude européenne pendant les années nécessaires à son insertion dans l'ensemble procheoriental. Une fois l'évolution engagée, elle trouverait au Liban, en Jordanie, même chez les Arabes de Palestine, avec lesquels elle a noué bien des complicités, des alliés naturels, des convergences d'intérêt, qui garantiraient sa sécurité plus sûrement que ses armes. Les portes du Machrek, puis celles du monde arabe seraient enfin ouvertes à ses industries et à son savoir-faire.

La nécessité de s'entendre

ES négociateurs auraient à aborder un énorme contentieux vieux de plus d'un demi-siècle, et il faudrait pent-être, pour tout régler... encore un demi-siècle! Mais entre-temps on peut faire confiance à l'étonnante imagination sémite, juive et arabe, pour sur-monter les difficultés les plus inextricables par des arrangements écrits ou

Encore faudrait-il que la pécessité de s'entendre s'imposât aux esprits. Deux conditions essentialles rendraient possible un climat international favorable.

La première est que les deux

grandes puissances mondiales s'enten-dent pour exclure le Proche-Orient de leur affrontement stratégique. Après tout, cette petite région de vingt-cinq millions d'habitants ne détient rien d'important dans son sous-sol et ne contrôle aucune grande route terrestre on maritime. Au lieu d'être amalgamée au Moven-Orient arabo-iranien, elle pourrait être mise en parenthèses dans le conflit Est-Ouest - l'URSS et les Etats-Unis s'accordant pour inviter leurs protégés respectifs à s'entendre entre enx. La réduction des armements fournis inciterait sûrement Jérusalem et Damas à une salutaire réflexion. assainissement du Liban irait mieux si l'on cessait d'y vendre des canons dans toutes les arrière-boutiques. Un agrément implicite de neutralisation du Proche-Orient répondrait aux vœux et au tempérament des populations d'une région à qui la géographie et l'histoire ont assigné un rôle de carrefour. La deuxième condition ne relève pas

de la froide politique internationale, mais de la passion. Celle qui a porté les judaltés européenne et américaine à soutenir sans réserves ni conditions Israël, depuis sa création, dans toutes ses décisions politiques et militaires. Les dirigeants d'Israël se sont toujours tenus pour seuls juges de leurs actes, la Diaspora ayant le devoir de mettre à lear disposition ses moyens et son influence mais non le droit d'être associće à des choix fondamentaux, qui impliquaient pourtant, indirectement, tout le peuple juif. Toute critique

ouverte est, à Jérusalem, ignorée, ou qualifiée de trahison. Il faut que s'inverse, ou au moins s'équilibre, cette relation inégale entre Israel et sa Diaspora. La judaïté française est peut-être plus mure que toute autre pour une réflexion salutaire. Plus proche et mieux informée que l'américaine des réalités proche-orientales, elle pourrait prendre la mesure des dangers qu'elles recèlent pour la survie de la communauté juive israélienne, affirmer la nécessité urgente d'une négociation politique d'ensemble, et énoncer courasusement les sacrifices de souveraineté qu'Israël devrait être prêt à consentir pour obtenir un sûr droit de cité en Orient.

L'effet de cette prise de conscience d'une communauté, dont l'attachement à Sion est profond mais non pas aveugle, serait considérable, aux Etats-Unis, en Israël, et en Orient. Elle déclencherait des controverses donloureuses mais riches d'heureuses conséquences. Elle donnerait à une prise de position française en faveur d'une solution fédérale - impliquant un double renoncement israélien et palestinien à la possession exclusive de la Palestine. celui de la Syrie à une hégémonie régionale, celui de Moscou et de Washington à l'emporter sur l'autre en influence dans la région - une particulière autorité. Elle permettrait à la France de jouer un rôle éminent dans l'indispensable conférence internationale qui aurait à sanctionner les arrangements intervenus, à trancher sur les ultimes points de désaccord, et à déterminer, par des dispositions précises, les moyens de prévenir ou de punir, au besoin par des interventions directes, toute infraction des parties à l'équilibre établi par les traités bilatéraux et les institutions fédérales.

Ce scrait en fait l'injection d'une dose d'internationalisation au Proche-Orient, ou Levant, comme on voudra l'appeler. Quelle région du monde est mieux prédestinée à être le lieu de l'apprentissage de la paix entre les pou-

ALAIN CHAMBON.



CERTAINES VOITURES EN DISENT LONG SUR VOTRE STATUT.

Le 1^{er} privilège Volvo : le luxe du choix.

Ouand on recherche une voiture de pres-

tige, le hixe des Volvo a tout pour séduire. Et, quand on réfléchit, les qualités des Volvo ont tout pour convaincre: solidité, fiabilité, longévité qui font des Volvo des voitures différentes.

Choisissez la vôtre : 340, 240, 480, 740 ou 760, et roulez en privilégié.

Modèle présenté: 740 Turbo 4 portes.

L'autre privilège Volvo : le luxe en hors taxe.

Oue yous sovez coopérant français, fonctionnaire en poste à l'étranger, n'oubliez pas, lors de votre passage en France, que toutes ces Volvo sont disponibles en hors taxes chez Volvo TDS. Conditions spéciales pour les membres des corps diplomatiques. Les ventes hors taxes Volvo TDS, une manière intelligente de faire du luxe une excellente affaire.

Volvo France — 138, Avenue des Champs-Elysées — 75008 Paris Tél.: 42.89.39.52 - Télex: 649 638

VOLVO

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE

DEA ÉTUDES INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES

OPTION ÉTUDES EUROPÉENNES Louis Reboud

Formation pluridisciplinaire: aciences économiques, juridiques

et politiques

Théories et politiques de l'intégration
 Aspects juridiques de l'intégration

Achèvement du marché întérieur

 Les finances européennes Les relations extérieures de la communauté Equipe : C.-J. Berr, J. Shigt, J.-L. Chubot, C. Chevillon, J.-P. Dale housse, P. Gottlen, G. Guillermin, P. Morere, M. Porezard, J. Reboud,

CURB, Mª Colles - XLES SS

OPTION ECONOMIE INTERNATIONALE Gérard de Bernis

- Théorie de l'économie internationals

Problèmes monétaires et financiers intérnatio-

Relations internationales des pays socialistes Cours :

Economia

Système bancaire international et endettement

La crise des organisations internationales

L'économie agricole internationale

Equipe : W. Andreff, G. de Berols, R. Borrelly, P. Bye, J. Calvet, P. Chairman, J. Fornand, B. Gerbies, J. Mélass, A. Samuelson et des, love commisse de l'ONUCE et es la CAUCEI. dmission sur dossier et projet de recherche. Inscription à adresser avant le 25 juin 1988 à UFR Faculté des Sciences Economiques, Mªº Ragot -

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES, 47 X, 38040 Grenoble cedex

Quelque part d'Ivoire côte-d'Ivoire

A Grand-Bassam,

La stagnation menace, en Afrique, les villes moyemes. Les citoyens habitent an village ou vont chercher fortune à la capitale. Grand-Bassam, autrefois chef-lieu du pays, reste chargée d'histoire coloniale mais vit maintenant d'expédients, supporte durement les effets de la crise et doit parfois s'en remettre à la charité internationale. Et pourtant, « tous les génies de l'océan et de la terre — dit un écrivain — veillent sur Grand-Bassam ».

BERNARD GENSANE

UR le mur délabré d'un bâtiment en ruine, la municipalité a accroché une pancarte sur laquelle on peut lire: « Utiliser les poubelles est un acte civique. > Il y a belle lurette que plus personne

recommandation. A Grand-Bassam, comme dans bien d'antres endroits de Côte-d'Ivoire, il existe un certain décalage entre - disons - la société civile et les réalités : comment vivre ensemble en se conformant à des structures, à des schémas de pensée exogènes, tout en tirant perti, dans la mesure du possible, des retombées d'une économie extravertie ?

Ce jour-là, comme tous les autres jours, la lagune Ebrié, somptueuse étendue d'eau, séparait le quartier anciennement colonial des autres quartiers de Grand-Bassam. La violente réverbération du soleil accentuait l'impression d'accablement, de lenteur et de langueur. L'eau, que ne ridait pas le moindre souffle de vent, n'offrait ancune fraîcheur. Tout près, le marché, installé provisoirement, laissait s'échapper des odeurs pestilentielles.

Nous étions entrés dans Grand-Bassam par la route d'Abidian. longue de quarante kilomètres, entre plantations de cocotiers et lagune. Une route bien calme en semaine, mais très animée le dimanche au moment de l'exode vers les plages du golfe de Gui-

Devant le commissariat de police, des scènes de la vie de tous les nc Doliciel Sasii Lagoae i'ii ai dont les papiers ne devaient pas être en règle. Le vieux n'admettait pas qu'on porte la main sur lui. A quelques mètres de là, dans la cour du commissariat, d'autres policiers continuaient à deviser indifférents ou poursuivaient la lecture de leur journal sous les manguiers. Mais leur jeune collègue avant soudain menacé le vieillard d'aller chercher son arme, ils l'en avaient empêché. Et des passants attroupés avaient pris spontanément fait et cause pour le Sénégalais, car, dans l'Afrique traditionnelle, un jeune ne saurait molester un vieillard.

Ce mercredi, il y avait audience au tribunal de première instance. Près de la mairie, dans la salle de réunion où justice était rendue, une bonne centaine d'hommes et d'adolescents (originaires du Sahel pour la plupart) attendaient des jours meilleurs, allongés sur le sol sableux. En face, le « Congo », la salle de cinéma locale, appartenant à un Libanais, affichait Les Barbarians, Yeelen et un film indien de série B. Derrière ce cinéma, des prostituées (les « Ghanéennes », comme on les appelle ici un peu abusivement) offraient, derrière un simple rideau, leurs charmes pour 500 france

Une centaine de personnes se pressaient dans le mairie en attendant qu'un huissier introduisft l'inculpé. Au-dessus de le tête de madame le juge, deux ventilateurs brassaient faiblement l'air chaud et humide. Une fillette, qui ne devait guère avoir plus de onze ans, accusait un plombier de trente-cinq ans, originaire du pays gouro, dans le centre du pays, d'avoir abusé d'elle à plusieurs reprises. Le gouro avait offert à l'enfant une paire de boucles d'oreilles. Apparemment, cette liaison était commue de tous, mais la famille s'était résolue à porter plainte après que la gamine eut contracté une maladie vénérienne. La salle suivait les débats sans émotion particulière, comme s'il s'était agi d'un vol de sandales. A la fillette, qui ne semblait guère traumatisée, madame le juge fit quelques remontrances, peut-être ne pourrait-elle jamais avoir d'enfants. Au plombier, elle fit remarquer qu'il avait « la chance de résider dans une ville où il y avait des prostituées à tous les prix » et qu'il était des lors « honteux de s'en prendre à une enfant ». L'accusé niait mollement, répétant à plusieurs reprises une phrase qu'il avait sans doute apprise par cœur : « Ceci est un démenti, madame le juge, je ne l'ai pas contrue.

Le juge demanda au prévenu s'il était pratiquant. Le plombier amateur de Lolitas dit qu'il était catholique. « Cest une circonstance aggravante, vous avez des instincts démonlaques. Comment pouvez-vous être excité par une fille qui n'a pas de seins ? >

Le galant gouro fut condamné à deux ans de prison. La tête basse, il rejoignit sons bonne escorte la prison de Grand-Bassam, dans les cachots de laquelle plusieurs grands du régime avaient été emprisonnés quarante ans auparavant, lors des luttes émancipa-

Comme Saint-Louis-du-Sénégal ou Gorée, la ville de Grand-Bassam est chargée d'histoire coloniale. De ce passé, il reste au phare, étaint il y a trente ans et qu'on ne rallemera plus, et, sur-tout, d'imposantes maisons coloniales à l'architecture astucieuse-

Aniourd'hui, ces maisous sont soit en raine, soit habitées par des Bassamois aisés, car les loyers ne sont pas à portée de toutes les bourses. Elles appartienneut à des Libenais, à l'Etat ou à des familles locales prisonnières de problèmes d'héritage insolubles.

Le site de Grand-Bassam fut découvert vers 1470 par le navigateur nortugais Sociro De Costa. Des négociants hollandais, danois et anglais précédèrent les Français qui y construisirent Fort-Saint-Louis en 1701. Il fallut attendre le dix-neuvième siècle pour qu'une colonie fixe s'installât. Les colons prirent possession de l'emplacement moyennant « coutumes » : pour 36 fusils, 36 barils de poudre, 36 pièces d'étoffe, 120 jarres de 5 litres d'eau de vie, 96 acquêts de tabac, le tout livrable chaque mois par douzième. Il leur fut permis de construire des fortins.

Les populations d'origine - Abouré et N'zima - cèdent alors le site de Bassam à la France pour une redevance annuelle de 4 000 francs or. Cette somme sera versée jusqu'en 1915. Les populations s'adonnaient principalement à la pêche et au commerce, exploitant le sei marin et échangeant l'huile de palme contre des produits

Les premières factories s'installent en 1843. En 1852, 1 200 guerriers se révoltent et attaquent le fort. Un corps expéditionnaire français de 700 hommes, venus du Sénégal, maie la rébellion. La colonie de la Côte-d'Ivoire naît le 10 mars 1893 et se voit rattachée à l'AOF (Afrique occidentale française) le 16 juin 1895. En décembre de cette année, le Père Alexandre Hamard ouvre, à Grand-Bassam, la première école.

En 1900, la ville cesse d'être le chef-lieu de la colonie après une épidémie de lièvre jaune. Malgré cela, le « wharf » (débarcadère) est mis en service le 1e juillet 1901. Il mesure 175 mètres de long sur 7,50 mètres de large. L'année 1908 voit la création de la chambre de commerce. Pendant la première guerre mondiale, Bassam Verdun ou ailieurs. Après la guerre, la ville connaît une ère de prospérité sans précédent. Une première scierie, la SCAF, ouvre en 1920. L'année suivante, 100 000 tonnes d'acajou sont exportées. Bernard Dadié, le père de la littérature ivoirienne, ae souvient : « Cétait en 1928, Grand-Bassam, la cité des billes de bois. En effet, des billes, il y en avait partout. Billes venues de l'Agnéby dans le pays abbeu, billes venues de la Comot dans le pays M'Ghato (2). » C'était, ajonte Georges Courrèges, « la grans

> Pendant la fête de l'Abyssa, les N'zima doivent se purifier, se défouler, jeter les rancunes à la lagune

époque de Bassam, l'époque des flonflors, des bais et des fêtes pour les Européens. L'époque où les forestiers viennens flamber à Grand-Bassam après leur saison d'abattage (3).»

Mais, à partir de 1930, Abidjan devient le premier pôle économique de la colonie : c'est là que la métropole a choisi d'installer le terminal du chemin de fer. Les grands paquebots accestent désor-mais au wharf de Port-Bouët. Et en 1934, le chef-lieu de la colonie est transféré à Abidjan. L'embarcadère de Bassam sera déclassé en 1951, après l'inauguration du canal de Vridi par le ministre de la France d'outre-mer de l'époque, François Mitterrand.

Deux ans plus tôt, Grand-Bassam avait été le lieu d'une action quasi hérosque (et qui est restée gravée dans la conscience collective nationale) menée par des militantes anticolonialistes. Le 6 février 1949, des responsables du Rassemblement démocratique africain (RDA) - fondé en 1945 par Félix Houphouët-Boigny sont arrêtés après des incidents. Les semmes se mobilisent et une première marche sur Grand-Bassam a lieu le 4 août pour exiger la libération de Marcellin Sibo. Celle-ci obteune, les détenus entament une grève de la faim. Et le 22 décembre 1949, la marche des femmes s'organise devant le palais de justice de Bassam. Les forces de l'ordre font usage de pourpes à eau, lancent des grenades lacrymogènes et frappent les manifestantes. Une prise de conscience sur la situation coloniale se développe qu'on évoque encore avec émotion aujourd'hui.

Mises à nart les maisons coloniales et cet acte épique, que reste-

t-il du Grand-Bassam d'autrefois ?

Un momment aux morts, dédié aux victimes civiles de la fièvre jaune : une femme avec une gerbe de blé tenant sur son sein un homme mort. Un jeune garçon explique aimi la signification de

cette statue : « La femme est allée chercher des plantes magiques pour ressusciter le mort. » Pourquoi pas, on effet ?

Et pais, il y a l'Abyssa, cette fête rituelle des N'zima. Une fois par an, en octobre, cette ethnie qui ne possède pas de masque, fait stendre l'attoungblan, le grand tambour parleur des Akan. L'Abyssa tourne autour d'une légende merveilleuse : un chef eut sept garçons. Un esprit hui remit sept vases en or contenant du feu, un palmier, du riz, de l'argent, des ignames, des graines de palmistes, du mais. De là naftraient sept claus solidaires. Un jour, les hommes du clan de Mwavile se rendirent en forêt planter le mals. Ils virent des êtres mystérieux qui dansaient au son d'un tam-tam offeste et qui leur confièrent le tambour en les chargeant de planter à chaque récolte des graines de palmier. Ainsi naquit l'Abyssa, cette danse propitiatoire. Pendant la fête, les N'zima doivent se purifier, se défonier, jeter les rancunes à la lagune.

Jeanne et Bruno sont deux Français résidant en Côte-d'Ivoire depuis une quinzaine d'années. Lui enseigne les mathématiques au lycée, elle est provisoirement inactive. S'ils ne considèrent pas la Côte-d'Ivoire comme leur seconde patrie, ils sevent qu'ils quitteroot Grand-Bassam avec un fort pincement au cœur. Leur villa, une construction moderne, est située à deux pas de la mer, rue du Colonel-Montail, et jouxte une imposante maison coloniale. Il reste à Grand-Bassam une dizaine d'assistants techniques français qui, parce qu'ils sont relativement jeunes et que la coopération jette ses derniers foux, ne souhaitent et ne peuvent cultiver le moindre sentiment d'appartenance au pays. La pharmacie est tenue par un Français et la boulangerie appartient à un «vieux Blanc», installé avant l'indépendance.

Dans l'entreprise Wolf, solxante employés s'occupent du traitement de la fibre de noix de coco. Mais l'entreprise SCAF sourmeille. Cette menuiserie était autrefois la plus grosse source d'emplois. Il faut dire que le secteur secondaire attend un second souffle à Grand-Bassam : l'école de vannerie, les centres de céramique, l'usine à chaussures et les quelques fermes d'élevage de poulets n'offrent guère plus de deux cents emplois. On peut prendre un verre à «La Taverne», l'un des quelques restaurants (avec «l'Assoyam», «La Madrague», «Le Wharf», «La Paillotte») temus par des Français; ainsi qu'au « Filet Blou», propriété d'un Ivoirien administrateur financier à l'institut-de cardiologie d'Abidjan. Jeanne et Bruno fréquentent les petits commerces libenais : une quincaillerie, une librairie (la « Librairie Descartes » !) Il y a aussi un horticulteur allemand, un restaurant vietnamien et des « maquis » qui, en bord de mer, offrent une nourriture locale de qualité et bon marché.



RAND-BASSAM compte quelque 40 000 habitants. La ville coloniale c'est, comme son nom l'indique, le quartier France, et plus précisément le France résidentiel, où habitent, principalement des fonc-

tionnaires, et l'Assoyam, l'ancienne « zone indigène ». De l'autre côté de la lagune, les deux tiers de la population vivent au quartier Impérial, avec ses sous-quartiers : Congo, Phare, Bramakoté, Belleville, Oddos. Les habitants sont des N'zima, qui cohabitent avec des Dioula et des Burkinabé. A Moosson ne vivent que des Abouré. Enfin, vers Aboisso, le quartier CAFOP (4), à vocation fortement résidentielle, abrite de jeunes cadres.

Les N'zima sont avant tout des pêcheurs de mer et de lagune, des bijoutiers et des planteurs. Les Abouré, quant à oux, ne vivent que du poisson. On pêche ici à la senne et au filet. Les pêcheurs n'zima ne se plaignent pas trop, malgré la concurrence de la nêche industrielle. Les pirogues sont généralement motorisées. Il existe une séparation totale entre les activités de pêche et la distribution du poisson jusqu'à l'intérieur d'une même famille. La femme achète à son mari le poisson qu'elle va transformer par fumage, et vendre sur les marchés de la région.

Les bijoutiers sculptent, dans la tradition akan, l'or baculé. Les planteurs cultivent principalement la noix de coco, qui est d'un rapport sur, et une activité moins fatigante que la culture de riz ou

Les Dioula sont généralement de la deuxième ou troisième génération. Leurs parents s'étaient installés ici du temps du wharf, ils s'occupent traditionnellement des transports ou tiennent des petits commerces. Dans leurs boutiques, ont peut acheter tous les produits d'usage courant au micro-détail : une cuiller d'huile de table, une cigarette, un verre de pétrole, un bonbon, un morceau de glace, un cube Maggi, une dose de Nescafé...

Les Burkinabé (principalement des Mossi) effectuent les travanx les plus pénibles : manœuvres, ouvriers agricoles, boys. Quant aux Baoulé, on les trouve dans pratiquement tous les sec-

teurs de l'économie. Le monde extériour pour le pêcheur n'zima c'est « le Blanc ». Il souhaite ardemment envoyer au moins un de ses enfants en Europe. Car l'Europe, c'est le savoir, un lieu où tout est parfait. Un

« vieux », père d'un haut fonctionnaire, nous a raconté avoir fait le



DES ÉTUDES A 1300 M. LE COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL

VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) Garçons et filles de 8 à 18 ans - Programme officiel des Lycées français - Baccalauréat types, A, B, C et D Saction anglo-américaine - Cours de langues modernes et d'informatique - Saction commerciale - Budes dirigées Classes à effectif réduit - Laboratoires de langues et sciences. En été, du 1º juillet au 12 août: vacances heureuses, études sérieuses. Séjour de 4 à 6 semaines.

Nouveau bâtiment acolaire avec halle de sports. Equipements sportifs modernes privés et collectifs: tennis, piscines, tootball, fitness, patinoire, veste domaine skiable. Internet réservé aux jeunes tites à la MAISON DE LA HARPE.

Début de l'année scolaire 1988-1989; Mardi 20 septembre 1988 Pour l'envoi d'une documentation, écrire à!

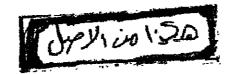
COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL - 1884 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Edité par la SARL le Monde directeur de la publica strateur général : Bornard WOUTS



Commission paritaire des journaux et publications ; nº 57 438 ISSN : 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de résssort ou outre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.



proprie est allée chercher des plantes en estet ? TAbpus, cette sete rituelle des None le ethnie qui ne possède pas de le TAbyssa, cette sete rituene des Nobel le cette ethnie qui ne possède Par de le cette ethnie qui ne possède Par de le cette ethnie qui ne possède Par de le cette ethnie qui ne légende metveilleux le le cette et asperis lus remit sept vases en or totales in de l'argent, des ignames, des billes De la maitraient sept clans solida e de Mwavile se rendirent en foré plans as mystérieux qui danssient au son d'ule confièrent le tambour en les charges to des graines de paimier. Aissi 120m () Aplitatoire. Pendant la fête, les Name la jeter les rancunes à la lagune Amo sont deux Français résidant en Charles d'années. Lus enseigne les mathématiques de la consideration de me lear seconde patrie, ils saven pri as seed up fort pincement au cour la moderne, est située à deux pas de la maison autorité et jouxte une imposente maison colonie la de dizzine d'assistants techniques into restrivement jeunes et que la coopéraine in ambaisent et ne peuvent cultiver le mont ance au pays. La pharmacie est tenne proserie appartien: 3 un vieux Bluc,

wise Wolf, soixante employés s'occupents ses de noix de coco. Mais l'entrepris Suiaconserse était autrefois la plus pour sire que le secreur secondaire attend ne man : l'école de vannerie, les centre les supperes et les que ques fermes d'élengé at place de deux cente emplois. On peupe Tamerac ., l'us des quelques restaure ; Le Madrague . . Le Wharf . . Li hie nogais ; airsi cu'au - Filet Bleu - propé hour femancier : " maittut de cardiologià Bomo frequentent les petris commerce le and libratric : Libratric Descares !!! ner allemant, in the urant victoring bord de mer, effrent une noumunte



R AND-BASE compre ag 45 000 hahitura la coloniale c'est e son nom l'inde gearder France précisément left principalement of

Parties Lancische - zone indigens . Bil he does tiers de la population vivel appearant les Congo, Phare, Brandre Substants son: dr. Suma, qui conses Berkmabe. A Massau se vivent que inte dies, in quartier CAFOP (4), à vocable les des present cudres.

And des planteurs. Les Vocuré, quait à est so On piche set à la come et au filet Lage phognet per trop, magic is concurrent the phognet sont generalement motorist is some mare les activités de pêche et la let Fascerieur dans mene famille let marchés de la région

tes scalptent, dans la trudition alan l'e les Confident principalement .4 note de con par The same wearante mount pariente que la comment

and photostement de la deutième ou most temps of the sent des transports on items of Their four boundary out peut acher les And the state of the court as a second an maro-detair une contra mare Megri sur duse de Novalé...

Magni, and dose de Novalé...

Magni, and palement des Mossi effectation palement des Mossi effects des Mossi effets des Mossi effects des Mossi effets des Mossi effet des Mossi effets des M Bacoli, on les trouve dans pratiquemen mais

estitione pour le pécheur n'zima c'est ek le Mantel envoier an moins un de so Thereps, c'est le suver, un leu ou mui de the best forctwenters, nous a racont me

> Edit per la SARL le Mar Gerani André FORTON TELET TELE BETTER BETTE

1-Bassan l'an 2000 n'est pas pour demain



Les urgences du présent sent légion

grand voyage en 1982 et avoir été supéfait par l'existence de clochards blancs à Paris. Il nous a avoué avoir refoulé depuis cette vision d'horreur. Le monde extérieur parvient principalement par la télévision qui se répand de manière foudroyante jusque dans les

Si Grand-Bassam connaît quelque animation, c'est surtout grâce à son lycée, aux 3 500 jeunes venus de toute la Côte-d'Ivoire tenter de décrocher le baccalauréat. Apparemment, le lycée offre un cadre enchanteur avec ses bâtiments espacés, ses cocotiers qui rappellent la plage toute proche. Mais être élève de l'enseignement public n'a rien d'une sinécure. Comme le dit Fraternité Matin. le stème éducatif ivoirien est « hypersélectif » (5). C'est pourquoi il fant d'abord être recruté et les places sont rares. Et ce qui est rare finit par être cher. Si bien qu'un grand nombre d'élèves doivent passer par ce qu'on appelle pudiquement les « recrutements parallèles » et débourser jusqu'à 150 000 F CFA (quand un ouvrier agricole gagne 20 000 F par mois) pour pouvois fréquenter des établissements à l'accès théoriquement gratuit.

Les effectifs par classe peuvent aller jusqu'à quatre-vingts élèves. Pour caser tout ce monde, l'administration a transformé des toilettes en salles de classe (on va se soulager « en bronsse »), elle a installé trois élèves par table et le corps enseignant a dû faire une croix sur les travaux pratiques. Les élèves adoptent un comportement « responsable ». Il y a dans ce lycée 250 internes.

Les 2500 autres élèves non originaires de Grand-Bassam se débrouillent », c'est-à-dire qu'ils doivent se trouver un tuteur qui les hébergera contre de menus services (sept élèves vivent chez le censeur du lycée). En terminale, cette année, Kouamé Kouassi réside chez un employé municipal. Il travaille comme répétiteur dans une autre famille où il s'occupe des devoirs de quatre enfants. Il gagne 9 000 F par mois dont il soustrait 5 000 pour sa famille population est de 40 000 habitants, si bien que plusieurs dizaines de jeunes vivent dans des conditions d'extrême précarité. Dans ce contexte, il est remarquable que 82 % des élèves de terminale aient été reçus au baccalanréat en 1987, et que la drogne (il y a un important trafic de chanvre en provenance du Ghana tout proche) n'ait pas fait de ravages parmi eux. Quant aux quelques « brebis égarées » (comme les élèves eux-mêmes les appellent) qui s'adonnent au koutoukou, l'alcool de palme (6), on n'en fait pas une

Le lycéen bassamois travaille dur. Ses loisirs sont rares. Il n'a vraiment pas le temps de s'intéresser à la vie politique et la section du MEECI (Mouvement des élèves et étudiants de Côte-d'Ivoire), son syndicat unique, s'occupe surtout de la buvette.

Parfois, une affaire vient cependant mettre un pen de piment dans son existence. Il y a trois ans, les génies de la lagune n'avaient pas été convenablement honorés sans doute. Pour se venger, ils s'en prirent à une vingtaine de lycéennes qui, en classe et à intervalles réguliers, furent sujettes à des transes. Après avoir fermement éconduit les enquêteurs de Fraternité Matin, on sit venir des féticheurs et des prêtres. Ils firent procéder à des sacrifices. Tout le monde se badigeonna de kaolin, on égorgea trois moutons et quarante poulets. Les transes cessèrent aussitôt.



N Côte-d'Ivoire comme dans tout le tiers-monde, les capitales attirent les populations à un rythme incontrôlable. Bien qu'elle compte cinq fois plus d'habitants qu'en 1950, Grand-Bassam sonffre de cet exode

rural : l'Ivoirien habite au village, ou bien il va chercher fortune à Abidjan. Les villes moyennes stagnent et ne peuvent prétendre au rang de capitales régionales. Les productions agricoles ne transitent même pas par elles et sont acheminées directement de la bronsse à Abidian.

La population bassamoise tend à être de moins en moins autochtone. M. Kouakou Alagbé, par exemple, est un Baoulé de la région de Yamoussoukro qui a quitté son village il y a une dizaine d'années et à su se faire accepter comme manœuvre sur la plantation d'un chef de clan n'zima. Les premiers temps, il résida - en célibataire - dans la famille de son employeur. Après cinq ans de bons services, quand des rapports de confiance se furent établis avec son patron, il obtint de celui-ci un lopin à défricher qu'il cultiva à son propre compte. Il fit alors venir sa femme et ses enfants et encouragea plusieurs de ses frères à suivre son exemple. Ils sont aujourd'hui une cinquantaine, économiquement indépendants, pratiquant des cultures pérennes qui leur rapportent gros. Et, fait significatif, ils n'ont pas appris les langues locales. Lorsqu'un N'zima ou un Abouré leur parlent, c'est en français ou en baoulé. Qua Kouakou mourra, il aura, il en est sûr, suffisamment économisé d'argent pour faire ramener sa dépouille dans son village natal,

Installé depuis 1973 à Grand-Bassam, M. Yoboué Koffi est un artisan baoulé originaire de Dimbokro. Il vit en alternance sur la côte et dans son village où il est planteur. Aidé de son jeune frère et de son neveu, il sculpte des statues baoulé, sénoufo et gouro. Quatre clients sur cinq sont Européens. En semaine, il en voit un on deux par jour. Le dimanche, c'est le défilé, mais il ne vend guère plus de quatre ou cinq objets. Une fois payée la taxe municipale, il évalue son revenu mensuel à environ 50 000 francs. Avec cette somme, il lui faut faire vivre sa femme, ses trois enfants, deux neveux et son père. Sous l'appatam (7) où il travaille, il y a deux postes de radio, l'un branché sur Radio France internationale, pour les nouvelles, l'autre sur la station gabonaise

Africa Nº 1, pour la musique. Je le laisse parter de la France : « La France c'est bien. On veut aller connaître là-bas. Les Français d'ici sont gentils parce que la France aide la Côte-d'Ivoire. La colonisation c'était bien nécessaire pour nous éduquer. Mais les colons ant fait souffrir nos parents. Toujours nous bénirons Houphouët qui nous a libérés du travail forcé. On ne se comprenait pas avec les colons. Quand on voit des Africains en Mercedes, on essale de se forcer pour en avoir aussi. » A-t-il une idée du prix d'une telle voiture en Côte-d'Ivoire? Non (8). Il nous emmène chez Yao, son « vieux ». Sur son poste de télévision, en noir et blanc, celui-ci regarde « Télé pour tous », l'émission préférée des Ivoiriens (avec « La coupe nationale du progrès », consacrée aux

> La banque locale est entièrement informatisée, dotée d'un système d'alarme ultra-moderne : mais l'activité économique est désespérément faible

paysans, à la radio). Agé d'environ quatre-vingts ans, Yao a bien connu le temps de la colonisation. Il l'évoque sans nostalgie (sauf que, dit-il, « du temps des Blancs, les soins médicaux étalent gratuits. ») Il se sonvient parfaitement des longs mois passés sur les piantations des colons à sarcier le sol. Au mur de sa chambre, il y a deux photos, celle d'un père dominicain qui lui a appris à lire et celle d'Houphouët-Boigny qui, lorsqu'il était député français, fit abolir le travail force. Yao me montre, en opinant gravement, un article du Fraternité Matin du jour (9) : « On ne peut lire l'essai Houphouët ou la philosophie du comportement sans éprouver une sensation de rapetissement, une sorte d'éblouissement qui force la tête à incliner vers le bas, dans un mouvement de profonde révérence, devant la stature de grand homme d'Etat, du « sage de

Cela peut paraître miraculeux, mais Yao et les siens parviennent à épargner. Comme 4000 autres habitants de Bassam et de ses environs, ils possèdent un compte à la succursale locale de la SGBCI (Société générale des banques en Côte d'Ivoire). Sur ce compte, il y a environ 100 000 francs que la famille a économisés pour la « soudure », cette période difficile de juin à octobre, avec le rentrée des classes qui grève tant le budget. Il faut attendre novembre, au moment des récoltes, pour que les comptes se renflouent. Comme le déplore Ouattara Lamissa, le directeur de la succursale bancaire, l'activité économique locale est désespérément faible. Beaucoup de chèques restent impayés. L'«ardoise» est devenue une pratique commerciale normale. Alors, les banques doivent consentir des provisions énormes. Elles les font bien sur payer aux usagers qui doivent, par exemple, débourser 6 250 francs - somme plus que coquette - chaque trimestre pour tenue de compte. La banque est entièrement informatisée, elle dispose d'un système d'alarme ultra-moderne (qui contraste singulièrement avec la statue de bronze représentant un vieux Baoulé pesant de l'or et qui trône dans le bail), mais elle n'a pas encore trouvé le moyen d'aller vers les consommateurs potentiels pour leur offrir un service à leur portée. Mais il faut dire que la population est en grande partie analphabète.

Il y a bien moins heureux que Yao et sa famille. M. Mamadou Boukari, un Mossi du Burkina, est domestique à mi-temps chez un couple de jeunes coopérants français sans enfant. Rétribué au tarif officiel, il touche, avec les heures supplémentaires, 22 500 francs, par mois, c'est-à-dire 750 francs par jour. Pour nourrir sa famille de cinq enfants (du riz et de la semoule de manioc à chaque repas, avec de temps en temps une sauce grasse), il dépense 700 francs par jour. Quand il est malade - il a fréquemment des crises de paludisme, - ses employeurs lui payent les médicaments qui ne sont pas remboursés par le système de protection sociale. M. Boukari a été frappé par la crise économique. Il y a cinq ans, il conduisait des engins sur un chantier de travaux publics pour un salaire de 80 000 francs par mois. Comme des milliers d'autres, il a été «compressé» (licencié) en 1984, l'année terrible de la grande sécheresse. Depuis 1985, il n'a jamais eu plus de 1000 francs

En 1979-1980, les instances dirigeantes de Côte-d'Ivoire ont décidé de démocratiser les élections législatives et municipales. Tout le monde avait désormais la faculté de se présenter aux suffrages des électeurs, alors qu'auparavant il fallait l'aval du parti unique, le PDCI-RDA (10). Une nouvelle génération d'hommes politiques s'engouffra dans la brèche, les campagnes électorales s'animèrent singulièrement, mais, en contrepartie, le tribalisme refleurit, car nombreuses étaient les listes constituées exclusivement sur des bases ethniques. La vie politique municipale à Grand-Bassam est ainsi viciée depuis huit ans par la sourde rivalité qui oppose N'Zima et Abouré, pourtant ethnies on ne peut plus sœurs.

Le maire actuel, Mª Achi Brou Marthe, est parsaitement représentative de cette nouvelle race d'édiles compétents et entreprenants. Ingénieur en électronique, elle est la belle-sœur d'un proche du président de la République et la nièce du PDG de la Société des transports abidjanais. Son époux est le directeur de Filtisac, une grosse entreprise de textile, et lui-même maire d'un village voisin. Le premier adjoint est M. Aloulou Serge Pacôme, directeur du Centre de formation des journalistes. Comme M= Achi Brou, il agit par lui-même, sans pour autant remettre en cause le bienfondé des décisions du parti et du gouvernement. Les élections de 1985 furent «chaudes», les CRS devant parfois séparer des militants un peu emportés. Des deux côtés, on s'accusa d'avoir acheté des électeurs, d'avoir fait voter des étrangers qui n'y avaient pas vraiment droit, d'avoir donné de l'argent aux divers groupes ethniques. Rien de bien méchant. Mais s'ils ont reconnu sportivement leur défaite, les supporters de l'ancien maire, M. Anzouan, ne s'en tiennent pas moins à l'écart et préparent la revanche. En Côted'Ivoire, comme ailleurs, la démocratie est un long apprentissage.



AIS en cette période de conjoncture > (11), l'argent est plus que jamais le nerf de la guerre. Que peut bien entreprendre une ville de quarante mille habitants qui dispose d'un budget théorique de 271 millions

de francs et d'un chapitre de recettes de 160 millions de francs? A vrai dire pas grand-chose. Un kilomètre de bitumage de route coûte 1 500 000 francs sans l'assainissement. Et ce sont 20 kilomètres qui, de toute urgence, devraient être bitumés. Les urgences sont légion. Grand-Bassam étant au niveau de la mer et uniformément plate, il faudrait immédiatement consacrer 600 millions au drainage du quartier impérial, qui a les pieds dans l'eau deux mois par an. Il faudrait également équiper d'un vestiaire et de douches le stade de football (l'équipe de la ville évolue en première division). La gare routière est beaucoup trop petite. A l'abattoir, on ne peut sacrifier que cinq bêtes par jour. Il n'y a pas de bibliothèque municipale. L'hôpital ne s'en sort que grâce à l'institution Marthe-Mercadior, qui a offert récemment deux conteneurs de 4 tonnes de matériel et à la société suisse Piaget, qui a fait parvenir 16 tonnes de matériel. Il faudrait redynamiser la pêche, implanter une usine agro-alimentaire, relancer le tourisme, construire à très court terme six classes d'enseignement primaire, agrandir le lycée et le collège, construire un palais de justice (celui des colons, spiendeur architecturale, est une ruine sur le point de s'écrouler).

En attendant, la ville vit d'expédients, s'en remettant parfois à la charité internationale. La contribution de l'Etat a baissé d'un tiers en 1987. Une solution « moderne », mais elle concerne le pays tout entier, serait d'instaurer un système d'impôts locaux. On nous dit ici qu'on a gardé un souvenir tellement cuisant de ces impôts que même pour recouvrer des taxes municipales comme la patente, il faut, en permanence, faire face à des « lobbies » fort bien orga-

Heureusement, Grand-Bassam dispose d'infrastructures non négligeables. Toutes les rues sont éclairées et les maisons ont l'eau courante. Les trois cents abonnés du téléphone ont accès à l'automatique et à l'international quand bien des villes de l'intérieur doi-

> A l'orée du troisième millénaire. peut-on seulement vivre de voissons et de souvenirs?

vent se contenter d'un opérateur six heures par jour. Et puis il y a co nouveau marché, la grande - et forcément unique - œuvre de quinquennat de Mm le maire ; il a coûté 45 millions, payés entièrement sur le budget de la ville. Il faut dire que l'ancien marché prenaît l'ean et que les ménugères y faissient leurs courses en piétinant des asticots.

- Tous les génies veillent sur Bassam, disait Bernard Dadié, génies de la Comoé, génies de la lagune Ebrié, génies de l'océan, génies de la terre. » Certes. Mais pour que Grand-Bassam tienne, il lui faut aussi de grands projets qui sonderaient les hommes et les ethnies et empêcheraient le tissu social de se désagréger. Assurément, la crise a frappé moins fort à Grand-Bassam qu'à Abidjan. On peut, le soir, aller pêcher avec la certitude que demain il y aura encore des carpes et des machoirons dans la lagune. Mais à l'orée du troisième millénaire, peut-on seulement vivre de poissons et de

BERNARD GENSANE.

(Lettrines de Jean Mineraud.)

(1) 1 franc français = 50 francs CFA. (2) Les Jambes du fils de Dieu, CEDA Hatier, Abidjan, 1981.

(3) Georges Courrèges, Grand-Bassam et les comptoirs de la côte, L'Instant Durable, Clermont-Ferrand, 1987.

(4) Les CAPOP sont les équivalents de nos écoles normales. (5) 19 janvier 1988.

(6) 100 litres d'alcool de palme on Bangui donnent 15 litres de koutoukou très alcodisé. A ces 15 litres, on ajoute 100 nouveaux litres de *hangul*. Une seconde distillation doune une quinzaine de litres à 43° d'alcod éthylique. Le principal rival du *koutoukou* est le gin, que les Bassamois pronoucent « guin ». (7) Abri sommaire constitué d'une toiture de tôle ou de branches de palmiers posés sur quatre piquets.

(8) Les voitures sont taxées à 110 %. (9) 2 janvier 1988.

(10) Parti démocratique de Côte-d'Ivoire. Le PDCI est de facto et non de

(11) C'est ainsi qu'on appelle ici la crise économique. « Etre conjoncturé », c'est être viction de cutte crise.

LES ÉQUIPEMENTS INUTILISÉS, « MINES D'OR » DU TIERS-MONDE

Relancer le développement par la maintenance industrielle

ANS le tiers-monde, les ressources humaines ne sont pas les seules à être insuffisamment exploitées. C'est aussi le cas de beaucoup d'équipements industriels. L'implantation d'usines « clé en main » - pour le plus grand bénéfice des exportateurs occidentaux, et la plus grande gloire des bureaucraties locales - s'est en général soldée par un fiasco. En l'absence d'une véritable « culture » industrielle et d'une formation rigoureuse des travailleurs et des techniciens, les installations se sont délabrées, certaines ayant même complètement cessé de fonctionner. Le redressement de la production manufacturière et agro-alimentaire de beaucoup de pays en voie de développement passe donc, en partie, par la réhabilitation des usines existantes. Un domaine de coopération original - et mutuellement bénéfique - pour les entreprises du Nord et celles du Sud.

Per BERTRAND GIRARD •

« Il est temps que cesse le gaspil-lage », proclame l'Organisation internationale du travail (OIT) dans un éditorial à la « une » de son builetin (1), dans lequel les pays du tiers-monde sont conviés à « mettre sin à l'incurie qui préside à la maintenance de leurs parcs industriels ». Et le document de citer les méfaits de cette négligence généralisée : « Machines tombées en panne saute d'un graissage approprié, tracteurs et matériels agricoles qui rouillent dans les champs, véhicules de transport mis au rebut à la moitié, à peine, de leur vie normale, routes défoncées quelques années seulement après leur mise en service, hôtels dont la plomberie détériorée décourage les touristes, systèmes d'irrigation

Dans les pays en voie de développement, les équipements industriels sont récents. Et, pourtant, la production effective n'y dépasse guère, en moyenne, 40 % de la capacité installée. A l'intérieur des usines, les signes de la

Secrétaire général du Comité national de maintenance (CNM), Paris.

désorganisation sautent aux yeux : ateliers encombrés, machines cannibalisées, à l'abandon ou précocement vieillies... La capacité de distribution est également affaiblie par la déficience des moyens et des infrastructures de transport dont l'état de délabrement n'a rien à envier à celui de l'appareil de

Dans telle conserverie d'Afrique, faute d'entretien des stérilisateurs, la production de sardines en boîtes devient impropre à la consommation et il faut recourir à l'importation pour satisfaire la demande. Maigré une capacité cimentière correspondant théoriquement à la totalité des besoins nationaux, certains pays sont confrontés à une constante pénurie de ciment. Ainsi une étude récente, effectuée dans onze pays d'Afrique (2), montre que sur soixante et une cimenteries recensées vingt-sept fonctionnent en deçà de leur capacité de production et dix ne fonctionnent pas du tout.

L'OIT estime que les carences de la maintenance coûtent chaque année aux pays en voie de développement au moins 100 milliards de dollars. Faute

d'une bonne maintenance, la compétiti-vité d'une entreprise diminue; ce sont entre 40 % et 60 % du chiffre d'affaires que les pannes font perdre aux entreprises. Toute l'économie s'en ressent; les importations ne diminuent pes; la dette s'alourdit; l'autosuffisance est renoussée à plus tard pour des secteurs entiers de la production; la pénurie s'installe; la population manque d'eau,

La fatalité de la panne envahit les esprits : « Quelle motivation pour aller à l'usine, si ma machine est toujours en panne? Elle fabrique des câbles défectueux parce qu'elle est mal entre-tenue; c'est désespérant, mais je n'y peux rien! Quand ces cables défectueux sont en vente chez les électri-ciens, j'ai honte de mon travail. C'est peut-être moi qui les al fabriqués... », tels sont les propos que nous tenait récemment l'ouvrier d'une câblerie algérienne. Une meilleure gestion de la maintenance permet, au contraire, d'avancer dans la connaissance des procédés et des équipements et de créer de nouvelles againsdes au traveil.

Ainsi, en Algérie encore, et à la suite d'un sévère réquisitoire du président Chadli, qui ne trouvait pas assez rapide la production d'un nouveau type de tracteur agricole, l'entreprise PMA demande à l'Institut national de maintenance algérien (INMA) de procéder à un « audit maintenance ». Entre 1985 et 1986, les résultats augmentent de 12 % : les opérateurs de production effectuent eux-mêmes certaines tâches de maintenance et les schémas d'organisation préconisés par l'INMA sont appliqués. Le nombre de tracteurs produits passe de 7 000 à 7 800 par an : 800 de moins à importer. Forte de ce premier succès, PMA va plus loin et met en place une structure après-vente, plus décentralisée, qui rend disponibles 780 véhicules jusque-là immobilisés. L'Algérie vient de retrouver, d'un seul coup, près de 1 600 tracteurs, le quart de sa production annuelle.

Il existe un rapport direct entre les tâches d'entretien et la qualité de la vie professionnelle. Les statistiques du Bureau international du travail (BIT) montrent à quel point les accidents du travail résultant d'un entretien défectueux restent élevés. Tout comme les

accidents de la circulation. Un exemple récent, que rapporte un homme d'affaires français circulant au Caire, au volant de sa voiture de location : devant lni, un autobus bondé; la sussion cède au moment où il double. Surcharge mais aussi défaut d'entretien, un moyeu vient de céder, entraînant dans son sort les lames de suspension. Habitues, les passagers. descendent du bus et vont surcharger les autobus suivants... Ce bus ira sans doute en rejoindre d'autres dans un « cimetière » identique à celui que l'on voit aux abords immédiats de Dakar où s'entassent véhicules de transport en commun, ambulances, camions de ramassage des ordures ménagères, etc.

Dans beaucoup de pays du tiersmonde, la première des priorités est de maîtriser les problèmes industriels constituent des goulets d'étranglement pour la majorité des usines : coupures fréquentes d'électricité ou d'eau, défaillance des moyens de transport ou de manutention, manque brutal de matière première. Ainsi, dans telle tréfilerie de cuivre, il est quasiment impossible de régler correctement les mélileuses : tous les jours, le réseau électrique disjoncte, d'où les ruptures de fil, les casses de filières, les pertes

L'alimentation en eau est tout aussi cruciale pour certains procédés. C'est le cas des complexes sidérargiques qui doivent parfois fonctionner su ralenti Faute d'une fiabilité suffisante du réseau d'eau, le refroidissement des ins-tallations ne peut, en effet, être correctement assuré.

L'existence d'un parc d'engins de manutention et de transport en état de marche est également une nécessité vitale pour l'industrie ou l'agriculture On ne compte plus les tonnes d'oranges gâtées dans les caisses et perdues pour la vente, faute d'avoir été transportées à temps vers les lieux de distribution Ni les kilomètres de tubes qui s'entas-sent dans certaines tuberies par indisponibilité du réseau ferré. Sans oublier les caisses de produits importés (ou donnés au titre de l'aide alimentaire), amoncelées sur les quais, faute de moyens de manutention ou de distribution en état de fonctionnement.

Il faudrait aussi évaluer les coûts, en temps et en fatigne, de l'indisposibilité chronique des cars et des autobus qui transportent ceux qui travaillent vers les lieux de production... où les machines sont trop souvent défaillantes. Cette situation est particulière. ment pénalisante dans le secteur agroalimentaire, les centaines de tonnes de tomates ou d'ananas n'attendant pas forcement sans dégâts que s'écoule la semaine nécessaire à la remise en route d'une ligne de conserverie.

L'usine « bien en main »

N recours à des partenaires étran-O gers est fréquemment envisagé pour traiter des problèmes ponctuels de remise en état d'équipements. Mais une fois le service rendu - et facturé et les assistants techniques repartis, les exploitants locaux doivent se débrouil-ler avec les moyens du bord... L'amélioration est éphémère et les difficultés de fond demeurent. Pour les pallier il faudrait passer de l'usine « clé en main » à l'usine « bien en main » : l'usine « clé en main » se contente de produire. L'usine « bien en main » produit des tonnes vendues, des clients satisfaits et... des bénéfices.

Privilégier la seule maintenance serait en partie inefficace. Améliorer le fonctionnement d'une entreprise nécessite en effet d'agir sur toutes ses fonctions : commerciale, administrative, productive. D'où la nécessité de ne pas limiter le transfert de technologie à la comaissance du comportement du matériel, mais de l'étendre à l'ensemble des facteurs techniques, de gestion. de formation, d'organisation et de management (3). Dès lors, les acteurs réellement efficaces d'une coopération sont les opérateurs industriels du même métier. Ils peuvent, à cette occasion, faire connaître leurs partenaires : entreprises de services et de conseil spécialisé en organisation, en formation, en documentation technique, en informatique industrielle, etc.

Ainsi, dans le domaine de l'eau ou de l'électricité, par exemple, accroître la production ne suffit pas. Il faut aussi la distribuer. Mais également raccorder les abonnés, les faire payer, le réseau et le service aux utilisateurs étant anssi importants que la production ellemême. Ce sont des solutions d'ensemble dont le tiers-monde a aujourd'hui un argent besoin (4) pour valoriser ce que l'OIT appelle + de véritables mines d'or » : ses ressources productives inutilisées ou sous-utilisée

Dans l'immédiat, on pourrait, en partie, remédier à l'énorme gâchis que représentent - tout particulièrement en Afrique - tant d'usines fonctionnant au ralenti on totalement arrêtées en procédant à la réhabilitation de certaines d'entre elles. De certaines seulement, car un bon nombre sont déjà condamnées d'avance par une localisation aberrante ou par absence de marché, tel le tunnel de congélation des abattoirs de Foucha au Tchad, jamais utilisé faute de demande locale de viande congelée, ou encore l'unité textile de Sanoyah en Guinée, construite (et même réhabilitée!), alors qu'il n'existe pas de coton sur place (5).

Le marché de la réhabilitation, à condition qu'en soient définis les moyens de financement, devrait constitner un secteur exemplaire de la coopération entre le Nord et le Sud : la rénovation des équipements, l'assistance technique on la formation de personnels permettraient de susciter des emplois chez les premiers tout en créant chez les seconds les conditions minimales de la réussite indus-

(1) Informations OIT, volume 24, ≠ 1, février 1988, Gunève.

(2) Cantre Nord-Sud de l'Institut de l'entreprise. Pour un vrai partenariat indus-triel avec l'Afrique, rapport du groupe de tra-vail présidé par Gérard Egnell, mai 1985,

(3) Voir Mario-Angèle Hermitia, «Des formes nouvelles de transfert de technole le Monde diplomatique, avril 1988.

(4) Voir Claude Pichot. « Investir dans la maintenance pour agir sur le sousdéveloppement », Gérer et comprendre (série trimestrielle de la revue Annales des mines), décembre 1987. Cet article a été repris dans Problèmes économiques, nº 2062, 17 février 1988, La Documentation française, Paris.

(5) On trouvers de nombreux autres exemples, ainsi que des bilans du fonctionnement des unités industrielles africaines, secteur par cur, dans Pour un wei parte triel avec l'Afrique, op. cit. (6) Voir deux ouvrages réces

en coédition par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et Econo-mica dans sa collection « Coopération et dévehoppement »: Philippe Delalande, Gestion de l'entreprise industrielle en Afrique, Paris, 1987, 190 pages, 98 F. et Entreprise et tramfert de technologie, sous la direction de Philippe Delalande, Paris, 1987, 206 pages, 125 F.

Sauf à l'occasion des a

Ce pays latino-america économique dens que l'inflation galoga Rrélection présidential teux grands partis - Ac

his la chape du bipartis m et informée qui stin alimenté per le si l'amélioration d

Une diplo

a stars and from the fig. to the griest in Cetteduith ... A sesse is estre ume watered. sa sa elemina pour antes spinded doug in righte interfer pte Australiana i depleta di 🗎 🍇 principal control social con **partiri** the talk comme in bour ES pert for more investor familiare. to the design Parasica colors alte MAN Ples to centers in constant and Procedence i de colte mandia

libilité et perm**aneuce** do système

SERVICES OF REDROMAN) a for our nous conduct & in teacher so the distances poli-He as ever a parter factours. Historica a development non-The one mousem such sections Partitions to rear pearcons A STR CLE CE LE CE LE MANGE see lorsie der 2-se trame. S ans Que Teputs 1958, to Albe erancere du Venezuelle de de deur grands empéra-

A Dementer terrible outs with Matte de ocustane bres y course butters ser. Barring Se Erroping stabulte et al Servener in A serve fin, # tice necousaire de faire es comportements de la the et as crat cues et habecercording on onireprese de dens un pays de tradicion Mare Le second se fonde sur conte comordiale de défenthe proposal product d angent le sours du petrole sur les Star Sers se magnatal Chiemen d un niveau aris and design rapport avec son Serie Cario l'economie anterou con role à des Tis cec.sis de l'hatoke. Tars que pendant la seconde nondiale, le pérrole vint states 50 de de la conscentide la machine de guerre

Covernore sur l'expérieur en outre d'une donnée fondamentale : is. est on pays doté d'une parede maritime sur le bas-

Une Cértocratie bien enter Francisco de Marande Per Marc Aga ;

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse.

Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les ro étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES magasin d'exposition PEUGEOT Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Elysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42252098

Siègé social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél : (1) 47 88 50 83 - Télex 615 072 F

SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

DEA ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT TIERS-MONDE ET ANALYSE RÉGIONALE

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX-I FACULTÉ DE SCIENCES ÉCONOMIQUES

Conditions d'accès : DEA ouvert aux titulaires d'une maîtrise, après examen des dossiers et éventuellement audition des candidats.

Finalités : il s'adresse à tous ceux qui désirent perfectionner leurs connaissances sur les problèmes du tiers-monde, de l'aménagement de l'espace, de l'urbanisation.

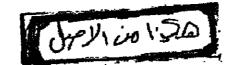
Débouchés : carrières liées à la décentralisation, aux pays en développement, instances internationales, enseignement et recherche.

1. Théorie économique générale ;

2. Théorie du développement et théorie spatiale ;

3. Cours et séminaires spécialisés avec la collaboration de chercheurs de l'ORSTOM, d'experts du BIT, des administrations régionales, du Plan... Préparation à la recherche : elle est organisée par les équipes de recherche qui animent ce DEA:

pour l'option tiers-monde, le Centre d'économie du développement (M. Penouil); pour l'option analyse régionale, l'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, UA CNRS (C. Lacour). Des séminaires préparant aux thèses sont organisés par ces deux centres.



ace industrie

le cas des complexes side doivent parfois fonctiones.

Faute d'une fiabilité se réseau d'eau, le refroidisseme tallations ne peut, en effe, bit tement assuré.

L'existence d'un pare l'action de l'existence d'un pare l'action et de transporter de l'action de l'ac Sent dans certaines tibele le ponibilité du réseau lent s les caisses de produits i donnés au titre de l'aide dir amonecies sur les qui la moyens de manutention on été tion en état de fonctionne

Il faudran aussi évaluer le que temps et en fatigue, de l'index chronique des cars et de aud transportent ceux qui transportent de production les lieux de production machines sont trop some lantes. Cette situation es par thent penalisante dans le son alimentaire, les centaines de la tomates ou d'ananas n'aban forcement sans dégats que sign semaine nécessaire à la reme d'une ligne de conservere

a men en main »

en procedant à la réhabilitain taines d'entre elles. De cemies ment, car un bon nombre m condamnées d'avance per une tion aperrante ou par absente che, lei le tunnel de consine abattoire de Foucha an Tobal, utilice faute de demande in viande congelée, ou encore les tile de Sandyah en Guine, a (et même rehabilitée!), &: n'existe pas de coton sur phon

Le marché de la rélable Condition qu'en soient de man and de financement, demetuer un secteur exemplaine de Falken entre le Nord et le Sot : valuer des équipement, la technique ou la formation de nella permettraient de suci emple... thez les premiers : effectati chez les seconds les en minimale, de la réussite

(1) Informations OIT, volume): fermer 1934, General

. 2. Centre Nord-Sad de fist Centrageus. Pour un veu parame-Brush arrest a 4 frague rapport in prairi

(3) Vizz Marte-Angèle Home-Forttes nouvelles de transfer de teat Le Marine L. Homeliger, and 198 14 Note Claude Pichet, slines

gra nichanic par agr ur be Greekensteile Gerer de commit Krameninelle de la revue Amili de descentore 1987. Cet article siden Production of incompany of the fi 1958, La Documentation fraguet in

(C) On trouvers de nombres est ples, a.m. que des bias és les es del union industriales afrome es Marie Care Pour un ven person street area ! .4/maple, op dit

181 Vous deus ouvrages nicesses suitarnie et rechnique (ACC) et Man dani sa mireturi e Comme Philippe Deblack is l'entre de l'entre le maisse fort as inchologe, son la force la pose Delalande, Para, 1947, \$1 125 F

HE DU DÉVELOPPEM ERT ANALYSE RÉGIONAL

SCHENCES ÉCONOMIQUES

thuisines d'une malrise, spiè se la candidais. seux qui des rent perectionner leus de la des monde, de l'amenagement de la la des la

dicentralisation, and pays en dérelogie essetymenterit et recharche.

estate estate spatiale; succession de checies avec la collaboration de checies du Plate dec la collaboration de cierra. de administrations regionales de les le Centre d'économie du détemps

rate, l'institut d'économie régional de ME HOLE OFFEIRES DAT CES GENT COM

≡ Supplément ≡

VENEZUELA l'ambition démocratique

Sauf à l'occasion des conférences de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Venezuela retient peu l'attention de la presse internationale.

Ce pays latino-américain constitue en effet un hâvre de stabilité démocratique et de croissance économique dans un sous-continent où, d'un État à l'autre, les guérillas, les militaires, l'inflation galopante ou le poids de la dette déstabilisent les gouvernements en place. Et l'élection présidentielle de décembre 1988 verra sans surprise triompher le candidat de l'un des deux grands partis - Action démocratique et COPEI - qui, depuis la chute de la dictature en 1958, encadrent l'expression politique de la société civile.

Mais la chape du bipartisme ne saurait indéfiniment faire écran aux aspirations d'une population lucide et informée qui attend de ses dirigeants une gestion plus rigoureuse d'un budget de l'Etat alimenté par la manne pétrolière, une réduction des fantastiques inégalités sociales, l'amélioration des services publics et la mise en place de structures permettant une participation moins formelle des citoyens à la gestion de leurs affaires.



Une diplomatie au service de la paix et du pluralisme

Li cours des trente demières annéss, le Venezuela e cessé d'être une société de plain-pied dans l'arène internationale. Auparavant, depuis 1914, nous étions certes déjà un pays pétrolier, mais, comme le bourgeois gentilhomme, nous faisions de la prose sans le savoir. La prise de conscience de l'Importance des hydrocarbures at particulièrement, en 1960, la création de l'OPEP dont le Venezuele fut l'un des cofondateurs. -- contribue à le formation d'une mentalité politique permettant d'apprécier à se juste valeur le rôle du pétrole dans la conjuncture mondiale. Une conjoncture qui, de son côté, allait avoir des incidences évidentes sur le comportement de cette matière

Stabilité et permanence de systeme

C'est la valorisation économiqu de l'or noir qui nous conduisit à miaux meaurer se signification politique et qui, avec d'autres facteurs, nous obliges à développer nos réflexes pour nous mouvoir dans un environnement nouveau, beaucoup plus large que ceiul de la vieille société locale d'origine rurale. C'est ainsi que, depuis 1958, la politique étrangère du Venezuela s'inspire de deux grands impéra-

Le premier renvole aux valeurs d'un avstème démocratique pluraliste dont la première priorité est de garantir sa propre stabilité et sa propre permanence. A cette fin, il se révéla nécessaire de faire converger les comportements de la société et les pratiques et habitudes démocratiques, entreprise difficile dans un pays de tradition autoritaire. Le second se fonde su nécessité primordiale de défendre notre principal produit d'exportation. La cours du pétrole sur les marchés étrangers se maintenait traditionnellement à un niveau très bas, sans aucun rapport avec son importance dans l'économie internationale ou son rôle à des moments décisifs de l'histoire. C'est ainsi que, pendant la seconde guerre mondiale, le pétrole véné-zuélien assura 80 % de la consommation de la machine de guerre

Cette ouverture sur l'extérieur procède en outre d'une donnée géographique fondamentale : le Venezuela est un pays doté d'une ain des Caraïbes. C'est par là qu'arrivèrent les idées nouvelles du siècle des Lumières et que se pratiquèrent le commerce et la communication avec le reste du monde. Ces circonstances naturelles donnent aux Vénézuéliens une prédisosition particulière à accu qui vient de l'extérieur, aussi bien au plan spirituel qu'émotionnel. L'histoire a aussi joué son rôle : les pères fondateurs - Francisco de Miranda, Simon Bollvar, Simon Rodriguez, Andrès Bello, José Antonio Sucre — presse le destin de l'Amérique hispanophone était largement fonction de son rôle dans l'arène internationaie. C'est pourquoi, dès la fin de la guerre d'indépendance, Simon Bolivar convoque le congrès de Panama : il avait l'intuition que seule une Amérique latine unle à la puissance croissante des

l'on pourrait appeler le substrat idéologique de la politique extépays démocratique, nous nous préoccupons du sort de la démocratie hors de nos frontières et de son extension constante dans le monde. La solidarité politique implique des valeurs et des initiacontinents et avec tous les pays. Par ailieurs, il y a accord général dans notre pays pour affirmer que la stabilité mondiale dépend en grande partie de la diminution des régalités sociales et économiques. Nous sommes convaincus que le vaste panorama des injustices internationales ne peut se modifier qu'au prix d'un processus continu d'ouvertures multiples. C'est pourquoi la politique extérieure vénédavantage dans se vocation démo-

Teis sont les éléments de ce que

du possible

Depuis trante ans, et avec une force croissante, cette ouverture s'est faite selon deux axes : la mondialisation et. en même temps, la régionalisation pour ce qui est de l'Amérique latine. Nous ne perdons tions : il serait naïf ou prétentieux, pour un petit pays, d'élaborer une politique étrangère dépassant ses

Dans ce cadre, il importe d'évoquer la participation du Venezuela

Lire pages 24 et 25

• Francisco de Miranda, combattant de la Révolution française,

L'économie à l'heure de la diversification, par Daniel Solano.

Une démocratie bien enracinée, par Gustavo Moralès ;

La politique

Par RAMON ESCOVAR SALOM *

su groupe de Contadors. Cette iniziative est essentiellement politique puisque les pays membres ne disposent pes de la capacité militaire susceptible d'appuyer leurs décisions, Mais c'est précisément ce qui confère de l'importance à cette expérience. Contadora a voulu internationale pour que les conflits, ouverts ou potentiels, qui surgissent dans la région soient gérés exclusivement par les intéres non per les super-pulssances. Dans cette optique, le conflit d'Amérique centrale a été abordé comme un problème politique, appelant, selon nous, des solutions politiques et non pas militaires. Contadora constitue une innovation, en cacommunication entre les gouvernements et l'opinion publique, ainsi qu'un symbole de l'indépendance d'esprit qui tend à s'enraciner chez ies gouvernements letinoaméricains et dont les effets samblent d'ores et déjà irréversibles.

Nous assistons actuellement à une évolution politique considérable en Amérique latine, d'où la nécessité, pour notre politique internationale, de s'engager prioritairement pour l'élargissement de l'horizon démocratique. Les chefs d'Etat et les gouvernements de la région communiquent entre eux de plus en plus fréquemment et de manière de plus en plus informelle. Les relations internationales et la diplomatie se sont départies de cette atmosphère étriquée, superficielle et solennelle, silmentée par les rhétoriques creuses qui prédomineient à une autre époque et qui constituaient le style habituel des

Le Venezuela se considère comme un partenaire actif de cette évolution. La conscience d'aposttenir à une famille culturelle et historique plus large que les unités nationales traditionnelles met en que. Pour l'instant, un obstacle fondamental subsiste : la dette. Nous autres, Latino-Américains, sommes intéressés par un dialoque avec les pays développés sur les grands problèmes économiques qui ont créé le dramatique clivage entre le Nord et le Sud. Il n'est plus possible de considérer cette ques-

* Accieu ministre des all'aires êtran-gères, ambassadeur de la République de Vezanuela en France.

tion dans une optique traditionnelle, et un effort croissant d'imaination s'impose. Sans stabilité sconomique, il serek vain d'espérer dans le monde. C'est sur la base de ce constat stratégique qu'un dialogue peut as nouer entre les nations avancées et celles qui aspirem au développement.

Le Venezuela regarde vers l'Europe, source de notre culture, ær, pour reprendre le titre d'un livre récent d'Alain Rouquié (1), nous sommes l'« extrême Occident». Nous nous intéressons à la Communauté économique auro-Déenne et nous considérons que 1992 constitue certes un défi pour l'Europe, mais aussi un stimulant, une opportunité et un exemple pour l'Amérique latine. En 1992, également, cinq siècles se seront tre entre l'Amérique et l'Europe avec la voyage de Christophe Colomb, Cette date devreit être l'un des temps forts de ca dislogue universel dans lequel nous sommes impliqués depuis le plus loin de notre histoire.

En 1989 se commémorera le bloentenaire de la Révolution française. N'oublions pas que l'indé-pendance de l'Amérique istine fut une des conséquences de ca grand de France imprègnent la conscience civile at culturalle du Venezueta depuis la fin du dixhultième siècle. C'est pourquoi nous participerone avec enthousiasma à catte commémoration dont nous souhaitons qu'alle symbollee le permanence du courant historique qui s'est déplecé avec une surprenente vitalité d'une rive à l'autre de l'Atlentique.

Comme d'autres pave istinoaméricains, le Venezuela traverse économiques. Pendant une longue période, notre démocratie a grandi dans l'abondance. Aujourd'hui, elle doit être gérée en tenant compte des limitations économiques. Tel est le défi que nous devons relever. D'où notre désir d'exporter nos vendons à l'extérieur, d'obtenir des lants. Pour nous, la politique commerciale est un pas de plus vers l'universalité, et nous souhaitons devenir des partenaires et non pas de simples clients des grandes économies de la planète. En bref, nous espirons à un esprit de coopération SAME SOUTHINGS ON

(1) Alain Rouquié, Amérique latine. Introduction à l'extrême Occident, Paris, le Scuil, 1987 (voir le Monde diplomatique, novembre 1987)

Venezuela produit bien plus que du pétrole.

Découvrez, grâce à Banco Mercantil, tout le potentiel d'investissement que vous offre le Venezuela.

Services Spécialisés:

Conseils pour les investisses

Banque d'investissement

Cast: Management

☐ Banque Corporative
☐ Ainsi que d'autres services bancaires enécialisés

Corresso Tel: (5999) 611566-611669-612117 Teles: 1162 SPTV IVA

Tel: (02) 507.1111 Teles: 27002-27003-21789-29997 BMER VC Division internationale Tel: (02) 507.12

Commerce International Tel: (02) 507,1204

Rese York Tel: (212) 838.4455 Teles: 426902 BNA UI

Tel: (1) 493,9952 Tel: (69) 728345 - 728546 Teles: 414422 BHA D Tel: (14) 425870 - 423880 Teles: 20179 LIVEST

São Paulo Tel: (11) 357154 Telex 1124558 - MTGSER Tel: (1) 212.5911 Teles: 45542 ARCTA CO



Francisco de Miranda,

combattant de la Révolution française

RANCISCO DE MIRANDA fut le seul Américain latin

à prendre personnellement part à la défense de la

1792, sous Dumouriez, à Valmy, face aux Austro-Prussiens

désireux de redonner son trône au roi Louis XVI, prisonnier au

Temple depuis le 10 août. Grâce à Miranda, il existe une sorte

de pont dans le temps, qui enjambe deux siècles et permet au

Venezuela d'être partie prenante à la naissance de la liberté

française. Le 24 août 1792, dans une lettre à Joseph Servan,

ministre de la guerre, il précise les conditions dans lesquelles il

accepte de se battre pour la patrie des droits de l'homme :

« Conscient de la justice et la magnanimité avec lesquelles la

nation française défend sa souveraineté, et de la gloire à

laquelle atteindront ceux qui auront l'honneur de s'unir à elle

pour la défense de la liberté, source unique du bonheur

Miranda est l'un des tout premiers étrangers à concevoir net-

tement le rôle que la France peut jouer, ne serait-ce que par son

exemple, dans la libération des peuples et dans la « décolonisa-

tion ». L'idée d'une France prisonnière sera désormais inaup-

portable aux amis de la liberté, qui viendront lui faire don de

leur vie quand ils la sentiront en péril, comme plus tard en

1848, en 1917, en 1940... Rôle unique et étrange qu'un pays

peut jouer dans l'imaginaire collectif, et qui fait que l'image de

la France est plus grande que la France... Le nom de Miranda

est gravé sur l'Arc de triomphe de l'Etoile, parmi ceux des sau-

conseiller culturel, scientifique et de coopération technique

à l'ambassade de France au Venezuela.

humain, je consens à me battre loyalement à son service. »

France en danger. Et ce, dès le début de septembre

Une démocratie bien enracinée

Par GUSTAVO MORALÈS *

HISTOIRE politique vénézuélienne des trois demières
décennies pourrait se résumer à une campagne électorale
permanente, dont deux partis sont
nettement sortis vainqueurs ;
Action démocratique (AD) et
COPEI. Dans un contexte où le territoire idéologique a pratiquement
cessé d'exister, le premier peut
être qualifié de social-démocrate
mâtiné de populisme et le second
de démocrate-chrétien pragmatique. Ces deux organisations sont,
en réalité, des machines tentaculaires à produire des votes qui ont
au se constituer en unique alterna-

tive de pouvoir. D'une élection à l'autre, le duo AD - COPEI a consolidé une situation de bipolarisation réduisant chaque fois davantage la mange de mangeuvre des autres partis.

Le fait que le scrutin présidentiel se décide en un seul tour renforcé le phénomène du vote utile et a permis aux deux grandes formations d'obtenir plus de 80 % des suffrages. Hors d'elles ou contre elles, rien n'est possible au Venezuela, d'où l'énorme responsabilité que partagent leurs dirigeants dans la gestion quasiment en alternance

des affaires du pays depuis trente ans. Ce sentiment d'un pouvoir partagé a créé de larges zones de consensus, limé les aspérités idéologiques et transformé le combat politique en une guérilla verbale des forma-80 % des qui contre e au Vene-lement, continue à fonctionner.

Loin de constituer des blocs monolithiques, AD et COPEI se sont transformés en caisses de résonance des grandes aspirations sociopolitiques du pays et les luttes internes, les compromis et les alliances entre fractions diverses sont perçus par la population comme l'unique voie d'accès aux centres du pouvoir. Cela explique que les Vénézuéliens, revenus de toutes les illusions et repus de promesses électorales jamais tenues, continuent de voter massivement en se passionnant pour les querelles qui opposent les dirigeants et en entretenant l'espoir que, du monotone défilé des candidats, surgire tôt ou tard l'homme capable de « régler les pro-

En 1988, donc, ce ne sont pas deux pertis qui s'affronteront, mais deux hommes ayant déjà franchi un premier obstacle : l'investiture de leur formation. M. Carlos Andrès Perez, qui gouverna le Venezuela de 1974 à 1979, avait dû surmonter la rude opposition de son camerade de l'AD, l'actuel président Jaime Lusinchi, qui, lors des élections primaires, avait accordé son soutien à son ministre de l'intérieur M. Octavio Lepage. Quant à M. Eduardo Fernandez, il dut, pour être désigné comme candidat de COPEI, affronter et vaincre le fondateur du parti, M. Rafael Caldera, ancien président de la République. Un véritable parricide pour cet homme de quarante-eept ans dont toute la carrière s'effectue dans

* Journaliste à Radio-France internationale. l'ombre de celui que l'on a appelé l'un des pères de la démocratie. Une tradition bien enracinée de

la démocratie vénézuélienne est l'existence de gardiens de l'éthique nationale, de personnalités qui incament ou tentent d'incamer une conscience morale, qui exercent leur « mission » à pertir de situations indépendantes des partis et qui s'adressent directement à la population par le canal des médias ou de leurs propres travaux. Les écrivains Arturo Uslar Pietri et Ramon Valasquez, l'expert pétrolier Juan Pablo Perez Alfonso, l'un des fondateurs de l'OPEP, ainsi gu'une poignée d'autres € sages > ont impitoyablement critiqué les failles du système sans jamais remettre en question ses valeurs

La société de la pitale offervescente

Leurs vobx sont écoutées, leurs prises de position débattues, mais les remèdes ou'ils proposent sont rarement appliqués. Ce n'est pas pour rien que i'on a défini le Venezuela comme la acciété de la pilule effervescente où les bulles d'un acundate se confordent avec calles du suivant et où, en fin de compte, l'eau reste constamment transparente. Dans la campagne présidentielle de 1988, la rôle de l'épine dans le talon des candidats est tenu per M. José Vicente Rangel, plusieurs fois candidat de la gauche dans le passé et actuellement éditeur d'une petite revue particulièrement incisive, Reporte Privado, qui, au début de cette année, a dénoncé les contributions financières que les trafiquents de droque apportaient aux campagnes

M. Rangel a uni ses efforts à ceux de deux autres journalistes, dont l'un, M. Marcel Granier, anime un programme politique très popu-

laire à la télévision, pour lancer une véritable bordée de dénonciations de la conuption et des irrégularités de la gestion de l'actuelle équipe gouvernementale. L'un des résultats fut la démission du ministre de la justice et la mise en cause d'autres responsables. Comme toujours, la classe politique se défend en accusant ses accusateurs, et l'expression de « déstabilisateur de la démocratie » a été utilisée à plusieurs reprises contre M. Rangel. Ce qui est curieux, et surtout révélateur, dans la situation actuelle, c'est qu'une des figures traditionnelles de la gauche comme M. Randel et un homme comme M. Granier, lié aux secteurs les plus conservateurs du patronat, sient simultanément entrepris de mattre en évidence les plaies du

Et c'est là que réside la clé de la gestion gouvernementale des deux partis à l'avenir. Petit à petit, à la marge du tandem AD-COPEL et très souvent de l'intérieur même des deux appareils, surgit un senti-ment de dégoût à l'égard de la manière dont les hommes politiques traditionnels conduisent les affaires du pays. Une inflation de 40 % en 1987, un chômage qui affecte 30 % de la population active, la dette extérieure et la délinguance urbaine sont autant de problèmes concrets que le prochain président aura à affronter. Mais le véritable enjeu est l'urgence avec lequalle sera abordé la véritable problème de fond : la société vánézuélienne s'est modernisés et dynamisée beaucoup plus vite que l'ensemble des institutions mises en piece pour la gouverner depuis départ du dernier dictateur en

Les fissures se sont transformées en crevasses mais les Vénézuéliens ont encore confiance dans l'édifice. Sous peine de se voir minés par leurs propres contradictions, M. Carlos Andrès Perez ou M. Eduardo Fernandez ne pourront pas se contanter d'administrer. En réalité, ila ont la chance de pouvoir compter sur un pays avide de bons exemples et, surtout, d'une réforme des structures politiques permettant d'augmente la participation des citoyens à la prise de décision, de redonner configure dans la justice et de girantir un usage honnête des fonds publics. C'est dans cet esprit que, en décembre prochain, les Yénésuéliens retourneront voter pour les grands candidats... et aussi pour les petits.

lae feame candidate

La gauche vénézuéllenne fait toujours figure de constelletion où les petites étoiles se neutralisent par leur éciat. Le Mouvement pour le socialisme (MAS) et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) présentent en commun la candidature de M. Teodoro Petkoff, âgé de cinquante-six ans, et qui, après plusieurs campagnes présidentielles, a conquis un espace politique qu'il ne parvi plus à élargir. De son côté, la Mouvernent électoral du peuple (MEP) appuie la candidature du recteur de l'université centrale du Venezuela, la plus importante du pays. Mais aussi bien le MAS que le MIR ou le MEP voient régulièrement leurs dirigeants ou leurs militants les quitter pour rejoindre l'un des deux Grande.

Phénomène rare dans l'histoire vénázuálienne, une femme est candidate : Mª Ismenia Villaibe, épouse de M. Jovito Villaibe, fondateur de l'Union républicaine démocratique (URD), et l'une des grandes figures de la lutte pour le démocratie. En se plaçant au cen-tre gauche, Mae Villaiba mêne une campagne qui fait deventage appei aux sentiments qu'aux idées. Son symbole set un grand cour. Au grand dam de M. Petkoff, les sondages donnent de très bons résultats è la candidate de l'URD. Si la tandance se confirmeit, le socialisme à visage humain pourrait céder la troisième place au cour... L'éc

THE R. STATE STREET, SAN THE THE PROPERTY. Annual C. Vandania Van de transport La Cross Marian is a sin Don her se Parties and Companies annihile. PRO 1879 Hartenda & M. Wild spare a st les contes Carl 2.1 St State State State State Story of Force States Participation of the second of the series quality quit to prints to recit fortement per per de en 1987, yor I receive to 52 % des SHE MARK ST BY & AND STATE OF THE PARTY.

CONTROL OF THE PROPERTY OF THE

prigit light to its business than premationally a site arrights being the test and the second second to the second second to the second second to the second second to the second second

special contents of beautiful and contents of the contents of

Au Ve

passe

Au Venezuela. BANCO LATINO, VOTRE VOIE D'ACCES A UN SYSTEME FINANCIER COMPLET ET INTERNATIONAL

S'il s'agit d'affaires, Banco Latino doit être votre premier contact au Venezuela.

Banco Latino vous offre la plus grande versatilité dans toutes vos opérations bancaires grâce à un Système Financier Complet et International qui groupe un univers d'entreprises au Vénézuéla et dans le monde entier.

Banco Latino a 74 agences et succursales stratégiquement disséminées sur le territoire venezuelien qui lui permettent d'assurer une grande couverture et un meilleur service.

Sur le plan international, vous trouverez:
- Banco Latino International, à

Miami, Florida.
- Banco Latino N.V., à
Curação, Antilles Néerlandaises.



- Araven Finance Limited (Jersey, Angleterre), sa compagnie internationale d'investissements.

- Latimar, sa compagnie internationale de "Trading".

Du fait de sa capacité de réponse pour ce qui est le service d'exportations et celui d'importations, de sa fonction d'intermédiaire dans le domaine du commerce de denrées sur le pian international et de l'énorme réseau de correspondants dont il dispose en Europe et dans le monde entier, Banco Latino est votre premier contact au Venezuela et la voie d'accés à un Système Financier Complet et International. Découvrez son monde... pour

qu'il soit á vous.

Dèpartement International
Téléphone: 563.94.30 - 563.74.45

Caracas - Venezuela.

BANCO
LATINO
LATINO

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT... **ABONNEZ** *LE MONDE*' diplomatique Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro Vous pouvez recevoir directement chez yous LE MONDE DIPLOMATIQUE 36-15 ou per MINITEL 36.15 LEMONDE puis ABO LEMONDE TARIF ABONNEMENTS 1 AN 6 MOIS France, Andorra, Monaco, postes militaires et navales 6 MOIS [162 F -90 F ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destination 125 F 225 F Europe, Pays du Maghreb Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient St-Pierre-et-Miquelon Sp85000 "Dom. Amérique du Nord/Sud. 250 F 138 F 271 F 148 F

SCIENCE ET CHERCHEURS SCIENTIFIQUES DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

John P. Dickinson

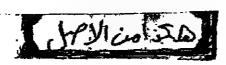
Le chercheur scientifique ne peut guère échapper à l'attitude souvent ambivalente de l'opinion publique envers la science : tantôt il est perçu comme un ami, tantôt comme une menace, surtout lorsque les implications d'ordre éthique sont de grande portée.

Une analyse lucide sur les enjeux socioéconomiques, politiques et culturels qui pèsent aujourd'hui sur la recherche scientifique.

PRESSES DE L'UNESCO - 1988, 273 pages, 120 F ISBN 92-3-202427-6

En vente dans les librairies universitaires et à la librairie de l'UNESCO 7, place de Fontenoy, 75700 PARIS (France) CGL Correst

Associé



≡ Supplément Venezuela ======

tions is situa-

are du petronat,

Case du une des

Me aux secteurs

Middernesee et

at us homes

entrepris de les plains du stalde la cié de la Perk à perit, à la Back AD-COPEI, et surgit un santcondusery les une effection de en châmage qui sont autant de no sta que le prochain La afbionnat. Mais le and Fergence avec Grands. Phénomène me des venezuellanna, una lang t is societé vene

THE PART WITE QUE ON THE COURS SCHOOL SO the paint transferenediance dans Solve do to vor Manufact and Dourron! mirekter. En de borre

reforme des save permettant d'augn pation des citoves ; dans la justice a de usage honnete des f C'est dans car son décembre prochan liens retourneron

La gauche vinte tonions tidne que toujours figure de comme les petites étoles se les par leur éclat. Le Moner le socialisme (MAS) et le comme de la gaute min. ment de la gauche men (MIR) présentant et la cancidature de M. Teo

koff, âgé de chouse qu. apres pluseur o présidentielles, 1 00 espace politique qui en plus à clarge De sondi vernent électoral du Pag appure la candidature de l'université centrale de le la plus emportame du pa gness pieu le WYZ die if different relative

didate : Mine Ismeni L escuse de M. Jovio Vice dateur de l'Union the democratique (URD), Ele Grundes figures de la las; democratie. En se pleme campagne qui fait data. 3-X Senuments Que symbole est un garde grand dam de M. Print dages donnent de triste: 1215 a la candidate de l'E tendance se confinet in lesme à visage huma; exider la troisieme placeto

L'économie à l'heure de la diversification

ANS un sous-continent en pleine crise financière, l'économie du Venezuela fait figure d'exception. La croissance économique a été positive au cours des trois dernières années, l'inflation reste inférieure à la movenne régionale et les comptes extérieurs ont pu être bouclés sans recourir à l'appui du Fonds monétaire international. Performance d'autant plus remarquable que la Venezuela demeure fortement dépendant du pétrole : en 1987, l'or noir a représenté 52 % des recettes du budget et 87 % des exportations de marchandises.

L'antreprise publique Petroleos de Venezuela SA (PDVSA) s'est engagée très tôt dans une politique ernent dans des raffineries à l'étranger (Allemagne fédérale, Etats-Unis, Suèda) qui a mis de garantir la stabilité des débouchés. Si on inclut le retfinerie en leasing de Curaceo, on constate que, en 1987, 570 000 barils/iour (sur un total de 1,5 million de barils/jour) ont été livrés à ces

En 1986, l'effet de la baissa des prix internationaux a été amorti par la stabilité des volumes commerlisés. Le retournement du marché pétroller international n'a donc pas piongé le Venezuels dans la crise. Et, en 1987, la remontée des cours s'est traduite per un bonus a supplémentaire de l'ordre de 1,9 milliard de dollars. pe qui a permis de rééquilibrer la balance des paiements courants.

Le phénomène le plus important réside toutefois dans le processus de diversification engagé en 1983. La dévaluation du bolivar a renchéri le coût des importations et stimulé les exportations, Le modèle traditionnel de développement, basé sur la consommation frénétique de produits importés et le gaspillage, a été remis en cause en quelques mois. Dans un contexte de baisse des recettes pétrolières, priorité a été donnée à la mise en valeur des rescurces locales, négligées pendant les années 70.

Le changement le plus spectaculaire s'est produit dans l'agriculture, secteur « oublié » à l'époque du boom pétrolier. Avant 1983, le Venezuela importait la majorité de basoins alimenteires. La dévaluation du bolivar, mais aussi une politique active d'encouragement à l'agriculture (relèvement des prix, crédits à des conditions préférentielles, subvention aux engrais), ont entraîné un redémarrage spectaculaire de la production de céréales et de sucre. Selon les dernières estiles, le secteur aurait anregistré una croissance de plus de 8 % en moyenne en 1985-1986, et de 4 % l'année demière.

Recomméte de marché intérieur

Dans le secteur industriel, les entreprises ont procédé à une reconquête de leur propre marché intérieur et se sont parfois engagées à l'exportation (sidérurgie par exemple). La stratégie officielle a consisté à valoriser les ressourc du pays en association avec les entreprises étrangères. A plusieurs reprises, le dispositif juridique des ments étrangers a été assoupli et, en 1987, un mécanisme de conversion des dettes en investissements (debt equity swap) a été institué.

Dana l'aluminium, le Venezuela veut faire passer la capacité de production d'un peu plus de 500 000 tonnes actuellement à 1 million au début de la prochaine décennie et, éventuellement, à 2 millions à la fin du siècle. La société Pechiney s'est associée à l'entreprise publique Alcasa et à Austria Metali pour un projet de 180 000 tonnes, estentis destinées à l'exportation.

La diversification concerns also la pétrochimia. Fait pau connu, le Venezuela va devenir un producteur important de MTBE, additif de carburant dont le marché est prometteur. L'usine, d'une capacité de 500 000 tonnes, sera construite

Par DANIEL SOLANO *

sonnes (sur un total de 17 millional

vivent dans des bidonvilles (ran-

chitos) dont le nombre continue à

croître rapidement d'année en

année. Ce problème « talonne » un

gouvernement dont la marge de manœuvre reste limitée. Le déficit

public a augmenté en 1987 en rai-

son de l'accroissement des inves-

dévaluation du bolivar, en décem

bre 1986, a provoqué une brutale

accélération de la hausse des prix

en 1987 (+ 40 % contre

début de l'année, le gouvernement

12,7 % en 1987). Depuis le

ements publics. La nouvelle

près de Barcelona, L'entreprise Pequiven (filiale de PDVSA) s'est associée à Ecofuel (filiale de l'ENI d'Italie). D'autres projets sont à l'étude pour accroître la production de plastiques et d'ammoniaque. Le de ses ressources pétrolières (réserves : 59 milliards de barils) et

La secteur minier est également nel de minerai de fer, le Venezuela se lance maintenant dans le charbon. La production du gisement de passer de 100 000 tonnes en 1987 à 6,5 millions vers le milieu des années 90, Enfin, le gouvernement a autorisé les compagnies étrangères à participer à l'extraction de l'or, dont les réserves sont importantes. Les exportations de métal jaune pourraient rapporter dollars par an... La renouveau de l'acriculture la

reprise de l'industrie et les projets de diversification permettent d'expliquer le redémarrage de l'économie depuis 1985. Le produit intérieur brut (PIR) a progressé de 6,8 % en 1986 et de 1,7 % en 1987. Le chômage a diminué (8,5 % de la population active à la fin de 1987 contre 12 % à la fin de 1985) mais la croissance enregistrée n'a pas permis de rattraper le terrain perdu en matière de niveau nomique pour l'Amérique latine des Nations unies (CEPAL), le PIB par habitant a baissé globalement de 20 % pendant la période 1980-

La pression sociale est forte dens un pays où la population croît eu rythme de 3 % par an. Selon un rapport officiel, la part de la populetion vivant dens une situation d'extrême pauvreté serait pessée de 37 % en 1984 à 50 % en 1987. Plus de 7 millions de per-

a donné la priorité à la lutte contre l'inflation, non sans succès d'ailaurs puisque les prix ent baissé de 1.6 % pendant le premier trismes tre de 1988. Sur l'ensemble de l'année, l'inflation devrait cependant être de l'ordre de 20 %.

L'année 1988 est une année électorale, peu propice à la prise de décisions. Les orientations concrètes du président qui sera élu en décembre 1988 seront connues au début de 1989. Si le candidat d'Action démocratique, l'ancien président Carlos Andrès Perez, l'emporte, il faut s'attendre à la poursuite de la politique de diversification de l'économie Au demanrant, c'est sous le mandat de

investissements de diversification, notamment dam Faluminium.

L'achèvement des investisse ments en cours se traduirs, vers le milieu des années 90, par une économie moins dépendante du pétrole et plus solide. D'ici là, les essurer la soudure et faire face è un double défi : la pression sociale et la dette extérieure. Car, malgré les concessions obtenues. le service de la dette constitue une lourde charge (45 % des exportations er 1987) et le Venezuela continue à « transférer » à l'étranger une partie de son épargne. De ce point de

FONDO DE INVERSIONES DE VENEZUELA

C'est une institution créée en 1974 avec pour objectif l'administration des ressources financières provenant des excédents pétroliers de l'époque.

- L'institut a été conçu dans le but de:
- 1) Financer l'expansion économique par la voie de crédits ou de participations actionnaires.
- 2) Effectuer des investissements rentables à l'extérieur.
- 3) Administrer le programme de coopération financière interna-

Depuis sa création, il a investi 11 milliards de Dollars dans les secteurs électrique et des industries mécaniques et métallurgiques de base.



fondo de inversiones de venezuela

Du fait de sa capacité de néponse pour ce qui est le inevice d'exponations et celui a moportations, de sa fonction Matermediante dans le domaine de commerce de denrées sur k etan international et de Fédorine réseau de correspondants dont il dispose Europe et dans le monde cotier, Banco Latino est votre premier contact au Venezuelas a vote d'accès à un Système

laternational. Découvrez son monde... pour 雅雅 wit a vous. Departement International Telephone: 563,94,30-563,74.6

Financier Complet et

Caracas - Venezuela. **37UCO**

CHERCHEURS SCIENTIFIQUE LA SOCIÉTÉ MODERNE

P. Dickinson diffique ne peut guère échappe

ambivalente de l'opinion publication tantot il est perçu comme mis lucide sur les enjeux soit militagues et culturels qui pe secherche scientifique.

CURESCO - 1988, 273 pages, 12 39N 92-3-202427-6

dans les librairies université à la librairie de l'UNESCO Fortenoy, 75700 PARIS (Fig. Au Venezuela, le monde des affaires passe par BANCO PROVINCIAL

> Première et plus prestigieuse banque du Venezuela, BANCO PROVINCIAL allie la qualité de ses hommes à l'application des techniques bancaires les plus sophistiquées pour mettre à la disposition de sa clientèle, études, conseils, et services financiers adaptés aux exigences hautement compétitives du marché venezuelien et des échanges commerciaux internationaux.

Adresse: Centro Financiero Provincial, Avenida Este-O. San Bernardino - Caracas. Téléphones: 574.09.11 - 574.56.11 - 574.66.11 - 574.39.22. Boîte Postale 1269 - Caracas 1010-A Télex Nº BPROV VC 21501 - 24538 - 24426 Téléfax 574.94.08

Associé au



CREDIT LYONNAIS

Correspondants dans le monde entier



PRESERVE

PRESERVE

PREFERENCE. COLUMN TO A STREET

votre point d'appui au Venezuela

LA VOIX ET LES DROITS _____DES VICTIMES____

Depuis quelques années, la plupart des Etats européens se préoccupent du sort des victimes de la criminalité et de la délinquance. C'est que les cas sont de plus en plus fréquents où la police et la justice se révêlent incapables d'identifier les auteurs des crimes et délits (vols, cambriolages, attentats terroristes...), de les contraindre à réparation, d'assurer l'ordre social et la sécurité des personnes et des biens. Dans le même temps, les techniques d'assurance et de protection privées ont pris le relais, sans apporter de garanties satisfaisantes.

Devant l'impuissance des autorités et les réticences des assureurs, de nombreux citoyens désespèrent, pestent contre l'État, révent de solutions radicales pour en finir avec la criminalité, accusent les immigrés et se laissent séduire par les slogans simplistes des partis d'extrême droite.

Dans les pays développés, où les modes de vie ont fait disparaître les micro-sociétés locales qui facilitaient la surveillance collective des biens. l'identification des auteurs de délits, voire les arrangements amicbles sous la tutelle des notables, la criminalité tend à devenir un risque Gréinaire de la vie sociale nécessitant des mécanismes de solidarité collective qui se mettent progressivement en place.

Les citoyens face aux

RENÉE ZAUBERMAN et PHILIPPE ROBERT * RADITIONNELLEMENT, les victimes d'infractions ne sont pas la préoccupation prioritaire de la politique criminelle. Ce n'est que récemment qu'on leur a prêté, en France comme dans les pays comparables, une attention qui s'est concrétisée par des mesures législatives et administratives destinées à leur venir en aide ou à mieux les indemniser. Les enquêtes effectuées ces dernières années ont permis de mieux connaître les personnes concernées, leurs problèmes, leurs attentes, et les résultats offrent déjà matière à renouveler le débat sur la sécurité.

Certes, il ne faut pas se méprendre sur la signification des renseignements recueillis. Quand la loi crée un délit, elle prévoit une disposition abstraite. Dans chaque cas, il faudra apprécier si les conditions prévues sont effectivement remplies. C'est le rôle du juge. Mais pour qu'une affaire parvienne jusqu'à lui, encore fant-il que des gens estiment qu'il s'agit probablement d'un délit, qu'il convient donc de lui soumettre le cas : autant de « jugements », au moins provisoires, du juge d'instruction, du procureur, du policier, du témoin..., et avant tout de celui qui, s'estimant victime d'une infraction, décide éventuellement de porter plainte. Dans beaucoup de cas, toutes ces appréciations convergeront sans difficulté, dans d'autres, moins simples, l'écart d'appréciation peut être important.

Une enquête, si sophistiquée soitelle, ne peut jamais aller au-delà de cette évaluation subjective : « j'estime avoir été victime de ... », avec toutes les divergences possibles entre une personne et une autre. Mais, après tout, la clientèle potentielle de la justice pénale est composée de ceux qui s'estiment victimes : ce sont eux qui sont susceptibles de déposer plainte, mêne si, par la suite, les autorités ne jugent pas toujours leur démarche bien fondée.

Par ailleurs, on ne peut se borner à demander aux gens s'ils ont été victimes d'infractions en général : même les spécialistes sont incapables d'en dresser une liste complète. On doit donc sélectionner : vols et cambriolages ; agressions physiques, en particulier agressions sexuelles et violences au sein de la famille ; infractions en matière de consommation, de droit du travail, de vie des affaires. Sur tous ces points, une récente enquête en France (1) apporte des élémems de rénonse.

Ce qui frappe d'abord, ce sont les très grandes différences de fréquence selon les infractions. Sur 11 156 personnes interrogées, 986 (8,8 %) déclarent avoir été volées au moins une fois dans les deux dernières années, 705 (6,3 %) avoir été cambriolées et 699 (6,3 %) avoir été victimes d'une infraction en matière de consommation. Aucune autre infraction ne dépasse 3 % (droit du travail : 330, soit 3 %; agression : 294, soit 2,6 %; violences familiales : 143, soit 1,3 %; vie des affaires : 139, soit 1,2 %; agressions sexuelles : 46, soit 0,4 %).

Si l'on rapproche les infractions par genre, les agressions sont rares ou très

 Chargé de recherche et directeur de recherche au CNRS/Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP). rares, les vols bien plus fréquents. Pour le reste, les résultats sont très dipersés. Pour les trois cas les plus fréquents

Pour les trois cas les plus fréquents (vol., cambriolage, consommation), la proportion des hommes et des femmes ne diffère pas de celle de la population nationale. Au contraire, et ce n'est pas surprenant, on trouve davantage de femmes parmi les victimes d'agressions sexuelles et de violences familiales, davantage d'hommes parmi les victimes d'infractions d'affaires. On trouve aussi une plus grande proportion d'hommes en matière d'agressions et de droit du travail, moindre, cependant, que ce que l'on aurait pu attendre.

Les moins de vingt-cinq ans sont particulièrement nombreux parmi les victimes d'agression, de même que les vingt-cinq-quarante-neuf ans dans tous les groupes d'infractions. La rupture s'opère à cinquante ans : les gens plus agés apparaissent rarement victimes sauf pour le cambriolage et la vie des affaires. Quant aux plus de soixantecinq ans, ils sont en général très nen présents. Ainsi, on est surtout victime dans la force de l'âge : ce sont les vingtcinq- quarante-neuf ans qui sont les plus affectés, sauf pour les agressions. qui touchent particulièrement les jeunes, et les cambriolages, qui affec-tent particulièrement les cinquantesoixante-onatre ans.

Quant aux professions, certaines sont, dans l'ensemble, très peu présentes (agriculteurs); d'autres ne le sont que dans certains cas : artisans et commerçants pour le cambriolage et la vie des affaires, ouvriers pour le droit du travail; d'autres sont plus présentes que la moyenne dans tous les cas : les professions libérales et les cadres supérieurs, les professions intermédiaires et les employés.

Les habitants de la région parisienne sont sur-représentés, spécialement pour le cambriolage et les agressions sexuelles. Ceux des grandes villes de province ne le sont que pour les vols, et ceux des villes moyannes pour les violences familiales. Quant aux habitants des petites villes et aux ruraux, ils sont très peu présents.

Une autre enquête (2) — plus approfondie et menée auprès d'un millier de victimes — permet de mieux connaître les circonstances des faits et leurs suites.

(1) R. Lévy, C. Pérez-Diaz, Ph. Robert, R. Zauberman Profils sociaux de victimes d'infractions — Premiers résultats d'une enquête nationale, Paris, CESDIP, 1986.

(2) Réalisée par la même équipe du CES-DIP/CNRS, cette enquête est escore inédite.

légâts

The second of Control of Control

Control of the second of the s

ine frontière man

gravit or once to the water particular to the process of the proce

enter arrangement de consentation of seucent. Intérne, une et arrangement de proposition de consentation de co

Ristrecturs du pénal vient très en Ris l'espeir des victimes de la



le vote des femi

La convention européenne sur le dédommagement

ANS les pays d'Europe occidentale, les initiatives dans le domaine des droits des victimes et de l'assistance à leur apporter ont été prises – jusqu'à présent – dans le cadre du Conseil de l'Europe.

Un comité d'experts (représentant la France, la Grèce, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suisse et la Turquie) a siégé de 1981 à 1987. Ses travaux ont abouti en novembre 1983 à la signature d'une convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, quand l'auteur des faits est inconnu ou insolvable ; puis en 1985 et 1987 à deux « recommandations », l'une sur la « position de la victime dans le cadre du droit pénal et de la procédure pénale », l'autre sur l'« assistance aux victimes et la prévention de la victimisation ».

Ces résultats et leur diffusion ont activé dans nombre de pays l'affort en faveur des victimes.

A ce jour pourtant, seuls les Pays-Bas, le Luxembourg et le Danemark ont ratifié la convention sur le dédommagement. La procédure de ratification n'a pas encore abouti en France, ce qui est d'autant plus regrettable que la législation française en la matière est véritablement parmi les plus protectrices pour les victimes et satisfait tout à fait aux exigences de la convention qui permettra l'indemnisation des ressortissants des Etats membres, victimes à l'étranger.

Plusieurs autres pays européens ont d'ores et déjà réalisé ou engagé des réformes en vue de mettre leur législation interne en conformité avec cette convention et de pouvoir y adhérer : le Royaume-Uni qui prépare une loi officialisant définitivement des dispositions réglementaires déjà anciennes qui organisent dans ce pays l'indemnisation des victimes, la Belgique, la Suède, la Suisse...

Ces législations apportent toutefois des garanties sensiblement différentes d'un pays à l'autre (maximum de l'indemnisation pour préjudice corporel fixé à 120 000 francs aux Pays-Bas, pour 400 000 francs en France, et sans maximum au Royaume-Uni).

Sur le plan de l'aide concrète apportée aux victimes, un effort quasi général a été mené ces demières années.

Dans certains pays tels que la France, le Royaume-Uni ou les Pays-Bas, des services spécialisés dans l'accueil des victimes, et gratuits, ont été créés dans la plupart des régions. Ils sont le plus souvent tenus par des bénévoles aidés de quelques professionnels. L'Espagne s'est lancée plus récemment dans l'aventure et a ouvert ses premières structures spécialisées. Dans d'autres pays aucun service spécial n'a été créé mais les victimes sont prises en charge par les services sociaux, médicaux et juridiques ordinaires, avec parfois une attention particulière.

Des progrès sont enregistrés chaque année, l'exemple des uns aidant les autres à gagner du temps. Les échanges au plan international sont multiples : depuis 1987, les représentants des services et associations d'aide aux victimes d'Europe se réunissent régulièrement. Des collectivités locales, et notamment celles membres du Forum européen des collectivités territoriales pour la sécurité urbaine (présidé par M. Gilbert Bonnemaison, fondateur en France du Conseil national de prévention de la délinquance) apportent leur soutien actif à l'aide aux

Enfin, un réseau informatisé de banques de données sur la prévention de la délinquance et l'aide aux victimes, dont la France est l'un des premiers membres, se met en place : il constituera une source d'information unique au monde sur tout ce qui touche aux droits et à la situation des victimes.

L'effort engagé en Europe est donc important et ce n'est que justice.

Pourtant l'essentiel reste de mieux prévenir la délinquance et d'éviter aux citoyens de devenir des victimes.

M.-P. de L

LES CONDITIONS D'INDEMNISATION EN FRANCE

Aide publique contre une calamité publique

Par

ANNE D'HAUTEVILLE * ES victimes de la criminalité, « malchenceux » de notre société criminogène, sont, depuis une dizaine d'années, l'objet d'une attention particulière de la part des gouvernements de nombreux Etats. Sous l'impulsion d'organismes internationaux tels que le Conseil de l'Europe et l'Organisation des Nationa unies, des systèmes d'aide et d'assistance fondés sur l'idée de solidarité face à un risque de société ont été créés. Certes, la principe reste que la charge de dédommagement doit peser sur le délinquant responsable. Mais prenant acte de l'impuissance de la justice à assurer aux victimes une indemnisation effective dans les hypothèses trop fréquentes où l'auteur de l'acte délictueux dommageabe reste inconnu ou insolvable, le Conseil de l'Europe et l'Organisation des Nations unies ont recommandé aux Etats de mettre en œuvre des systèmes d'indemnisation complémentaire alimentés par les deniers publics (1).

La France a devancé les recommandations de ces institutions internationales et a mis en place un mécanisme d'indemnisation subsidiaire per l'État des victimes d'infractions pénales (2).

Ayant pris conscience de l'injustice subie par les victimes en cas d'insolvabilité ou d'absence de l'auteur de leurs dommages, le législateur, adoptant le principe d'une indemnisation par les deniers publics, a progressivement élargi les conditions d'obtention de ces indemnités et a assoupil la procédure de mise en ceuvre, mais pour les seules atteintes à la personne. Désormais peut être indemnisée la victime de dommage corporel qui invoque « un trouble grave dans ses conditions de vie », trouble qui peut consister non seulement en un préjudice économique mais aussi en une atteinte à son intégrité physique ou mentale. La détérioration de la situation financière du demandeur n'est plus une condition de la recevabilité de la requête.

La commission, composée de deux magistrats professionnels et d'un assesseur « laïque » (qui a montré un intérêt certain pour les victimes), est une juridiction civile qui rend ses décisions en premier et dernier ressort (c'est-à-dire sans appel possible seul un pourvoi en cassation peut être formé) après avoir entendu la victime, assistée ou non d'un avocat, les conclusions du parquet et les observations du Trésor public. L'indemnité maximale qu'elle peut verser aux victimes est aujourd'hui de 400 000 francs pour les dommages corporels et de 10 395 francs pour les dommages matériels causés par un vol, un abus de confiance ou une escroquerie. Ces sommes sont payées dans un délai très court par le Trésor sur une ligne budgétaire évaluative du ministère de la justice.

La France, en instaurant le système d'indemnisation des victimes de la criminalité par l'Etat, a donc respecté les principes affirmés par le Conseil de l'Europe et par l'Organisation des

 Vice-présidente de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM), 50, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris-fit Nations unies fondés sur des raisons d'équité et de solidarité

nationale.

Mais les limites de ce système (conditions et plafond de l'indemnisation) apparaissent aujourd'hui comme inéquitables pour les victimes d'infractions pénales si on compare leurs droits à caux des victimes des accidents de la circulation et des victimes de la circulation et de l

à ceux des victimes des accidents de la circulation et des victimes du terrorisme. Deux lois récentes ont en effet affirmé pour ces victimes le principe d'une réparation intégrale de leurs dommages corporels: pour les accidentés de la route, la loi Badinter du 5 juillet 1985 a amélioré la procédure d'indemnisation par les assureurs et le Fonds de garantie automobile; pour les victimes d'attentat, qui pouvaient auparavant prétendre à l'indemnisation par l'Etat comme les victimes de la criminalité « ordinaire », la loi du 9 septembre 1986, votés dans le contexte d'événements dramatiques, a organisé une procédure d'indemnisation très simplifiée auprès d'un Fonds de garantie alimenté par une légère taxe sur tous les contrats d'assurance de biens.

Or les victimes atteintes dans leur chair ne peuvent comprendre que les régimes et procédures d'indemnisation différent suivant la cause de leur drame: n'est-on pas autant victime si l'on reçoit un coup de couteau d'un malfaiteur, si l'on est renversé par un chauffard alcoolique, ou si l'on est atteint par une bombe terroriste?

L'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM), créé en juin 1986, organisme qui fédère les quelque cant vingt associations (loi 1901) et services municipaux d'aide aux victimes, a proposé de faire reconnaître par le législateur écorrit pour toute victime à la réparation intégrale de son dommage corporel, quelle que soit l'origine de ses souffrances, et de créer, à l'exemple du Fonds de garantie automobile un Fonds de garantie pour les victimes de la criminalité, qui préfinancerait l'indemnisation des victimes en cas de carence du responsable.

Les malheurs subis par les victimes d'infractions sont un raque de société dont la collectivité doit prendre conscience et dus la collectivité doit prendre en charge en dernier lieu. Le préeman bule de la Constitution de 1946, auquel renvoie la Constitution, de 1958, prévoit l'égalité des charges qui résultent des « caismités publiques ». Or la criminalité est une calamité publique contre laquelle il faut lutter autant par la prévention que par une inéluctable répression.

Certes la charge de cette calamité doit peser d'abord su ceux qui en sont directement les auteurs, par une recherche judiciaire efficace des responsabilités et par l'exécution de leur oblégation de réparation, mais l'appel à la solidarité devant la sout france et le malheur apparaît le plus souvent nécessaire pour pallier les insuffisances bien regrettables mais évidentes de la responsabilité individuelle dans sa fonction réparatrice.

(1) Il faut citer la Résolution 77 et la convention européesne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes de 1983 ainsi que la déclaration des principes fondamentant de justice relatifsaux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir par les Nations unies de 1985.

(2) Lois du 3 janvier 1977, du 2 février 1981 et du 8 juillet 1983.

porter

de de

Pastine

Hites ics

DELLER

pour les résultats anni la pour les résultats anni la pour les trois cas les plus l'évolt, cambriolage, consent le proportion des hommes et de nationale. Au commune de le surprenant, on trouve de le femmes parmi les victimes de le resurprenant d'hommes et de violence le taimes d'infractions d'allas trouve aussi une plus grant pur d'hommes en matière d'apparent d'hommes en matière d'apparent du travail mondre, que ce que l'on aurait pu anni Les moins de vingle cia au ticulièrement nombre de le confiderement nombre le confidere

Les moins de vingi-cial de vin fee & Sconbes quitscroff for Annual Country of A s'opere a conquant dis le p.

sauf pour le cambriolage et le
affaires. Quant aux plus de le
affaires, dis sont en sénéel cinq ans, ils sont en good presents. Ainsi, on est sense presents. Auto. on est sente dans la force de l'âge : ce melle cinq - quarante-neuf aus qui e pius affectés, sauf pour la ben particulier. qui touchent particulient jeunes, et les cambriologe et sent particulièrement la de soixante-quatre ans.

Quant aux professions on sont, dans l'ensemble, us p sentes (agriculteurs); dans sont que dans certains es: m commerçants pour le cambre vie des affaires, ouvries par du travail ; d'autres som plant que la movenne dans tous les professions libérales e la ma ricurs, ici professous internis les employes.

Les habitants de la région pa sont sur-représentés, spéciales le cambriolage et les in sexuelles Cous des grade à province ne le sont que por le ceux des villes moyennes park fences familiales Quan ante des petites tilles et aux minitrès peu présents.

Eine untre enquête (2) - phe fandie et monée auprès d'une victimes - permet de miente ies directistances des fam :

11 R. Levy, C. Pérez-Daz B. R. Landerman Profits social at Line and Premiers risks e serve : e succesale, Paris, CESDIP. 6 12 Regiller par la métacépa: D19 CNRS, cette enquête en com-

SATION EN FRANCE

calamité publique

Service de ce sustame laanditions et par all modernman to a part his comme nes Experience of with authoris services is on compare last the sections des acordinate de la production de Deux inte réventes ent en elle sind to be primipe d'une reparation integrile di laf. de pour les accidentes de la route a la the 1985 e america la procedure d'indenname te Force de garant à automaine, possible Decement a Dardy and pretendre & more The Michael Se is communité comme 1986, votes dans le contente de . A comparade une procedure d'inderesses in angende une procedure a maniere de parante almenti prefit como las contrata d'assurance de bieni

Members attentes dans leur chair ne passi tio les régartes et procédures dindemnistre to come do ince draine in est-on pas autilities and comment of the contract of the management of the contract of the management of the contract of the management of the contract of the contr of carbonel of aide Jux victimes at the

1985, organisme qui feder le Sciences (io 1901) et servoes minore 1901 et services manufacte par le legis The reconnaire par le sparation intégrale de se soutient du sont : origine de ses soutient de ses soutients de se soutients de services de servi The sections de la criminairé, qu'es by des vectories on cas de carence di indi were within pay les victimes d'infractions The state is collectivity dor prende the Ment prendre en charge en derne les Librar to 1946. 3 June 1 ferrors to Missis Fagehte des charges qui résultat THE R. OF IS CHITHERING ON THE CHIEF The in the contraction of the prevention

de carte Calaruté don pes Frectories (es autours, par una le the day suspendativings of Car leading responsabilités et par l'execution, responsable la solidairé de apparait la plus sourent nice ap

the Parlines d'all'actions special des Assessed in the column of the co 1985. 1977, du 2 février 1981 et da 3 pt

ALA SOLIDARITÉ Als face a dégâts de la criminalité Quant aux dommages physiques, accompagnées de suspect, comme les magusins, où les 5 magusins, où les 6 magusins,

(rue, transport en commun). D'autres (violences familiales, cambriolage) sont, presque par définition, des infractions d'espace privé. Quant au vol, il se répartit à peu près par moitié entre espace public et espace privé.

Par ailleurs, toute infraction n'entraîne pas nécessairement des dommages effectifs. Ainsi, on relève des dommages matériels quatre fois sur cinq dans le cas de vol, cambriolage ou infraction d'affaires; seulement une sois sur deux en matière de travail et de consommation; moins d'une fois sur trois pour les diverses agressions

PARMI les enseignements tirés de ces enquêtes, le plus utile peut-

être est de savoir à qui les victimes ont

recours. D'abord, à la police et à la

compagnie d'assurances, en cas de

cambriolage et de vol. Mais les taux de

satisfaction sont seulement d'un tiers

en ce qui concerne la police; d'un peu

plus de la moitié pour l'assurance. Résultat : après deux cambriolages sur

cinq, on fait aussi appel à un fournis-

à la police est besucoup moins fréquent, et le raux de satisfaction est glo-

balement du tiers. C'est qu'on voit

apparaître ici des tentatives de négo-

Le différence entre vols et violences

se comprend aisément: les premiers

sont presque toujours anonymes, ce qui

exclut tout arrangement direct. Les

secondes impliquent, au contraire, un

contact, et souvent, même, auteur et

victime se connaissent, ce qui pent

ouvrir la voie à une tentative de règle-

ment direct, sans recours à la police.

Le règlement direct, couplé avec des

recours spécifiques, occupe une place

encore plus importante en matière de

vie des affaires, dans les questions de

Les solutions spécifiques les plus fré-

mmerce pour les infractions au droit

quentes sont l'avocat et le tribunal de

des affaires ; les associations de défense

pour celles de consommation ; l'inspec-

tion du travall, les syndicats et les

prud'hommes pour les incidents

Il n'est pas sûr qu'un tribunal recon-

naîtrait des infractions dans tous ces

incidents. Mais, même dans l'affirma-

tive, le recours au pénai vient très rare-

ment à l'esprit des victimes de telles

l'affaire par elles-mêmes, ou bien encore affirment que « ça ne regarde pas la police ». Pour les vois, tout au

contraire, l'insignifiance du dommage

est la seule raison avancée pour justi-

sier l'absence éventuelle de plainte. De

ce point de vue, les agressions occupent

Elles allèguent vouloir régler

concernant les relations de travail.

consoromation et de droit du travail.

ciation directe avec le responsable.

Pour les violences physiques, l'appel

seur d'équipement de sécurité.

d'agressions sexuelles, deux fois sur trois pour les violences familiales.

Dans les autres sortes d'infraction, le risque physique devient faible ou insignifiant. En matière de droit du travail. il concerne seulement un cas sur dix. mais il est alors généralement durable. En revanche, cambriolage et vol ne sont pratiquement jamais accompagnés de violences (0,4 % et 1,5 %), en tout cas, pas de dommages physiques durables. Rien d'étonnant à cela : la victime ne se trouve que très rarement en présence de son volcur (12,2 %) ou de son cambrioleur (3,9 %).

une place intermédiaire; on y allègue

bien l'insignifiance des dommages,

mais aussi — au moins pour les vio-lences familiales et les agressions

sexuelles - le souci de régler l'affaire

soi-même. Le recours aux organismes

d'aide aux victimes est encore extrême-

ment saible : généralement inférieur à

important concerne les sentiments

éprouvés par les victimes, notamment

la peur ressentie. Si le cambriolage fait

peur deux fois plus souvent que le voi.

probablement à causa de l'intrusion qui

l'accompagne, ce sont les violences qui

font le plus souvent peur, quoique avec des différences notables selon les cas :

plutôt fugaça après une agression sim-

ple, la peur se fait plutôt durable dans

les violences familiales (qui sont sou-

vent répétitives), et surtout après les

on s'estime victime de vois ou de vio-

lences, mais beaucoup plus fréquem-

ment pour les premiers que pour les

seconds. De surcroît, les victimes de

vois sont relativement nombreuses,

celles de violences très rares. En fin de

compte, vue du côté des victimes, la

politique criminelle devrait s'occuper

sentiellement des vols et des cam-

Or - les statistiques policières (4)

le montrent - une part infime des

plaintes pour voi est traitée par les ins-

titutions pénales, pour une raison très banale : on ne sait à qui imputer ces

infractions. La police élucide convens-

blement les affaires où elle prend elle-

même l'initiative, mais il s'agit pour

l'essentiel de circulation routière, de

réglementation ou d'ordre public.

Certes, il lui arrive aussi, ce faisant, de

particuliers - le voleur d'autoradios

surpris par une patrouille de police mais c'est un cas relativement rare et

restreint aux incidents dans des lieux

publics; or la moitié des vols et tous les

cambriolages se passent dans des lieux

privés, où la police ne pénètre ordinai-

Ainsi, on s'adresse à la police quand

agressions sexuelles.

Enfin, un dernier enseignement

1 %, sauf pour les violences familiales.

Une frontière mouvante entre l'Etat et le marché

Aux yeux de la victime, l'affaire est

La plainte est-clle lei autre chose

Ainsi, de profonds changements sont sécurité des biens et des personnes : les frontières entre Etat et marché, entre public et privé se modifient, mais cette vaste transformation, mal diagnostiquée échappe largement au débat

R. ZAUBERMAN of Ph. ROBERT.

(3) Ph. Robert, R. Zauberman, . Les victimes entre la délinquance et l'Etat », Revue de l'Institut de sociologie, Bruxalles, 1985.

criminalité en France en 1985, constatée par les services de police et de gendarmerie, La Documentation française, Paris, 1987.

(5) Gottfredson et Hirschi, «The true value of Lambda would appear to be zero: an easay of career criminals, criminal careers, selective incapacitation, cohort studies and related topics», Criminology, Scattle, 1986, XXIV, 2.

Sont aussi bien élucidées les affaires accompagnées de l'identification du suspect, comme les vols dans les grands magasins, où les services de sécurité privée ne transmettent un cas à la police qu'après identification de l'auteur; or l'individu victime de vol en identifie rarement l'auteur, et le cambriolé plus rarement encore. Cet anonymat favorise la généralisation des plaintes mais contrarie leur élucida-

souvent importante par les dommages qu'elle cause et la peur qu'elle engendre. Mais, aux yeux des professionnels, elle est banale et de peu d'intérêt. Implicitement, on se repose sur l'idée que ceux qui volent beaucoup finiront bien par se faire attraper : Il suffirait alors de les mettre hors d'état de nuire par un emprisonnement assez long pour régler peu à peu le problème. Cet espoir serait sondé s'il existait en la matière des « carrières » délinquantes durables. Les travaux les plus récents (5) semblent au contraire montrer qu'elles sont fort courtes et que le vivier des voleurs et cambrioleurs se renouvelle sans cesse. On pourrait encore faire fond sur l'intimidation. mais la certitude de l'arrestation pèse beaucoup plus que la sévérité de l'éventuelle sanction. Or c'est justement cette certitude qui fait défaut en raison de la rareté de l'élucidation. Voilà donc l'Etat dans une impasse.

qu'une formalité? C'est l'assurance qui gère réellement les vols et les cambriolages - avec le concours des fournisseurs de biens et de services de sécurité. Après l'Etat voici le tour du marché. Mais cette évolution s'opère moins facilement pour les particuliers que pour les entreprises ou les organisetions : près de la moitié des vols et des cambriolages ne donnent pas lieu à intervention de l'assurance. Pour le particulier, en outre, il est difficile d'optimiser les dépenses d'assurance et de sécurité : le coût est évident, mais le risque aléatoire et l'efficacité incertaine. Par ailleurs, l'indemnisation, fûtelle matériellement satisfaisants, est toujours conteuse en temps et en démarches, et ne peut tout compenser, notamment pas la peur éventuelle et

LES RÉSEAUX D'ASSISTANCE

Comment réparer les préjudices ?

Par MARIE-PIERRE DE LIÈGE •

l'inverse des systèmes anglo-sexons, la victime, en France, peut se constituer partie civile, c'est-à-dire — si le procureur de la République n'en prend pas l'initiative — saisir la junidiction pénale d'une demande de poursuites contre le responsable d'une infraction et, dans tous les cas, participer au procès pénal pour solliciter l'attribution de dommages et intérêts. Par ailleurs, depuis 1977, l'Etat peut indemniser les préjudices corporels graves si le définquent se dérobe à son devoir de réparation. La lecture du code de procédure pénale est plutôt rassurante et, pourtant, l'insatisfaction des victimes demoure grande.

Le plus souvent mai informées, partois mel accueilles par des services de police et de justice surchargés de travail, elles parviennent difficilement à faire entendre leur voix et reconnaître leurs droits. Très peu obtiennent en fin de compte le paiement réel de leurs dommages et intérêts ; la majorité s'égarant dans les procédures, et finissent par se décourager. Le plus grand nombre d'entre elles restemt donc sans aide aucune pour faire face aux consequences parfois dra-matiques de l'infraction. Les plus habiles ou les plus chanceuses qui obtiennent un dédommagement s'en trouvent parfois fort décues prenant conscience tardivernent que « l'argent ne re-fait pas toujours le bonheur » : la peur, la détérioration de relations conjugales ou familiales, le repliement sur soi-même, les cauche-mars ou les pertes d'appétit ne se réparent pas par l'allocation de dommages et intérêts. Ces symptômes fréquents sont souvent occultés par la victime ellemême, méconnus par son entourage et rarement pris en compte.

Des dispositions législatives même protectrices ne suffisent pas. Les pouroirs publics en France — et notamment le ministère de la justice — l'ont compris et se sont engagés depuis cinq ans dans une politique nouvelle visant à développer une véritable assistance aux victimes. Depuis 1983, plus de cent services d'aide ont ouvert leurs portes ; les deux tiers sont des associations. le troisième tiers a pris, sous l'impulsion de Conseil national de prévention de la délinquance,

Dans ces services, toutes les victimes sont reques, informées et ass gratuitement : soutien moral, renseignements sur les droits et aide aux démarches, aide matérielle parfois (réparation de portes fracturées, prêts financiers). visites à domicile, à l'hôpital.

L'aide est en plein développement mais beaucoup reste à faire : environ vingt-cinq mille victimes assistées en France, c'est encore bien peu au regard des basoins. Il faut acceptuer l'information du public et mieux sensibiliser les relais locaux sur l'existence des services d'aide. Il faut également donner à ces services les moyens de fonctionner dans des conditions correctes et aurtout d'assurer à leurs permanenta et bénévoles une formation sérieuse et adaptée : la victime ne doit en aucun cas subir un nouveau préjudice en cherchant assistance. Il faut enfin que chaque intervenant, policier, magistrat, avocat, médecin, soit plus disponible, mieux à l'écoute, plus efficace dans son intervention.

UN SENTIMENT DE MENACE

Le recours au marché de la sécurité

Par THIERRY GODEFROY *

E dévaloppement d'un sentiment d'insécurité a provoqué la crolesance accélérée, au cours de la dernière décennie, d'un important marché de la sécurité répondent tant à un souci de protection rétributive (les assurances) qu'à celui d'une protection préventive (les équipements de sécurité ou les sociétés de gardiennage) (1). Six cents millions en 1977, six milliards en 1987, le montant total des primes d'assurance contre le voi a explosé. Ces sommes, que l'on doit considérer comme des dépenses consenties par les Français pour leur protection (remboursement des préjudices) ont été multipliées par dix en dix ans.

La brutale augmentation du volume des primes ne s'explique pes seulement par un soud accru de protection des biens. Les changements intervenus dans les modalités des contrats d'assurance-vol y ont contribué, il en va ainsi de l'obligation faite de déclaration des objets précieux et de la généralisation de l'assurance multirisque, qui rend plus difficile l'appréciation de la part revenant aux vols.

Le secteur des équipements de protection électronique ou traditionnelle (blindage, verrous) est plus difficile à estimer. L'ensemble des installateurs de systèmes d'alarme ont un chiffre d'affaire global d'un milliard et demi (260 millione il y a dix ans). De l'avis de la profession, cependant, le protection électronique n's pes encore récliement réusel se percée vers les particuliers.

Les sociétés privés de surveillance, ont connu un important développement à la fin de la décennie 70. La Fédération francaise des organismes de prévention et de sécurité (PFOPS), qui déclare regrouper les cent vingt plus grosses entreprises (la plus importante emploie cinq mille personnes) représentant 80 % du chiffre d'affaire total, estime pour 1984 (demière année connue) le chiffre d'affaire de ses membres à 2,4 milliards de francs et leurs effectifs totaux à soluente mille

Une autre évaluation peut être tentée à partir du recessement en reprenant le catégorie « agents de sécurité et de surveillance » (2) estimée à quatre-vingt mille personnes en 1982, soit environ deux vigiles pour trois policier

Forte du poida de ses effectifs, la profession dénie à la puissance publique le possibilité d'assumer seule la totalité des tâches de sécurité des biens et des personnes et lui propose de « sous-traiter » une partie du risque

Le développement des marchés de la sécurité, sous ses différentes formes, reflète la diffusion d'un sentiment de mensos au sein de la population, mais aussi la stratégie de professions du secteur privé mettant en cause l'efficacité du monopole de l'Etat dans le maintien de la sécurité publique.

* Cherchour an CNRS/CESDIP.

(1) Thierry Godefrot et Bernard Laffargue, les Coûts du crime en France, Paris, CESDIP, 1987. (2) Frédéric Ocqueteau, l'Irrésistible ascension des forces de sécurité privée, Actes, nº 60, Paria, 1987.

Université de Paris-Sud

Faculté de Droit de Sceaux Formation de 3° cycle

DEA de droit canonique Directeur : M. Jacques LELIEVRE

DEA Politique criminelle et droits de l'homme

en association avec Paris X-Nanterre Directeur: M™ Mireille DELMAS MARTY

DESS Diplomatie et administration des organisations internationales Directeur : M. Mario BETTATI

DESS Entreprises publiques, en association avec Paris IX-Dauphine Directeur : M. Michel DURUPTY

DESS Fiscalité internationale, en collaboration avec HEC

Directeurs: MM. Patrick DIBOUT et Patrick RASSAT DESS Droit de la santé

Directeur : M. J.-M. LEMOYNE DE FORGES Dates d'inscription : du 4 au 22 juillet 1988.

La Faculté recruterait quelques chargés

de travaux dirigés de haut niveau.



DU RÉALISME SOCIALISTE A UNE CERTAINE PRÉCIOSITÉ

Renaissance de la littérature chinoise

EPUIS la fin du maoïsme, voilà dix ans, la littérature chinoise vit une véritable renaissance, en même temps qu'elle s'ouvre vers le monde. Signe de cette ouverture, et de l'intérêt porté à la Chine par l'étranger, le ministère français de la culture a invité à Paris, fin mai début juin, treize auteurs, dont certains -A Cheng, Zhang Xinxin, Liu Xinwu, Bei Dao - sont déjà célèbres.

- Par JEAN-PHILIPPE BÉJA •

Cri de révolte d'une génération qui a appris l'absurdité du monde au cours de ses tribulations pendant et après la révolution culturelle, la littérature chinoise a parcouru bien du chemin depuis qu'un beau jour de 1977 le Pro-fesseur principal de Liu Xinwu redon-nait vie à la tradition du réalisme critique apparu dès les origines de l'Empire du Milieu, et renforcée par le mouvement du 4 mai 1919 (1). A bien des égards, 1979 a renoué avec 1919 : boulimie de littérature étrangère, multiplication des expressions en français ou en anglais dans le texte, voionté d'essayer toutes les nouvelles formes d'écriture. Ce désir d'ouverture rappelle les expériences faites soizante ans plus tôt par les tenants de la « nouvelle culture ».

Il est extrêmement difficile aujourd'hui de définir les tendances principales de la littérature de la République populaire : cinq cent soixante revues étaient officiellement recensées en 1986, sans compter les nombreuses publications locales ou ronéotypées dont un grand nombre disfusent des romans de cape et d'épée où le sexe est fort présent. Trois mille auteurs sont inscrits à l'Association nationale des

L'actuelle diversité ne doit cependant pas masquer la difficulté du chemin parcouru par les créateurs au cours des dix années écoulées depuis le fameux troisième plénum du comité central de 1978 qui a marqué la rupture avec le maoîsme des dernières années. Car. respectant la tradition établie par Mao Zedong, les dirigeants communistes s'en sont pris aux écrivains chaque fois qu'ils affrontaient un problème économique ou politique. Depuis deux ans, on a assisté à de nom-

breuses vagues de critiques. Incomparablement moins violentes, certes, qu'au cours des années précédentes, elles ont toutefois été suffisamment fortes pour faire prendre conscience aux auteurs qu'ils doivent toujours rendre des comptes à l'« avant-garde du prolétariat » : discours de M. Hu Yaobang de février 1980 aboutissant à l'interdiction de la pièce de Sha Yexin Si je l'étais pour de bon, une version chinoise du Revizor; critique de la - libéralisation bourgeoise » en 1981, prenant prétexte du tournage du film inspiré du scénario de Bai Hua Amour amer, campagne contre la « poliution spirituelle » de 1983, centrée en partie autour de la critique de Sur une même

ligne d'horizon (2) et des Orchidées en

folie de Zhang Xinxin. Comme disent les jeunes Chinois, le climat de Pékin est vraiment très variable, d'autant que, comme celle de l'économie, la « modernisation » de la littérature se fait sous la direction du Parti communiste. On a vu la vanité de la promesse faite en décembre 1985 par M. Hu Qili d'accorder aux écrivains la « liberté de création » que certains revendiquaient de plus en plus fortement. Moins d'un an plus tard en effet, le parti expulsait à grand bruit deux des écrivains les plus courageux, Liu Binyan, célèbre pour ses reportages corrosifs sur la corruption des cadres, et Wang Ruowang, dont le franc-parier réchaussait le cœur des jeunes étudiants. Pourtant, les temps ont changé; seuls les auteurs qui abordent directement les problèmes politiques sont l'objet de la vindicte du département de la propagande, tandis que les modernistes peuvent continuer leurs

Le coup de fouet du réalisme

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE GRENOBLE

(UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES)

300 diplômés et 100 docteurs de science politique en vingt ans :

l'une des meilleures formations en France vous

offre de préparer un

DEA D'ÉTUDES POLITIQUES

par un contact direct avec les chercheurs et les enseignants

de QUATRE LABORATOIRES DU CNRS dans les domaines suivants :

Analyse des politiques publiques

Étude des organisations et des comportements politiques

Études internationales

Histoire intellectualle et sociale

Renseignements: Christiane ESCHALIER

I.E.P./CERAT

B.P. 45 - 38402 SAINT-MARTIN-D'HERES CEDEX

Tél. 76-82-60-00

E^N 1979, la révolte a poussé un grand nombre de jeunes vers la littérature surtout parce que les antres canaux réservés normalement à ce genre d'expression (presse, élections, tribunaux) étaient irrémédiablement bonchés, tandis que des écrivains accomplis qui s'étaient exprimés au milieu des années 50 avant de recevoir le coup de bâton du mouvement antidroitier de 1957 recommencaient à écrire, enrichis d'une expérience de vingt-deux ans de persécutions. Tous les aspects de la société occultés dans la presse et les médias officiels faisaient leur apparition dans les revues littéraires (3), tant officielles que

Les dénonciations correspondaient finalement assez bien aux exigences des réformateurs qui cherchaient par tous les movens à renverser les derniers défenseurs de Mao. Si l'indignation était souvent exprimée en des termes allant au-delà des désirs du nouveau

Chercheur au CNRS, Paris.

manquait de profondeur.

pouvoir, la réflexion qui y présidait

La renaissance de 1979 a redonné un coup de fouet à la tradition du réalisme critique apparue avec force au moment du 4 mai 1919, écrasée en 1949 au nom du « réalisme socialiste », et qui avait resurgi en 1956-1957 pour disparaître pendant plus de vingt ans. Ce sont surtout les écrivains qualifiés de droitiers en 1957 qui ont renoué avec elle. L'un des principaux auteurs de « littérature de reportage », apôtre de la littérature engagée, Liu Binyan, a mis à profit sa réhabilitation, intervenue après vingtdeux ans d'exil intérieur et de persécutions, pour décocher quelques nouvelles flèches au système bureaucratique. Après la publication d'Entre hommes et démons (4) en 1979, qui a fait l'effet d'une véritable bombe en montrant que la corruption était un trait fondamental du système politique, Liu Binyan n'a pas cessé, tout au long de ses reportages, de dénoncer inlassablement les méfaits de l'absolutisme des cadres et de prendre la défense des

D'autres, tel Wang Ruowang, ont affirmé en termes plus crus leur condamnation du système qui a conduit aux dix années de calamités (1966-1976). Bai Hua, connu pour son Amour amer, qui relate les persécutions subies par un peintre rentré en Chine en 1949, s'est interrogé sur la manière dont la patrie (ou plutôt le parti) traitait ses enfants. Tous, à un degré ou à un autre, ont subi les attaques du département de la propagande. Cette situation est d'autant plus paradoxale qu'an moment où le parti doit faire face à une crise de confiance généralisée, ces écrivains comptent parmi les derniers fidèles de la cause

Ainsì s'explique sans doute le fait que les tenants du réalisme critique traditionnel n'aient guère d'héritiers dans la jeune génération. Pourtant, certains jeunes n'ont pas oublié les motifs qui les avaient poussés à écrire. C'est ainsi qu'à partir de 1985 est appara un nouveau genre littéraire que l'on pourrait qualifier de « littérature-vérité » dans la mesure où il s'apparente an cinémavérité européen du début des années 60. L'écrivain promène son micro dans le pays, et se contente de rapporter les

expériences vécues par les citoyens issus de toutes les couches de la société. C'est Zhang Xinxin, condamnée en 1983-1984 pour apologie de l'existentialisme et du darwinisme social, qui a lancé ce nouveau genre avec un recueil simplement intitulé l'Homme de Pékin (5), écrit en collaboration avec Sang Ye. Les auteurs présentent une photographie de la société chinoise qui apparaît bien plus complexe que ce que prétendent les organes de propagande. Dans le même ordre d'idées, Feng Jicai, qui s'était distingué par une nouvelle décrivant admirablement l'atmosphère de la révolution culturelle dans un centre de recherche (6), a réalisé cent interviews qu'il avait l'intention de regrouper dans un recueil (7). Malheureusement, seuls une dizaine de ces textes out vu le jour, la campagne contre la « libéralisation bourgeoise » de 1987 étant venue mettre un terme à

leur publication. Ces nouvelles tentatives ont permis de renouveler la littérature réaliste, et constituent sans doute une piste intéressante pour l'avenir. Maiheureusement, les événements de 1987 montrent qu'il reste difficile aujourd'hui de < parier vrai ».

Les exemples étrangers

DARALLELEMENT au renouveau du réalisme critique, dès 1978 les ieunes poètes « obscurs » de la revue Jintian (Aujourd'hui) disaient le mai de vivre d'une génération qui, en perdant ses illusions, avait découvert en même temps que l'absurde la valeur de l' « humanisme » que le régime n'avait cessé de dénoncer depuis 1949.

Je - ne - crois - pas ! (8) s'écriait Bei Dao, exprimant en un vers l'état d'esprit d'une grande partie des anciens gardes rouges.

La mat noire m'a donné des yeux

Avec eux je cherche la lumière (9), répondait Gu Cheng. Mais du fond de ce désespoir, bien mal porté en pays socialiste, Shu Ting chanteit les sentiments maternels et Mang Ke célébrait l'amour. Les bureaucrates du département de la propagande supportant mal que ces jeunes poètes qualifiés d' « obscurs » abandonnent le poème épique et renouent avec l'humanisme si décrié, ils ont interdit Aujourd'hui en 1980. Pourtant, au fil des années, ils ont dû se résigner à les laisser publier leurs œuvres dans les revues officielles.

Les recherches des poètes ont fini par toucher les romanciers. Ceux-ci se sont demandé si une bonne littérature ne nécessitait pas une certaine distanciation par rapport à l'actualité. Ils ont été poussés dans cette voie par les campagnes politiques qui, prenant pour cible les tenants du réalisme oritique, affirmaient haut et fort que, si les écrivains continuaient à dénoncer les excès du régime, ils le feraient à leurs risques et périls. Se sentant obligés d'employer des moyens plus détournés pour s'exprimer, ils se sont rendu compte qu'ils manquaient de compétence pour écrire. Et de même que des délégations d'ingénieurs chinois parcourent le monde (surtout les pays les plus développés), de même les auteurs du vieil empire se sont mis à chercher partout des techniques nouvelles : Gao Xingjian (10), dans J'achète une canne à pêche pour mon grand-père, avous s'inspirer directement de Claude Simon: phrases de deux pages, destruction de la linéarité du récit, retours en arrière sont mis au service d'un sujet anodin censé permettre à l'écrivain de mieux exprimer son moi.

Le même, dans son théâtre, retrouve les chemins explorés par Samuel Beckett (11), A Cheng a été très influencé par les romans de Gabriel Garcia Marquez, qui, depuis Cent ans de solitude, a marqué toute une école partie à la « recherche de ses racines » (xungen). Quant à l'actuel ministre de la culture, M. Wang Meng, en introduisant en Chine le « flux de conscience » cher à James Joyce, il n'est pas en reste. Ainsi sont nées nombre d'œuvres de qualité, au premier rang desquelles se situe sans doute le Roi des échecs (12) d'A Cheng, la première œuvre du continent publiée officiellement à Taiwan dont le héros, un jeune instruit passionné d'échecs, rappelle les sages taoïstes.

L'art pour l'art serait-il en train de remplacer la littérature socialiste au service des ouvriers-paysans-soldats chère au cœur du Grand Timonier?

Ce n'est pas si simple : la réflexion sur les désastres qu'ils ont vécus dans leur chair pendant dix on vingt ans a conduit les écrivains à s'interroger sur les raisons profondes de la tragédie que la Chine venait de subir. Ne se satisfaisant pas de la rhétorique officielle qui rejetait l'ensemble des responsabilités sur Lin Biao et la « bande des quatre ».

ils ont commencé à s'interroger sur les causes profondes du drame ; et, comme leurs prédécesseurs du 4 mai, ils ont déconvert le poids de la « sinitude ». Mais les causes de la tragédie sont encore plus complexes aujourd'hui. Il ne suffit plus de crier le vieux mot d'ordre du 4 mai « A bas la boutique à Confucius! ». En effet, le communisme chinois, même dans sa version maoïste exacerbée, n'a jamais cessé, contrairement à ce que l'on affirme aujourd'hui dans la presse officielle, de

dénoncer, du moins dans son discours

risme. Remarque valable, mais qui ne répond pas à toutes les questions. Depuis 1979, le tirage des revues littéraires a beaucoup baissé. On peut

rempart contre un retour du totalita-

penser, avec Wang Meng, qu'il s'agit d'un phénomène « naturel » : à l'époque, en effet, la littérature représentait le seul canal par lequel pouvaient s'exprimer les espoirs et les revendica-tions de la société. Anjourd'hui, les médias et le système politique remplissant mieux leur rôle, seuis les amateurs d'art s'intéressent à la littérature. Or ceux-ci sont moins nombreux que les lecteurs de journaux. D'autres, tel Liu Binyan, affirment que ce phénomène s'explique par le fait que les auteurs n'expriment plus les préoccupations de leurs lecteurs. Obsédés par l'exigence de « qualité artistique », ils auraient trahi leur mission première. Les deux visions comportent une part de vérité.

En tout cas, les autorités ont utilisé très habilement la politique de la carotte et du bâton : n'hésitant pas à critiquer durement ceux qui ossient s'attaquer de front aux problèmes sociopolitiques, elles ont, surtout par l'intermédiaire du ministre de la culture, M. Wang Meng, nommé en 1986 (14), «récupéré» le plus grand nombre possible de jeunes contesta-taires. Intégrés dans l'Association des écrivains, révérés comme l' « aventr de la culture chinoise », transportés de réunion en « atelier de création » dans de luxueuses limousines, les anciens damnés de la terre ont perdu le contact avec les couches les plus modestes de la société. Les yeux fixés sur Stockholm et le jury du Nobel, ils semblant avoir oublié leurs frères qui souffrent encore dans les villes et les campagnes. L'inspiration leur fait souvent défant, et le danger de la préciosité les guette.

Ils considèrent avec dédain les œuvres publiées en 1979, et ont parfois bonte de leur « puérilité ». Pourtant, un véritable souffle (le gi de la philoso-



LA MANIFESTATION DU 4 MAI 1919 (RAS-RELIEF A PÉRIN) « A bas is bostique à Confectus! »

manifeste, les méfaits du « féodalisme - et du confucianisme.

Il faut donc pousser la quête plus avant. Les réponses sont variées : pour Liu Binyan, qui est resté marxiste, les origines de la tragédie viennent de la nature paysanne, donc arriérée, de la société chinoisa, qui a voulu aller trop vite dans la construction du socialisme tout en ignorant ce que cela signifiait, Pour Ba Jin qui, depuis 1979, ne cesse de militer pour que l'on perpétus le souvenir de la révolution culturelle, les intellectuels sux-mêmes, par leur silence et leur pusillanimité, portent une responsabilité écrasante dans la tragédie (13). D'autres, partant d'une démarche rousseauiste, estiment que, ayant été coupés de leur tradition par le régime, ils doivent rechercher leurs racines, et que ce n'est qu'en s'imprégnant de la culture la plus primitive que l'on pourra retrouver les vertus originelles permettant d'aboutir à une société plus juste, et de composer des œuvres de qualité. Cela n'exclut pas cependant une attitude critique vis-àvis des aspects les plus rétrogrades de la tradition qui ont choqué les jeunes instruits envoyés à la campagne pendant les dernières années du règne de Mao. Les meilleurs représentants de cette école sont A Cheng, qui écrit surtout sur le Yunnan, Zhang Cengzin, sur la Mongolie, Han Shaogong, sur le

L'approfondissement de la réflexion sur le traumatisme qu'a subi la société chinoise a provoqué une grande diversification de la production littéraire. Le mot d'ordre principal est de s'ouvrir sur le monde. Mais est-ce possible sans s'ancrer dans la réalité chinoise? A cette remarque, il est possible de rétor-quer qu'en se refusant à considérer la littérature comme un combat les jeunes écrivains ont compris que c'est en développant leur moi, en multipliant les expériences pour trouver un style personnel, qu'ils parviendront à imposer la conscience individuelle - le meilleur phie chinoise) les habitait lorsqu'ils out pris la plume, et cette année là des morceaux de qualité ont vu le jour. Il serait souhaitable qu'une fois devenus auteurs professionnels, ils retrouvent cette urgence d'écrire. Faute de quoi, tandis qu'ils se livrent à des recherches stylistiques, une nouvelle génération qui murit dans l'ombre viendra les remplacer, s'élevant contre la vanité de curs compositions.

(1) Le 4 mai 1919, les étudiants de l'uni-versité de Pékin manifestaient contre les exigences japonsises avalisées par le traité de Versailles. Cette date est considérée comme le premier jakon de la « Nouvelle culture » « de la « Nouvelle » » » « de la « Nouvelle

(2) Zhang Xinxin, Sur une même ligne d'horizon, Actes Sud, Aries, 1987. (3) Voir Jean-Philippe Béja, Fang Jusyi, Wojtek Zafanolli, «Quand la littérature chinoise devient réaliste», le Monde Dimon-che, du 21 septembre 1980.

(4) Traduit dans J.-P. Beja et W. Zafa

la Face cachée de la Chine, éd. Pjerro Emile. (5) Sang Ye, Zhang Xinxin, l'Homme du Beijing, 6d. Panda, Pékin, 1987.

(6) Feng Jicai, Ah / In Feng Jicai Ji (œuvres choisies de Feng Jicai), éd. littéraires du Détroit, Fuzhou (7) Feng Jicai, « Yibaige ren de ski mian ». (Cent personnes racontent leurs dix anaées terribles). Revues Shi yue, décembre 1986 et Xiaoshuojia, janvier 1987.

(8) Bei Dao, « Huida » (Réponse), in Bel no Shixuan (Poèmes choisis de Bei Dao). 1986, p. 26.

(9) Gu Cheng, «Une génération», avril 1979, dans le recueil Hel yanjing (Les yeux (10) Gao Xingjian, «Gei wo Laoye mai yugan», Remnin Wescuse, 9, 1986.

yugan », Remuin Wencuse, 9, 1986.

(11) Gao Xingjian, «Le monologue »
(Dubai In, Gao Xingjian xiju ji) (Pièces choisies de Gao Xingjian), Qunzhong Chubanshe
(éd. des Masses), 1986, et «L'arrêt d'autobus », in la Remontée vers le jour. Aliméa, Aix-en-Provence, 1988, 89 F.

(12) A Cheng, les Trois Rois (recueil dont fait partie le Roi des échecs), Aliméa, 1988, 83 F.

(13) Ba Jin, Suixiang lu (Au fil de la plume), PSkin, 1988. (14) Voir J.-P. Béja, « Wang Meng, un pro a la culture ». Revue Aujourd'hai la China. Paris, mars 1987.

PROBLE POLICY JOY RNAL -Ar ar and a larger men The property of the property of the Parish En el ure serie d'entrette amore and for the beating the state of the s POLITIQUE INTERNATIONAL Alphania, e le sona et la politique de

POLITICI P STRANGERS

Alle ere som få ers å gærtar **det er** Melle e reste og farallære e**re s**

activationalist diff & Come

art demande out the fit had not prefe

BIBLIOGRAPHE

Es problèmes d'action us par les organisation internationales

interestonal de travallo. SPICT PAL ADJUSTMENT Ser, effets, redigé par l'équipe les par imples en Asse du MI. Se pares de RIT. 205, boulevant

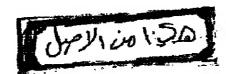
APARTHEID EN AFRICA

LEUROPE EN CHIFFRES P de de dest pays membres. 1966 L-2970 Luxemboard INTERIOR DE L'ENVIRONNE de la CEE. Luxembell

PIORMANCE DE L'ECO Granent dressed

cience et de la califa DOCLMENTARY FREE VALUE OF THE STATE OF THE S ordre de l'informe

pane de



chinoise

rempart contre un recur à le risme. Remarque valable à le répond pas à toutes les que le risme de la r répond pas à toutes le green de la cours le cour de « qualité artistique » à à trahi leur mission premine la visione comportem une parte

En tout cas, les autoriés et très habitement la politique carrotte et du bâton: n'hispaniere critiquer durement cell est s'attaquer de front au me sociopolitiques, elles out me l'intermediaire du minim l'intermedizire un mininteriore, M. Wang Mens ne cuirure, M. vicuperé le par 1956 (14), «récupéré le par nombre possible de jeun e taires. Intégrés dans l'Amore écrivaires, révérés comme ! se la culture chinoise , trans réunion en « ateller de crime. de luxueuses limousnes be damisés de la terre ou parale avec les couches les plus moles société. Les yeux fixés ar la société. et le jury du Nobel, is sente dans les villes et les campas, piration leur fait souven de

danger de la préciosité la pre ili considèrent avec Cartas publices en 1979, amp bonte de leur - puérilire. ur ventable souffle (ke gibble

« FRONTS ET FRONTIÈRES », de Michel Foucher

Un tour du monde géopolitique

le général **GEORGES BUIS** 🖪 N une discrète et trop modeste note en bas de page, Michel Foucher, auteur de Fronts et frontières (1), nous dit qu'il ne faut pas chercher dans son propos « une théo-rie générale de la frontière » produite par extrapolation à partir d'un seul cas, au défi de la pluralité des réa-

lités et qui prétendrait acquerir - force de loi - : il n'y a pas de loi en géopolitique, à la différence de ce qu'affirmalent les tenants de la vieille géopolitique, encore moins de scénarios inéluctables déterminés par la nature ou la position. Les espaces ne sont pas des acteurs de l'histoire, mais de simples supports ».

Cette affirmation, il n'en démontre pas l'exactitude comme on le ferait d'un théorème, mais il la fonde avec minutie, talent, irrécusable documentation, par l'analyse aussi d'une forêt de paramètres qui sous-entendent la notion de front et de frontière, puisque aussi bien, la seconde découle du pre-

De la frontière il nous dit « la nature et l'artifice ». Tous ceux qui ont été investis de poste de responsabilité dans les guerres de décolonisation ont vite constaté que les limites de leur commandement, calquées sur les frontières administratives ou politiques, les plaçaient en situation d'infériorité sur le rebelle, qui retrouvait, d'instinct, ses propres frontières, pas forcément « bonnes » mais auxquelles il fallait bien s'adapter.

A la façon dont certains tentent, par la polémologie, de rassembler et d'analyser les éléments d'une situation belligène, d'autres ont prôné une typologie des frontières fondée sur le physique, la géométrie, l'anthropogéographie, la complexité. En réalité, si la polémologie peut se révéler un utile clignotant. la guerre ne hri en échappa pas moins. La frontière ne se satisfait pas davantage d'une approche technique dont le support ne peut que faciliter, un temps, une reconnaissance symétrique.

Mais qui reconnaît? Les peuples? Moins de 2 % des frontières tracées en Europe au dix-neuvième siècle ont été le fruit d'un plébiscite. Les conférences internationales? Ce sont apparemment encore elles qui font le meilleur travail, au coup par coup, dans la mesure où les frontières sont « du temps inscrit dans des espaces ».

Et le problème de ligne ou de zone? Et celui du droit international public? Et celui des « frontières reçues de la décolonisation »? Et combien d'autres présentes ou en marche? Au passage, la France se révèle championne « de politique originale en Europe et dans le monde ». Elle a conçu l'Etat-nation, a faroucheme tendu vers les « frontières naturelles » et vient, avec sa stratégie de dissuasion nucléaire, d'inventer le sanctuaire à géométrie variable. De plus, elle a dessiné 17 % des frontières coloniales sur notre planète.

Michel Foucher n'apporte pas, il le dit dès l'abord, de solution bonne ou mauvaise à tous ces problèmes conceptuels. Il présente en 527 pages denses leurs données et leurs variables. Il les étaie d'une quarantaine de cartes globales ou détaillées qui disent le quête de territoire aborné de cet étrange animal qu'est l'homme, qui veut la sécurité de « bonnes » frontières, unanimement reconnues, et qui ne cesse de remettre toute solution en cause par son formidable appétit d'affirmation politique, unitaire, économique, etc. Par la consciente ou inconsciente remontée aussi d'un passé historique. Si, dans leur ensemble, ces cartes sont toujours une instructive et souvent étonnante découverte, pour le lecteur il en est - particulièrement celles relatives à l'Afrique du Sud, mais ce ne sont pas les seules - qui font monter des nuages dans la poitrine de l'hon-

(1) Fayard, Paris, 1988, 527 pages, 180 F.

SITUATION DU FÉMINISME

Le pouvoir en partage

SYLVIE KERVIEL

I elles se mêlent aussi de ça! - Cette réflexion, Danielle Le Bricquir l'a entendue plus d'une fois, au fil de son parcours de militante féministe, et en particulier depuis bientôt dix ans qu'elle se bat pour la paix. Si le pacifisme est devenu un terrain de combat pour nombre d'associations féminines, ce n'est pas par hasard, explique Danielle Le Bricquir, fondatrice du mouvement Résistance internationale des femmes à la guerre

- Parce qu'elle donne la vie, la femme sait charnellement ce que cette expression veut dire -, explique cette militante, séduite au début des années 80 par les mouvements pacifistes. Après avoir lutté pendant des années pour le droit de donner la vie, elle choisit de consacrer toute son énergie au droit de la protéger. Le livre La paix, les femmes! (1) retrace les différentes étapes qui ont conduit à la fondation de l'association RIFG et expose les idées maîtresses de l'initiative de Danielle Le Bricquir : l'éducation pour la paix, ou comment sensibiliser l'enfant, dès son plus jeune âge, au pacifisme et à la tolérance.

Energique et passionnée, l'auteur dénonce tous ceux qui, sciemment ou par leur attitude passive, entretiennent l'insécurité ou contribuent à banaliser l'idée de guerre nucléaire... Les hommes politiques tout d'abord, ceux de droite mais aussi ceux de gauche, dont les « retournements » après 1981 sont sévèrement dénoncés. La presse coupable d'« indifférence » à de rares exceptions près. Enfin les hommes en général, à qui elle réserve ses piques les plus acérées. Truffé de réflexions antimachistes le livre de Danielle Le Bricquir agace souvent par ses mala-dresses, ses anecdotes futiles, ses digressions, ses poncifs. Mais cet ouvrage, stimulant et finalement optimiste propose des voies concrètes pour construire la paix, dès l'école mater-

Travail des semmes, pouvoir des hommes - Aux origines de l'oppres-sion des femmes (2) aborde un thème beaucoup plus rebattu, mais de manière très originale. Ce texte collectif sur les origines de l'inégalité des sexes veut tirer une bonne fois pour toutes un trait sur les théories biologistes à propos de la fatalité de l'oppression des femmes. Des ethnologues, historiens, anthropologues et économistes français et américains se rejoignent pour affirmer que la cause de la subordination des femmes réside non pas dans leur spécificité biologique (liée surtout à la reproduction), mais dans le rôle qui leur est réservé dans la production. Partant du postulat que le patriarcat n'a pas toujours existé, cette étude envisage l'hypothèse selon laquelle la domination masculine aurait pour origine la volonté de contrôler le travail des femmes, celles-ci ayant joué un rôle important dans les communautés où la domination masculine n'existait pas encore. Elle ne se serait manifestée qu'avec l'apparition des premières formes de propriété privée dans les

sociétés de type lignager où les liens de parenté organisent la répartition du travail et l'appropriation des biens aux dépens des femmes.

FEES et gestes (3), d'Isaure Gratacos, vient au bon moment s'inscrire en contre-exemple de l'essai précédent. Cette étude ethnologique est consacrée aux femmes pyrénéennes, dont l'originalité du statut, le rôle dans la vie sociale et culturelle, tranchent, de longue date avec ceux des autres femmes des sociétés patriarcales euro-péennes. Partant de témoignages oraux recueillis sur le terrain et sur une analyse des mythes, dictons, chants relatifs à cette région. l'auteur de cet ouvrage passionnant met en lumière le statut exceptionnel des femmes en Aquitaine, préservées depuis des siècles de la domination

Danielle Le Bricquir, La paix, les femmes!, Presses universitaires de Grenoble, 1987, 176 pages, 75 F.

(2) Travail des femmes, pouvoir des hommes, ouvrage collectif, Editions La Brèche-PEC, 1987, 186 pages, 78 F. (3) Isaure Gratscos, Fées et gestes, Privat, Toulouse, 1987, 239 pages, 125 F.

Colloques et rencontres

 Les aides communantaires hors CEE: FED - budget général - BEL Journée d'information à Paris, le 7 juin, à l'initiative du Centre français du com-merce extérieur. (CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16. Tél : . (1) 45-05-37-40.)

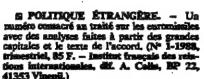
• Arabie saoudite pays du Golfe. Séminaire du CFCE à Paris, le jeudi 9 juin. (Tél.: (1) 45-05-30-00.)

• Le territoire et l'Etat moderne : la décentralisation ou l'Etat vu d'« en bas ». Colloque du Centre Thomas More, les 11 et 12 juin à La Tourette. (La Tourette, BP 105, 69210 L'Arbresle. Tél.: 74-01● Cambodge 1988 : Les nouvelles donnes. Colloque international organisé par le Forum international de politique à Paris, les 10, 11 et 12 juin. [FIP. 71] bou-Tél.: (1) 43-38-36-92.)

 Relations extérieures du Maghreb.
 Colloque international de la revue The Maghreb Review à Paris les 4 et 5 juillet. (The Maghreb Review, 96, Marchmons Street, Londres WC IN IAG, Grande-Bretagne.

• Les métiers de l'organisation anjourd'ani et demaia. Ecole d'été de l'Association des amis de Pontigny Cerisy, du 16 au 23 juin, à Cerysy-la-Salle. (Cen-tre culturel international, 50210 Cerisy-la-Salle. Tél.: 33-46-91-66.)

Dans les revues...



SI WORLD POLICY JOURNAL - Una étude sur le rôle que les banques multilaté-rales, en particulier la Banque mondiale, devraient jouer dans ja protection de l'environnement, et une série d'entretiens avec des membres du « courant démocratique » qui sochaite rénover la politique mexicaine marquée jusqu'ici par l'hégémonie du PRI. (N° 2, printemps, trimestriel, 5,25 dollars. — 777 United

as Plaza, New York, N Y 10017.) EL POLITIQUE INTERNATIONALE. — L'Alghanistan, le Soudan et la politique étran-gère de la France en cœur de ce numéro.

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité

vus par les organisations

internationales

STRUCTURAL ADJUSTMENT: BY

WHOM, FOR WHOM (L'ajustement struc-turel, par qui, pour qui?): rapport sur les politiques d'ajustement structurel en Asie, et

politiques d'ajustement structurel en Asie, et sur leurs effets, rédigé par l'équipe du Programme pour l'emploi en Asie du BIT. (New-Delhi, 1987, 97 pages, 40 F, disponible à Paris, Bureau du BIT, 205, boulevard Saiss-

• APARTHEID EN AFRIQUE DU

SUD : rapport du directeur général du BIT sur l'évolution dans le domaine du travail.

(BIT, Genève, 1988, 224 pages, 27,50 francs

. L'EUROPE EN CHIFFRES ; présenta-

L EUROPE EN CHIFFRES: present-tion illustrée, assortie de graphiques et de sta-tistiques, des douze pays membres, avec des comparaisons avec le Japon et les Eusts-Unis. (Office statistique des Communautés euro-péennes, 1988, L-2920 Luxembourg.)

• L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT DANS LA COMMUNAUTÉ EURO-

PÉINNE 1986 : volumineux rapport sur l'état de l'environnement. (Office des publica-tions de la CEE, Luxembourg, 1987, 367 pages, 124 F, disponible à Paris, 26, rue Desaix.)

Organisation de coopération et de développe-

PERFORMANCE DE L'ÉCONOMIE: important document dressant le bilan des elforts menés dans les pays membres pour s'adapter aux contraintes de la réforme économique. (OCDE, Paris, 1987, 398 pages, 195 F.)

Organisation des Nations unles pour l'éduca-tion de la science et de la culture.

DOCUMENTARY HISTORY OF A NEW WORLD INFORMATION AND

COMMUNICATION ORDER, 1975-1986 : tous les documents de l'UNESCO traitant du

nouvel ordre de l'information. (UNESCO, Communication and Society, nº 19, Paris,

• AJUSTEMENT STRUCTUREL ET

Bureau international du travail.

(N° 39, printemps 1988, trimestriel, 65 F. – 11, rue in Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.) SI LE TRIMESTRE DU MONDE. -Existo-4-il un consensus parmi les hommes politiques français sur la politique étrangère? Un dessier qui donne largement la parole sux principaux candidats à l'élection présiden-tielle. (N° 2, describus transstre 1988, trael, 70 F. – 30, cours Albert-I*, 75005

S LA REVUE POLITIQUE ET PAR-LEMENTAIRE. — Une série d'articles sur le financement des partis et des élections, ainsi que sur la communication politique. (N° 954, mars-avril, bimestrial, 68 F. — 17, avenue Communication Paris

BI OPTIONS. — Un numéro spécial sur l'argent et les bommes, en France, en Europe et dans le tiers-monde. (N° 23, juin, mensuel, 45 F. — Case 431, 93514 Montrenii Cedex.)

si ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES.

— Un dessier sur le pouvoir régalien de l'État en matière budgétaire et fiscale, « l'État est-il bien géré ? » (N° 57, mars, dix munéros par an, 16 F. — 12, rue du Chrignet, 21600

Dijon.)

El IL EST UNE FOL - Trois « points chauds pour un septemat»: démographic, formation et identifé. (Mensel, avril, 30 F. - Temps présent, 68 rue de Bahylana, 75007 Paris.) SI TELECOMS MAGAZINE. - Un eros

dosaier sur un sujet complexe : le développe-ment des télécommunications supprime-ti-des emplois? Une réponse nuancée. (N° 13, avril, mensuel, 50 F. – 60-62, rue d'Haute-ville, 75010 Paris.) E DÉVIANCE ET SOCIÉTÉ. - Grève et

guerre judiciaire; le recours au juge pénal dans un conflit du travail : une analyse conduite sur le terrain aux établissements Renault-Flins. (Volume XII, s. 1, mars, tristriel, 30 F. - Case postale 456, CH-1211

E DÉFENSE NATIONALE. – Des sug-gestions sur la défense européenne par le géné-ral Valentin et M. Sontou ; des propositions de M. Louis Quino sur « la formation de défense des enseignants ». (Mensuel, juin, 40 F. – 1, place Jeffre, 75700 Paris.)

B LA REVUE NOUVELLE. - Un muméro spécial consacré aux « années 60 » en Belgique et dans le monde ; bilan des remises en cause et des nouveaux parcours. (Avril-mai, mesmel, 460 FR. — Rue Potagère 26, 1030

ETUDES. — Une analyse de « la question basque en 1988 », par Pierre Letamendia, et un bilan de « dix ans de pomificat de Jean-Paul II », par Giuseppe Alberigo. (Mai, messuel, 37 F. — 14, rue d'Assas, 75066 Paris.)

E REVUE INTERNATIONALE DES E REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES. — Deux textes des principaux théoriciens de la «pérestrolla» soviétique — Tatians Zaslavskaya et Alexandre Yakoviev — sur «le rôle des sciences sociales et les changements en URSS». (N° 115, février, trimestriel, 98 F. — UNESCO, Paris.)

E LE COURRIER DES PAYS DE L'EST. - Une étude de Michèle Kahn sur « l'autonomie de l'entreprise soviétique » après la loi du 30 juin 1987. (N° 328, avril, mensuel, 43 F. – La Documentation francaine, Paris.)

1 L'EST EUROPÉEN. - Une étude de Borys Martchenko sur « le réveil des nations-intés en URSS ». (N° 210, avril-juin, trimes-triel, 20 F. — BP 51-96, 75261 Paris Cedex

51 IZTOK. - Une étude du rock soviétique et, surtout, le texte intégral d'une dizaine de

chancous des groupes « métallistes » les plus célèbres, farouches partisans de la « gias-nost ». (N° 15, mars, semestriel, 24 F. — EP 78, 75563 Paris Codex 12.)

BP 78, 75363 Paris Codex 12.)

B HERODOTE. — A lire: «Les trojs crises de la Yougoslavie» par Michel Roux;
«La permanence du problème national en Europa centrale et orientale», par Thomas Schreiber; et «A propos du Karabakh et des troubles ethniques d'Arménie et d'Azerbakijan», par Stéphane Yérasimos. (N° 48, janvier-mars, trimestriel, 70 F. — La Décon-

E MIDDLE EAST REPORT. - Une de détaillée sur tous les aspects de l'intijordanie et de Gazz. (N° 152, mai-join, bimes-triel, 5 dollars. – MERIP, PO Box 43445, Washington, DC 20010.)

B POUR LA PALESTINE. - Une étude sur la situation économique à Gaza et les posi-tions des principaux candidats à l'élection pré-sidentielle sur le conflit israélo-arabe. (N° 21, premier trimestre 1988, trimestriel, 15 F. -BP 184-04, 75160 Paris Cedex 04.)

ET 184-04, 75160 Paris Cedex 04.)

E TRAVAIL ET DÉVELOPPEMENT.

La négociation collective en Tunisic, notamment le problème de la représentativité syndicale, dans un numéro qui rend compte d'une table ronde sur la réforme du Code du travail. (N° 16, desxième semestre 1987, semestrel, 2,5 dinars. — 5, rue des Lina, 1002 Tunis-Behésière.)

S SOU'AL - L'évolution des rapports entre l'Etat et le monde ouvrier au Proche Orient à travers des études traitant essentielle ment du mouvement syndical (Turquie, Iran, Soudan, Syrie, Irak). (N° 8, février, quadri-mestriel, 78 F. – 14, rue de Nantenil, 75015

in BULLETIN GREED. — Une étude sur le secteur informel en Colombie et une série d'articles sur le Maghreb, comprenant, notamment, un entretien avec Gérard Destanne de Bernis sur la théorie des industries industrialisantes et sur les transformations de l'économie algérienne. (N° 6, mai 1938. — Groupe de recherches et d'études en économie du déve-loppensent, suiversisé Paris-I, saile 202, 12, place du Panthéon, 75231 Paris Cedex

OS.)

ELES ENFANTS DU MONDE. – Le Comité français de l'UNICEF parle du sort des enfants éthiopiens et de la détresse des jeunes dans les bidouvilles de Mauritanie. (N° 91, trimestriel, mai, 16 F. – 35, rue Félicies-David, 75781 Parls Cedex 16.)

SI AFRIQUE RELANCE - L'ajustoment structurel au Mozambique et en Côte-d'Ivoire et les principales conclusions du rapport présenté par le groupe consultatif sur les flux financiers pour l'Afrique du secrétaire général de l'ONU. (Vol. 2, s° 1, mars. – DPI, S-1061, Nations anies, New-York, NY I LA LETTRE DE SOLAGRAL - Une

intéressante série d'articles sur les problèmes ruraux et fonciers en Afrique du Sod, en Namibie, su Mozambique : « une agriculture en noir et blanc ». (Mai, messuel, 16 R. – 13, boulevard Saint-Martin, 75063 Paris.)

B GENÈVE-AFRIQUE. — Sous le titre
Des Africains revendiquent leur histoire »,
des textes rappelant les débats intellectuels et
politiques dans l'Afrique des années 50-60.
(Vol. XXV, n° 2, 1987, semestriel, abonnement annuel : 22 francs misses. — 24, rue
Rothschild, CH-1211 Genève 21.) E CROISSANCE DES JEUNES

NATIONS. — Deux dossiers: « Un milliard de sans-abri » et les rapports entre écologie et développement en Inde. (Mai, mensuel, 26 F. — 163, heulevard Malenberbes, 75007 Paris.)

B LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL — Un « gros plan » sur les Philippines et un dossier sur les « escadrons de la mort » dans le monde. (Messuel, avril, 12 F. - 4, rue de la Pierre-Levée, 75011

Paris).

HOMINES. - Un important dossier sur l'Amérique centrale. En particulier, me analyse de Gabriel Aguilera sur « les forces armées et la démocratie ». (Vol. 11, nº 1 et 2, février, semestriel, 15 dollars. — Dyto Clencias sociales, Universidad Interamericana, apartado 1293, Hato Rey, Paerto Rico, PR 00919.)

E CULTURES ET FOL - Une théoloestante alle tance du débet entre chrétiens et marxistes; un théologien italien analyse les rapports entre Eglise et Etat à Cuba. (Bimestriel, mai-juin, 20 F. — 5, rue Saint-Hélène, 69082 Lyon.)

M LE JOURNAL DE LA PAIX-PAX CHRISTI. — Une « lecture» de la dernière encyclique de Jean-Paul II et une analyse de l'action de l'Eglise au Brésil. (Mai, mensuel, 12,50 F. — 44, rue de la Santé, 75014 Paris.)

réalités publicitaires » per Philippe Toxé. (N° 222, mai, measuel, 20 F. — Convent Le Corbusier, BP 105, 69210 L'Arbresie.) E POSITIF. - Un entretien avec Chen Kaige, auteur du Roi des enfants et une étude

E ECHANGES. - A lire: - Mythes et

sur le cinéma en Chine. (N° 327, mai, men-mei, 35 F. – 1, quai de Conti, 75066 Paris.) E CIRCUTTO. - La revue multilingue

E CIRCUITO. — La revue multilingue que l'Union latine consacre à la communication propose un dossier sur les images pour enfants en Bolivie, en France, en Belgique, en Espagne et au Mexique. (N° 3, avril, trimestriel, abonnessent un an : 15 dollars. — 14, houlevard Arago, 75013 Paris.)

El SCIENCE ET TECHNOLOGIE. — Un numéro spécial consacré à l'intelligence artificielle au quotidien avec un panorama des sys-

tèmes experts et de leurs applications dans divers domaines : transports, banque, méde-cine, agriculture, etc. (N° 5, mai, onze sunstrus par an, 40 F. – 14, rue de Savole, E LANGUAGE TECHNOLOGY. - Le

périodique des industries de la langue public une étude sur les nouvelles technologies de une étude sur les nouvelles technologies de l'édition mises en œuvre par Longman et un bilan des messageries roses en France. (N° 7, mai-join, bimestriel, abomement un an : 40 doftara. – PO Box 5477, 1067 AL Amsterdam, Pays-Bas.) S QUADERNIL - Un numéro

aux « mises en soèse télévisuelles». A lire : lean-Marc Vernier. (Nº 4, printemps, trimes-triet, 55 F. — CREDAP-Université Paris-Deuphine, place du maréchal De Lattre-de-Tassigny, 75775 Paris Cedex 16.) B DOSSIERS DE L'AUDIOVISUEL -

Un ensemble des textes requeillis dans la presse française et étrangère par Jean-Michel Salatin sur le thème «sport et télévison».

(N° 18, avril, bimestriel, 52 F. – INA, La Documentation française, Paris.)

E SPORT-HISTOIRE. — Une nouvelle revue qui consacre son premier numéro à la sociabilité par le sport ». A lire : un entretien avec Maurice Agulhon et « La bicyclette, la bourgeoisie et la découverte de la France rurale », par Richard Holt. (N° 1, avril, semestriel, 95 F. — Privat, Teulouse.)

S AGIR ICI POUR UN MONDE SOLI-

DAIRE - Cette nouvelle association issue du milieu des ONG se propose de soutenir la cause et les intérêts des populations du tiers-monde auprès des décideurs politiques et économiques. Elle lancera à l'automne 1988 une nomques. Elle fancera a l'anusme 1700 une première campagne pour le respect des enga-gements de la politique française de coopéra-tion et une éthique dans les rapports Nord-Sud. (68, rue de Babylone, 75867 Paris. Tél. : (1) 45-51-10-09.)

UNIVERSITÉ DE CLERMONT-I

FACULTÉ SCIENCES ÉCONOMIQUES

CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

CERDI Unité associée au CNRS

donnant une culture économique fondame soment une cuture economique rondamentale, combinant réflexion théorique, analyse des faits, expériences et stages à l'étranger, espociant universitaires, chercheurs et professionnels des prandes institutions françaisse et ales de développement prenant appui sur des équipes de recherche.

Magistère de développement économique

Un des sept manistères français d'économie, Un des sept magazates au empara à decense.
 Une formation en trois ans ouverte sur concours après deux années d'études supérieures.
 Parmettant d'obtenir simultanément la licance ès sciences économiques, la maîtrise, et en

Le DEA (Diplôme d'études approfondies) d'Économie du Développement, permettent de prépi

Orientation principale : analyse des problèmes macro-économiques des pays en développe-ment, économie internationale du développement, stratégies de développement. Le DESS (Diplôme d'études supérieures spécialisées) de Développement économique

Orientation principale : analyse des projets de développement dans leur envir socio-degnamique et interne Concours admission directe en 3° année de megistère (option DEA ou DESS) : dossier à déposer

Renseignements: CERDI, 41, boulevard Gergovia, 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX Tél. 73-93-84-20.

pressure: juice de la «Nanch de Chane (2) Thing Xingin, Six at all flavoration, Actor Sud Arts, [9].

(1) Very Jesse-Philippe Big. [6].

Why take Zadarandia, Quant & free character devents resisted, & Maria and Arts, days and a second devents resisted at the second devents of the 14. Traductions J.P. Big 2 B by Face cachine de la Chan, is he Parts, 193. (5) Same Ye. Zhang Xinin (6) Styling, ed. Panda, Petin, 195 ter Fens Jical, At I he fall tens res challen de Fens het. At ten Detroit Fundament (*) Fency Just, Ythou me his (*) Fency Just, Ythou me his (*) Cen: personner nemini me his terribles) Revues Shi yu. Manishwayin. parvier 1957.

(8) Be: Dea, - Huida. (*)

Den Shi man (*)

1966, p. 26. 1986, p. 26.
(9) Gu Cheng. . Une points
1979, dans le recueil He points 199; Gu Cheng, I and I a fast prierie le Rui des beles). (11) Ba lin, Surrough [8]

stand; Pelin, 1988.

[141 Var J. P. Beja Wardel

in culture a. Revue tupos

vit, mars 1987.

ENT 4 MAI 1919, RAS-RELIEF A PERM

phic changes in habitating

pra la plume, et cette and

montpeases de qualité ou min

senant sounamable quasi isk auteurs professionnels, is me

cotta ungonce d'ecnre famili

Landes qu'ils se livrent i de me

stylicinques, une nouvele pa

qui min: dars l'ombre vient

piacer. , clevant contre h &

(: La 4 3at 1919 la mail berra de Para manifestar ma para la para se avaler pe la Cristina. Conte date es consistes

kers crmpesinoss

Admen tentine à Confeces :

MULATRESSE COLOMBIE

Des hommes aux sangs si mêlés

LEVE-TOI, MULATRE, de Manuel Zapata Olivella (traduit de l'espagnol par Claude Bourguignon et Claude Couffon). - Payot, Paris, 1987, 322 pages,

ÉCRIVAIN colombien Manuel Zapata Olivella, dans cette autobiographie qu'est Lève-toi, mulatre (1), n'a consenti à parler de lui qu'à titre de témoin d'une région des Caraïbes qui, selon les historiens blancs de l'Académie d'histoire de Carthagène-des-Indes (Colombie), « ne connoît aucun problème ». Ces académiciens ne s'intéressent qu'à l'histoire dont les Blancs sont les principaux protagonistes; les autres : Noirs, mulatres, zambos (2), etc., font seulement partie du décor...

En Colombie, des poètes comme Candelario Obeso ou Jorge Artel ont traduit les peines de leurs frères de race ; des idéologues noirs tel Nathanael Disz ont revendiqué la négritude comme facteur de lutte, mais Manuel Zapata a adopté une autre démarche : il est devenu l'ethnologue d'un peuple au métissage triethnique.

Lève-toi, mulatre explique en quoi Manuel Zapata, médecin et anthropologue, se distingue des penseurs de la négritude. Sa mère l'avait prévenu : « Prends garde, mon fils, qu'en Afrique on ne te reproche un jour d'être blanc. . C'est ce qui est arrivé. Et ea Colombie même, il dut affronter, dans les années 40, une sorte de discrimination des Noirs de la région du Choco et du Cauca qui le trouvaient trop blanc. Trop noir pour les Blanes, trop blane pour les Noirs et pas assez indien pour les Indiens, Manuel Zapata Olivella comprit qu'il fallait débloquer ces raisonnements superficiels à la fois par le combat antiraciste et par une exploration systématique des diverses communautés ethniques de Colombie. C'est ainsi qu'il créa un institut qui a recueilli, depuis trente ans, des milliers de documents concernant les contumes, les traditions, les modes d'expression rituels, des musiques et des danses, qui révèlent la persistance à travers les siècles de la vivacité et de l'originalité de ces cultures marginalisées.

Lorica, où il est né, est une petite ville de style colonial espagnol, construite au milieu d'un paysage amphibie et dont la vie est rythmée par le régime du cours du Reuve et des lagunes. A Lorica, durant la saison des pluies, on circule en canoë dans les rues de la ville basse. La petite enfance de Manuel Zapata s'est écoulée au bord du fleuve et des plages où il péchait, capturait des oiseaux et pourchassait les iguanes. L'auteur évoque cette fusion des hommes avec leur milien, notamment à travers les souvenirs de ses oncles : « L'oncle Miguel, qui était un Indien, connaissait toute la région du Sinu, où la vie des hommes se mêle à celle des arbres. Il parlait aux pierres, aux rivières et aux bêtes ; l'oncle Leoncio, qui recueillait dans la montagne les plantes médicinales selon des rituels mi-indiens, mi-africains et les distribuait à la ville, était un outre maillon de la chaîne qui reliait chacun à la nature. »

C E milieu géographique, un peu semblable à la terre d'Afrique, favorisait la récep-tivité de l'enfant aux voix des ancêtres. Mais c'est sa famille élargie qui allait l'imprégner des récits parlés, chantés ou dansés provenant des lointains ancêtres africains ou indiens. Une famille nombreuse où l'on accueille le frère d'un autre lit et la parente veuve avec sa progéniture. Les mères et les tantes font des miracles quotidiens ur nourrir tout ce monde. Elles apportent également tendresse et savoir ancestral. De sa mère, fille d'Indienne caraïte, Manuel Zapata a appris une sagesse dont il se répète les paroles : « Ne cherche pas les richesses en dehors de toi-même » ; « Si tu veux atteindre les étoiles, creuse un trou profond » ; « L'espérance revêt chaque jour un habit

OUTRE les semmes de la famille, qui lui enseignent les sagesses des trois coutumes, re de Manuel Zai ita joue un rôle déterminant dans la lorini sée rebelle. Instituteur, libre penseur, il puise chez les encyclopédistes du siècle des Lumières et chez Darwin les fondements de son enseignement. Le père Zapata enseigue à ses enfants à se défendre du racisme par l'intelligence et à étayer l'esprit rebelle par la connaissance. Il croit au triomphe de la pensée rationaliste indépendamment des critères de race.

Le réflexion de l'auteur sur les rapports identité-race s'est construite par réaction à l'obsession espagnole de la pureté du sang. Cette obsession s'est aggravée cher les Blancs et criclios d'Amérique parce que l'immigration, essentiellement constituée d'hommes seuls, les obligeait à s'unir à des Indiennes ou à des Noires. C'est ainsi qu'à Carthagène les Blancs se divisaient en castes : Blancs de Castille (nés en Espagne), Blancs de la terre (nés en Amérique), Blancs des quatre côtés (les quatre grandsparents blanes), etc.

Ainsi, grâce à son père et aux femmes de la famille, l'auteur a appris à ne renier aucun des sangs qui coulent dans ses veines, mais aussi à ne pas privilégier le sang blanc des Olivella : « Ne cherche pas trop à remonter dans la généalogie de tes ancêtres blancs, lui répérait-on, cor tu risques de tomber sur un marchand d'esclaves. »

(1) Ce fivre a reçu, en mars 1988 à Paris, le Prix littéraire des droits de l'homme. (2) Zambo : fils d'un Noir et d'une femme indigène.

SOCIÉTÉ

CROIX-ROUGE, LES STRATÉGES DE LA BONNE CONSCIENCE. - Isabelle Vichniac r Alein Moreeu, Paris, 1988, 269 pages, 99 F.

Le dix-penvième siècle ponvait-il faire nattre les sociétés industrielles sans qu'il y ait cette industrialisation de la guerre qui devait, avec le vingtième siècle, connaître son apo-gée ? C'est à cette réflexion, entre autres, que conduit le livre qu'Isabelle Vichniac, corres-pondante du *Monde* à Genève, vient de consacrer au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), créé par le Genevois Henri Dunant, mouvement fort aujourd'hui de deux cent cinquante millions de volontzires.

L'action du CICR, c'est aussi, surtout peutêtre, l'élaboration du droit international humanitaire dont les textes de base sont destinés, non certes à supprimer la guerre, mais à l'humaniser autant que faire se peut.

Le CICR n'est pas toujours parvenu à éviter le pire. Les progrès dans l'art de tuer exigent de perpétuelles mises à jour. Le CICR s'y efforce, traquant les « nouveautés » tech es, visitant les prisons, s'interposant entre belligérants, vérifiant le traitement des essés, tentant de réunifier les familles. CLAIRE BRISSET

Des professionnels de l'écriture à votre service pour Rédiger, remanier, enregistrer le livre que vous portez en vous.

> Ecrire à : SOS Manuscrit 11. Rue Bover-Barret 75014 Paris

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

GÉOPOLITIQUE TRANSPARENTE. - Victor Prevot, Jean Boichard

★ Magnard, Peris, 1988, 256 pages, 252 F. Simple, clair, bien illustré - cartes et gra-phiques, - cet « atlas panorama de géopoliti-que mondiale » s'ouvre sur une présentation de la planète, de ses différents Etats, de la population, des grands especes maritimes et s'attache aux catastrophes naturelles et aux menaces écologiques. « Vivre ensemble » pré-sente les inégalités et solidarités entre le Nord et le Sud, ainsi que les rapports de forces dans le monde, en particulier entre l'Est et l'Ouest. Une quatrième partie décrit chacun des grands ensembles géographiques (Proche-Orient, Afrique, Asie...) et des conflirs qui les déchirent. Enfin, sous le titre « Déploiements mondianx » sont étudiées les reniections dans mondiaux », sont étudiées les projections dans le monda des grandes puissances (Etats-Unis, URSS, Japon, France, RFA et Royaumo-Uni). Au total, et maigré quelques lieux com-mus – sur le terrorisme, par exemple – un bon ouvrage de référence.

ALAIN GRESH.

STATE OF THE WORLD 1988. - Sous la direction de Lester R. Brown * Norton, New-York, 1988, 237 pages, 9,95 dollars.

Dans ce cinquième rapport annuel, le Worldwatch Institute de Washington tire la sonnette d'alarme. Les auteurs estiment sonnette d'aixime. Les auteurs gamment — chiffres à l'appui — que le monde court à la catastrophe si des mesures globales ne sont pas prises tout de suite pour établir un nouvel ordre économique, pour arrêter la destruction de la planète (forêts, sols, espèces), pour mettre un terme à la course aux armements assu-rément aggravée par le projet de « guerre des étoiles ». Le rapport insiste sur l'insuffisance de la prise de conscience et en appelle à l'action. Une action qui ne peut être que mondiale et suppose donc, outre l'accord des nations, la mise sur pied d'organismes supra-nationaux. Mais comment attendre un tel objectif sans briser les puissants intérêts étati-

JACQUES DECORNOY.

AMÉRIQUES

TASK FORCE - THE FALKLANDS WAR, 1982. – Martin Middlebrook

orth 1987, 432 pages, 5,95 livres. La guerre des Malouines a déjà suscité une sinzaine d'ouvrages outre-Manche. Celui que nous livre Martin Middlebrook constitue, à certains égards, une référence. Cette nou-velle édition comporte des éléments que l'auteur n'avait pas été autorisé à publier préent, en particulier le détail de certains engagements malencontreux au cours desquels les troupes britanniques ont pris pour cible d'autres éléments du corps expédi-

L'ouvrage a pour thème exclusif le dérou-ement des opérations militaires, les autres aspects du conflit – diplomatique, politique et médiatique – étant largement laissés dans l'ombre. Il reste que l'historien ne pourra se dispenser de consulter Task Force pour connître dans le détail la stratégie, le terrain, les opérations, le matériel et l'équipe-ment de la guerre des Malouines. Un conflit parfois jugé anachronique mais qui, sur le plan strictement militaire, relève de l'exploit, pun surcrement miniaire, releve de l'exploit, que l'on partage ou non la thèse, discrètement exprimée par l'auteur, qui assimile l'occupa-tion des îles par les Argentins à l'entrée des troupes de Hitler en Rhénanie en 1936... JEAN-CLAUDE SERGEANT.

AMERICA : LA LUCHA POR LA LIBERTAD. -Eugenio-Maria da Hostos (préface de Manuel Maldonado Denis)

* Ediciones Compromiso, San-Juan, Porto Rico, 1988, 336 pages.

Porto-Rico s'apprête à fêter, en janvier 1989, le 150 anniversaire de la naissance de Eugenio-Maria de Hostos. C'est dans ce cadre que s'inscrit la publica-tion d'une passionnante anthologie de textes

de Hostos consacrés au continent américain. Ce qui donne sa véritable unité à la vie et à l'œuvre de Hostos, c'est son combat infati-gable en faveur de l'indépendance des trois s-sœurs » : Saint-Domingue, Cuba et Porto-Rico, Il s'opposera avec acharaement à toute tentative de réannexion de Saint-Domingue par l'Espagne, comme il luttera contre tout hégémonie des Etats-Unis dans les Antilles. Pour lui, les Caralbes constituent une crité enjunelle qu'il faut contraire au une entité culturelle qu'il faut soustraire aux vieilles pratiques scolastiques jadis imposées par l'Espagne, et Hostos développe, comme le souligne Manuel Maldonado Denis, une vérisociologie de l'Homo caribiensis: - Politiquement — écrit Hostos, — les Antilles sont le fléau de la balance, l'authentique trait d'union de la gigantesque fédérat à venir; socialen elles constituent le creuset définitif des différentes races. »

Selon lui, les Antilles peuvent devenir le héâtre d'une démocratie pluri-ethnique, mais il faut apparavant en éliminer les dysfonctionnements. Bien avant Frantz Fanon, Hostos a brossé une sorte de *-portrait du* colonisé - et dénoncé les effets dégradants du

CLAUDE FELL

EUROPE

L'URSS ET SA POLITIQUE INTERNATIONALE DE LÉMINE A GORBATCHEV. - Jacques Levesque

* Armand Colle, coll. « U ». Paris 1987. 2º éd., 404 pages, 159 F.

Il s'agit d'une réédition et, comme le précédeut volume de même titre qui s'arrêtait juste avant la fin de l'ère Brejnev, il traite à la fois des relations interétatiques et interparti de l'URSS. La période postérieure à 1981 fait l'objet d'un chapitre nouveau : l'URSS estelle une superpuissance en déclin ? L'auteur est sur un terrain particulièrement mouvant, car sur tous les fronts, relations intra-Comecon, contrôle des armements, politique à l'ésard du tiers-monde, normalisation des à l'égard du tiers-monde, normalisation de rapports avec la Chine, il s eu à « bouclet : son livre dans une phase d'évolution rapide de son sujet.

Dans sa conclusion, il oppose la vulnérabi-lité économique de l'URSS à sa puissance militaire et au pouvoir d'attraction que conserve le marxisme sur le plan internatio-nal. Manuel de synthèse, malgré sa densité, l'ouvrage demeure de lecture aisée, notam ment parce que les références bibliographiques (malheureusement présentées de façon anarchique) sont rejetées à la fin de chaque partie.

MARIE LAVIGNE.

QUESTI ANNI ALLA FIAT. - Cesare Romiti (Entretien avec Giampaolo Pansa) * Rizzoli, Milan, 1988, 390 pages,

Cesare Romiti est le numéro un du manegement de Fiat. Il raconte quatorze années an service du groupe dont les Agnelli contrôlent, le capital; Giampaolo Pansa, le directeur adjoint de la Repubblica, qui l'interroge, est un faire-valoir sérieux. Au départ, des difficultés à la moitié des années 70 ; à l'arrivée, la puissance actuelle. Entre les deux : la réorla puissance actuelle. Entre les deux : a conganisation du groupe, la défaite du syndicat, le tournant de 1980, la participation et le départ des Libyens, les rapports avec l'Amé-rique du Sud et du Nord, les prises de parti-cipations dans la presse et l'édition...

capations dans la presse et l'édition...

Romiti est un bon libéral : s'il attache de l'importance à la finance, il assure que ce n'est que comme soutien de l'industrie ; quant aux entreprises publiques, mal gérées par la partitocratie, elles ne peuvent être que l'occasion de mésalliances. Il y a aussi les manvais serviteurs du capital dont De Benedetti, un homme dont les conceptions ne sont pas conformes à la sculture l'internation. conformes à la « culture Fiat ».

Ce livre passionnant aide à comprendre comment on passe en Italie des années 70

CLAUDE AMBROISE.

PROCHE-ORIENT

MILITARY POWERS ENCYCLOPAEDIA

★ Diffusion : éditions Evénement, 14, bd Seint-Martin, 75010 Paris, 1988, 1 300 F à Les problès

de dominer l'actualité. D'où l'intérêt des études qui se finent pour objectif de nous informer avec précision sur les forces de défense et de sécurité des pays qui le compodéfense et de sécurité des pays qui le compo-sent. D'où l'utilité aussi d'en savoir plus sur l'environnement géostratégique et géopoliti-que des Etats de cette zone. Un premier volume de Military Powers Encyclopaedia (publié en français et en anglais) a fait porter ses investigations sur l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. Un deunième volume s'est intéressé à Djibouti, à le Savelle en Savelen et à l'Escente direi m'à le Somalie, au Soudan et à l'Egypte, ainsi qu'à l'Ethiopie. Le troisième tome traite de l'Arabie saoudite, de Bahrein, des Emirats arabes unis, du Kowell, d'Oman, du Quatar, Yémen du Nord et du Yémen du Sud.

Des monographies par pays se succèdent. Elles permettem de tout savoir (ou presque) sur les forces militaires de chacun d'eux, leur emploi, les hommes qui les ntilisent, les four-nisseurs, la coopération militaire avec les Etats étrangers, les enjeux et les alliances.

Jacques de Lestapis est le maître d'œuvre de cet ensemble, dont mil - parmi œux qui s'intéressent aux pouvoirs militaires - ne pourra se passer. C'est dire que le quatrième volume, qui, sans doute, traitera de l'Irak, de la Jordanie, du Liban, de la Syrie et de la Palestine, est impatiem EDMOND JOUVE

PUBLIC OPINION AND THE PALESTINE QUESTION. - Sous la direction d'Elia Zarak et Fouad Moughsabi

★ Groom Helm, Londree, 1987, 206 pages,

Depuis le déclepchement de l'insurrection edanie et à Gaza, Palestiniens et Israéliens se disputent la conquête de l'opinion publique, avec un net avantage pour les premiers. Ce succès de l'OLP témoigne d'une évolution profonde et de la dégradation progressive de l'image de l'Etat juif, pourtant largement positive en 1967. Le livre coordonné par Eliz Zureik et Fouad Moughrabi perme

de suivre, à travers les sondages, le s cheminement des opinions d'Améric Nord et d'Europe occidentale, d'aninconditionnel à Israël à l'accept national palestinien. Comme le anteurs, ces transformations sont per anssi aux Etats-Unis – la majorité des sond acceptent l'idée d'un Etat palestinien – mên

Un dernier chapitre est consacré à l'opinion palestimienne qui, on ne s'en étonnera pas, son-rient massivement l'OLP, et à celle des larabliens. Ces derniers restent encore massiv opposés à l'« option palestimenne », mais les événements dans les territoires occupés pourraient entrainer certains chang

AFRIQUE

UN ETHNOLOGUE AU MAROC. - Paul Raid

Paris, 1968, 145 pages, 96 F.

Relation de son travail d'enquête pendas; deux ans (1968-1969), ce livre d'un universi-taire américain, professeur à Berkeley, « a pris pour objet l'étude de l'objet », coussue le rappelle Pierre Boardieu dans son introduc-

C'est en effet à travers les expériences de m recherche menée dars la région du Moyen-Atlas, autour de Sefrou, un essai sur l'ethnologie que nous livre l'auteur, et notamment sur le rôle des informateurs comme intercesseurs de la culture étudiée. Cette relation n'est ni innocente ni pentre. Les informations transmises sont déjà précisément informées : elles sont des interprétations, avant même d'avoir été recueilles, analysées puis organisées par l'anthropologue. Cette communication d' - interaction transculturelle - n'est pas esire, mais hiaisée et brisée.

RENÉ BAYSSIÈRE.

L'AFRIQUE AU VITRIOL

Le labyrinthe de l'identité

MON MARI EST CAPABLE, de Denis Boucolon. Flammarion, Paris, 1988, 203 pages, 69 F.

BANA » en langue dioula signifie « c'est fini » on « il n'y en a plus ». Le héros du roman de Denis Boucolon vit dans une grande ville d'Afrique. Abanz qui ressemble à Abidjan comme à une sœur, mais qui rappelle Kinshasa, Dakar, Lomé ou Lagos. Le président local fait davantage penser à Mobutu, à Sekou Touré ou à Eyadéma qu'à Houphouët-Boigny. Rerit au vitriol, ce roman met en scène une Afrique destructurée, c'està-dire un monde où l'on se perd, une civilisation qui a éclaté sous les effets incontrôlés de l'urbanisation sauvage, le grand trou sombre d'un voyage au bout de la nuit, un univers désespéré où tout est fini et où il n'y a plus rien à faire.

Mon mari est capable (1) est le premier roman d'un jenne Antillais de nationalié française avant servi dans les parachutistes au Tchad avant de passer son baccalauréat en Côte-d'Ivoire et de poursuivre ses études supérieures en France. Le thème central de cet ouvrage est l'identité. Non pas l'identité perdue du fait de la colonisation, du néocolonialisme ou du choc des cultures, mais l'identité inaccessible dans une Afrique urbaine qui ne s'est pas encore trouvé un destin. Boucolon n'a pas choisi la facilité : Isaac Johnson, son hérosnarrateur, est de nationalité française, mais son père est Libenais, sa mère est Noire, et il ne connaît même pas le nom de son arrière-grand-père. Pour signifier ce problème d'identité, Denis Boucolon fait sauter un tabon

fondamental dans l'Afrique d'aujourd'hui : celui de l'homosexualité. Car quand, à cinq ans, Isaac Johnson fut chassé par les filles de leur groupe de jeux, il n'en fut pes pour autent accepté par les garçons, dont, de toute façon, il craignait la violence. Mais très vite ce jouvenceau, sans père et à la mère constamment absente, s'est laissé caresser par ceux que sa peau satinée troublait. Loraque, à l'adolescence, il séjourners en France pour poursuivre ses études secondaires, il vivra du commerce de son corps, c'est-à-dire que, telle une figure christique, il acceptera de se coucher, lui, le Noir, sous l'homme blanc dont il supportera le fardesu. Il sera nommé par celui qui le transperce, et avili dans une jouissance recherchée.

Constamment déboussolé, ne trouvant refuge que dans un nercissisme subrile, Isaac perçoit de plein fouet la violence du réel en Europe : « Je courais les bras en croix, ivre de liberté, indifférent au froid, à la neige, à la boue, à la pluie. Je voulais tout voir, tout toucher, tout nommer. » Cette Europe, il la voit glaciale et vicille : « On exilait les jeunes hors des villes, on les enfermait dans les écoles, et seuls les adultes, les vieux (que de vieux!), tous plus tristes, austères, inquiétants que les autres, arpentaient les trottoirs de cette grande métropole. »

Mais l'Afrique, le monde noir, ne trouvent pas non plus grâce aux year d'Isaac. Le vie politique y est kafkaïenne, à l'image du destin d'Halti, « la première République noire à s'être libérée de l'esclavage pour sombrer dans le cauchemar nègre . Pour voyager hors des frontières, il faut une autorisation du père, ce qui n'est pas facile lorsque ce père est un opposant politique et qu'il a été exécuté clandestinement, sans procès et sans même laisser la trace de son cadavre. Que pense en outre Mamy Watta, la déesse de la lagune, du pillage de l'Afrique par « nos frères ministres ou présidents » ?

TE roman à l'écriture tonique et à la thématique très originale n'est pas sans défauts. Le procès narratif manque de logique : on ne comprend pas très bien pourquoi le narrateur part en Europe parfaire ses études, pourquoi, alors qu'il a un succès fou auprès des femmes à la peau translucide (l'auteur n'échappe pas au cliché éculé qui vent que les Noirs courtisent les plus hlondes des Blanches), il est contraint de se prostituer à Rochechouart, et pourquoi, bien qu'étant premier en classe, il lui faille devenir le giton d'un recteur d'université veuf et à la retraite. Pourquoi, également, il refuse un travail salarié et mal payé, lot de millions de Français. En prenant directement en charge la narration, l'auteur est tombé dans des pièges qu'il s'est lui-même tendus.

BERNARD GENSANE.

(1) Un mot sur le ritre. Un « mon-mari-est-capable » est un type de coiffure. Dans des pays où le discours politique est plus ou mons verrouillé, on donne des noms aux parures vestimentaires (comme les pagnes) ou capillaires que l'on fait parier.

ÉCONOMIE

STATE CE EST-CLEST. - Promisi

gu waaansa ku

HISTOIRE

PAR DE GUERRE MESSE TOMBE 22----

riskurrent Paren 1987 30% gergebill - German reck mates makes 4 Can a Train of Reference Contact a land of electrical designation of the second of the seco BETT LET T MODEL The second of the second secon

E sign face à des tre terior to the A COURT OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE Store of the Store spreadings the first of the second of the trained or according to the property of the pr

to the state of th 'A minute it. Parali S'amponer : m Statement of Emerger self-The state of the server as part the many of the error of the tone of the same of the error of the erro der horner die

More, a mellecteris JACQUES LE GOTTE

> Etudes e interaires.

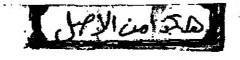
Scientifiques et écor Baccalauré statut official de la

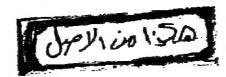
Admission des 10 1 Ambiance calme



3, ch. de Pai

Tel 19-41/21/201501





PROCHE-ORIENT

de suivre, à travers les sontés, cheminement des options du la contraction de l'Europe occident fue inconditionnel à Israel à l'accident fu national palestinen Course le le suivre de la maisse aux Euro-Une : la monté de le company de les différent l'idée d'un Europe de les différent l'idée d'un Europe de les différent l'idée d'un Europe de les différent refer. 1 100 F à

L'a dernier chapitre ce combit palestinierne qui, on te s'en bout tient, missivement l'Oi p, et lois tients. Ces derniers resten entre tient massivement FOLP, a low liens. Ces derniers restem monte opposite i 11 option pelesimont. Et denement dans les fermions au reternier certaine chapter de la company de la company

AFRIQUE

UN ETHNOLOGUE AU MAROC .:

A Hachette, coll. a History by Parts 1982, 146 pages, SIF. Relation de son traval despe, deux des 1/906/1909), et londe, taire afferteain, professor a la pris passe actus l'étude de l'obje, rappelle Pierre Boardies des ses

tion.

Closs on offet a travers in squerecines on offet a travers in squerecines on the tentes dans la réput a
Addat, autour de befrou un canari
gar que rate la refluient e mele sone de priormateur onne so
le sone de priormateur onne so
le sone de priormateur onne so
le sone de priormateur onne so de la culture etudiée Cette de entecesia di nautre La alam mises vini della pressenza ala MOU. 12 "MISSISSEDITION" MAN F. and the state of t Catte Catte Catte Commention transculturelle. Localita, imajo Dialste et brise REVESIE

E GARAGE CODE QUI

A Please of the last

SAMOL ME

METHE

of beat

Statemak at

THE FST CAPABLE, de Denis Bons Paris, 1988, 203 pages, 69 F.

The de bent bearing of daming de de la companya de Beker, Liete Linge Le président les L'événement sera notre maître intémit met en went une Altique destrutione ener ensureration que a éclair sou les pages des regier, be erand trou sombre d'un toyeren and the state of the state on his a plus needles (i) es le premier remas d'un jeun laub the property of the states of the sames the see of the contraction of the superst minested and the choice of the release the Africa unterior qui ne vet pe entes one shows in Same Johnson, and freiteren, man, will once est Linepath, and pie le mam de man arrière trand-père

Mentité, Dents Ballollen fait sourrais the state of the s per les parques, a ent. de toute lages, d'esp parçuna, a ma de locte taque a un mere como Transport party party as entire troublet last témoignage poignant d'un homme déchiré et, comme le note Edgar Morin, « un document crucial dans l'aventure des intellectuels français ». cais ...

trouvent tribute of m date at military The Great la violence de reel en Europe . Jens

the second of the second of the second the factor of the further it is such the des suite on the self-emiliar design form the second states of the second seconds. the treatures in costs grands retropole. trouvent the non plus granger La france. I finance du destin d'han il competent of the upperson pure larger is the Many Warra, la décase de la lague, de la lag

manque de le le con ne compres per manque de leurique on ne comparte de Europe partaire en etudes pourté les leuriques des femines à la peau translute le parte le parte de leurique à la peau translute le parte le parte les partes des femines à la peau translute parte le p femme à la neau transmissible de la constitue de la la constitue de la la constitue de la cons tement, il refuse un traul sinté
lement, il refuse un traul
directement en chapte
directement en chapte
directement en chapte

The product of the land party of the party o

du mois

ÉCONOMIE

LE JOUR LE PLUS BAS. - François Came et Frédérique Filloux 🖈 J.-C. Lattès, Paris, 1983, 300 pages, 110

Le titre à la Cornélius Ryan dit bien le style de ce livre : l'histoire contemporaine (le krach du 19 octobre) racoutée comme un roman journalistique. Mais la surprise est dans le contenu. Au delà du grand public, l'écono-miste le plus averti découvrirs avec supeur me analyse macro-économique magistrale des amées 80, bourrée de chiffres difficilement accessibles, d'anecdotes, de schémas explica-tifs sur les mécanismes les plus sophistiqués de la «sphère financière» avec glossaire et la «sphère l'inancière» avec glossaire et index. Car il ne suffit pas de comprendre lea raisons fondamentales qui out engendré l'immense bulle financière des années 1984-1987 et qui l'out finalement fait éclater. Des fundamentales à la bulle psychologique, il y a un emplement de mécanismes, d'institutions nouvelles, de comportements spéculatifs, d'états d'esprit. Alors, il faut entrer dans le détail des mécanismes (et les décortiques), le détail des comportements (et citer les chiffres), le détail des comportements (et citer les chiffres), le détail des états d'esprit (et citer des fres), le détail des états d'esprit (et eiter des terres confidentielles, des interviews, brosser-des portraits). Bref, un petit fragment d'his-toire totale! Et, pour finir, une note d'espoir : les années 90 seront celles du retour aux valeurs morales. Espérons que nos spécialistes

en ce domaine ne spéculent pas indûment... ALAIN LIPIETZ

LE COMMERCE EST-OUEST. - François Seurot * Economica, coll. a Bibliothèque d'éc mie internationale », Paris, 1988, 174 pages, 58 F.

François Seurot analyse les échanges Est-Ouest du point de voe du « soviétologue », c'est-à-dire, avant tout, de l'URSS et des autres pays de l'Est. Ce parti pris (d'ailleurs pas toujours respecté par l'auteur puisque ce-taines questions – dumping, embargo – sont traitées du point de vue de l'Ouest) ainsi que les contraintes dimensionnelles de la collection ne permettent à l'auteur que des développe-ments sommaires sur de nombreux pointu (structure et évolution des échanges, méca-nismes et institutions). Les chapitres les plus intéressants concernent la théorie de l'échange international dans les pays socialistes et le débat sur la convertibilité des mounaies socia-listes. La conclusion insiste sur la « banslité » des échanges Est-Ouest, dont la logique est fondamentalement économique, comme celle de l'économie internationale en général.

HISTOIRE

diente sugmitte e des fine ou elle Journal DE GUERRE (1939-1940). -Georges Friedmann

★ Gellimard, Parks, 1987, 308 pages, 98 F.

conviction qui affleure également dans les ges denses et vibrantes des carnets de erre de Georges Friedmann enfin publiés t ans après sa mort. Mobilisé dès les premières houres, l'auteur s'entend pas se dépar-tir d'un comportement philosophique de dis-tanciation critique face à des événements qu'il analyse jour après jour.

Sa lucidité le conduit à s'interroger, au lendemain du pacte germano-soviétique, sur les resorts de la politique soviétique et par récurrence sur la nature du régime et la responsabilité de l'idéologie léministe : « Il fout aller jusqu'à la racine du mal et ne pas craindre de me poser la question : les germes d'un certain amoralisme cynique se trouvent-lis dans l'action et l'œuvre théorique de Lénine? (p. 104). >

Une urgence lui paraît s'imposer : renouer avec l'humanisme et amarrer solidement l'action à quelques valeurs imprescriptibles : ne qui veut encore servir ne peut rien faire de mieux, à travers cette tourmente, que de tenter de se rapprocher de l'humanité, de tanter d'élever l'homme en lui. (p. 176). » Le

littéraires,

JACQUES LE GOFF.

scientifiques et économiques

Etudes en SUISSE

Baccalauréat (séries A, B, C, D) statut officiel de Collège et de Lycée français

Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans.

Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908

eman

POLITIQUE

L'EXPÉRIENCE MITTERRAND. CONTINUITÉ ET CHANGEMENT DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE. - Sous la direction de Stanley Hoffmann et Georges Ross

* PUF, Parls, 1988, 445 pages, 230 F.

Stanley Hoffmann et Georges Ross n'out pas attendu la fin du premier soptemat de M. Mitterrand pour dresser un premier bilan du changement depuis 1981. Dès le printemps 1986, ils out réuni à Harvard une vingtaine de chercheurs américaies et français pour radiographier l'expérience précohabitationniste, et les analyses qu'ils nous livrent sont remarquables par leur seus de la auance et la prodence de leurs appréciations.

Cot exercice à plusieurs wix ouvre de très

de leurs appreciations.

Cet exercice à plusieurs voix ouvre de très uiles et souvent stimulantes perspectives aussi bien sur le repositionnement des socialistes face à l'univers économique (P.A. Hall) que, du point de vue politique, sur l'alliance de suabilité institutionnelle et de profond changement induit par la «normalisation de la démocratie» (O. Duhamel) via l'alternance. Si le part de changement aemble plus nettoment l'emporter sur le terrain aocial les faite. ment l'emporter sur le terrain social, les faits ne tardent nas à montrer les limites du volonprofit d'un réalisme qui se déploie largement dans le domaine de la politique internationale, Bilan positif selon S. Hoffmann qui parle de « contribution valable à la modernisation et à la normalisation de la société française ». Point sombre cependant : « La question de la cohésion et de l'éclatement de l'identité natio nale reste sans réponse. . A moins que...

CULTURE

NOUVEAU DISCOURS SUR L'UNIVERSALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE. - Thierry de Beaucé

☆ Galtimerd, Peris, 1988, 248 pages, 90 F.

Pius de deux cents ans après le fameux Disscrétaire d'Etat à l'action culturelle extérieure et à la francophonie, estime que la langue française est à nouveau universelle, non pas en raison de ses vertus intrinèques mais parce qu'elle est aussi parlée dans les mondes arabe, africain et américain. L'auteur se réjouit de cette perte de monopole parce qu'elle est source d'enrichissement. C'est d'ailleurs là, mais senlement depuis peu, la thèse des représentants officiels de la France, sans qu'on puisse être vraiment assuré qu'elle est partagée aux échelons immédiatement infépartagee aux concions intimedialement inte-rieurs... Thierry de Beaucé, en tout cas, en tire les conséquences, notamment en préconsent un réctamen critique du dispositif des établis-sements d'enseignement français à l'étranger.

Ce n'est pas là l'unique idée force d'un uvrage documenté et au ton enlevé. En affirouvrage documente et au con emeve, en arti-mant que « le rayounement international [du français] était une priorité économique et politique », l'auteur énonce cortes une évi-dence. Mais une évidence qui no se reflète nul-lement dans les mentalités de beaucoup de bauts responsables pour lesquels une poli de la langue n'est trop souvent qu'un supplé-ment d'âme inutile et coûteux. Un beau chan-BERNARD CASSEN.

MÉLANGES OFFERTS A GABRIEL MERLE. -Sous la direction de Max-Peter Gruenais, Robert Parret, Annetta Reumert-Kazes

* SILA, Universitá Paris-VII, Paris, 1887, 362 pages, 60 F.

Une vieille tradition de l'Université fran-çaise veut qu'un professeur éminent presant sa retraite se voit rendre un hommage écrit par ses collègues sous forme de «Mélanges». l'érudition modeste, auteur d'une thèse brillante sur Lytton Strachey mais esprit réfrac-taire sux faux honneurs, méritait bies ce gnage de respect et d'affection. On trousemotgrage de respect et d'affection. On trou-vera dans cet ouvrage pluridisciplinaire une aérie d'essais portant sur la civilisation et les langues d'Europe et des Amériques. A notor, en particulier, les études d'Ignacio Ramouet sur les hispaniques aux Eans-Unis et de Jean-Pierre Hammer sur quatre poètes, Lenau, Vigny, Heine et Petôfi.

Pour une histoire de l'immigration

Par YVES FLORENNE

N livre (1) qui ouvre une vois. Gérard Noiriel avait bien des titres, outre sa chaire d'histoire sociale à l'École normale supérieure, pour motiver et justifier son ambition de poser les fondements d'une histoire dont il nenna qu'alle raste à faire.

Entraîné dans le passé, le lecteur n'aura pas l'inconvenance de se demander si l'immigration ne serait pas l'une des plaies du monde moderne que les Etats-Unis ont généament exportées en Europe, après avoir fondé sur cette nigration leur nation et leur empire. Quoi qu'il en soit, les émigrants états-uniens, issus d'un colonialisme, ont tout juste deux cents ans d'êge : l'immigration « fran-çaise », dans ses sources rassemblées à l'extrême occident européen, compte plus de trois millénaires. C'est toute la

Restons dans l'Europe moderne. L'immigration, longtemps ignorée jusque dans le mot, commence avec le Second Empire et l'industrialisation. Elle a continué sur cette lancée. Objectera-t-on à l'auteur que lui-même poursuit son étude en identifiant implicitament l'avenir à cette « civilisation industrielle », pourtant déjà en question. L'immigration fut, des l'origine, suscitée par le besoin de main-d'œuvre, à bon marché, corvéable à merci ; d'où le soutien actif des entrepreneurs. C'est l'incapacité de nos sociétés à alléger l'homme de la masse de travail non gratifiant que la machine est déjà prête à accomplir, c'est cette încapacité et ce refus, qui engendrant pour les uns l'excès de travail, pour les autres la condamnation au « rien faire ».

Le lacteur se demanders peut-être quelle nécessité linquistique a conduit l'auteur à intituler son chapitre central : UPROOTED. Autant qu'on sache, le masse des déracinés pauvres n'est pas particulièrement formée par les Anglo-Saxons. On lik aussi, sous sa plume, que pour « parier l'expérience immigrante », il faut « rompre avec les belles écritures de l'histoire » ; et « l'historien oublie un peu vite » que (ici le même lecteur aura un léger sursaut), « salon la formule de Philippe Lejeune : je est un autre. » Bien entendu, le titre de Lejeune est une citation, et la « formule », tombée dans le domaine public, a pour inventeur un oiseau migrateur nommé Rimbaud. Mais, même rue d'Ulm, la culture moderne a déjà relégué cet « archaïsme » de la culture, justement, et du langage - lequel n'en vient pas moins d'être élu par les 54 % de Français (sans compter les autres) qui ont renouvelé le mandat de leur archonte. En grec, comme on sait, simplement : le premier, dans la

Quant au déracinement, en quelque langage qu'on le parle, il ne va jamais sans nostalgie, et presque jamais sans espoir du retour. L'immigration résulte toujours d'une contrainte. Elle n'est un libre choix que pour les riches.

Ecrivant le passé, l'historien prend l'immigration moderne au dix-neuvième siècle, jusqu'à nos entre-deux guerres. Son histoire se retrouve donc portée sur les immigrés venus de l'Europe occidentale. Un seul élément « exotique » : les Arméniens. Il est piquant de se souvenir que le docteur René Martial, « anthropo-biologiste », théoricien raciste, choyé par Vichy, trouvait précisément dans les Arméniens le greffon idéal pour la « race française ». Ces émigrés européens n'ont pas moins provoqué un rejet violent chez les indigènes (nous parlons des Français racinés). Aujourd'hui, alle est adoptée, à seule fin de mieux

déconsidérer l'autre. Ne reste pas moins que les Européens ont de fortes et fort anciennes racines communes. A l'égard de ces « autres », la plupart des difficultés, nées de modes de vie quotidiens trop dissonants, doivent être

Quant aux religions, la tiédeur du climat religieux français leur est favorable. Saule exception, mais qu'un Etat de droit ne peut accepter : leurs formes intégristes qui refusent toute laïcité ; pour celles-là, il n'est de loi que leur propre loi. A leurs marges, on trouve des zones floues de traditions et de pratiques que la religion revendique, ici, et là, renie. Ainsi des mutilations pénales ou de la lapidetion à mort, bien entendu non « immigrables ». Et pourtant... La France ferme les yeux sur les mutilations sexuelles les plus cruelles. Il est vrai qu'elles ne concernent « que » les femmes. Des « femmes », le plus souvent, d'un an ou deux d'âge. « Mieux » encore : avec la louable intention d'épargner à ces victimes anfantines, au moins la torture, parfois la mort, on favorise une exécution propre, chirurgicale et hospitalière. Pour le coup, c'est l'assimilation inversée : car, que nous voulions ou non l'ignorer, nous devenons tous partie prenente dans ces mutilations. Mais il ferait beau voir qu'una société matriarcale immigrée pratiquât la castration de neuf jeunes mâles superflus sur dix. Tous les gouvernements virils du monde entier invoqueraient furieusement les droits de l'homme. A juste titre : ces droits immémoriaux de l'homme sur le femme.

DOUR mieux démythilier leur « mythe des origines », l'auteur avance que pius d'un Français aur trois, en ne remontant qu'à ses arrière-grands-parents, a une accer-dance étrangère. C'est bien possible. Mais comment le sevoir ? La statistique, inexistants, ne pourreit s'établir que sur l'état civil. Or de quoi est faite la partie immergée de cet iceberg ? Le mesurer serait aussi farfelu que de prétendre dénombrer les enfants adultérins dans toutes les familles françaises, pures ou mélangées.

Soyons modestes dans nos recherches, théories, usage douteux de douteuses statistiques, bref, dans notre « réflexion scientifique », plus ou moins. Modestes aussi dans notre appréciation de l' homo dit sapiens. La xénophobie, hélas, est universelle, aussi vieille, probablement, que les premières cavernes habitées. Elle commence à la frontière du village, au voisin de palier; et jusque dans les profondeurs de l'organisme humain : son premier mouvement n'est-il pes de rejeter l'organe greffé, ce corps étranger qui lui rendrait la vie ? Pour « changer tout cela », il n'est d'autres médecins et médecines que le temps, une très longue patience, la persévérance, le lent apprentissage de la raison, qui est, paraît-il, avec le rire, le propre de l'homme. Tout ce qui ferait que les violences opposées du déracinement et du rejet se diluent dans une certaine communauté humaine, qui rendrait toutes racines nourris santes, nourricières, savoureuses pour tout le monde. Utopie ? Cartainement, C'est-à-dire, non pas illusion, pas même vision, mais imagination créatrice d'un possible futur.

(1) Gérard Noiriel, le Creuset français. - Histoire de l'immi-gration, XIX-XX siècles, Le Scuil, Paris, 1988, 444 pages, 160 F.

RELIGION

L'ISLAM ET LES MUSULMANS EN FRANCE.

★ Editiona Tougui, Paris, 1987, 486 pages, 130 F.

Plus que d'islam et de musulmans en France, il s'agit ici d'une vision française des musulmans et de l'islam. Empruntant largemusulmans et de l'islam. Empruntant large-ment au genre anthologique, l'anteur convo-que ses classiques: G. Zananiri, Y. Moabarac, M. Bennabi, L. Massignon et bien d'autres, pour une rétrespective équilibrée dans laquelle l'effort de compréhension de quelques-uns répond à l'animosité obtuse du plus grand nombre. Signalant au passage les tares et mérites des orientalismes militaire, chrétien et unimeritaire. S. Sallant nouvre un colt cemérites des orientalismes militaire, chrétien et universitaire, S. Sellam montre un goût prononcé pour une galerie de têtes très élitiste où
les musulmans d'origine et de couversion sont
fort éloignés de l'immigré de base. Celui-ci
n'apparaît qu'en fin de livre et, avec hi,
s'affirme le caractère moraliste d'un ouvrage
qui vise, par le développement de la connaissance mutuelle, à la rébabilitation sociale et
culturelle de l'islam en France. On signale ra
aussi la belle « lettre-préface » de Jacques
Berque sur une nécessaire coprésence islamoméditerranéenne dont la démarche de Sadek
Sellam porte déjà ce sympathique témoi-Sellam porte déjà ce sympathique témoi-

LOUIS-JEAN DUCLOS.

LE PROTESTANTISME. - Jean Baubérot et Jean-Paul Willaime ★ MA éditions, coll. «Le monde de… », Peris, 1988, 207 payes. 55 F.

Paris. 1989, 2017 pages. 56 F.

Dans notre siècle d'encyclopédies, sans doute était-il indispensable de disposer d'un livre de référence rapide et complet sur ce protestantisme qui, décidément, intrigne et intéresse: plus de cent vingr-cinq clefs, de la théologie la plus récente, des théologiens les plus prestigieux aux laïcs les plus discrets, du puritanisme à l'avortement, de l'évangélisation à la bio-éthique. Un énorme travail que nous offrent deux des personnelités universitaires les plus chevronnées entre miversitaires sonnelités universitaires sonnelités universitaires français. itaires les plus chevro

Pour l'apprécier, on sante, bien sûr, sur ce n'on comaît. Pour voir. Alors, on regrette que cette vitrine soit un peu compl tantinet apologétique. L'ecuménia

PRODUITS DU TERROIR

VINS FINS D'ALSACE médaillés : Ch. SCHLERET. propriétaire-viticulteur à F 68230 TURCKHEIM

le pape actuel y a mis un frein. Mais alors la le pape actuel y a mis un frein. Mais alors la
«démocratic », pourquoi ne pas en avouer les
limites à l'imférieur même des structures occisiastiques? Le protestantisme français? On
souligne la risque centrifuge, mais non, hélas,
les seléroses centripères. L'Irlande du Nord?
Seule l'IRA (catholique) est «fanatique».
Silence sur la représentation parlementaire du
parti qui la sous-tend. Mais Paisley, le Le Peu
irlandais, conserve le ritre de pasteur, qu'il n'a
reçu que de lui-même. On aimerait quelque
chose de plus décapé, de plus réaliste, de
moint amical. Le protestantisme n'u perdrait chose de plus décapé, de plus réaliste, de moins amical. Le protestantisme n'y perdrait

DORA VALAYER.

RÉDEMPTION ET UTOPIE. LE JUDAISME LIBERTAIRE EN EUROPE CENTRALE. ~ Michael Löwy * P.U.F., Paris, 1988, 258 pages, 160 F.

A la fin du XIX siècle, toute une généra

A la fin de XIX siècle, toute une généra-tion d'intellectuels juifs, venus d'Allemagne et d'Europe centrale, s'écurièrent de l'assimila-tion pronée par leurs ainés pour pulser à la fois dans le romantisme et la mystique juive l'image d'une rédemption du monde. C'est l'histoire de cette génération, de «l'affinité élective » qui permit d'unir non scalement ces deux sources d'inspiration, mais ces intellec-tuels aux mouvements révolutionnaires, que tuels aux monvements révolutionnaires, que retrace Michael Löwy. Son essai est un vérius-ble chef d'œuvre, appelé à faire date, aussi bien dans l'histoire de la philosophie que dans la connissance si lecunaire de cet univers spi-cional englanti. A travect les figures de Martin la cognassance si incunaire de cet univers spirituel englouti. A travers les figures de Martin Buber, Hermstan Cohen, Walter Benjamin, Franz Rosenzweig, Gershom Scholem, Ernst Bloch et Georg Lukacs, il nous restitue la complexité et la richessa de ces itinéraires, dans una approche aussi érudite que sensible, dont en ne saurait ambience astez la profesdans une approche aussi érudite que sensible, dont on ne saurait souligner assez la profon-

JEAN-MICHEL PALMIER.

COMMUNICATION

LE SALAIRE DU ZAPPEUR. - Serge Daney * Remssy, Paris. 1988, 258 pages, 48,50 F.

Bonheur du style, intelligence de l'auteur, passion du sujet, tout dans ce livre séduit fortement le lecteur exigeant. Serge Dancy – inventeur du célèbre sigle PAF (payage audiovisuel français) – ressemble ici une cinquantaine de courtes chrosiques publiées an jour les Libération et qui constituent. jour le jour per Libération et qui constituent une réflexion neuve, touique, lumineuse, sur le nouvelle télévision, sur sa vraie nature, sur sa

Livre fondateur de ce qui pourrait être une « théphilie » (comme on dit cinéphilie), il pose les bases d'un authentique savoir sur la télévision, ses formes et sa complexe rhétori-que, Après l'avoir la, uni ne pourra regarder la télésision comme avent IGNACIO RAMONET.

LIRE EN EUROPE. - Sous la direction de José Vidal-Beneyto et de Bernard Cassen

★ Editions du Conseil de l'Europe, Stree bourg, 1988, 180 pages, 50 F.

On it moins aujourd'hui en Europe que judis, tandis que l'illettrisme se répand. Effet sans doute de la tyrannie de l'audiovisuel, conjugné à l'échec de l'enseignement et à la

Pourtant, soulignent les auteurs de ce pas-sionnant ouvrage collectif, la production édito-riale ne s'est pas ralentie. Mais ils observent

L'écrit, estime Bernard Cassen, a aujourd'hui besoin de légitimation. Il propose la création - d'un espace européen de la lec-lure - et invite les responsables politiques à faire preuve de volontarisme culturel alin de préserver l'écrit et son message indispensable de pluralisme, de liberté. Et donc d'huma-

LR.

VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)

 Autres produits alimentaires ; arrivages de l'Argentine par avion garantis;
 expéditions partout dans le monde.

carnar France 17, rue de la Comète - 75007 Paris

Télex: 20 50 88 F - Tél.: 47-05-96-61



3. ch. de Priville - CH-1001 Lausanne Suisse T#L 19-41/21/201501 — Fax 19-41/21/22 67 00 — T#ex 450600 ei ch

Quand les catholiques inquiétaient l'Amérique

Par PHILIPPE VIDELIER

L a suffi de quelques réflexions de M. François Mitterrand sur le « sens de L'histoire - et la citoyenneté des gens qui vivent et travaillent en France pour que, dans l'instant, resurgisse le spectre de la submersion islamique. Sur les ondes d'Europe 1, M. Jacques Chirac invitait les Français à imaginer un Khomeiny • qui serait devenu conseiller municipal de Neauphle-le-Château (1) ». Après le mouvement étudiant de l'hiver 1986 et la mort de Malik Oussekine, après le rapport Hannoun sur le racisme et celui de la commission des «sages» sur la réforme du code de la nationalité française, paraissait révolu, sauf pour l'extrême droite, le temps des appels aux passions honteuses. Aussi peu fondé que décent, l'amalgame: immigré égale Arabe, égale musulman, égale chiite, égale Khomeiny, était de nouveau supposé attirer les suffrages des électeurs effrayes. Comme lors des élections législatives de 1986.

Au soir du 16 mars 1986, le champagne coulait à flots au quartier général du Front national: « 1 800 bottles of France's most festive wine (2) -, précisait l'International Herald Tribune, qui, depuis un siècle, porte un regard américain sur la France. - Paris est une belle ville, confiait l'un des fétards à la journaliste d'outre-Atlantique, mais il y a trop de Noirs et d'Arabes maintenant. Ce n'est pas du racisme, mais Le Pen comprend qu'il y en a trop ici. Ils doivent partir. » Les mois précédents, dans les journaux français, s'étalaient les placards publicitaires du parti de M. Chirac annoncant autour des thèmes « Vivement demain avec le RPR - et - Vivement la France -, les mesures clés qu'adopterait son gouvernement. Parmi celles-ci, la refonte du droit de la nationalité. « Il faut le faire. Nous le ferons », affichait péremptoirement la publicité.

Le Herald Tribune notait que si John F. Kennedy avait lancé la mode des gouvernements qui misent beaucoup sur les cent premiers jours, et si cette perspective pouvait tenter M. Jacques Chirac, la voie restait étroite pour la France (3). Lorsqu'en novembre 1986 le conseil des ministres adopta un texte modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française, les observateurs américains virent dans le projet « une réponse à la puissante vague anti-étrangère dans le pays, alimentée par la montée du Front national d'extrême droite (4) ». Loi sur les conditions d'entrée et de séjour des immigrés en France, expulsion des cent un Maliens, projet de réforme du code de la nationalité. l'association SOS-racisme croyait « vivre un mauvals rève (5) ». Mais qui se souvient que ce mau-vais rêve, les Etats-Unis l'ont vécu en un temps où les catholiques faisaient les frais des terreurs du Nonveau Monde?

« Une sensualité débordante »

EST-IL nécessaire de modifier les condi-tions de naturalisation pour préserver l'identité nationale? Les catholiques sont-ils intégrables? Ces angoissantes interrogations dominent le dix-neuvième siècle américain. On rapporte qu'en avril 1855 à la question de savoir pourquoi elle se promenait armée dans les rues de New-York, une femme répondit: « Pour la même raison que mon mari: pour me protéger des catholiques. » L'année précédente, les Etats-Unis avaient accueilli 427 833 immigrants, cinq fois plus qu'en 1844.

A Boston, le révérend Lyman Beecher prédisait que seul un renouveau religieux pouvait encore repousser cette « invasion - de l'Europe catholique. Dans les ghettos de New-York et de Philadelphie, les catholiques irlandais ou allemands s'imposaient. Leurs prêtres, comme l'évêque John Hugues à New-York, prétendaient faire subventionner leurs écoles confessionnelles - celles d'une religion liée à l'étranger - par des fonds publics, et même remplacer la bonne Bible, celle du roi James, par une version à eux. Par ailleurs, et quoique chacun ait droit en cette libre Amérique à vivre selon sa foi, il fallait bien reconnaître que leurs mœurs étaient fort peu compatibles avec les règles de la morale telles que l'Union les concevait. Après avoir lu dans le Philadelphia Daily Sun, du 14 mai 1844, la dénonciation de « la débauche éhontée, la prospérité du vice et la sensualité débordante », qui prévalent dans le système papiste : « Laisseriez-vous voire fille sortir avec un catholique » ?

Les démocrates, prêts à manger à tous les râteliers, se firent élire à New-York grâce aux voix de catholiques fraîchement naturalisés. C'en était trop pour les vrais Américains, ceux qui avaient conquis la liberté au monde, et qui nsaient, comme Joseph Tinker Buckingham, de Boston, que la charité commence par soimême et ordonne de s'auto-préserver. Ainsi naquit, en juin 1843, l'American Republican Party, dont les objectifs honorables pouvaient se résumer en trois points : les postes publics devaient être réservés aux Américains; la bonne Bible maintenue dans les écoles; et le délai de naturalisation porté de cinq à vingt et un ans. Le parti commença par se purger de ses éléments nés à l'étranger (on risque tou-jours une infiltration). Aux élections sénatoriales de New-York, en 1843, il obtint plus qu'un succès d'estime avec 23 % des suffrages.

« La canaille étrangère »

Philadelphie, en 1844, le parti entreprit A de donner une leçon aux Irlandais qui, non seulement faisaient sur le terrain de l'emploi une concurrence déloyale aux travailleurs américains, mais encore d'une ville faisaient un taudis. Kensington, par exemple, avait été autrefois un quartier chic. Il fallait voir combien il s'était dégradé jusqu'à devenir leur ghetto. On a parlé de provocation; mais pourquoi les Républicains américains n'auraient-ils pas en le droit de tenir meeting en plein quartier catholique? Il s'ensuivit quatre jours d'émeutes, des morts, des blessés, des pillages. « Les séides d'un clergé despotique, ville de l'Umo ont abattu avec des balles de mousquets dez citoyens [américains de naissance] parce que ces descendants des héros révolutionnaires se réunissalent paisiblement pour discuter du Lien du pays », écrivait l'un de ces républicains au sénateur de la Virginie. Les « paisibles citoyens » tentèrent d'incendier les églises de Saint-Augustin et Saint-Nicolas, ce qui leur valut le surnom de « Churchburners ». En juillet, les American Republicans décidèrent d'une grande manifestation à Southwark, autre quartier de Philadelphie. Aux premiers rangs paradaient les blessés de Kensington, les victimes de la . canaille étrangère ». La tension monta encore. Et lorsque, le 6 juillet, les émeutiers menacèrent l'église de Saint-Philippe-de-Néri, où, disait-on, les catholiques entassaient des armes, la troupe fit feu et il y eu plus d'une dizaine de morts (6).

L'incendie d'une église a toujours fait la plus détestable impression sur le public américain, si respectables qu'aient été les motifs des American Republicans. Ce fut le début de leur déclin. En outre, leur prétention à concurrencer les Whigs (conservateurs) au plan national désagrégea les alliances passées localement et précipita leur marginalisation. Mais le fondamentalisme sut renaître de ses cendres.

En 1854, l'ordre de la Bannière étoilée (Order of the Star-Spangled Banner) donnait naissance à l'American Party. Il paraît qu'interrogés sur leur goût du secret, les membres de l'ordre, qui s'appelaient eux-mêmes les « sires de 76 » - constant rappel de la déclara-

tion d'indépendance et des valeurs américaines - répondirent qu'ils n'étaient au courant de rien : « I know nothing ». C'est pourquoi on leur donna le nom de Know-Nothings, et à leur mouvement celui de Know-Nothingism. Ils étaient organisés en Wigwams, dirigés par des Sachems, et trouvaient une base dans les milieux populaires, chez les artisans et les ouvriers qualifiés. Leur influence culmina dans les années 1854-1855. Leurs hommes parvinrent à contrôler plusieurs Etats, mais ils étaient puissants surtout dans le Massachusetts. Le problème noir les divisa dès 1856, puis la Sécession et la guerre civile mirent fin à leur activité. Mais c'était ce que S.M. Lipset et E. Raab appellent une « classique victoire dans la défaite (7) » : « Ils disparurent comme parti politique parce qu'ils étaient devenus une force politique victorieuse dans le courant dominant » du Parti républicain,

fondé en 1854 et avec lequel les Know-Nothings avaient tissé de solides alliances. Le président Ulysses S. Grant, qui avait appartenu aux Know-Nothings, envisageait ainsi sereinement dans une réunion Canciens combattants, en 1875, la possibilité d'une nou-velle guerre civile, cette fois-ci entre... protes-tants et catholiques : « Entre le patriotisme et l'intelligence d'un côté, et la superstition, l'ambition et l'ignorance de l'autre. » Ces paroles sonnaient comme un lointain écho des articles enflammés du New York American Republican de 1844 : « Donnez aux gens l'intelligence et ils ne seront plus catholi-

On vit se multiplier les témoignages de toute nature sur la duplicité des catholiques et l'unamericanism - néologisme signifiant une absolue incompatibilité de genre - des immigrants irlandais ou allemands. Entre la fin de la guerre civile et la première guerre mondiale, les Etats-Unis accueillirent près de vingt-cinq millions d'étrangers, pour la plupart catholiques, de basse condition, et qui s'entassaient dans les mégapoles. « La conduite non patriotique de la population papiste dans nos principales villes pendant la rébellion est bien connue », écrivait le Harper's Weekly. « Elle de terreur pour les citoyens loyaux. Ils ont accouru aux meetings de paix, ils ont tenté de diviser l'Union, et lorsque la guerre a été finie. ils ont placé leurs leaders corrompus et pillé la société appauvrie. » Les plus graves accusations couraient sur leur compte, comme celle d'avoir manigancé l'assassinat de Lincoln.

Un complot jésuite !

Clinton, Iowa, naissait en 1887 l'Associa-A tion protectrice des Américains, qui défendait le vrai américanisme et les vrais Américains, militait pour la réduction de l'immigration, une plus grande sévérité dans les naturalisations, et revendiquait vers 1895 (mais exagérer n'est pas pécher) deux millions cinq cent mille membres. Les historiens lui en attribuent peut-être cent mille. Elle pouvait néanmoins puiser dans le vivier des organisations « patriotiques » qui proliféraient : l'ordre patriotique des fils de l'Amérique, l'ordre des Américains d'origine, Les hommes loyaux de la liberté américaine, Les Templiers de la liberté, etc.

La nouvelle recrue devait s'engager à ne jamais voter pour un catholique; à ne jamais employer un catholique lorsqu'elle pouvait embaucher un protestant; à ne jamais faire grève aux côtés d'un catholique. L'American Protective Association (APA) croyait qu'en 1851 un conclave romain avait décidé de concentrer l'immigration européenne sur les grandes villes des Etats-Unis pour pouvoir s'en



AFFICHE DU FILM - NAISSANCE D'UNE NATION -DE D.W. GRIFFITH (1915) Le Ka Klan Klan cralgnaît qu'on ne porte le pape à la Maison Blanche

emparer par la force des bulletins de vote. Elle ajoutait que bien qu'un huitième sculement de la population de l'Union fut catholique, ceuxci occupaient la moitié des postes publics. Pour fortifier la foi de ses croyants, l'APA fabriqua une encyclique de Léon XIII, des « instructions aux catholiques américains », selon laquelle tous les hérétiques devaient être exterminés le jour de la fête de Saint-Ignaco-de-Loyola, l'âme du complot jésuite, c'est-à-dire le 31 juillet 1893. Ross S. Johnson, qui, en 1948, a étudié l'APA de l'Ohio (8), raconte que la panique gagnait à l'approche de la date fatidique. A Toledo, la garde nationale fut mise en alerte une semaine. Le Toledo Blade indiquait que des milliers de gens avaient cru à la véracité de la menace papale. Mais croyezvous que le non-événement, la date passée, ait embarrassé l'Association protectrice des Américains? Pas du tout. C'était une preuve supplémentaire de la « roublardise jésuite desti-née à désarmer les protestants de façon qu'une attaque ultérieure soit plus surement victorieuse ». L'APA eut anssi sa fin. Vers 1896.

Puis vint le second Ku Klux Klan, qui craiguait que le trop-plein de policiers irlandais ne fasse courir des risques à la population vraiment américaine, et qu'ils ne marchent un jour sur le Capitole de Washington et ne portent le pape à la Maison Blanche. Cette croyance, également, eut une fin.

Même le Ku Klux Klan, aujourd'hni, par la voix de son Grand Dragon, a renoncé : « Ela bien, heu, nous séparons les Blancs des juifs, entre les Blancs et les catholiques (sic!) (9). - Toute l'Amérique croit désormais que les catholiques se sont intégrés.

1 77 10 10 NOT BY

100 mg - 100 mg - 1

attende in de la étre sego

Comment of notify

mirre a gravident det

abative las

Services our prevalent

to an Acoustic

Tarre to the Pan voet me

The important choose, .

Ps Hocks

Toute? Non! Une poignée d'irréductibles continue à combattre les « enfants de Satan », comme cette petite radio KTTL de Dodge-City, Kansas, qui apprend à ses auditeurs com-ment dresser des potences (10). Pourtant, à Boston, Massachusetts, un catholique, Joseph P. Kennedy, fils de Robert, assassiné il y a vingt ans, a été élu à la Chambre des représ tants; on se souvient que son oncle avait même occupé la Maison Blanche. Et aujourd'hui, un Noir, M. Jesse Jackson, peut briguer l'investiture du Parti démocrate. Cela donne des raisons d'imaginer qu'un jour un Malik devienne président de la République française. Pourquoi pas?

(1) Le Monde, 16 avril 1988.

(2) - 1 800 bouteilles du vin le plus gai de France.» uernational Herald Tribune, 18 mars 1986. (3) International Herald Tribune, 24 mars 1986. (4) International Herald Tribune, 13 novembre

(5) Le Monde, 18 novembre 1986.

(6) Thomas J. Curran, Xenophobia and Immigra-tion, 1820-1930, Twayne Publishers, Boston 1975. (7) Seymour Martin Lipset, Earl Rash, The Politics of Unreason, Right-Wing Extremium in America, 1790-1977, University of Chicago Press, Chicago, 1992.

(8) Ross S. Johnson, The APA in Ohio, Ohio State University, 1948.
(9) L'Evênement du jeudi, 1st mai 1986.

(10) Le Monde, 27 mai 1983.

Dans ce numéro :

PAGE 2:

Courrier des lecteurs.

PAGE 3:

Les socialistes français et la contraînte européenne, suite de l'article de Bernard Cassen.

PAGE 4: Quand le chômage sape la République, suite de l'article de Claude Julieu.

Limiter l'extension de la grande pauvreté, par Denis

PAGES 6 et 7:

TEXTES D'HIER A MÉDITER AUJOURD'HUI: De la « compréhension » des « valeurs » fascistes à la tra-

PAGES 8 à 10 :

CRISES DANS LA FRANCE D'OUTRE-MER : Imposture et violences en Nouvelle-Calédonie, par Jean-Marie Kohler. – L'extrême urgence des réformes économiques, par Jean-Luc Mathieu. – Prise d'assaut et information-otage, par Jean Crozier.

Vers un marché mondial de l'information télévisée, par Yves Eudes.

PAGES 12 et 13 :

LA FOIRE AUX MIRACLES DES TÉLÉVANGÉ-LISTES AMÉRICAINS, par Ingrid Carlander.

PAGES 14 et 15:

Iran : l'imam Khomeiny se retourne contre les conservateurs, par Ahmad Salamatian.

PAGES 16 et 17 :

AFGHANISTAN : Du dialogue à l'inconnu, par Jacques Decornoy. – Les atouts vacillants du régime de Kaboul, par Alain Gresh. – Incertitudes et espoirs de la résistance, par Malecha Lodhi et Husain Haq-

PAGES 18 et 19 :

Proche-Orient : Du conflit à la paix par l'internationali-sation, par Alain Chambon.

PAGES 20 et 21 :

QUELQUE PART EN COTE-D'IVOIRE : A Grand-Bassam, l'an 2000 n'est pas pour demain, par Bernard

PAGE 22:

Relancer le développement par la maintenance indus-trielle, par Bertrand Girard.

PAGES 23 à 25 :

Venezuela: l'ambition démocratique (supplément).

PAGES 26 et 27:

LA VOIX ET LES DROITS DES VICTIMES: Les citoyens face aux dégâts de la criminalité, par Renée Zaubermen et Philippe Robert. — Aide publique contre une calamité publique, par Anne d'Hauteville. — Comment réparer les préjudices?, par Marie-Pierre de Liège. — Le recours au marché de la sécurité, par Thierry Godefroy.

PAGE 28 :

La renaissance de la littérature chinoise, par Jess-Philippe Béja. PAGE 29 : Fronts et frontières », de Michel Foncher, par le général Georges Buis. – Féminisme : le pouvoir en par-tage, par Sylvie Kerviel. Dans les revues.

PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS: «Le Creuset français, histoire de l'immigration XIX-XX» siècle», de Gérard Noiriel, par Yves Florenne. — «Lève-toi, mulâtre», de Manuel Zapata Olivella, par Denise Mendez. — «Mon mari est capable», de Denis Boucolon, par Bernard Gensane.

La Monde diplomatique du mois de mai 1988 a été tiré à 162 000 exemplaires.

Juin 1988

